

**gouvernement du Québec**  
**comptes publics**

année financière terminée le 31 mars 1980

**1979-1980**

**volume 1**

**états financiers**



Gouvernement du Québec  
Ministère des Finances

77-4  
3921  
75  
63  
C738  
1979/80, 1  
Ex. C1  
C410

---

# gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1980

---

# 1979-1980

---

volume 1

## états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la  
Loi sur l'administration financière (chapitre A-6 des lois refondues du Québec de 1977)

---



Gouvernement du Québec  
Ministère des Finances

Ministère des Finances

Bibliothèque

Date:

ISSN 0706-2869  
ISBN 2-551-04135-X (Édition complète)  
ISBN 2-551-04136-8 (Volume 1)  
Dépôt légal — 4<sup>e</sup> trimestre 1980  
Bibliothèque nationale du Québec

À son Honneur le Lieutenant-gouverneur  
Monsieur Jean-Pierre Côté, C.P.  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes  
publics du gouvernement du Québec de l'année financière  
terminée le 31 mars 1980.

Le ministre des Finances,  
Jacques Parizeau

Québec, décembre 1980





Au Ministre des Finances  
Monsieur Jacques Parizeau  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1980, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6 des lois refondues du Québec de 1977).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,  
Guy Langlois, c.a.

Québec, décembre 1980



# TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		SECTION
INTRODUCTION	9	OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	<b>1</b>
ÉTATS FINANCIERS		Sommaire	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	11	Revenus	
Revenus et dépenses	16	Dépenses	
Actif et passif	18	OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	<b>2</b>
Dettes nettes	20	Sommaire	
Provenance et utilisation des fonds	21	Placements	
Notes complémentaires	22	Régimes de retraite	
Opinion du Vérificateur général	23	Autres comptes	
		FINANCEMENT	<b>3</b>
Fonds en fidéicommiss et Opinion du		Sommaire	
Vérificateur général	26	Variation de l'encaisse	
Fonds de relance industrielle et Opinion du		Nouveaux emprunts	
Vérificateur général	28	Remboursements d'emprunts	
Fonds renouvelable du Service des achats du		Variation du change sur les remboursements	
Gouvernement et Opinion du Vérificateur général	30	d'emprunts en monnaie étrangère	
Fonds spécial olympique et Opinion du			
Vérificateur général	33	ACTIF ET PASSIF	<b>4</b>
Fonds des agents de voyage et Opinion du		Actif et passif	
Vérificateur général	37	Dettes nettes	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt		Notes complémentaires	
de l'université du Québec et Opinion du	40		
Vérificateur général		ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	<b>5</b>
Fonds de l'assurance-maladie et Opinion du			
Vérificateur général	43		
		INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — III	



## INTRODUCTION

---

Les Comptes publics comprennent deux volumes. Le volume 1 « États financiers » regroupe les états financiers du Gouvernement et des fonds spéciaux et le détail des opérations financières, y compris les revenus et les dépenses des ministères. Le volume 2 « Détail des dépenses » comprend la liste des fournisseurs et bénéficiaires de chaque ministère par catégorie de dépenses et la liste des biens en capital.

Par suite d'un nouvel agencement et en ordonnant mieux le contenu, nous en sommes arrivés à diminuer sensiblement le nombre de pages du volume 1. En plus de faciliter la lecture et la compréhension du document, ce réaménagement nous a permis d'introduire un certain nombre de renseignements qui se traduisent par une reddition de comptes plus significative et exhaustive. Ainsi, nous devons signaler :

1. La ventilation des dépenses de transfert, par catégorie de bénéficiaires;
2. Les dépenses reliées aux projets de développement régional;
3. Le rapprochement que l'on fait maintenant entre les prévisions et leurs modifications et les dépenses imputées aux crédits budgétaires ventilées par mission, domaine et secteur;
4. Les renseignements supplémentaires qui sont publiés aux pages 5-93 et 5-94 et qui constituent des précisions importantes à l'égard de certains actifs et passifs au 31 mars 1980.

Pour en arriver à cette diminution du nombre de pages, nous avons éliminé le plus possible le dédoublement dans les renseignements fournis et nous avons retranché la ventilation des modifications aux crédits au niveau de l'élément de programme; de plus, dans les revenus de droits et permis et les revenus divers, nous avons regroupé sous le titre « Autres », soit à la sous-sous-catégorie, les montants inférieurs à 50 000 \$.

Le contrôleur des finances,  
GUY LANGLOIS, c.a.



# CONVENTIONS COMPTABLES

## ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie lors d'une assemblée tenue le 17 février 1971, ratifiées par le Conseil du trésor le 1er avril de la même année et modifiées subséquemment par ce même organisme.

L'extrait des minutes de ces assemblées, pertinent aux conventions comptables actuellement suivies, se lit comme suit:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada seront comptabilisés selon la base de caisse;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer; il en est de même pour les contributions perçues des employeurs au cours du mois d'avril afférentes aux salaires versés avant le 1er avril dans le cadre de la Loi sur la régie de l'assurance-maladie.
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit:
  - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics RREGOP (L.R.Q., c. R-10 et modifications), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente 140% des cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
  - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12 et modifications), les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement. Tout excédent annuel, par régime, des sommes dé-

bitées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire;

- VII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés. Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction du service de la dette;
- VIII — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé;
- X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative;
- XI — Les bons du trésor émis en devises canadiennes sont inscrits à leur valeur nominale. L'escompte est apparenté à de l'intérêt et la comptabilité est faite selon la base d'exercice.

## EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et qui couvrent les opérations du Fonds consolidé du revenu et du fonds de l'assurance-maladie.

### I—GÉNÉRALITÉS

Il est opportun de souligner les différences qui caractérisent les deux méthodes de comptabilité généralement admises. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont encourues. Selon la comptabilité de caisse, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés et les dépenses, lorsqu'elles sont payées.

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière.

### II—REVENUS

#### Définition

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur les revenus et sur les biens, incluant les contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des



sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment :

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

### **Comptabilisation**

#### **Revenus autonomes**

Sont inscrits sous ce titre :

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'elles représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les réclamations émises à des débiteurs jusqu'au 31 mai inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à l'année financière écoulée;

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

La contribution des employeurs au fonds de l'assurance-maladie est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1er avril au 31 mars, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Aucune provision n'est établie pour tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et cotisations émis avant le 1er avril.

#### **Transfert du gouvernement du Canada**

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse, y compris ceux relatifs aux accords sur le bilinguisme. Cependant, les programmes à frais partagés avec compensation financière seulement sont enregistrés aux revenus de l'année financière selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les comptes émis jusqu'au 31 mai eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

## **III—DÉPENSES**

### **Définition**

Toutes les charges imputées sur les crédits autorisés de l'année financière terminée le 31 mars constituent des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires.

Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières autorisées par l'Assemblée nationale dans le cadre des Lois de subsides et de lois particulières qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le fonds de l'assurance-maladie.

En outre, le Gouvernement peut, dans certaines conditions, donner un ordre de préparer un mandat spécial pour prélever, à même le Fonds consolidé du revenu, un montant alors jugé nécessaire. Ce mandat spécial est à toutes fins un crédit pour l'année financière au cours de laquelle il est émis.

Cependant, il doit être noté que la dépense relative à la provision pour les créances irrécouvrables n'est pas imputée sur un crédit autorisé. Cette dépense est établie en fonction de la valeur estimative de réalisation et en considérant les facteurs qui sont déterminants sur la valeur réelle de ces créances au 31 mars.

### **Comptabilisation**

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi sur l'administration financière, les dépenses sont comptabilisées comme suit :

Toutes les charges qui sont imputées sur les crédits autorisés par l'Assemblée nationale en vertu de lois particulières ou de lois des subsides ou par mandat spécial du Gouvernement sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Les dépenses de transfert sont traitées différemment parce qu'elles ne constituent ni des paiements pour services rendus au Gouvernement, ni des achats. Elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière. Ainsi, les dépenses de transfert pour les frais de fonctionnement des organismes paragouvernementaux opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, tels les commissions scolaires, les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de bien-être, sont absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des paiements prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement conformément aux règlements d'application de la Loi sur l'administration financière. Ces paiements sont établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des organismes concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait, affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces biens est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière terminée le 31 mars et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputation pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

### **Service de la dette**

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts sont inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en est de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est apparenté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction des dépenses.

#### **Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10 et modifications)**

Selon les dispositions de la loi, les cotisations des employés participants et les contributions reçues de certains organismes à titre d'employeur, moins les montants dont la Commission administrative du régime de retraite prévoit avoir un besoin immédiat, sont déposées pour le compte de la Commission à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La contribution du Gouvernement à titre d'employeur représente 140% des cotisations encaissées par la Commission au cours de l'année financière à l'égard des employés participants des secteurs public et parapublic, à l'exclusion de ceux dont les organismes versent leurs contributions d'employeur; à cette contribution est ajouté depuis 1978-1979 l'intérêt sur le solde du compte du Régime au 31 mars précédent. La contribution totale est imputée aux dépenses budgétaires et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

#### **Autres régimes**

Le traitement comptable pour les autres régimes de retraite est conforme à l'item VI (b) de l'énoncé des conventions comptables. À compter de l'année financière 1979-1980, la dépense, établie en fonction de la politique budgétaire, est portée en contrepartie au crédit du compte des régimes de retraite.

### **IV—ACTIF ET PASSIF**

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

#### **1. Placements temporaires**

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant des obligations du gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

#### **2. Comptes à recevoir**

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent aussi les avances comptables utilisées à des fins d'opérations budgétaires, les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1er avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le fonds de l'assurance-maladie et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1er avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

#### **3. Placements**

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec ne sont pas consolidés avec ceux du Gouvernement. Il en résulte que les surplus ou déficits accumulés par

ces entreprises ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif. Ces placements sont inscrits au coût.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

#### **4. Dette nette**

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée principalement du déficit accumulé des opérations budgétaires depuis 1867.

#### **5. Emprunts temporaires**

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

#### **6. Avances des fonds en fidéicommis**

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances rend compte, dans les Comptes publics, de la situation des dépôts et des fonds spéciaux qu'il administre.

#### **7. Compte d'accord de perception fiscale**

Ce poste représente les soldes dus à la Régie des rentes du Québec, à la Régie de l'assurance automobile du Québec, au Fonds spécial olympique et à diverses municipalités relativement à des sommes perçues par le Gouvernement pour le compte de ces organismes.

#### **8. Comptes à payer**

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée à ce poste et non déboursée au 31 mars.

#### **9. Intérêts courus**

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations et les autres emprunts diminuée du solde non amorti de l'escompte sur les bons du trésor. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

#### **10. Compte des régimes de retraite**

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et des autres régimes de retraite notamment ceux des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec.

Il représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur moins certains paiements effectués par le Gouvernement.

Ce compte représente également pour les autres régimes de retraite, les cotisations des participants, les contributions de certains organismes employeurs et les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur réduits des paiements de pensions et des remboursements de cotisations.

#### **11. Bons du trésor, obligations et autres emprunts**

Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale et celles en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisations des emprunts ou d'acceptation des dettes.

## 12. Fonds d'amortissement

Les fonds d'amortissement sont déduits des obligations à l'état de l'actif et du passif.

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Gouvernement a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenue dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

### V—PASSIFS ÉVENTUELS

Cette rubrique couvre:

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;
2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est matérielle et certains autres passifs éventuels importants.

### VI—ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES

Cette énumération porte uniquement sur le capital et couvre:

1. Les engagements autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui sont imputables à des crédits votés pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être et par des organismes municipaux;
2. Les promesses de subventions du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés par des commissions scolaires pour des dépenses en capital de même que les emprunts sur les marges de crédit

bancaire, effectuées par les établissements du réseau des affaires sociales pour fins d'immobilisations sur autorisation du ministère des Affaires sociales;

3. Les promesses de subventions à des organismes municipaux pour des dépenses en capital, non reliées au remboursement d'emprunts à long terme;
4. Les obligations du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cette énumération ne comprend pas:

- 1) Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
- 2) Les engagements relatifs aux intérêts sur les prêts consentis aux étudiants par des institutions financières pendant qu'ils sont aux études;
- 3) Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
- 4) Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- 5) Tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations et dont l'incidence porte sur les années futures;
- 6) Les réclamations en cours contre le Gouvernement.

### VII—ENGAGEMENTS NON BUDGÉTAIRES

Ces engagements sont autorisés par des lois et comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement.



# REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	1980	1979
<b>REVENUS</b>		
<b>Impôts sur les revenus et sur les biens</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	4 621 655	4 227 317
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie	521 139	482 913
Impôts des sociétés	765 174	624 879
Droits de successions	41 861	24 942
Impôt foncier	15 670	
	<u>5 965 499</u>	<u>5 360 051</u>
<b>Taxes à la consommation</b>		
Ventes au détail	1 621 006	1 366 045
Carburants	445 101	445 937
Tabacs	139 033	135 950
Repas et hôtellerie	178 471	154 275
Autres	55 568	47 419
	<u>2 439 179</u>	<u>2 149 626</u>
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles	223 699	216 232
Boissons alcooliques	57 851	57 084
Ressources naturelles	94 958	89 897
Pari mutuel	26 090	24 928
Autres	48 018	35 800
	<u>450 616</u>	<u>423 941</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services	140 865	126 141
Intérêts	177 126	159 654
Amendes, confiscations et recouvrements	49 801	51 171
	<u>367 792</u>	<u>336 966</u>
<b>Transferts des sociétés d'État</b>		
Société des alcools du Québec	160 000	215 000
Société des loteries et courses du Québec	100 000	85 230
Hydro-Québec		20 000
	<u>260 000</u>	<u>320 230</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>9 483 086</u>	<u>8 590 814</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Péréquation	1 708 593	1 340 310
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 198 716	1 201 569
Contributions aux programmes de bien-être	576 169	408 294
Autres programmes	340 106	382 558
	<u>3 823 584</u>	<u>3 332 731</u>
<b>Total des revenus</b>	<u>13 306 670</u>	<u>11 923 545</u>

	1980	1979
<b>DÉPENSES</b>		
Affaires culturelles	74 100	68 977
Affaires intergouvernementales	42 312	36 644
Affaires municipales	321 398	268 296
Affaires sociales	4 759 192	4 301 825
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	278 558	245 310
Assemblée nationale	33 936	31 219
Communications	113 594	95 701
Conseil exécutif	96 538	85 644
Conseil du trésor	5 686	3 997
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	21 637	18 667
Éducation	3 999 768	3 709 453
Énergie et Ressources	164 422	144 944
Finances	909 260	774 207
Fonction publique	459 792	117 838
Immigration	18 498	13 620
Industrie, Commerce et Tourisme	128 208	121 673
Justice	414 908	360 506
Loisir, Chasse et Pêche	148 467	145 455
Régie de l'assurance-maladie du Québec	932 562	780 196
Revenu	473 705	566 543
Richesses naturelles	33 678	34 888
Services de protection de l'environnement	41 366	27 136
Transports	1 261 331	1 137 380
Travail et Main-d'œuvre	107 470	70 491
Travaux publics et Approvisionnement	251 298	215 381
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	31 516	22 041
<b>Total des dépenses</b>	<b>15 123 200</b>	<b>13 398 032</b>
<b>Déficit des opérations budgétaires</b>	<b>1 816 530</b>	<b>1 474 487</b>

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.

#### NOTE

Au cours de l'année financière, le Gouvernement a changé la dénomination de certains ministères et a procédé à des transferts de services entre ces ministères. C'est ainsi que le ministère des Terres et Forêts est devenu le ministère de l'Énergie et des Ressources qui s'est vu confier les secteurs « Mines » et « Énergie » du ministère des Richesses naturelles à compter de la fin de septembre 1979.

De plus, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche est devenu le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche bénéficiant, à compter de la fin de septembre 1979, du transfert du Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports qui était auparavant au ministère de l'Éducation.

Cependant, à compter de cette date, la Direction générale du tourisme était transférée au ministère de l'Industrie et du Commerce qui devenait ainsi le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, ce dernier ministère transférant, à compter du 13 mars 1980, la Direction générale des pêcheries au ministère de l'Agriculture qui devenait ainsi le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Pour fins de comparaison, les données financières de 1979 ont été redressées pour tenir compte de ces nouvelles dénominations, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications budgétaires non mentionnées ci-dessus.

**ACTIF ET PASSIF****au 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

**ACTIF**

	1980	1979
Espèces en banque	94 807	226 346
Placements temporaires	3 869	1 669
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	44 599	40 236
Comptes à recevoir	1 242 972	1 041 194
Intérêts courus	32 106	31 286
	<u>1 418 353</u>	<u>1 340 731</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec	2 031 493	1 825 286
Municipalités et organismes municipaux	77 190	77 869
Particuliers, sociétés et autres	60 068	48 344
	<u>2 168 751</u>	<u>1 951 499</u>
Autres actifs	<u>2 251</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	3 589 355	3 294 481
DETTE NETTE	<u>9 066 335</u>	<u>7 249 805</u>
	<u><u>12 655 690</u></u>	<u><u>10 544 286</u></u>

Le contrôleur des finances,  
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,  
Michel Caron

**PASSIF**

	1980	1979
Emprunts temporaires	100 000	
Chèques en circulation	267 185	250 938
Avances des fonds en fidéicomis	39 855	39 875
Compte d'accord de perception fiscale	122 021	116 214
Comptes à payer	1 096 946	984 079
Intérêts courus	308 555	257 834
	<u>1 934 562</u>	<u>1 648 940</u>
Compte des régimes de retraite (note 2)	<u>1 598 183</u>	<u>915 361</u>
Bons du trésor	135 000	
Obligations moins fonds d'amortissement (note 3)	8 014 266	7 227 728
Autres emprunts (note 3)	973 679	752 257
	<u>9 122 945</u>	<u>7 979 985</u>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<u><u>12 655 690</u></u>	<u><u>10 544 286</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.



**DETTE NETTE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

---

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Solde au début	7 249 805	5 775 318
Déficit des opérations budgétaires	<u>1 816 530</u>	<u>1 474 487</u>
Solde à la fin	<u><u>9 066 335</u></u>	<u><u>7 249 805</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.

## PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	1980	1979
<b>PROVENANCE DES FONDS</b>		
Emprunts effectués	1 648 922	1 575 494
Augmentation du compte des régimes de retraite		
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur	732 539	331 169
Cotisations des participants et contributions d'organismes	148 580	150 086
	881 119	481 255
Pensions et autres paiements	198 297	165 599
	682 822	315 656
Variation des espèces en banque, des placements temporaires et des emprunts temporaires	229 339	49 587
Augmentation de l'excédent des chèques en circulation sur les espèces et effets en main et dépôts en circulation	11 884	47 510
Augmentation de l'excédent des autres éléments du passif sur les autres éléments de l'actif*		116 853
	<u>2 572 967</u>	<u>2 105 100</u>
<b>UTILISATION DES FONDS</b>		
Dépenses	15 123 200	13 398 032
Revenus	13 306 670	11 923 545
	1 816 530**	1 474 487**
Déficit des opérations budgétaires		
Placements effectués moins remboursements	217 252	270 463
Emprunts remboursés	505 962	360 150
Diminution de l'excédent des autres éléments du passif sur les autres éléments de l'actif*	33 223	
	<u>2 572 967</u>	<u>2 105 100</u>

\* Les autres éléments de l'actif sont les comptes à recevoir et les intérêts courus et ceux du passif sont les avances des fonds en fidéicomis, le compte d'accord de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

\*\* Le déficit des opérations budgétaires inclut des dépenses ne requérant aucune sortie de fonds, telles la contribution du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite et la provision pour créances irrécouvrables sur les comptes à recevoir et les prêts et avances; l'effet de compensation se produit dans les variations des comptes de l'actif et du passif concernés.

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11. La modification la plus importante apportée aux conventions comptables en 1979-1980 et son effet sur les données financières concernent les régimes de retraite autres que le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Le Gouvernement a décidé de comptabiliser annuellement une contribution par des imputations aux dépenses budgétaires représentant, pour le service courant, 140% des cotisations des participants perçues par le Gouvernement au cours de l'année financière et, pour le service antérieur, une partie du coût afférent. Ce changement se traduit par une augmentation des dépenses budgétaires pour l'année financière 1979-1980 de 313 millions \$.

### 2. Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 1 269,7 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 328,5 millions \$ pour les autres régimes.

#### a. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 1 269,7 millions \$ ne couvre pas 174 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1980. Il ne couvre pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime; ce passif a été établi à 480 millions \$ au 31 décembre 1978 par une évaluation actuarielle et il s'est accru depuis.

#### b. Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont assumées par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes s'élevait à environ 6,9 milliards \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. Il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1980 et de l'insuffisance de la contribution du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant.

Le passif actuariel comprend un montant de l'ordre de 180 millions \$ représentant les contributions à être acquittées par certains organismes employeurs.

Au 31 mars 1980, le montant inscrit aux livres à l'égard de ce passif est de 328,5 millions \$.

### 3. Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1980 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 341,2 millions \$, dont 14,2 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1980-1981.

### 4. Aide financière aux municipalités

La réforme de la fiscalité municipale prévoit la cessation du versement aux municipalités de la ristourne de l'impôt sur la vente en détail et de la taxe sur les repas et sur l'hôtellerie, et elle permet d'abolir la plupart des subventions aux municipalités. Aussi, le champ de l'impôt foncier scolaire normalisé est transféré aux municipalités à compter du 1er janvier 1980.

Par suite de cette réforme, les dépenses de transfert pour l'année financière 1979-1980, au titre de la compensation financière aux municipalités, ont diminué de 107 millions \$.

### 5. Subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires

#### a. Augmentation des subventions

En conséquence de la réforme de la fiscalité municipale dont il est fait état à la note 4, les commissions scolaires ont perçu, pour l'année scolaire 1979-1980, un demi-compte de taxes. La diminution des revenus des commissions scolaires est compensée par des subventions d'équilibre budgétaire additionnelles, exception faite du financement des dépenses non admissibles aux subventions.

#### b. Modifications au mode de versement des subventions

Par ailleurs, à compter de l'année financière 1979-1980, les subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, découlant de l'estimation des coûts de système pour une année scolaire, sont réparties sur trois années financières du Gouvernement, dans la proportion de 70%, 15%, 15% plutôt que sur deux années à raison de 70%, 30% comme auparavant. Cette modification a pour effet de reporter de l'année financière 1979-1980 à celle de 1980-1981 du Gouvernement 15% des subventions d'équilibre budgétaire pour l'année scolaire 1978-1979. Pour l'année scolaire 1979-1980, le solde de 30% sera imputé à raison de 15% en 1980-1981 et 15% en 1981-1982. Les paiements des arrérages établis lors de révisions des coûts de système sont effectués selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement.

### 6. Passifs éventuels et engagements

Les emprunts garantis s'élevant à 13,5 milliards \$ au 31 mars 1980 sont énumérés à la page 5-46. Les cautionnements accordés par voie contractuelle et d'autres passifs éventuels sont divulgués à la page 5-57.

Des engagements totalisant 4,5 milliards \$ au 31 mars 1980 sont énumérés à la page 5-58.

# OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(art. 71a de la Loi sur l'administration financière)

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Gouvernement du Québec au 31 mars 1980 ainsi que l'état de la dette nette, l'état des revenus et dépenses et l'état de la provenance et de l'utilisation des fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement les données financières de l'année terminée le 31 mars 1980 selon les conventions comptables apparaissant à la page 11 du volume 1 des Comptes publics et, à l'exception du changement dans la comptabilisation de la contribution du gouvernement aux régimes de retraite autres que le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics mentionné à la note 1, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Il m'apparaît opportun, par ailleurs, de formuler ci-après des remarques à l'égard de conventions comptables du gouvernement et particulièrement à l'endroit de certaines d'entre elles qui ont trait à des passifs importants.

## 1 — Compte des régimes de retraite

### — Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Tel que mentionné à la note 2 aux états financiers, le passif de 1 269,7 \$ millions à l'endroit de ce régime ne couvre pas 174 \$ millions d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1980; il ne couvre pas non plus un passif établi à 480 \$ millions au 31 décembre 1978 et qui s'est accru depuis, pour les obligations du gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour le RREGOP.

Des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription du passif de ce régime.

## — Autres régimes de retraite

Selon la même note, le passif inscrit aux comptes du gouvernement au 31 mars 1980 à l'endroit des autres régimes de retraite est de 328,5 \$ millions. Le passif réel s'élevait à environ 6,9 \$ milliards au 31 décembre 1978 et il s'est accru depuis en particulier d'intérêts et de l'insuffisance de la contribution du gouvernement à titre d'employeur pour le service courant. Ce passif doit être assumé par le Fonds consolidé du revenu sauf pour un montant de 180 \$ millions à être acquitté par certains organismes employeurs.

La convention comptable concernant les autres régimes de retraite stipule que « la contribution du gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le gouvernement. »

Le montant imputé aux dépenses de 1979-1980, selon la politique budgétaire, est le suivant:

	(\$ millions)
Service antérieur	173,9
Service courant	166,9
	<u>340,8</u>

La dépense de 173,9 \$ millions s'applique au passif actuariel au 31 décembre 1978; elle est de beaucoup inférieure au montant qu'il aurait fallu porter au compte des régimes de retraite pour tenir compte des intérêts de la période.

La dépense de 166,9 \$ millions pour le service courant a été calculée à 140 % des cotisations des participants. Selon notre estimé, l'insuffisance de cette contribution gouvernementale en 1979-1980 est d'environ 115 \$ millions.

## 2 — Frais de fonctionnement des commissions scolaires, institutions d'enseignement et établissements de santé et de bien-être

La convention comptable concernant les dépenses de transfert se lit comme suit :

« Elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière. Ainsi, les dépenses de transfert pour les frais de fonctionnement des organismes paragouvernementaux opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, tels les commissions scolaires, les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de bien-être, sont absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des paiements prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement conformément aux règlements d'application de la Loi sur l'administration financière. Ces paiements sont établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des organismes concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers. »

Au 31 mars 1980, comme on le retrouve à la page 5-93 du volume 1 des Comptes publics, les dépenses de transfert non imputées aux dépenses du gouvernement pour des frais de fonctionnement encourus avant le 1er avril 1980 par les organismes précités et par conséquent non inscrites au passif, s'élevaient à environ 726,2 \$ millions, soit 625,1 \$ millions pour les commissions scolaires et les institutions d'enseignement et 101,1 \$ millions pour les établissements de santé et de bien-être.

Pour que les états financiers reflètent exactement les opérations d'une année financière, la convention comptable devrait exiger l'inscription aux livres des dépenses de transfert que le gouvernement doit acquitter pour les frais de fonctionnement encourus par les organismes subventionnés dans la période même où ces frais sont encourus.

## 3 — Comptes à payer

Tel qu'aussi mentionné à la page 5-93 du volume 1 des Comptes publics, les dépenses énumérées ci-après n'ont pas été inscrites au passif bien que déjà encourues au 31 mars 1980, les dispositions des conventions comptables ou de la Loi sur l'administration financière permettant qu'il en soit ainsi :

	(\$ millions)
Dépenses afférentes à des marchandises livrées et des services rendus avant la fin de l'année financière	29,5
Estimation des indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril	53,4
Solde dû sur les biens achetés à terme	1,9
Subventions à verser à la Communauté urbaine de Montréal pour le service de sa dette — Construction du métro	21,0
	<u>105,8</u>

## 4 — Placements dans les entreprises du gouvernement du Québec

La convention comptable adoptée par le Conseil du trésor concernant ces placements se lit comme suit :

« Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative. »

---

À mon avis, les états financiers seraient plus exacts si, conformément aux exigences de la comptabilité d'exercice, des dispositions étaient prises pour que soient reflétés aux états financiers du gouvernement, tant à l'actif « placements » qu'aux revenus et dépenses, les bénéfices réalisés ou les pertes subies par ses entreprises. De même lorsqu'un placement dans une entreprise du gouvernement a subi une perte durable de valeur, la valeur comptable devrait être réduite en conséquence.

Le placement dans l'Office des autoroutes du Québec a subi, à mon sens, une baisse durable de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du gouvernement. Les avances à cette Société s'élevaient à 320,9 \$ millions au 31 mars 1980 et la Société n'a pas démontré jusqu'à maintenant sa capacité de les rembourser puisqu'elle encourt régulièrement des pertes sur ses opérations. Le déficit annuel qui avait été de 9,6 \$ millions et de 10,6 \$ millions en 1977 et 1978 s'est chiffré à 14,2 \$ millions en 1979 et le déficit accumulé atteint 102,4 \$ millions au 31 décembre 1979.

Dans la partie de mon rapport annuel 1979-1980 à l'Assemblée nationale portant sur les constatations et commentaires sur les états financiers du gouvernement, on retrouvera l'ensemble des remarques résultant de la vérification de ces états; les observations mentionnées au présent rapport y seront reprises.

GÉRARD LAROSE, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 4 décembre 1980.

## FONDS EN FIDÉICOMMIS

### ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1980

	1980	1979
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	3 524 365 \$	2 584 223 \$
Avances au fonds consolidé du revenu	39 855 704	39 874 608
Valeurs détenues		
Chèques visés	689 835	400 958
Dépôts à terme	49 500	650 195
Obligations	41 725 075	41 210 300
Bons du trésor de gouvernements	1 438 046	513 486
	<u>87 282 525 \$</u>	<u>85 233 770 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Dépôts		
Officiers de justice	19 125 716 \$	21 128 728 \$
Municipalités et commissions scolaires	8 244 525	8 328 293
Associations d'autochtones		591 195
Sociétés, organismes et particuliers	59 912 284	55 185 554
	<u>87 282 525 \$</u>	<u>85 233 770 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,  
Michel Caron

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

#### 1. Constitution et objet

En vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., c. D-5), le ministère des Finances est un bureau général de dépôts pour le Québec.

#### 2. Conventions

- Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicomis inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.
- Les dépôts de sociétés, organismes et particuliers sont effectués par l'entremise de ministères en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions, principalement pour des cautionnements et des garanties.
- Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites depuis le 1er avril 1979 en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt au bureau général de dépôts.

- L'article 7 de la Loi sur les dépôts et consignations se lit comme suit:

"Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie".

En pratique:

- Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicomis sont assumés par le fonds consolidé du revenu.

## OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1980 des fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds en fidéicomis au 31 mars 1980 selon les conventions décrites à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 3 octobre 1980.



# FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE

(L.R.Q., c. S-34)

## ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1980

	1980	1979
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	227 021 \$	88 943 \$
Placements temporaires — au coût	3 496 696	430 000
Intérêts courus	95 786	2 488
	<u>3 819 503 \$</u>	<u>521 431 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 3)	3 520 944 \$	515 810 \$
Revenus d'intérêts accumulés	5 621	5 621
Solde au début	292 938	5 621
Revenus de l'année financière	298 559	5 621
Solde à la fin	<u>3 819 503 \$</u>	<u>521 431 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,  
Michel Caron

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Constitution et objet

Le Fonds de relance industrielle a été créé par la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., c. S-34) qui permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu, et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25% d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds est géré par le ministre des Finances et la comptabilité en est tenue par le ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

### 2. Conventions comptables particulières

Le Fonds comptabilise les sommes qui doivent lui être transférées au moment de leur dépôt par le ministre du Revenu. Il ne porte donc pas à son actif les sommes qui pourraient lui être acquises et qui ne lui ont pas été transférées parce que le ministère du Revenu n'a pas complété ses procédures de vérification et administratives.

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement peut, par règlement et à même les revenus du Fonds, prévoir le paiement d'un boni au moment du

retrait de dépôts effectués pour le bénéfice des corporations participantes.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

### 3. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

	1980	1979
Évolution au cours de l'année financière		
Solde au début	515 810 \$	256 \$
Dépôts par le ministre du Revenu pour le bénéfice des corporations participantes	4 518 685	588 236
	<u>5 034 495</u>	<u>588 492</u>
Retraits par des corporations participantes	1 491 075	72 682
Remises au Fonds consolidé du revenu suite à des cotisations amendées	22 476	
Solde à la fin	<u>3 520 944 \$</u>	<u>515 810 \$</u>

## OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1980 des Fonds de relance industrielle géré par le ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1980 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et les conventions comptables particulières énoncées à la note 2, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 16 juin 1980.

# **FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

## **ACTIF ET PASSIF**

au 31 mars 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	44 408 \$	231 952 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	3 011	2 847
Dépôt au Fonds consolidé du revenu encaissable à demande		700 000
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	1 501 898	533 586
Stocks — au dernier coût d'acquisition	<u>1 317 622</u>	<u>914 725</u>
	<u>2 866 939 \$</u>	<u>2 383 110 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Fournisseurs	809 120 \$	334 034 \$
Taxe de vente provinciale	52 795	
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 3)	61 645	105 697
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	<u>1 943 379</u>	<u>1 943 379</u>
	<u>2 866 939 \$</u>	<u>2 383 110 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

Le directeur général des achats: Gaston Ouimet.

Le directeur du service de la comptabilité: Étienne Genest.

## OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1980

	1980	1979
VENTES	6 038 001 \$	5 281 830 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	914 725	718 663
Achats	6 439 605	5 439 018
	7 354 330	6 157 681
Stocks à la fin	1 317 622	914 725
	6 036 708	5 242 956
BÉNÉFICE BRUT	1 293	38 874
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	32 644	34 799
Intérêts sur dépôts bancaires	26 486	31 580
Divers	1 222	444
	60 352	66 823
BÉNÉFICE NET (notes 2 et 3)	61 645 \$	105 697 \$

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec a été constitué par un apport du Fonds consolidé du revenu et ses modalités d'opération sont réglementées par une directive du Conseil du trésor. Le Fonds a pour objet de pourvoir au paiement d'achats de fournitures et d'accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin pour être vendus aux ministères, aux organismes du gouvernement qui font affaires avec ce service ainsi qu'à quelques organismes publics.

### 2. Frais d'opération

Les frais d'opération du Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement, à l'exception du coût des mar-

chandises vendues, sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

### 3. Bénéfice net de l'année financière

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

## **FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

### **OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1980 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1980 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et la convention particulière concernant les frais d'opération énoncée à la note 2, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 23 mai 1980.

**FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**  
**(Lois de 1976, chapitre 14)**

**ACTIF ET PASSIF**

au 31 mars 1980

	1980	1979
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	441 835 \$	317 500 \$
Placements temporaires — au coût	43 845 502	109 122 495
Comptes à recevoir	9 150 622	8 522 198
Intérêts courus	844 252	1 843 934
	<u>54 282 211 \$</u>	<u>119 806 127 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	16 006 120 \$	13 008 266 \$
Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques (notes 3)	43 888	23 084 194
Solde du fonds	<u>38 232 203</u>	<u>83 713 667</u>
	<u>54 282 211 \$</u>	<u>119 806 127 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,  
Michel Caron

**FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE****OPÉRATIONS**

de l'année financière terminée le 31 mars 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
<b>PROVENANCE DES FONDS</b>		
Taxe spéciale sur le tabac	76 863 566 \$	76 157 754 \$
Loto Canada (note 2)		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	24 629 754	50 661 462
Part destinée au gouvernement du Québec	1 695 604	3 932 691
Intérêts sur placements temporaires et dépôts bancaires	8 603 105	10 592 322
Produits de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	<u>38 786</u>	<u>544 478</u>
	111 830 815	141 888 707
<b>UTILISATION DES FONDS</b>		
Remboursements de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques (note 4)	61 818 182	98 563 480
Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	95 494 097	77 198 562
Parachèvement des installations olympiques	<u>157 312 279</u>	<u>17 587 000</u>
	157 312 279	193 349 042
<b>DIMINUTION DU FONDS</b>	45 481 464	51 460 335
<b>SOLDE DU FONDS AU DÉBUT</b>	<u>83 713 667</u>	<u>135 174 002</u>
<b>SOLDE DU FONDS À LA FIN</b>	<u><u>38 232 203 \$</u></u>	<u><u>83 713 667 \$</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué par une loi de l'Assemblée nationale. Ce fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

### 2. Recettes de Loto-Canada

En vertu de l'entente fédérale-provinciale du 21 août 1979, le gouvernement canadien par l'entremise de son agent Loto Canada Inc., s'est retiré de la vente des billets de loterie à compter du 31 décembre 1979.

Au 31 mars 1980, la portion du dernier tirage du 31 décembre 1979 n'a pas été versée à la Régie des installations olympiques et au gouvernement du Québec et il a été impossible d'en estimer le montant. En conséquence, aucun montant n'est inscrit aux présents états financiers pour ce tirage.

### 3. Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques

Ces fonds proviennent de surplus d'encaisse que la Régie confie au Fonds pour administration sujet à rappel pour ses

déboursés relatifs au parachèvement des installations olympiques; ils s'analysent comme suit:

Solde le 31 mars 1979	23 084 194 \$
Produit de la vente de monnaie olympique	<u>4 000 000</u>
	27 084 194
Parachèvement des installations olympiques	<u>27 040 306</u>
Solde le 31 mars 1980	<u><u>43 888 \$</u></u>

### 4. Remboursement de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques

En ce qui concerne le remboursement de capital, la portion de la dette à long terme de la Régie qui devient exigible au cours de la prochaine année financière s'élève à 16 363 636 \$.



## OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1980 du Fonds spécial olympique géré par le ministre des Finances du Québec ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1980 ainsi que ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 4 juillet 1980.

**FONDS DES AGENTS DE VOYAGES**  
**administrés par le ministre de**  
**L'Industrie du Commerce et du Tourisme**  
**(L.R.Q., c. A-10)**

**ACTIF ET PASSIF**

31 mars 1980

	1980	1979
<b>CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS</b>		
<b>ACTIF</b>		
Encaisse et certificats de dépôts	170 807 \$	118 253 \$
Intérêts courus	3 957	825
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation 556 840 \$; 1979: 430 611 \$)	644 000	447 000
	<u>818 764 \$</u>	<u>566 078 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	784 152 \$	548 050 \$
Revenus d'intérêts accumulés (note 4)	34 612	18 028
	<u>818 764 \$</u>	<u>566 078 \$</u>
<b>CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS</b>		
<b>ACTIF</b>		
Encaisse et certificats de dépôts	1 820 103 \$	1 496 410 \$
Intérêt courus	61 155	47 694
	<u>1 881 258 \$</u>	<u>1 544 104 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Réclamations et frais de fiducie	67 423 \$	-----
Avoir des fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages	1 552 250	1 352 000 \$
Contributions de base (note 5)	261 585	192 104
Revenus d'intérêts accumulés (note 6)	1 813 835	1 544 104
	<u>1 881 258 \$</u>	<u>1 544 104 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier  
en font intégralement partie.

Le sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme,  
Claude Descôteaux

## FONDS DES AGENTS DE VOYAGES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 1. Composition des fonds

Les fonds des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., c. A-10). Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

## 2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des fonds.

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnement individuels sont montrées à leur valeur nominale.

Revenus d'intérêts — cautionnements individuels

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le lieutenant gouverneur en conseil ne contient aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des espèces, effets ou obligations déposés au ministère à titre de cautionnements individuels. Toutefois, le ministère considère déjà que les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants. Ces coupons, qui ne sont pas comptabilisés comme revenus, sont remis à leurs déposants sur demande.

## 3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	1980	1979
Solde au début	548 050 \$	616 500 \$
Dépôts de cautionnements	311 402	251 550
	<u>859 452</u>	<u>868 050</u>
Réclamations	5 000	
Remises de cautionnements	19 775	185 000
Cautionnements remplacés par des polices individuelles de garantie	50 525	135 000
	<u>75 300</u>	<u>320 000</u>
Solde à la fin	<u>784 152 \$</u>	<u>548 050 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie totalisent 9 785 000 \$ au 31 mars 1980 (9 025 000 \$ au 31 mars 1979). Au cours de l'année financière, selon ce mode de cautionnements, les assureurs ont assumé des réclamations et des frais de fiducie pour un montant de 35 000 \$.

## 4. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements individuels

	1980	1979
Solde au début	18 028 \$	8 331 \$
Revenus de l'année financière	16 584	9 697
Solde à la fin	<u>34 612 \$</u>	<u>18 028 \$</u>

## 5. Contributions de base — cautionnements collectifs

Détaillants	1980	1979
Solde au début	759 500 \$	618 250 \$
Contributions reçues	116 250	146 750
	<u>875 750</u>	<u>765 000</u>
Contributions remboursées	11 000	5 500
Solde à la fin	<u>864 750</u>	<u>759 500</u>

Grossistes

	1980	1979
Solde au début	592 500	497 500
Contributions reçues	102 500	107 500
	<u>695 000</u>	<u>605 000</u>
Contributions remboursées	7 500	12 500
Solde à la fin	<u>687 500</u>	<u>592 500</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>1 552 250 \$</u>	<u>1 352 000 \$</u>

## 6. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements collectifs

Détaillants	1980	1979
Solde au début	106 378 \$	42 375 \$
Revenus de l'année financière	105 610	64 003
	<u>211 988</u>	<u>106 378</u>
Réclamations et frais de fiducie	122 997	
Solde à la fin	<u>88 991</u>	<u>106 378</u>
Grossistes		
Solde au début	85 726	35 992
Revenus de l'année financière	86 868	49 734
	<u>172 594</u>	<u>85 726</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>261 585 \$</u>	<u>192 104 \$</u>

## 7. Éventualités

Au 31 mars 1980, les réclamations des clients ainsi que les frais de fiducie que le fonds des cautionnements collectifs pourraient éventuellement rembourser ont été évalués à 143 000 \$ pour les détaillants et 76 000 \$ pour les grossistes. L'imputation à ce fonds ne se fera que lorsque ces réclamations auront été définitivement déterminées et acceptées.

## OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1980 des fonds des agents de voyages administrés par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1980 ainsi que les opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables décrites à la note 2 appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 26 septembre 1980.

# **FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À UN EMPRUNT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

## **ACTIF ET PASSIF**

**au 31 mars 1980**

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	316 305 \$	774 \$
Placements (note 3)	280 000	280 000
Intérêts courus	<u>29 885</u>	<u>17 483</u>
	<u>626 190 \$</u>	<u>298 257 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Solde du Fonds d'amortissement (note 4)		
Solde au début	298 257 \$	
Subvention du gouvernement du Québec	280 000	280 000 \$
Revenu net de l'année financière	<u>47 933</u>	<u>18 257</u>
Solde à la fin	<u>626 190 \$</u>	<u>298 257 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,  
Michel Caron

## REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1980

	1980	1979
<b>Revenus</b>		
Intérêts gagnés sur dépôts bancaires et placements	48 060 \$	10 249 \$
Écart entre la valeur nominale et le coût des débetures acquises		8 008
	<u>48 060</u>	<u>18 257</u>
<b>Dépenses</b>		
Frais de garde	<u>127</u>	
<b>Revenu net</b>	<u>47 933 \$</u>	<u>18 257 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Constitution et objet

En vertu du décret 3230-77 du gouvernement en date du 28 septembre 1977 modifié par le décret 900-79 du 28 mars 1979, le ministre des Finances est autorisé à gérer à la demande des emprunteurs concernés, les fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés par les universités, les collèges d'enseignement général et professionnel et les hôpitaux du Québec dont le remboursement est assuré par des subventions du gouvernement du Québec.

### 2. Conventions comptables particulières

Les placements sont montrés à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

L'Université du Québec assume les frais de garde des titres détenus dans le Fonds de même que les frais relatifs à l'achat et à la vente des valeurs du Fonds; ces frais peuvent être imputés directement au Fonds. Aucune charge pour services rendus n'est faite au Fonds par le ministère des Finances.

### 3. Placements

	1980	1979
Débetures générales à fonds d'amortissement, série "A" de l'Université du Québec 10 1/4%, échéant le 3 octobre 1997	<u>280 000 \$</u>	<u>280 000 \$</u>

### 4. Solde du Fonds d'amortissement

	1980	1979
Fonds d'amortissement de l'Université du Québec afférent aux débetures générales série "A", 10 1/4%, échéant le 3 octobre 1997	<u>626 190 \$</u>	<u>298 257 \$</u>

## **FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À UN EMPRUNT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

### **OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1980 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date du Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec, géré par le ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds d'amortissement au 31 mars 1980 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et les conventions comptables particulières énoncées à la note 2, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 23 juin 1980.

# FONDS DE L'ASSURANCE-MALADIE

(Lois de 1978, chapitre 70)

## ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
<b>ACTIF</b>		
<i>Contributions à recevoir des employeurs</i>	44 885 337 \$	40 846 925 \$
<i>Contributions à recevoir du Fonds consolidé du revenu</i>	<u>51 745 115</u>	<u>21 221 378</u>
	<u>96 630 452 \$</u>	<u>62 068 303 \$</u>
 <b>PASSIF</b>		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	<u>96 630 452 \$</u>	<u>62 068 303 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers  
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,  
Michel Caron



## FONDS DE L'ASSURANCE-MALADIE

### REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1980

	1980	1979
<b>REVENUS DE CONTRIBUTIONS</b>		
Employeurs	521 138 984 \$	482 913 441 \$
Fonds consolidé du revenu	411 423 164	297 282 555
	<u>932 562 148 \$</u>	<u>780 195 996 \$</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	<u>932 562 148 \$</u>	<u>780 195 996 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

#### 1. Constitution et objet

La Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec crée au ministère des Finances un fonds spécial appelé "Fonds de l'assurance-maladie", afin de pourvoir au financement du régime d'assurance-maladie. Ce Fonds est alimenté par les contributions des employeurs qu'y verse le ministre du Revenu et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu selon les besoins de la Régie.

#### 2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établis de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

#### 3. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les opérations de ce Fonds sont groupées avec celles du Fonds consolidé du revenu aux états financiers du gouvernement du Québec.

## OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds de l'assurance-maladie au 31 mars 1980 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1980 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,  
Vérificateur général.

Québec, le 29 août 1980.



# SECTION 1

## OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

## TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
<b>Sommaire des opérations budgétaires</b>	<b>1-2</b>
<b>Revenus</b>	
Sommaire des revenus par ministère et par source	1-2
Détail des revenus par ministère, source et sous-source	1-32
<b>Dépenses</b>	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Mandat spécial	1-6
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-6
Dépenses afférentes aux projets de développement régional (O.P.D.Q.)	1-7
Crédits, dépenses et variations par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
<b>Détail des crédits autorisés et des dépenses par ministère, programme et élément.</b>	
Affaires culturelles	1-56
Affaires intergouvernementales	1-60
Affaires municipales	1-62
Affaires sociales	1-68
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-78
Assemblée nationale	1-84
Communications	1-88
Conseil exécutif	1-94
Conseil du trésor	1-100
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1-102
Éducation	1-106
Énergie et Ressources	1-114
Finances	1-126
Fonction publique	1-130
Immigration	1-134
Industrie, Commerce et Tourisme	1-136
Justice	1-144
Loisir, Chasse et Pêche	1-152
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-160
Revenu	1-162
Richesses naturelles	1-166
Services de protection de l'environnement	1-172
Transports	1-174
Travail et Main-d'oeuvre	1-184
Travaux publics et Approvisionnement	1-190

**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

**SOMMAIRE**

Revenus	+ 13 306 670
Dépenses	- 15 123 200

**DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES**- 1 816 530

N.B. : Le signe (-) signifie un besoin de financement et  
le signe (+) signifie une source de financement

**SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR SOURCE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Impôts sur les revenus et sur les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1 1-32	Affaires culturelles			
2 1-32	Affaires intergouvernementales			
3 1-33	Affaires municipales	15 670		
4 1-34	Affaires sociales			150
5 1-35	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			67
6 1-36	Assemblée nationale			
7 1-36	Communications			279
8 1-37	Conseil exécutif			
9 1-38	Conseil du trésor			
10 1-38	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			6 369
11 1-39	Éducation			572
12 1-40	Énergie et Ressources			58 313
13 1-42	Finances	521 139		
14 1-44	Fonction publique			
15 1-44	Immigration			
16 1-45	Industrie, Commerce et Tourisme			32 747
17 1-46	Justice			26 225
18 1-47	Loisir, Chasse et Pêche			6 099
19 1-48	Revenu	5 428 690	2 439 179	60 694
20 1-50	Richesses naturelles			23 978
21 1-51	Service de protection de l'environnement			
22 1-52	Transports			223 678
23 1-53	Travail et Main-d'œuvre			11 445
24 1-55	Travaux publics et Approvisionnement			
		<u>5 965 499</u>	<u>2 439 179</u>	<u>450 616</u>

Revenus divers	Transferts des sociétés d'État	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires	
				1979-1980	1978-1979
415		415	278	693	1 539 1
229		229	4 458	4 687	6 297 2
6 558		22 228	51 233	73 461	30 997 3
31 870		32 020	44 379	76 399	30 364 4
3 860		3 927	10 130	14 057	13 090 5
844		844		844	874 6
10 147		10 426		10 426	8 008 7
5 362		5 362	108 658	114 020	147 880 8
15		15		15	9
3 230		9 599		9 599	8 722 10
3 524		4 096	19 388	23 484	20 282 11
20 105		78 418	474	78 892	74 129 12
106 364	260 000	887 503	3 452 744	4 340 247	3 888 640 13
2 553		2 553		2 553	1 739 14
7		7	665	672	740 15
2 100		34 847	62	34 909	34 756 16
47 875		74 100	7 040	81 140	79 486 17
15 500		21 599	232	21 831	22 344 18
76 439		8 005 002		8 005 002	7 137 160 19
1 844		25 822	2 101	27 923	32 498 20
450		450	155	605	398 21
16 008		239 686	11 379	251 065	258 059 22
3 197		14 642	110 208	124 850	116 990 23
9 296		9 296		9 296	8 553 24
<b>367 792</b>	<b>260 000</b>	<b>9 483 086</b>	<b>3 823 584</b>	<b>13 306 670</b>	<b>11 923 545</b>

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction	
		+	+	+, (-)	
1	1-56	Affaires culturelles	67 530	2 357	5 156
2	1-60	Affaires intergouvernementales	38 489	5 141	542
3	1-62	Affaires municipales	304 984	15 640	16 587
4	1-68	Affaires sociales	4 692 317	27 675 (2)	97 023
5	1-78	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	265 435	9 995	18 329
6	1-84	Assemblée nationale	33 134	135	1 948
7	1-88	Communications	106 189	6 410	4 657
8	1-94	Conseil exécutif	123 301	8 510	(28 046)
9	1-100	Conseil du trésor	5 107	210	674
10	1-102	Consommateurs, Coopératives et institutions financières	21 206	2 308	840
11	1-106	Éducation	3 924 876	87 505	16 310
12	1-114	Énergie et Ressources	128 092	18 100	37 806
13	1-126	Finances	1 078 771	126 053	(240 881)
14	1-130	Fonction publique	453 781	20 057	380
15	1-134	Immigration	16 059	2 048	1 897
16	1-136	Industrie, Commerce et Tourisme	113 119	1 691	19 923
17	1-144	Justice	402 640	9 808	8 123
18	1-152	Loisir, Chasse et Pêche	129 891	5 020	25 702
19	1-160	Régie de l'assurance-maladie du Québec	893 868		
20	1-162	Revenu	501 772	5 800	2 418
21	1-166	Richesses naturelles	62 828		(27 064)
22	1-172	Services de protection de l'environnement	35 844	10 281	2 658
23	1-174	Transports	1 217 047	28 808	29 593
24	1-184	Travail et Main-d'oeuvre	110 265	3 960	4 551
25	1-190	Travaux publics et Approvisionnement	233 455	17 325	3 902
26	5-24	Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables			
		14 960 000	414 837	3 028	
	Crédits votés	12 069 802 (1)	384 919 (1) (2)	3 028 (3)	
	Crédits permanents	2 890 198	29 918		
		14 960 000	414 837	3 028	
	Plus: Prêts, placements, et avances				
4	1-68	Affaires sociales			
5	1-78	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 700		257
8	1-94	Conseil exécutif			
10	1-102	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	600		(52)
11	1-106	Éducation	1 412		
12	1-114	Énergie et Ressources			287
16	1-136	Industrie, Commerce et Tourisme	13 500		(3 520)
23	1-174	Transports			
	Crédits votés	18 212		(3 028)	
		14 978 212	414 837	0	

(1) Autorisé par les lois des subsides no 1, no 2, no 3, L.Q., 1979, c. 5; c. 41; c. 58.

(2) Y compris un mandat spécial de 14 000 000 \$, autorisé par le décret du Gouvernement numéro 280 du 6 février 1980.

(3) Autorisés par loi, arrêté en conseil ou décret du Gouvernement et décision du Conseil du trésor.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
-	(-)	(-)	+	(-)	=	
75 043	92	1 422	(605)	34	74 100	68 977
44 172	25	1 310		525	42 312	36 644
337 211	64	17 126	(1 458)	81	321 398	268 296
4 817 015	235	59 639	(2 078)	27	4 759 192	4 301 825
293 759	3 307	12 558	(930)	266	278 558	245 310*
35 217	10	1 257		14	33 936	31 219
117 256	168	3 449		45	113 594	95 701
103 765	4 652	12 203	(9 778)	150	96 538	85 644
5 991	14	290		1	5 686	3 997
24 354	34	3 381	(712)	14	21 637	18 667
4 028 691	817	30 692	(2 631)	45	3 999 768	3 709 453
183 998	359	19 736	(724)	205	164 422	144 944*
963 943	3	64 216	(9 538)	2	909 260	774 207
474 218	82	18 621	(4 379)	102	459 792	117 838
20 004	48	1 427		31	18 498	13 620
134 733	582	15 753 (4)	(10 000) (4)	190	128 208	121 673*
420 571	411	5 776	(1 415)	891	414 908	360 506
160 613	1 039	11 023	(8)	92	148 467	145 455*
893 868		5 245	(43 939)		932 562	780 196
509 990	93	39 761	(3 718)	149	473 705	566 543
35 764	1 034	992		60	33 678	34 888*
48 783	142	7 249		26	41 366	27 136
1 275 448	1 199	11 035	(178)	2 061	1 261 331	1 137 380
118 776	196	10 102	(38)	1 046	107 470	70 491
254 682	307	3 223	(324)	178	251 298	215 381
			(31 516)		31 516	22 041
15 377 865	14 913	357 486	(123 969)	6 235	15 123 200	13 398 032
12 457 749	14 913	266 621		5 899	12 170 316	10 298 089
2 920 116		90 865	(123 969)	336	2 952 884	3 099 943
15 377 865	14 913	357 486	(123 969)	6 235	15 123 200	13 398 032
2 957					2 957	1 002
						500
						145
548					548	848
1 412		75			1 337	1 072
287		32			255	320
9 980		77			9 903	7 291
						371
15 184		184			15 000	11 549
15 393 049	14 913	357 670	(123 969)(5)	6 235(5)	15 138 200	13 409 581

(4) Les crédits non utilisés et les dépassements aux crédits permanents se trouvent majorés de 10 000 000 \$ en raison de la Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec, L.Q., 1978, c. 66. C'est dire que, pour fins de comparaison avec les autres années, il faut considérer 362 583 000 \$ de crédits non-utilisés et 113 969 000 \$ de dépassements aux crédits permanents.

(5) Crédits imputés au cours de l'année financière.

\*Les chiffres au 31 mars 1979 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note à la page 17.



**MANDAT SPÉCIAL\***

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	Crédits autorisés	Dépenses
<b>Affaires sociales</b>		
Programme 2 — Aide sociale (Décret 280-80)	14 000	14 000

\* Émis en conformité avec l'article 41 des lois refondues du Québec,  
1977, c. A-6 et modifications.

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES EFFECTUÉES**  
 Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS					1979-1980
	Personnes	Conditionnels		Incondi- tionnels aux municipalités	Généraux	
		Fonction- nement	Capital			
Entreprises		2 106	111 769		131 920	245 795
Établissements de santé et de services sociaux		3 333 793	21 748	92 769		3 448 310
Institutions d'enseignement		3 870 384	5 912	336 858		4 213 154
Municipalités		223 048	155 242	54 434	436 824	869 548
Organismes sans but lucratif		192 432	29 848	383		222 663
Personnes	2 207 369					2 207 369
Entreprises d'État		119 430	2 465			121 895
	<b>2 207 369</b>	<b>7 741 193</b>	<b>326 984</b>	<b>484 444</b>	<b>436 824</b>	<b>11 328 734</b>

**DÉPENSES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (O.P.D.Q.)****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

Ministères	Emplois communautaires	Entente Cadre	Fonds de développement régional	Entente « zones spéciales »	1979-1980
Affaires culturelles		1 054	2 454		3 508
Affaires municipales		13 973	1 552		15 525
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		18 425	7 505		25 930
Communications			266		266
Conseil exécutif	8 157		2 602	759	11 518
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			107		107
Éducation		155	102		257
Énergie et Ressources		37 735	6 380		44 115
Industrie, Commerce et Tourisme		11 377	2 221		13 598
Loisir, Chasse et Pêche		9 672	4 097		13 769
Richesses naturelles		2 113	557		2 670
Service de protection de l'environnement		16 639	450		17 089
Transports		74 320	507		74 827
Travail et Main-d'œuvre			59		59
Travaux publics et Approvisionnement			769		769
	<b>8 157</b>	<b>185 463</b>	<b>29 628</b>	<b>759</b>	<b>224 007</b>

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980  
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION ÉCONOMIQUE</b>				
<b>Domaine : ressources naturelles et industries primaires</b>				
<b>Secteur : agriculture</b>				
Planification, recherche et enseignement	1-78	18 474		344
Financement agricole	1-78	32 708	1 282	148
Permanents		17 842		
Aide à la production agricole	1-78	121 718	900	10 756
Régie de l'assurance-récolte du Québec	1-80	6 529		45
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-80	29 279	6 411	1 645
Permanents		55		
Régie des marchés agricoles du Québec	1-80	1 322		27
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	1-80	8 759		9
Gestion interne et soutien	1-80	16 291		453
Permanents				
Gestion du territoire agricole	1-82	12 458	1 402	959
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-164			
Permanents		2 200		
Total du secteur		267 635	9 995	14 386
<b>Secteur : forêts</b>				
Connaissances de la forêt	1-114	5 780		100
Amélioration de la forêt	1-114	16 239		759
Protection de la forêt	1-114	15 789		623
Utilisation de la forêt	1-114	45 378	3 900	4 393
Gestion interne et soutien	1-118	13 927	10 900	3 033
Financement forestier	1-118	945		26
Permanents		566		
Développement de l'industrie forestière	1-118	12 403		(750)
Total du secteur		111 027	14 800	8 184
<b>Secteur : mines</b>				
Recherches géologique et minérale	1-120, 1-166	14 592		45
Surveillance et développement de l'industrie minière	1-120, 1-166	14 411	1 300	772
Gestion interne et soutien	1-166	5 225		(2 727)
Total du secteur		34 228	1 300	(1 910)
<b>Secteur : eau</b>				
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égoûts	1-64	35 619	3 800	3 830
Inventaires et recherches	1-166	5 179		637
Amélioration et contrôle de la ressource eau et de ses usages	1-169	11 393		579
Aide à la gestion de l'eau	1-172	24 156	9 955	1 283
Gestion interne et soutien	1-172	5 130	120	225
Total du secteur		81 477	13 875	6 554

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
18 818		911		3	17 904	16 447
34 138		1 447		4	32 687	26 397
17 842		74	(925)		18 693	13 071
133 374		4 588		96	128 690	122 799
6 574	2	723		10	5 839	4 882
37 335		1 360		16	35 959	26 883
55		3	(5)		57	107
1 349		126		112	1 111	1 033
8 768	366	1 164		1	7 237	7 197
16 744		342		6	16 396	14 457
						501
14 819	2 254	992		12	11 561	9 112
2 200					2 200	1 650
292 016	2 622	11 730	(930)	260	278 334	244 536
5 880		126		1	5 753	5 364
16 998		401		56	16 541	15 936
16 412		901			15 511	17 475
53 671		1 861		13	51 797	51 015
27 860	241	701		24	26 894	15 302
971		107			864	663
566		30	(724)		1 260	460
11 653		10 364			1 289	414
134 011	241	14 491	(724)	94	119 909	106 629
14 637	3	1 087		39	13 508	11 317
16 483	40	3 038		4	13 401	12 699
2 498		179		45	2 274	2 338
33 618	43	4 304		88	29 183	26 354
43 249		2 176			41 073	35 306
5 816		144		9	5 663	4 815
11 972	1 034	669		6	10 263	13 679
35 394	141	6 518		8	28 727	17 262
5 475	1	209		13	5 252	4 033
101 906	1 176	9 716		36	90 978	75 095

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION ÉCONOMIQUE (suite)</b>				
<b>Secteur: énergie</b>				
Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité	1-120, 1-169	10 006	2 000	1 199
Régie de l'électricité et du gaz	1-123, 1-169	2 023		45
Total du secteur		12 029	2 000	1 244
<b>Secteur: pêches maritimes</b>				
Développement des pêches maritimes	1-82, 1-138	18 063	1 215	(20)
Total du secteur		18 063	1 215	(20)
<b>Secteur: faune</b>				
Gestion des ressources fauniques Permanents	1-152	29 189	232	494
Total du secteur		29 189	232	494
Total du domaine		553 648	43 417	28 932
<b>Domaine: industries secondaires</b>				
<b>Secteur: Industries secondaires</b>				
Gestion interne et soutien Permanents	1-136	5 799		149
Recherche économique	1-136	1 592		38
Orientation et développement de l'industrie secondaire Permanents	1-136	42 623	477	7 227
Centre de recherche industrielle du Québec Permanents	1-136	6 500		
Société de développement industriel du Québec	1-138	27 248		2 777
Société du parc industriel du centre du Québec	1-138	4 069		229
Total du secteur		87 831	477	10 420
Total du domaine		87 831	477	10 420
<b>Domaine: services</b>				
<b>Secteur: commerce</b>				
Services aux établissements commerciaux	1-138	915		18
Total du secteur		915		18
<b>Secteur: tourisme</b>				
Promotion du tourisme	1-140, 1-152	6 781		148
Développement du tourisme	1-140, 1-152	5 044		292
Formation professionnelle	1-140, 1-152	9 324		649
Total du secteur		21 149		1 089

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
13 205	40	541		21	12 603	7 603
2 068		102		20	1 946	1 761
15 273	40	643		41	14 549	9 364
19 258	685	828		6	17 739	15 180
19 258	685	828		6	17 739	15 180
29 915	37	856		37	28 985	27 441 79
29 915	37	856		37	28 985	27 520
625 997	4 844	42 568	(1 654)	562	579 677	504 678
5 948		117		11	5 820	5 308
1 630	200	15			1 415	124
50 327	43	11 979	(10 000)	87	38 218	1 338
					10 000	51 566
6 500					6 500	6 000
30 025		1 412			28 613	24 576
4 298		1			4 297	3 738
98 728	243	13 524	(10 000)	98	94 863	92 650
98 728	243	13 524	(10 000)	98	94 863	92 650
933		141			792	943
933		141			792	943
6 929	113	1 177		44	5 595	5 325
5 336	12	253		4	5 067	3 903
9 973	14	259		28	9 672	8 467
22 238	139	1 689		76	20 334	17 695

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980  
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION ÉCONOMIQUE (suite)</b>				
<b>Secteur: marché financier</b>				
Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	1-102	4 846		100
Gestion interne et soutien Permanents	1-104	5 498 105	220	137
Total du secteur		10 449	220	237
<b>Secteur: communications</b>				
Régie des services publics	1-90	2 063		35
Développement des communications et des politiques	1-90	3 262	225	221
Total du secteur		5 325	225	256
Total du domaine		37 838	445	1 600
<b>Domaine: ressources humaines</b>				
<b>Secteur: Immigration</b>				
Immigration	1-134	16 060	2 048	1 896
Total du secteur		16 060	2 048	1 896
<b>Secteur: relations et conditions de travail</b>				
Relations et normes de travail Permanents	1-184	5 692 593	960	102
Connaissance du marché du travail	1-184	3 375		70
Gestion interne et soutien Permanents	1-184	7 082		108
Total du secteur		16 742	960	280
<b>Secteur: main-d'oeuvre et emploi</b>				
Services de main-d'oeuvre Permanents	1-186	62 300		2 661
Allocations de maternité	1-186	6 000	3 000	
Total du secteur		68 300	3 000	2 661
Total du domaine		101 102	6 008	4 837
<b>Domaine: transports</b>				
<b>Secteur: transports terrestres</b>				
Système de transports terrestres Permanents	1-174	148 193 400	5 000	4 806
Information, contrôle et sécurité Permanents	1-174	33 300	150 4 700	2 561
Construction du réseau routier	1-174	452 969		1 130
Conservation du réseau routier	1-174	300 775	15 558	18 947
Gestion interne et soutien Permanents	1-177	37 173	2 750	332
Commission des transports du Québec	1-177	6 814		140
Total du secteur		979 624	28 158	27 916
<b>Secteur: transports maritime et aérien</b>				
Transports maritime et aérien	1-177	20 511		617
Total du secteur		20 511		617
Total du domaine		1 000 135	28 158	28 533
<b>Total de la mission</b>		<b>1 780 554</b>	<b>78 505</b>	<b>74 322</b>

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
4 946		373			4 573	4 112
5 855	14	553		11	5 277	5 021
105			(5)		110	101
10 906	14	926	(5)	11	9 960	9 234
2 098		526			1 572	1 591
3 708	9	401		21	3 277	3 162
5 806	9	927		21	4 849	4 753
39 883	162	3 683	(5)	108	35 935	32 625
20 004	48	1 427		31	18 498	13 620
20 004	48	1 427		31	18 498	13 620
6 754	83	200		1	6 470	4 748
593		253	(23)		363	17
3 445	10	523		1	2 911	2 724
7 190	9	340		12	6 829	6 769
17 982	102	1 316	(23)	14	16 573	14 438
64 961	73	8 053		1 015	55 820	34 272
9 000			(15)		15 9 000	1 245
73 961	73	8 053	(15)	1 015	64 835	35 517
111 947	223	10 796	(38)	1 060	99 906	63 575
157 999		1 198		5	156 796	123 496
400			(42)		442	431
36 011		545		757	34 709	33 246
4 700		1 209			3 491	2 340
454 099	1 192	138		908	451 861	438 055
335 280		1 883		292	333 105	281 102
40 255		2 520		39	37 696	37 281
6 954	7	525	(136)	3	136 6 419	90 6 587
1 035 698	1 199	8 018	(178)	2 004	1 024 655	922 628
21 128		2 714			18 414	14 653
21 128		2 714			18 414	14 653
1 056 826	1 199	10 732	(178)	2 004	1 043 069	937 281
1 933 381	6 671	81 303	(11 875)	3 832	1 853 450	1 630 809



**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980  
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE</b>				
<b>Domaine: éducation</b>				
<b>Secteur: enseignement</b>				
Enseignement primaire et secondaire public	1-108	2 022 841	76 200	32 757
Permanents		108 558	3 116	
Enseignement collégial public	1-108	491 427	1 699	8 765
Permanents		18 901		
Enseignement universitaire	1-108	732 015		
Formation des adultes	1-110	124 159	3 389	2 689
Enseignement privé	1-110	152 226		
Permanents		17 181		
Régime de retraite des enseignants	1-132	228 446	5 397	
Total du secteur		3 895 754	89 801	44 211
<b>Secteur: administration et services</b>				
Société de radio-télévision du Québec	1-92	26 409	902	
Administration générale	1-106	51 437		1 237
Permanents				
Administration des réseaux	1-106	37 654		671
Aide financière aux étudiants	1-106	96 752	3 100	80
Transport scolaire	1-180	206 577		13
Total du secteur		418 829	4 002	2 001
Total du domaine		4 314 583	93 803	46 212
<b>Domaine: culture</b>				
<b>Secteur: arts</b>				
Arts de l'environnement visuel	1-56	9 811		1 082
Arts d'interprétation	1-58	20 022	740	1 089
Permanents		2 000		
Cinéma et audio-visuel	1-90	7 080		67
Aide financière à l'Institut québécois de recherche sur la culture	1-98			
Permanents				
Total du secteur		38 913	740	2 238
<b>Secteur: lettres et biens culturels</b>				
Livres et autres imprimés	1-56	14 970		494
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-56	14 663	1 617	2 343
Gestion interne et soutien	1-56	6 065		147
Charte de la langue française	1-98	15 125		292
Permanents				
Total du secteur		50 823	1 617	3 276
Total du domaine		89 736	2 357	5 514
<b>Domaine: loisirs et sports</b>				
<b>Secteur: sports et jeunesse</b>				
Promotion du sport	1-110, 1-154	21 461		800
Total du secteur		21 461		800

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
2 131 798		6 264			2 125 534	2 015 963
111 674		2 099			109 575	91 530
501 891		7 028			494 863	512 712
18 901			(2 571)		21 472	17 292
732 015	600	2 486			728 929	625 491
130 237		3			130 234	113 551
152 226		306			151 920	142 382
17 181		2 429			14 752	12 120
233 843		7 875			225 968	
4 029 766	600	28 490	(2 571)		4 003 247	3 531 041
27 311					27 311	22 627
52 674	47	3 313		31	49 283	49 008
			(60)		60	11
38 325	167	3 296		7	34 855	27 712
99 932		3 278			96 654	78 722
206 590		146			206 444	189 749
424 832	214	10 033	(60)	38	414 607	367 829
4 454 598	814	38 523	(2 631)	38	4 417 854	3 898 870
10 893	10	178		4	10 701	10 189
21 851	24	383		6	21 438	18 702
2 000			(605)		2 605	2 492
7 147	3	255		1	6 888	6 786
			(600)		600	
41 891	37	816	(1 205)	11	42 232	38 169
15 464	9	74		3	15 378	13 449
18 623	25	664		12	17 922	17 349
6 212	24	123		9	6 056	6 796
15 417	62	1 446		15	13 894	10 682
55 716	120	2 307		39	53 250	48 276
97 607	157	3 123	(1 205)	50	95 482	86 445
22 261		403			21 858	19 944
22 261		403			21 858	19 944

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS**  
**PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**  
(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)</b>				
<b>Secteur: loisirs et récréation de plein air</b>				
Développement des loisirs	1-110, 1-157	48 160	3 288	2 202
Implantation des équipements de tourisme, de loisirs et de services	1-154	21 493	1 500	3 082
Exploitation d'un réseau de parcs, réserves et d'établissements touristiques et récréatifs Permanents	1-154	42 387		902
Gestion interne et soutien	1-154	15 672		524
Total du secteur		127 712	4 788	6 710
Total du domaine		149 173	4 788	7 510
<b>Total de la mission</b>		<b>4 553 492</b>	<b>100 948</b>	<b>59 236</b>

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
53 650	7	4 359		26	49 258	39 154
26 075	72	3 906			22 097	20 917
43 289	52	668	(8)	9	42 560 <sup>8</sup>	39 278
16 196	871	830		20	14 475	12 258
139 210	1 002	9 763	(8)	55	128 398	111 607
161 471	1 002	10 166	(8)	55	150 256	131 551
<b>4 713 676</b>	<b>1 973</b>	<b>51 812</b>	<b>(3 844)</b>	<b>143</b>	<b>4 663 592</b>	<b>4 116 866</b>

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION SOCIALE</b>				
<b>Domaine: sécurité du revenu</b>				
<b>Secteur: régimes de compensation du revenu</b>				
Soutien du revenu familial	1-68	4 706		470
Permanents		164 200		
Aide sociale	1-68	939 799	14 000	1 223
Assistance-maladie	1-68	48 270		
Contribution à l'impôt foncier scolaire	1-68	18 990	1 000	1 400
Supplément au revenu de travail	1-162	31 000		
Total du secteur		1 206 965	15 000	3 093
<b>Secteur: régimes de protection du revenu</b>				
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-164	2 400		
Permanents				
Total du secteur		2 400		
Total du domaine		1 209 365	15 000	3 093
<b>Domaine: santé et adaptation sociale</b>				
<b>Secteur: prévention et amélioration</b>				
Services communautaires	1-70	160 776		4 762
Permanents		3 940		
Soutien aux organismes bénévoles	1-70	4 963		
Salubrité du milieu	1-172	6 557	206	1 151
Total du secteur		176 236	206	5 913
<b>Secteur: recouvrement de la santé</b>				
Soins spécialisés et ultra-spécialisés	1-74	1 720 147		46 474
Permanents		128 478		
Soins prolongés	1-74	389 026	544	9 263
Permanents		22 970		
Équipement des services de santé	1-74	97 218	4 719	2 163
Contributions au financement du régime d'assurance-maladie				
Régimes d'assurance-maladie	1-160			
Permanents		893 868		
Total du secteur		3 251 707	5 263	57 900
<b>Secteur: réadaptation sociale</b>				
Services de consultation et de protection	1-70	132 667		4 582
Permanents		10 160		
Réadaptation	1-72	332 412	2 059	11 576
Permanents		17 867		
Hébergement	1-72	338 071		9 867
Permanents		18 604		
Équipements des services sociaux	1-72	50 299	5 161	3 401
Permanents				
Réinsertion sociale des délinquants	1-146	9 976	500	163
Permanents		715		
Aide juridique et financière	1-146	30 198	1 640	
Permanents		3 331	1 500	
Total du secteur		944 300	10 860	29 589

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
5 176		122			5 054	4 117
164 200		2 331			161 869	153 265
955 022		10 165		5	944 852	830 957
48 270					48 270	37 650
21 390		547			20 843	19 320
31 000		13 377			17 623	
1 225 058		26 542		5	1 198 511	1 045 309
2 400		433			1 967	1 993
2 400		433			1 967	1 993
1 227 458		26 975		5	1 200 478	1 047 302
165 538		1 208			164 330	139 622
3 940			(741)		4 681	3 922
4 963		13			4 950	2 036
7 914		522		5	7 387	5 840
182 355		1 743	(741)	5	181 348	151 420
1 766 621		1 945			1 764 676	1 229 409
128 478		7 538			120 940	518 452
398 833		122			398 711	354 585
22 970		338			22 632	19 071
104 100		5 595			98 505	97 279
						6 843
893 868		5 245	(43 939)		932 562	780 196
3 314 870		20 783	(43 939)		3 338 026	3 005 835
137 249		2 111			135 138	111 851
10 160		217			9 943	11 881
346 047		1 104		2	344 941	307 342
17 867		3 227	(42)		14 682	13 968
347 938		14 145	(1 204)		333 793	295 949
18 604					19 808	15 739
58 861		2 653			56 208	51 620
10 639		593		2	10 044	497
715			(208)		923	8 373
31 838					31 838	17
4 831		110	(337)	255	4 803	29 973
984 749		24 160	(1 791)	259	962 121	2 857
						850 067

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION SOCIALE (suite)</b>				
<b>Secteur: administration et services</b>				
Recherches	1-74	14 229		303
Coordination régionale	1-76	18 577	192	665
Permanents		664		
Direction et gestion	1-76	55 285		873
Permanents				
Total du secteur		88 755	192	1 841
Total du domaine		4 460 998	16 521	95 243
<b>Domaine: habitation</b>				
<b>Secteur: habitation</b>				
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-64	5 931		783
Amélioration de l'habitat	1-64	9 027	3 500	1 758
Aide à la réalisation et à l'acquisition de logements	1-66	6 749		103
Permanents		5 000		
Aide financière et surveillance administrative				
à l'exploitation de logements	1-66	72 857	2 000	1 328
Gestion interne de la Société d'habitation du Québec	1-66	3 748	1 300	149
Total du secteur		103 312	6 800	4 121
Total du domaine		103 312	6 800	4 121
<b>Total de la mission</b>		<b>5 773 675</b>	<b>38 321</b>	<b>102 457</b>

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
14 532		26			14 506	12 876
19 434		2 138			17 296	15 246
664			(91)		755	480
56 158	235	4 094		20	51 809	47 822
						26
90 788	235	6 258	(91)	20	84 366	76 450
4 572 762	235	52 944	(46 562)	284	4 565 861	4 083 772
6 714	9	133		20	6 552	5 537
14 285		468		1	13 816	14 870
6 852		1 115		3	5 734	4 534
5 000		733			4 267	4 906
76 185		2 576		8	73 601	56 828
5 197	17	874		7	4 299	2 273
114 233	26	5 899		39	108 269	88 948
114 233	26	5 899		39	108 269	88 948
5 914 453	261	85 818	(46 562)	328	5 874 608	5 220 022



**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE</b>				
<b>Domaine: institutions politiques</b>				
<b>Secteur: assemblée nationale</b>				
Services statutaires et de soutien politique	1-84	2 503		87
Permanents		8 964		
Services parlementaires	1-84	4 295		94
Communications	1-84	5 413		54
Gestion interne et soutien	1-84	7 147	135	1 413
Protecteur du citoyen	1-86	927		21
Vérificateur général	1-86	3 885		279
Total du secteur		33 134	135	1 948
<b>Secteur: direction du Gouvernement</b>				
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-94	419		8
Administration des élections et financement des partis politiques	1-94	12 189	6 100	
Permanents				
Organismes-conseils auprès du Premier ministre du Conseil exécutif	1-94	14 332	2 410	2 671
Permanents		15 000		
Total du secteur		41 940	8 510	2 679
<b>Secteur: institutions judiciaires</b>				
Fonctionnement du système judiciaire	1-144	52 138	437	2 235
Permanents		11 384		
Protection des droits et libertés de la personne	1-144	4 097	112	226
Permanents				
Gestion interne et soutien	1-144	15 543	639	701
Permanents				
Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-150	4 153		64
Total du secteur		87 315	1 188	3 226
<b>Secteur: gestion municipale</b>				
Organisation et aménagement du territoire municipal	1-62	7 811		2 318
Permanents				
Aide et surveillance administrative et financières	1-62	51 401	3 490	3 431
Permanents		71 591		
Évaluation foncière	1-62	20 926	700	2 228
Gestion interne et soutien	1-62	5 264	350	82
Aide financière aux municipalités	1-162			
Permanents		340 302	1 800	
Total du secteur		497 295	6 340	8 059
Total du domaine		659 684	16 173	15 912

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
2 590		45		1	2 544	608
8 964		314		2	8 648	9 876
4 389		19			4 370	3 999
5 467	10	34			5 423	5 047
8 695		504		9	8 182	7 164
948		159			789	744
4 164		182		2	3 980	3 780
35 217	10	1 257		14	33 936	31 218
427		73			354	373
18 289		107	(7 378)	76	25 484	16 058
19 413	57	916		35	18 405	22 569
15 000			(1 800)		16 800	15 000
53 129	57	1 096	(9 178)	111	61 043	54 000
54 810		863		464	53 483	45 729
11 384			(305)	2	11 687	13 542
4 435		47		4	4 384	1 696
16 883		307		5	16 571	13 494
4 217		136		1	4 080	829
91 729		1 353	(305)	476	90 205	80 166
10 129		1 904		3	8 222	6 753
58 322		4 508		8	53 806	42 532
71 591		1 357	(1 458)		71 692	64 456
23 854		257		4	23 593	16 823
5 696	38	803		22	4 833	4 246
342 102		21 056	(499)		321 545	447 447
511 694	38	29 885	(1 957)	37	483 691	582 528
691 769	105	33 591	(11 440)	638	668 875	747 912

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS**  
**PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**  
(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)</b>				
<b>Domaine: gestion administrative centrale</b>				
<b>Secteur: administration du personnel</b>				
Gestion du personnel de la fonction publique	1-130	11 310		217
Permanents				
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur	1-130	51 755		
Permanents		2 000		
Commission de la fonction publique	1-130	1 091		39
Office du recrutement et de la sélection du personnel	1-130	5 503		(25)
Régime de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	1-132	108 961	7 646	149
Permanents		44 715	7 014	
Total du secteur		225 335	14 660	380
<b>Secteur: administration financière</b>				
Gestion budgétaire et politique administrative	1-100	5 107	210	674
Études des politiques économiques et fiscales	1-126	1 181		23
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-126	5 125		50
Permanents		909 750		
Comptabilité gouvernementale	1-126	18 172		439
Fonds de suppléance	1-126	138 537	126 053	(241 477)
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	5-24			
Permanents				
Gestion interne et soutien	1-128	3 547		28
Permanents				
Administration fiscale	1-162	100 273	400	2 406
Permanents		23 960	3 600	
Total du secteur		1 205 652	130 263	(237 857)
<b>Secteur: services de soutien</b>				
Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	1-88	35 471	4 600	2 768
Communications gouvernementales et renseignements	1-88	6 103	543	282
Édition gouvernementale	1-88	13 183		411
Gestion interne et soutien	1-88	3 927	140	140
Bureau central de l'informatique	1-90	8 689		735
Normalisation et spécifications	1-140	1 053		16
Contentieux général du Gouvernement	1-148	11 213	130	(69)
Transport aérien gouvernemental	1-177	10 335	650	1 047
Allocation de l'espace et de l'équipement	1-190	130 898	15 290	1 682
Permanents				
Exploitation des immeubles	1-190	93 833	2 035	1 786
Permanents				
Approvisionnement	1-190	3 915		146
Gestion interne et soutien	1-190	4 809		288
Total du secteur		323 429	23 388	9 232
<b>Secteur: statistiques, planification et coordination</b>				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-64	4 000		
Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	1-96	54 792		(31 199)
Planification économique et régionale consultative et administrative de l'O.P.D.Q.	1-96	9 449		155
Consultations des agents socio-économiques	1-96	400		5
Services statistiques centraux	1-140	5 257		117
Connaissance géographique du territoire	1-118	11 516		661
Total du secteur		85 414		(30 261)
Total du domaine		1 839 830	168 311	(258 506)

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
11 527	72	1 018		84	10 353	8 076
51 755		2			51 753	54 431
2 000			(913)		2 913	2 347
1 130		86			1 044	5 682
5 478	10	514		11	4 943	
116 756		7 595		7	109 154	14 368
51 729		1 531	(3 466)		53 664	40 881
240 375	82	10 746	(4 379)	102	233 824	117 839
5 991	14	290		1	5 686	3 997
1 204		115			1 089	924
5 175		449		1	4 725	5 141
909 750		38 255	(9 538)		881 033	745 137
18 611		1 784		1	16 826	15 974
23 113		23 113				
			(31 516)		31 516	22 041
3 575		185			3 390	4 764
103 079	93	3 490		128	99 368	186 697
27 560		998	(3 219)		29 781	26 185
1 098 058	107	68 679	(44 273)	131	1 073 414	913 046
42 839	8	377		2	42 452	33 635
6 928	103	527		5	6 293	5 486
13 594	21	448		2	13 123	12 298
4 207	7	394		12	3 794	2 583
9 424	17	521		2	8 884	7 533
1 069	200	104		15	750	678
11 274		693		5	10 576	10 530
12 032		157		57	11 818	10 350
147 870	248	1 209		6	146 407	124 050
			(324)		324	2 170
97 654	40	1 596		102	95 916	81 249
						19
4 061	8	210		50	3 793	3 489
5 097	11	208		20	4 858	4 405
356 049	663	6 444	(324)	278	348 988	298 475
4 000					4 000	4 000
23 593	4 500	7 898			11 195	11 746
9 604	16	1 358		23	8 207	7 754
405		183			222	338
5 374		296		1	5 077	4 638
12 177	35	314		26	11 802	10 807
55 153	4 551	10 049		50	40 503	39 283
1 749 635	5 403	95 918	(48 976)	561	1 696 729	1 368 643

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME  
Année financière terminée le 31 mars 1980  
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandat spécial	Virements et transferts de juridiction
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)</b>				
<b>Domaine : relations intergouvernementales</b>				
<b>Secteur : relations intergouvernementales</b>				
Affaires canadiennes	1-60			
Affaires internationales	1-60	3 058	167	80
Office franco-québécois pour la jeunesse	1-60	28 933	4 221	379
Gestion interne et soutien	1-60	1 872		
		4 626	753	83
Total du domaine		38 489	5 141	542
<b>Domaine : protection de la personne et de la propriété</b>				
<b>Secteur : gestion juridique du cadre socio-économique</b>				
Promotion du droit et du statut de la femme	1-96	1 595		22
Protection du public	1-102	7 252		379
Permanents			2 088	
Contrôle et surveillance du développement des entreprises	1-102	3 105		224
Permanents		400		
Organisation et réglementation des professions	1-112	2 105		35
Curatelle publique	1-128	2 459		56
Enregistrement officiel	1-146	10 081		157
Contrôle des permis d'alcool	1-146	4 917	800	76
Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-162	1 637		12
Permanents				
Gestion des terres publiques	1-120	5 549		1 346
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-186	2 147		28
Total du secteur		41 247	2 888	2 335
<b>Secteur : contentieux</b>				
Contentieux pénal	1-148	1 448		24
Permanents		295		
Contentieux criminel	1-148	8 830		192
Total du secteur		10 573		216
<b>Secteur : sécurité publique</b>				
Sécurité-incendie	1-64	5 060	500	577
Coordination des activités de la sécurité publique	1-148	5 123		160
Permanents				
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-150	2 238	150	174
Protection civile	1-150			
Permanents		2 550		
Sûreté du Québec	1-150	167 510	3 900	3 654
Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-186	23 076		1 582
Total du secteur		205 557	4 550	6 147
<b>Secteur : institutions pénales</b>				
Garde des détenus et des prévenus	1-144	56 899		367
Total du secteur		56 899		367
Total du domaine		314 276	7 438	9 065
<b>Total de la mission</b>		<b>2 852 279</b>	<b>197 063</b>	<b>(232 987)</b>
<b>TOTAL DES MISSIONS</b>		<b>14 960 000</b>	<b>414 837</b>	<b>3 028</b>
Crédits permanents		2 890 198	29 918	
Crédits votés		12 069 802	384 919	3 028
		<b>14 960 000</b>	<b>414 837</b>	<b>3 028</b>

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1979-1980	1978-1979
	Suspension du droit d'engager	Autres				
3 305		160		142	3 003	2 809
33 533		693		372	32 468	28 099
1 872					1 872	1 697
5 462	25	457		11	4 969	4 040
44 172	25	1 310		525	42 312	36 645
1 617	17	222		1	1 377	1 123
7 631	20	1 388		1	6 222	5 996
2 088		978			1 110	
3 329		89		2	3 238	3 037
400			(707)		1 107	400
2 140	3	190		7	1 940	1 655
2 515	3	315			2 197	2 081
10 238	150	378		20	9 690	8 961
5 793		319		5	5 469	5 010
1 649		407		21	1 221	375
6 895		163		1	6 731	196
2 175	3	117		1	2 054	8 184
46 470	196	4 566	(707)	59	42 356	1 391
1 472		17			1 455	1 344
295			(183)		478	391
9 022		324		3	8 695	8 140
10 789		341	(183)	3	10 628	9 875
6 137		222		5	5 910	4 961
5 283		157		5	5 121	4 642
			(4)		4	
2 562		29		3	2 530	2 213
2 550			(378)	1	2 927	4 577
175 064		231		102	174 731	140 547
24 658	18	616		16	24 008	19 145
216 254	18	1 255	(382)	132	215 231	176 085
57 266	261	1 572		14	55 419	52 766
57 266	261	1 572		14	55 419	52 766
330 779	475	7 734	(1 272)	208	323 634	277 135
2 816 355	6 008	138 553	(61 688)	1 932	2 731 550	2 430 335
15 377 865	14 913	357 486	(123 969)	6 235	15 123 200	13 398 032
2 920 116		90 865	(123 969)	336	2 952 884	3 099 943
12 457 749	14 913	266 621		5 899	12 170 316	10 298 089
15 377 865	14 913	357 486	(123 969)	6 235	15 123 200	13 398 032

## LISTES ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

## LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

## Titre complet

## Titre abrégé

1—Traitements, salaires et allocations	Traitements
2—Autres rémunérations	Autres rémunérations
3—Services de transport et de communication	Communications
4—Services professionnels, administratifs et autres	Services
5—Entretien et réparations	Entretien
6—Loyers	Loyers
7—Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8—Matériel et équipement	Équipement
9—Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10—Dépenses de transfert	Transfert
11—Autres dépenses	Autres dépenses
12—Service de la dette	Service de la dette

## DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

**1—Traitements, salaires et allocations**

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

**2—Autres rémunérations**

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

**3—Services de transport et de communication**

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

**4—Services professionnels, administratifs et autres**

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

**5—Entretien et réparations**

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

**6—Loyers**

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

**7—Fournitures et approvisionnements**

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

**8—Matériel et équipement**

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

**9—Terrains, immeubles et travaux de génie**

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

**10—Dépenses de transfert**

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

**11—Autres dépenses**

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

**12—Service de la dette**

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

---

**LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES**


---

**Titre complet****Titre abrégé**


---

Dépenses de fonctionnement  
Dépenses en capital  
Dépenses de transfert

Fonctionnement  
Capital  
Transfert

---

**DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES****Dépenses de fonctionnement**

Cette super-catégorie regroupe les catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 11. À l'exception de la catégorie 12 « Service de la dette », elle représente les dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

**Dépenses en capital**

Cette super-catégorie couvre principalement les catégories 8 et 9. Elle inclut également les catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11 pour les travaux de construction exécutés en régie.

**Dépenses de transfert**

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

**PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES**

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.



**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

Super-catégories Ministère			Fonctionnement et Capital					
			Traitements, salaires et allocations	Autres rémuné- rations	Services de transport et de commu- nication	Services pro- fessionnels, administratifs et autres	Entretien et réparations	Loyers
1	Affaires culturelles	F	19 886	2 587	1 580	3 979	592	342
2	Affaires intergouvernementales	F	13 886	310	6 036	236 8 901	71	440
3	Affaires municipales	F	23 841	1 880	2 356	3 829	17	416
4	Affaires sociales	F	69 755	2 314	5 030	15 062	344	2 108
5	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	68 255	10 712	7 064	4 787	902	1 919
6	Assemblée nationale	F	22 631	3 804	2 296	139 1 712	47	1 673
7	Communications	F	25 264	951	41 666	5 905	1 072	3 999
8	Conseil exécutif	F	26 041	3 486	5 012	8 461	278	1 352
9	Conseil du trésor	F	4 512	90	331	487	2	113
10	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	C	14 050	631	1 241	2 966	8	235
11	Éducation	F	52 918	4 447	5 536	14 949	354	3 722
12	Énergie et Ressources	F	49 121	13 280	3 843	24 614	1 152	2 309
13	Finances	F	22 799	2 893 536	297 418	1 384 3 371	32	13 747 375
14	Fonction publique	F	214 843	7 202	659	666	22	519
15	Immigration	F	9 591	2 426	637	2 364	5	143
16	Industrie, Commerce et Tourisme	F	32 378	3 239	3 730	4 374	1 055	682
17	Justice	F	301 315	11 259	10 072	202 15 333	3 339	6 207
18	Loisir, Chasse et Pêche	F	47 670	17 726 993	4 087 65	5 183 1 661	2 342	1 396 1 332
19	Régie de l'assurance-maladie du Québec	F						
20	Revenu	F	72 628	11 586	6 538	18 683	171	2 672
21	Richesses naturelles	F	14 758	2 907 209	2 093 37	2 786 317	386	768 508
22	Services de protection de l'environnement	C	13 958	1 184	1 604	2 467 251	297	402
23	Transports	F	131 874	41 879	7 318	14 066	73 829	21 116
24	Travail et Main-d'oeuvre	F	45 333	18 338	4 803	26 920		20 186
		F	44 150	3 044	4 135	2 380	33	496
25	Travaux publics et Approvisionnement	F	44 697	4 516 779	13 807 213	9 168 6 950	24 639	76 038 28
26	Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	F						
		F	1 340 821	151 996	137 089	176 493	110 989	129 442
		C	45 333	23 212	5 415	38 060		35 801
			1 386 154	175 208	142 504	214 553	110 989	165 243

F—Super-catégorie: Fonctionnement

C—Super-catégorie: Capital

Fonctionnement et Capital						Total des super-catégories				
	Fournitures et approvi- sionnements	Matériel et équipement	Terrains, immeubles et travaux de génie	Autres dépenses	Service de la dette	Fonction- nement	Capital	Transfert	Total	
1 F	1 067			1 072		31 105		39 242	70 347	1
C		449	2 972	96			3 753		3 753	
2 F	976	180		435		31 055		11 077	42 132	2
C							180		180	
3 F	767	285		4 774		37 880		283 233	321 113	3
C							285		285	
4 F	2 760	554		202		97 575		4 661 063	4 758 638	4
C							554		554	
5 F	5 735	2 016	3 222	128		99 502		173 678	273 180	5
C				1			5 378		5 378	
6 F	1 352	392		29		33 544			33 544	6
C							392		392	
7 F	3 872	1 010		67		82 796		29 788	112 584	7
C							1 010		1 010	
8 F	2 797	671		13 108		60 535		35 332	95 867	8
C							671		671	
9 F	79	71		1		5 615			5 615	9
C							71		71	
10 F	439	139		18		19 588		1 910	21 498	10
C							139		139	
11 F	2 540	942		237		84 703		3 914 123	3 998 826	11
C							942		942	
12 F	7 421	3 309	6 273	109		101 849		32 973	134 822	12
C	1 695			2			29 600		29 600	
13 F	532	139		25	881 033	909 121			909 121	13
C							139		139	
14 F	639	190		724		225 274		234 328	459 602	14
C							190		190	
15 F	328	96		47		15 541		2 861	18 402	15
C							96		96	
16 F	3 556	631	3 544	3 387		52 401		71 418	123 819	16
C				12			4 389		4 389	
17 F	16 782	7 410		1 397		365 704		41 794	407 498	17
C							7 410		7 410	
18 F	11 922	3 918	12 599	565		90 891		35 712	126 603	18
C	983			313			21 864		21 864	
19 F								932 562	932 562	19
C										
20 F	5 663	420		12 544		130 485		342 800	473 285	20
C							420		420	
21 F	1 360	1 090	1 282	14		25 072		4 998	30 070	21
C	138			27			3 608		3 608	
22 F	1 467	417	17	41		21 420		19 261	40 681	22
C							685		685	
23 F	95 000	13 415	294 496	290		385 372		408 384	793 756	23
C	33 957			10 127			467 575		467 575	
24 F	919		202	169		55 326		51 942	107 268	24
C							202		202	
25 F	20 827	12 389	36 184	117		193 809		255	194 064	25
C	548			143			57 234		57 234	
26 F				31 516		31 516			31 516	26
C										
F	188 800			71 016	881 033	3 187 679		11 328 734	14 516 413	
C	37 321	50 133	360 791	10 721			606 787		606 787	
	<b>226 121</b>	<b>50 133</b>	<b>360 791</b>	<b>81 737</b>	<b>881 033</b>	<b>3 187 679</b>	<b>606 787</b>	<b>11 328 734</b>	<b>15 123 200</b>	

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>AFFAIRES CULTURELLES</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	271	254
Divers	<u>54</u>	<u>69</u>
	----- 325	----- 323
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	49	227
Divers	<u>41</u>	<u>46</u>
	----- 90	----- 273
<b>Revenus autonomes</b>	<u>415</u>	<u>596</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	278	443
Restauration — Île-Perrot	<u>          </u>	<u>500</u>
	<u>278</u>	<u>943</u>
	<u>693</u>	<u>1 539</u>
<b>AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	110	101
Divers	<u>9</u>	<u>25</u>
	----- 119	----- 126
Intérêts		
Divers	<u>16</u>	<u>5</u>
	----- 16	----- 5

	<b>1979-1980</b>	<b>1978-1979</b>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	77	127
Accord France-Québec	3	150
Divers	14	4
	<u>94</u>	<u>281</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>229</u>	<u>412</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Coopération internationale	4 376	5 819
Conférences intergouvernementales canadiennes	82	66
	<u>4 458</u>	<u>5 885</u>
	<u>4 687</u>	<u>6 297</u>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES</b>		
<b>Impôts sur les revenus et sur les biens</b>		
Impôt foncier	<u>15 670</u>	
	<u>15 670</u>	
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Coopératives d'habitation	1 563	902
Habitation Val-Martin	808	612
Aide technique	440	181
Divers	19	8
	<u>2 830</u>	<u>1 703</u>
Intérêts		
Prêts	<u>1 482</u>	<u>1 484</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 245	614
Divers	1	2
	<u>2 246</u>	<u>616</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>22 228</u>	<u>3 803</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES (suite)</b>		
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Rénovation urbaine	1 365	2 508
Déficits d'exploitation de logements municipaux	44 432	24 656
Équipements communautaires	5 411	
Étude des besoins en habitation	25	30
	<u>51 233</u>	<u>27 194</u>
	<u>73 461</u>	<u>30 997</u>
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Hôpitaux privés et autres institutions	150	128
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures		1 010
Statistiques démographiques	31	57
Certificats de naissance, mariage et décès	130	125
Aide sociale — R.R.Q.	11 428	11 539
Soins des maladies mentales		(410)
Tierces responsabilités-internes	6 974	7 088
Tierces responsabilités-externes	278	285
Service communautaire hospitalier de Québec	259	259
Assurance-hospitalisation — étrangers	64	52
Divers	12	8
	<u>19 176</u>	<u>20 013</u>
Intérêts		
Comptes à recevoir — Aide sociale	1 142	(930)
Divers		1
	<u>1 142</u>	<u>(929)</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures pour la recherche	53	109
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement des établissements du réseau des Affaires sociales	186	345
Aide sociale	10 601	10 923
Autres dépenses	712	(137)
Divers		
	<u>11 552</u>	<u>11 240</u>
	<u>31 870</u>	<u>30 324</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>32 020</u>	<u>30 452</u>

	<b>1979-1980</b>	<b>1978-1979</b>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Contributions aux programmes de bien-être		
Jeunes délinquants	42 308	
Autres programmes		
Développement des services consultatifs	462	357
Caisse d'aide à la santé	1 609	4 836
Formation professionnelle		382
Adaptation au travail		(5 818)
Commission d'inscription		155
	<u>44 379</u>	<u>(88)</u>
	<u>76 399</u>	<u>30 364</u>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Divers	21	24
Autres droits et permis		
Divers	<u>46</u>	<u>47</u>
	<u>67</u>	<u>71</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	51	41
Animaux	127	111
Produits de la ferme	237	258
Spermes	2 128	1 012
Location de terrains et bâtisses	157	91
Entreposage et congélation	51	388
Amélioration des terres	71	72
Creusage de puits	68	57
Autres aides à l'agriculteur	170	182
Location de services de personnel	62	39
Enquêtes et audition	69	21
Divers	<u>118</u>	<u>86</u>
	<u>3 309</u>	<u>2 358</u>
Intérêts		
Ventes de terrains et bâtisses	171	75
Divers	<u>22</u>	<u>20</u>
	<u>193</u>	<u>95</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>2</u>	<u>23</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION (suite)</b>		
Recouvrements		
Autres dépenses	<u>356</u>	<u>824</u>
	<u>356</u>	<u>824</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>3 927</u>	<u>3 371</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Assurance-récolte	3 132	2 757
Main-d'oeuvre agricole	277	221
Production d'aliments pour bétail	6 700	6 700
Indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage	1	5
Jeunes ruraux		24
Transport de bétail à l'exposition de Toronto	10	12
Transport du fromage au Japon	<u>10</u>	
	<u>10 130</u>	<u>9 719</u>
	<u>14 057</u>	<u>13 090</u>
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Projets de loi publics	54	48
Restaurant Le Parlementaire	465	499
Restaurant Le Mini-Débat	207	213
Divers	<u>94</u>	<u>109</u>
	<u>820</u>	<u>869</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>24</u>	<u>5</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>844</u>	<u>874</u>
<b>COMMUNICATIONS</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Films de l'Office du film du Québec	34	59
Exploitation d'un service téléphonique	56	25
Examen de films et de la publicité cinématographique	<u>189</u>	<u>174</u>
	<u>279</u>	<u>258</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle	472	581
Publications de l'Éditeur officiel	2 956	2 527
Production de l'Office de radio-télédiffusion du Québec	(14)	139
Téléphone	6 487	4 265
Traitement électronique des données	135	168
Divers	31	21
	<u>10 067</u>	<u>7 701</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	80	49
	<u>10 147</u>	<u>7 750</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>10 426</u>	<u>8 008</u>
 <b>CONSEIL EXÉCUTIF</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	51	53
	<u>51</u>	<u>53</u>
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	5 025	4 945
Divers	111	101
	<u>5 136</u>	<u>5 046</u>
Amendes et confiscations		
Divers	3	1
	<u>3</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	171	30
Divers	1	3
	<u>172</u>	<u>33</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>5 362</u>	<u>5 133</u>



**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>CONSEIL EXÉCUTIF (suite)</b>		
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Zones spéciales		1 521
Axes routiers prioritaires	36 770	34 069
Inondations (1974)		979
Infrastructures industrielles	6 548	6 774
Accès aux ressources forestières	21 303	20 213
Développement minéral	3 154	5 211
Développement de l'agriculture	11 398	13 633
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (PICA)	416	656
Usine de pâte Kraft, St-Félicien		15 000
Développement touristique	5 333	2 811
Épuration des eaux	16 000	40 000
Équipements publics	7 736	1 880
	<u>108 658</u>	<u>142 747</u>
	<u>114 020</u>	<u>147 880</u>
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Recouvrements		
Divers	<u>15</u>	
<b>Revenus autonomes</b>	<u>15</u>	
<b>CONSOMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	471	310
Constitution d'autres compagnies	1 594	1 829
Courtage mobilier	604	456
Courtage immobilier	587	509
Prospectus	2 568	2 444
Vendeurs d'automobiles usagées	283	256
Commerçants itinérants	194	166
Divers	<u>68</u>	<u>66</u>
	<u>6 369</u>	<u>6 036</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	58	53
Assurance-dépôts	35	92
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	309	286
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	2 662	2 143
Divers	37	37
	<u>3 101</u>	<u>2 611</u>
Intérêts		
Prêts à des coopératives	115	69
Divers		1
	<u>115</u>	<u>70</u>
Amendes et confiscations		
Divers		3
Recouvrements		
Divers	14	2
	<u>3 230</u>	<u>2 686</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>9 599</u>	<u>8 722</u>
<b>ÉDUCATION</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Droits d'auteur	572	112
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	53	45
Matériaux didactiques	367	556
CADRE	470	737
Location de l'ordinateur	870	433
Location de services de personnel	83	27
Cours	547	346
Divers	20	10
	<u>2 410</u>	<u>2 154</u>
Intérêts		
Bourses d'études	481	483
	<u>481</u>	<u>483</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>ÉDUCATION (suite)</b>		
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	18	330
Bourses d'études	539	1 468
Dépenses sous formes d'indemnités		133
Autres dépenses	76	31
	<u>633</u>	<u>1 962</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>4 096</u>	<u>4 711</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	3 919	3 272
Formation dans les pénitenciers fédéraux	902	780
Enseignement aux enfants indiens	14 520	11 462
Recyclage des employés de la garde côtière	35	32
Recyclage des employés des postes		10
Recyclage des employés du C.N.	12	15
	<u>19 388</u>	<u>15 571</u>
	<u>23 484</u>	<u>20 282</u>
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	16 654	14 287
Forêts domaniales	12 465	9 210
Terrains vacants	1 735	1 491
Réserves et autres	191	163
Divers	42	13
	<u>31 087</u>	<u>25 164</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	12 452	17 374
Mise en valeur	344	509
Exploitation par baux miniers	202	110
Exploitation par concessions minières	55	28
Divers	79	69
	<u>13 132</u>	<u>18 090</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	1 536	1 170
Énergie électrique produite	11 741	9 802
Emmagasinement de l'eau	235	449
	<u>13 512</u>	<u>11 421</u>
Autres droits et permis		
Sable et gravier	109	
Recherche du pétrole et du gaz naturel	30	98
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	70	687
Détaillant	181	195
Grossistes et détaillants	58	103
Vente de lubrifiant	86	76
Divers	48	51
	<u>582</u>	<u>1 210</u>
	<u>58 313</u>	<u>55 885</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	417	398
Bois	177	645
Terres de l'État	2 114	2 014
Location de chambres et pensions	116	190
Location de services de personnel	200	59
Enregistrement de transferts de titres	116	4
Constitution de titres	110	74
Location de territoires affermés	1 443	1 437
Location d'autres terrains et bâtisses	1 210	1 033
Prévention des incendies	1 106	581
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	649	571
Mesurage du bois	110	85
Développement de chemins forestiers	7 469	4 582
Extinction de feux de forêts	604	419
Avions citernes	340	329
Inventaire et aménagement forestier	605	350
Arpentage de terrain	460	282
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	46	68
Location de parcs à déchets	57	76
Stimulation et surveillance de la production minière	129	72
Divers	97	112
	<u>17 575</u>	<u>13 381</u>
Intérêts		
Paiement des droits	574	881
Droits sur les profits d'exploitation minière à percevoir	38	1 185
Divers	33	33
	<u>645</u>	<u>2 099</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)</b>		
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	1 734	503
Divers		19
	<u>1 734</u>	<u>522</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	117	628
Divers	34	8
	<u>151</u>	<u>636</u>
	<u>20 105</u>	<u>16 638</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>78 418</u>	<u>72 523</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Régularisation des eaux de Montréal	424	1 572
Énergie-bus	50	34
	<u>474</u>	<u>1 606</u>
	<u>78 892</u>	<u>74 129</u>
<b>FINANCES</b>		
<b>Impôts sur le revenu et sur les biens</b>		
Contribution des employeurs		
au Fonds de l'assurance-maladie	521 139	482 913
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Curatelle publique	1 432	1 476
Divers	2	2
	<u>1 434</u>	<u>1 478</u>
Intérêts		
Comptes de banque	5 899	5 053
Placements temporaires	3 890	2 186
Prêts	93 950	83 518
Obligations et billets	10	77
Compte du gouvernement du Canada	151	186
Divers	13	1
	<u>103 913</u>	<u>91 021</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	----- 387	----- 335
Recouvrements		
Taxe de vente fédérale	622	3 345
Autres dépenses	8	12
	----- 630	----- 3 357
	<u>106 364</u>	<u>96 191</u>
<b>Transferts des sociétés d'État</b>		
Société des alcools du Québec		
Dividendes	160 000	215 000
Société des loteries et courses du Québec		
Dividendes	100 000	8 807
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec		
Revenu net d'exploitation		76 423
Hydro-Québec		
Prélèvement sur le revenu net		20 000
	<u>260 000</u>	<u>320 230</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>887 503</u>	<u>899 334</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Péréquation	1 708 593	1 340 310
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 198 716	1 201 569
Contribution aux programmes de bien-être	533 861	408 294
Autres programmes	11 574	39 133
	<u>3 452 744</u>	<u>2 989 306</u>
	<u>4 340 247</u>	<u>3 888 640</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>FONCTION PUBLIQUE</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	53	
Absences pour activités syndicales	1 887	1 290
Assurance-vie et protection des cadres		
des organismes autonomes	291	434
Divers	1	2
	<u>2 232</u>	<u>1 726</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	305	11
Divers	16	2
	<u>321</u>	<u>13</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>2 553</u>	<u>1 739</u>
<b>IMMIGRATION</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	1	1
Recouvrements		
Divers	6	12
<b>Revenus autonomes</b>	<u>7</u>	<u>13</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	600	739
Manuels de langue	65	(12)
	<u>665</u>	<u>727</u>
	<u>672</u>	<u>740</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	32 044	31 483
Divers	8	6
	<u>32 052</u>	<u>31 489</u>
Autres droits et permis		
Pêche commerciale	81	72
Remboursement	71	65
Agents de voyage	78	68
Hôtels et restaurant	465	488
	<u>695</u>	<u>693</u>
	<u>32 747</u>	<u>32 182</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses		909
Eau	1	51
Location de services de personnel	109	19
Location d'entrepôts frigorifiques	580	470
Cale de halage	63	55
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	933	760
Divers	69	63
	<u>1 755</u>	<u>2 327</u>
Intérêts		
Divers	17	17
Amendes et confiscations		
Divers	7	5
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	128	49
Autres dépenses	186	25
Divers	7	1
	<u>321</u>	<u>75</u>
	<u>2 100</u>	<u>2 424</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>34 847</u>	<u>34 606</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Implantation du système métrique	62	150
	<u>34 909</u>	<u>34 756</u>



**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>JUSTICE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	5 933	5 833
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	13 312	13 425
Détaillants	<u>6 554</u>	<u>6 336</u>
	<u>25 799</u>	<u>25 594</u>
Autres droits et permis		
Agences d'investigation ou de sécurité	300	267
Assermentation	80	82
Divers	<u>46</u>	<u>41</u>
	<u>426</u>	<u>390</u>
	<u>26 225</u>	<u>25 984</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	334	296
Matériel et fournitures	92	95
Location de chambres et pensions	4 782	1 551
Enregistrement de droits	9 479	9 852
Actes judiciaires	7 124	7 772
Actes juridiques	3 147	3 084
Absences pour activités syndicales	92	68
Soins aux détenus	177	134
Divers	<u>50</u>	<u>73</u>
	<u>25 277</u>	<u>22 925</u>
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	12 449	13 882
Infractions au Code criminel	6 598	6 498
Infractions à la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool	328	435
Infractions à la Loi de la conservation de la faune	408	385
Infractions à d'autres lois	2 281	2 243
Divers	<u>1</u>	<u>2</u>
	<u>22 065</u>	<u>23 445</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	300	310
Autres dépenses	<u>233</u>	<u>447</u>
	----- 533	----- 757
	<u>47 875</u>	<u>47 127</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>74 100</u>	<u>73 111</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Aide juridique	5 785	5 152
Indemnisation — victimes d'actes criminels	629	628
Inondations (1976)	(418)	
Conseillers pour autochtones	7	
Protection civile	445	425
Acquisition d'armes à feu	<u>592</u>	<u>170</u>
	<u>7 040</u>	<u>6 375</u>
	<u>81 140</u>	<u>79 486</u>
<b>LOISIR, CHASSE ET PÊCHE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Droits régalien sur les fourrures	452	283
Chasse sportive	3 889	4 421
Pêche sportive	1 364	1 227
Hôtels et restaurants	264	210
Divers	<u>130</u>	<u>128</u>
	<u>6 099</u>	<u>6 269</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	231	238
Certificat de chasseur	462	1 413
Location de territoires de chasse et pêche	318	285
Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec	943	865
Parcs et terrains de camping	5 256	5 099
Assurance-vie aux détenteurs de permis de chasse	427	380
Aquarium	79	69
Jardin zoologique	110	149
Mont Ste-Anne	2 479	2 613
Île d'Anticosti	1 927	1 834
Établissements	2 703	2 382
Divers	<u>29</u>	<u>63</u>
	----- 14 964	----- 15 390

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	<b>1979-1980</b>	<b>1978-1979</b>
<b>LOISIR, CHASSE ET PÊCHE (suite)</b>		
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	258	201
	258	201
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	8	71
Autres dépenses	261	182
Divers	9	
	278	253
	15 500	15 844
<b>Revenus autonomes</b>	<b>21 599</b>	<b>22 113</b>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de saumon	232	231
	21 831	22 344
<b>REVENU</b>		
<b>Impôt sur les revenus et sur les biens</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	4 621 655	4 227 317
Impôt sur les profits des sociétés, capital, primes d'assurance et places d'affaires	765 174	624 879
Droits de successions	41 861	24 942
	5 428 690	4 877 138
<b>Taxes à la consommation</b>		
Ventes au détail	1 621 006	1 366 045
Carburants	445 101	445 937
Tabacs	139 033	135 950
Repas et hôtellerie	178 471	154 275
Télécommunications	50 785	43 260
Publicité	4 783	4 159
	2 439 179	2 149 626
<b>Droits et permis</b>		
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	15 484	7 865
Pari mutuel	26 090	24 928
Contenants non consignés	9 359	5 438

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	675	
Appareils d'amusement	4 367	
Loteries et courses	1 675	1 275
Autres droits et permis		
Autres permis de la Loi des licences	974	1 164
Transferts de terrains	2 068	
Divers	2	
	<u>60 694</u>	<u>40 670</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais de perception R.R.Q.	12 499	10 422
Divers	2	11
	<u>12 501</u>	<u>10 433</u>
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	36 954	38 031
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés	15 888	13 692
Droits des successions	2 381	1 576
Vente au détail	5 928	3 725
Carburants	124	493
Tabacs	61	9
Repas et hôtellerie	2 150	1 300
Télécommunications	55	4
Profits d'exploitation forestière	95	320
Divers	21	
	<u>63 657</u>	<u>59 150</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	281	120
Divers		23
	<u>281</u>	<u>143</u>
	<u>76 439</u>	<u>69 726</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>8 005 002</u>	<u>7 137 160</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>RICHESSSES NATURELLES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Ressources minières		
Exploitation minière	19 708	16 037
Mise en valeur	563	470
Exploitation par baux miniers	10	102
Divers	34	90
	<u>20 315</u>	<u>16 699</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	662	1 080
Énergie électrique produite	91	9 048
Emmagasinement de l'eau	565	415
Flottage	103	106
Divers	7	9
	<u>1 428</u>	<u>10 658</u>
Autres droits et permis		
Recherche du pétrole et du gaz naturel	94	90
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	1 671	634
Détaillants	172	180
Grossistes et détaillants	131	95
Ventes de lubrifiant	70	70
Divers	97	47
	<u>2 235</u>	<u>1 116</u>
	<u>23 978</u>	<u>28 473</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	52	31
Terrains et bâtisses	84	70
Lots de sable		74
Location de services de personnel	98	55
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	85	63
Location de lots de grève et à eau profonde	225	190
Location de parcs à déchets	15	70
Stimulation et surveillance de la production minière	79	67

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
Inventaires des eaux	87	78
Amélioration du régime des eaux	299	4
Hôtellerie	17	74
Divers	<u>73</u>	<u>53</u>
	<u>1 114</u>	<u>829</u>
Intérêts		
Droits sur les profits d'exploitation minière à percevoir	297	1 094
Divers	<u>18</u>	<u>16</u>
	<u>315</u>	<u>1 110</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>-----</u>	<u>18</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	407	47
Divers	<u>8</u>	<u>(13)</u>
	<u>415</u>	<u>34</u>
	<u>1 844</u>	<u>1 991</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>25 822</u>	<u>30 464</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Levés aéromagnétiques	200	200
Inventaire des eaux surface	734	691
Régularisation des eaux de Montréal	919	1 037
Projet centrale thermique	(75)	75
Programme énergie-bus		31
Réseaux climatologiques	<u>323</u>	<u>-----</u>
	<u>2 101</u>	<u>2 034</u>
	<u>27 923</u>	<u>32 498</u>
<b>SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Filtration et épuration	416	223
Divers	<u>7</u>	<u>6</u>
	<u>423</u>	<u>229</u>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**  
(MILLIERS \$)

	<b>1979-1980</b>	<b>1978-1979</b>
<b>SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (suite)</b>		
Recouvrements		
Divers	27	9
	27	9
<b>Revenus autonomes</b>	450	238
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Inventaire de la qualité de l'eau		54
Inventaire écologique — Côte-Nord	137	
Environnement Baie James	18	44
Plan régional de traitement des eaux		62
	155	160
	605	398
<b>TRANSPORTS</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	196 026	181 791
Conducteurs	20 317	21 146
Transport commercial public	5 294	8 356
Circulation spéciale	(812)	2 015
Examen pour l'obtention d'un permis	2 461	2 900
Garage et commerçant	353	
Divers	39	
	223 678	216 208
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	443	1 088
Terrains et bâtisses	692	1 159
Plans et devis	56	191
Extraits de dossiers	565	413
Duplicata de permis de conduire	174	305
Duplicata d'immatriculation	1 807	1 853
Rapports d'accidents	181	160
Matériaux usagés	876	156
Gaz et huile	129	38
Location de terrains et bâtisses	351	348
Location de machinerie et d'équipement	432	298
Construction du réseau routier	1 004	(700)
Conservation des chaussées	408	59
Expropriations à Montréal	99	
Aide technique à la Régie de l'assurance automobile du Québec	2 442	3 400
Location d'espaces de stationnement	54	26
Inspection mécanique	84	
Divers	51	60
	9 848	8 854
Intérêts		
Divers	5	

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
Amendes et confiscations		
Divers	33	43
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	1 868	1 615
Dépenses d'années antérieures	4 161	3 528
Autres dépenses	93	224
	6 122	5 367
	16 008	14 264
<b>Revenus autonomes</b>	<u>239 686</u>	<u>230 472</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Caisse des passages à niveau	4 335	7 439
Réseau routier de l'Outaouais	4 914	17 073
Aide au transport urbain		3 067
Prototype — transport urbain	286	
Transport maritime — Côte-Nord	1 805	
Entretien de chemins fédéraux	9	
Recherche sur le trafic lourd	30	8
	11 379	27 587
	<u>251 065</u>	<u>258 059</u>
<b>TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Installations électriques	7 583	7 741
Installations de machines fixes	402	368
Électriciens	31	80
Mécaniciens de machines fixes	77	78
Mécaniciens en tuyauterie	46	151
Autres techniciens	115	160
Entrepreneurs en construction	3 189	3 085
Divers	2	2
	<u>11 445</u>	<u>11 665</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Protection du droit d'association	2 184	2 036
Soutien administratif et technique	609	682
Divers	22	25
	<u>2 815</u>	<u>2 743</u>



**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE (suite)</b>		
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi sur les établissements		
industriels et commerciaux	137	(60)
Infractions à la Loi des électriciens	53	2
	<u>190</u>	<u>(58)</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	192	56
	<u>192</u>	<u>56</u>
	<u>3 197</u>	<u>2 741</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>14 642</u>	<u>14 406</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	110 208	102 501
Inspection en matière de sécurité		83
	<u>110 208</u>	<u>102 584</u>
	<u>124 850</u>	<u>116 990</u>

	<u>1979-1980</u>	<u>1978-1979</u>
<b>TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	(10)	72
Terrains et bâtisses	903	365
Matériaux usagés	170	146
Service général des achats	62	106
Vapeur	55	107
Société Parc-Auto	792	594
Carburants	2 178	2 028
Location de terrains et bâtisses	2 168	2 291
Location d'espaces de stationnement	820	829
Soutien technique	371	563
Concessions alimentaires	717	337
Hôtellerie	460	400
Divers	32	78
	<u>8 718</u>	<u>7 916</u>
Intérêts		
Divers	9	2
Amendes et confiscations		
Divers		14
Recouvrements		
Dépenses sous formes d'indemnité	108	26
Autres dépenses	461	595
	<u>569</u>	<u>621</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>9 296</u>	<u>8 553</u>

**AFFAIRES CULTURELLES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-14

**LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Aide à la publication et à la vente du livre	2 299	2 265	315	9	32	22
2. Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	9 911	9 887	285	14	16	19
3. Bibliothèque nationale	3 254	3 226	2 464	64	126	202
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>15 464</b>	<b>15 378</b>	<b>3 064</b>	<b>87</b>	<b>174</b>	<b>243</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-14

**SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR DES BIENS CULTURELS**

1. Conservation et utilisation des archives	2 153	2 062	1 354	183	77	66
2. Conservation des sites et des biens historiques et archéologiques	16 085	15 508	3 249	449	250	2 055
3. Commission des biens culturels	385	352	225	44	19	56
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>18 623</b>	<b>17 922</b>	<b>4 828</b>	<b>676</b>	<b>346</b>	<b>2 177</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-14

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et Soutien administratif	3 899	3 798	2 748	129	135	300
2. Bureaux régionaux	2 313	2 258	858	136	89	150
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>6 212</b>	<b>6 056</b>	<b>3 606</b>	<b>265</b>	<b>224</b>	<b>450</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-14

**ARTS DE L'ENVIRONNEMENT VISUEL**

1. Amélioration de l'environnement visuel	2 325	2 226	261	17	29	40
2. Développement des musées et centres d'expositions	8 568	8 475	1 444	471	390	577
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>10 893</b>	<b>10 701</b>	<b>1 705</b>	<b>488</b>	<b>419</b>	<b>617</b>

**Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population.**

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
		9			1			1 877
		8	1					9 544
11	34	131	181		13			
11	34	148	182		14			11 421

**Ce programme vise à la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.**

3	49	82	67		46			135
511	54	340	199	236	83	2 972	96	5 014
	2	3			3			
514	105	425	266	236	132	2 972	96	5 149

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

6	62	112	44		27			235
	22	14	6		2			981
6	84	126	50		29			1 216

**Ce programme vise à développer les arts de l'environnement visuel et à en favoriser l'accès au public.**

		2			1			1 876
16	26	173	560		57			4 761
16	26	175	560		58			6 637

**AFFAIRES CULTURELLES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-14

**ARTS D'INTERPRÉTATION**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Enseignement des arts d'interprétation	9 778	9 521	5 823	969	334	223
2. Soutien aux arts d'interprétation Permanents <sup>1</sup>	12 073 2 000	11 917 2 605	860	102	83	269
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>23 851</b>	<b>24 043</b>	<b>6 683</b>	<b>1 071</b>	<b>417</b>	<b>492</b>

<sup>1</sup> Loi sur la Place des Arts, L.R.Q., c. P-11 et modifications.**TOTAL DES PROGRAMMES****POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	73 043	71 495	19 886	2 587	1 580	3 979
Permanents	2 000	2 605				
	<b>75 043</b>	<b>74 100</b>	<b>19 886</b>	<b>2 587</b>	<b>1 580</b>	<b>3 979</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES****POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

31 105

**Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.**

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
45	64	162	11		213			1 677
	29	31	3		3			10 537
								2 605
45	93	193	14		216			14 819
592	342	1 067	1 072	236	449	2 972	96	36 637
								2 605
592	342	1 067	1 072	236	449	2 972	96	39 242
				CAPITAL				TRANSFERT
				3 753				39 242

**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-26

**AFFAIRES CANADIENNES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Relations fédérales-provinciales et interprovinciales	2 444	2 267	1 293	75	201	431
2. Coopération interprovinciale	861	736	93	4	75	165
TOTAL DU PROGRAMME:	3 305	3 003	1 386	79	276	596

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-26

**AFFAIRES INTERNATIONALES**

1. Représentation à l'étranger	12 711	12 422	4 642	11	2 653	3 343
2. Relations et coopération internationales	20 822	20 046	4 361	121	2 873	4 322
TOTAL DU PROGRAMME:	33 533	32 468	9 003	132	5 526	7 665

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-26

**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires québécois	899	899				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	973	973				
TOTAL DU PROGRAMME	1 872	1 872				

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-26

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 650	1 500	1 238	15	47	84
2. Soutien administratif	2 899	2 641	1 928	82	153	222
3. Service du protocole	913	828	331	2	34	334
TOTAL DU PROGRAMME:	5 462	4 969	3 497	99	234	640

**TOTAL DES PROGRAMMES**

POUR LE MINISTÈRE:

Votés

44 172	42 312	13 886	310	6 036	8 901
--------	--------	--------	-----	-------	-------

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES**

POUR LE MINISTÈRE:

**FONCTIONNEMENT**

31 055

**Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
2	25	56	1	8	175
	3	7			389
2	28	63	1	8	564

**Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement.**

45	226	391	289	124	698
19	51	339	104	35	7 821
64	277	730	393	159	8 519

**Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.**

					899
					973
					1 872

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

	1	14		2	99
4	90	115	15	9	23
1	44	54	26	2	
5	135	183	41	13	122

71	440	976	435	180	11 077
				CAPITAL	TRANSFERT
				180	11 077



**AFFAIRES MUNICIPALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-22

**ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Relation municipale	3 544	2 432	519		87	14
2. Urbanisme et aménagement du territoire	6 585	5 790	1 048	508	116	47
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>10 129</b>	<b>8 222</b>	<b>1 567</b>	<b>508</b>	<b>203</b>	<b>61</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-22

**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	3 712	3 348	2 731	242	308	10
2. Aide financière aux municipalités	34 066	30 229				
Permanents <sup>1</sup>	71 591	70 234				
3. Aide financière aux communautés urbaines et régionales	18 900	18 900				
Permanents <sup>2</sup>		1 458				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	1 644	1 329	908	45	67	292
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>129 913</b>	<b>125 498</b>	<b>3 639</b>	<b>287</b>	<b>375</b>	<b>302</b>

<sup>1</sup> Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus, L.R.Q., c. S-37 et modifications.<sup>2</sup> Loi concernant les villages nordiques et l'administration régionale Kativik, L.Q., 1978, c. 87 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-22

**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique	6 380	6 330	1 021	35	368	46
2. Compensation en guise d'impôt foncier municipal	15 224	15 224				
3. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	2 250	2 039	1 755	104	117	3
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>23 854</b>	<b>23 593</b>	<b>2 776</b>	<b>139</b>	<b>485</b>	<b>49</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-22

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et gestion interne	4 269	3 737	2 110	290	390	445
2. Soutien technique	1 427	1 096	929		21	36
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 696</b>	<b>4 833</b>	<b>3 039</b>	<b>290</b>	<b>411</b>	<b>481</b>

**Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	4	9		13	1 786
	10	26		9	4 026
	14	35		22	5 812

**Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.**

1	15	37	4	
				30 229
				70 234
				18 900
				1 458
	5	7	5	
1	20	44	9	120 821

**Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.**

	30	35	4	4 791
				15 224
	29	23	8	
	59	58	12	20 015

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

8	39	153	2	28	272
	76	28		6	
8	115	181	2	34	272

**AFFAIRES MUNICIPALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-26

**SÉCURITÉ-INCENDIE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et prévention	790	650	380		22	216
2. Aide aux municipalités	5 347	5 260	578		93	33
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>6 137</b>	<b>5 910</b>	<b>958</b>		<b>115</b>	<b>249</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-8

**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>43 249</b>	<b>41 073</b>				
----------------------------	---------------	---------------	--	--	--	--

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-24

**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>				
----------------------------	--------------	--------------	--	--	--	--

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-20

**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>6 714</b>	<b>6 552</b>	<b>4 291</b>	<b>293</b>	<b>284</b>	<b>1 255</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	--------------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-20

**AMÉLIORATION DE L'HABITAT**

1. Aide à la rénovation urbaine	7 188	6 959	846		67	581
2. Aide à la restauration de logements	7 097	6 857				58
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>14 285</b>	<b>13 816</b>	<b>846</b>		<b>67</b>	<b>639</b>

**Ce programme vise à prévenir et à réduire par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	6	26			
4				10	4 542
4	6	26		10	4 542

**Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.**

					41 073
--	--	--	--	--	--------

**Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.**

					4 000
--	--	--	--	--	-------

**Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.**

3	110	283	11	22	
---	-----	-----	----	----	--

**Ce programme vise à permettre aux municipalités d'améliorer la qualité de l'habitation et des équipements complémentaires, de même qu'à aider financièrement les propriétaires intéressés à restaurer leurs immeubles résidentiels.**

	3		13		5 449
					6 799
	3		13		12 248

**AFFAIRES MUNICIPALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**

Sommaire: page 1-20

**AIDE À LA RÉALISATION ET À L'ACQUISITION DE LOGEMENTS**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Réalisation de logements publics	3 294	3 056	2 792	10	176	42
2. Acquisition de logements sous forme individuelle ou coopérative Permanents <sup>3</sup>	3 558 5 000	2 678 4 267	320		12	
TOTAL DU PROGRAMME:	11 852	10 001	3 112	10	188	42

<sup>3</sup> Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1.**DÉTAIL DU PROGRAMME 11**

Sommaire: page 1-20

**AIDE FINANCIÈRE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE À L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS**

1. Financement des déficits d'exploitation des logements municipaux	71 060	70 971				
2. Supplément au loyer	3 500	1 319				
3. Surveillance administrative des logements subventionnés	1 625	1 311	878	7	92	84
TOTAL DU PROGRAMME:	76 185	73 601	878	7	92	84

**DÉTAIL DU PROGRAMME 12**

Sommaire: page 1-20

**GESTION INTERNE DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**

1. Direction	2 040	1 669	1 133	257	77	76
2. Soutien administratif e technique	3 157	2 630	1 602	89	59	591
TOTAL DU PROGRAMME:	5 197	4 299	2 735	346	136	667

**TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	260 620	245 439	23 841	1 880	2 356	3 829
Permanents	76 591	75 959				
	337 211	321 398	23 841	1 880	2 356	3 829

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

37 880

**Ce programme vise à réaliser des logements convenables pour les familles ou individus à revenu insuffisant et à rendre accessible à un nombre accru de familles la propriété de leur logement.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	33	3			
		5			2 341
					4 267
	33	8			6 608

**Ce programme vise à aider financièrement les municipalités dans l'exploitation des logements sociaux et à s'assurer du remboursement des prêts de la Société d'Habitation du Québec.**

			4 504		66 467
					1 319
	8	3	239		
	8	3	4 743		67 786

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes.**

	20	9		41	56
1	28	120	5	135	
1	48	129	5	176	56

17	416	767	4 774	285	207 274
					75 959
17	416	767	4 774	285	283 233
				CAPITAL	TRANSFERT
				285	283 233

**AFFAIRES SOCIALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-18

**SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Allocations familiales Permanents <sup>1</sup>	164 200	161 869				
2. Administration	5 176	5 054				5 054
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>169 376</b>	<b>166 923</b>				<b>5 054</b>

<sup>1</sup> Loi sur les allocations familiales L.R.Q., c. A-17 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-18

**AIDE SOCIALE**

1. Allocations d'aide sociale	909 254	899 187				
2. Administration	45 768	45 665	30 084	1 241	1 217	103
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>955 022</b>	<b>944 852</b>	<b>30 084</b>	<b>1 241</b>	<b>1 217</b>	<b>103</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-18

**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	36 068	36 068				
2. Prestations de services	9 135	9 135				
3. Administration	3 067	3 067				3 067
<b>TOTAL DU PROGRAMME</b>	<b>48 270</b>	<b>48 270</b>				<b>3 067</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-18

**CONTRIBUTION À L'IMPÔT FONCIER SCOLAIRE**

1. Prestations	19 793	19 337				
2. Administration	1 597	1 506				1 506
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>21 390</b>	<b>20 843</b>				<b>1 506</b>

**Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
			24		161 845
			24		161 845

**Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.**

					899 187
		13	1		13 006
		13	1		912 193

**Ce programme vise à défrayer le coût de médicaments et de services dentaires et optométriques requis principalement par les bénéficiaires de l'aide sociale.**

					36 068
					9 135
					45 203

**Ce programme vise à alléger le fardeau de l'impôt foncier scolaire pour les personnes âgées.**

					19 337
					19 337



**AFFAIRES SOCIALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-18

**SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Santé communautaire	53 177	52 449	2 078		75	29
2. Services de première ligne Permanents <sup>2</sup>	54 726 3 821	54 726 4 546				
3. Services à domicile Permanents <sup>2</sup>	45 636 119	45 635 135				
4. Santé des travailleurs	2 758	2 331				
5. Santé en milieu scolaire	9 241	9 189				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>169 478</b>	<b>169 011</b>	<b>2 078</b>		<b>75</b>	<b>29</b>

<sup>2</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-18

**SOUTIEN AUX ORGANISMES BÉNÉVOLES**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>4 963</b>	<b>4 950</b>
----------------------------	--------------	--------------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-18

**SERVICES DE CONSULTATION ET DE PROTECTION**

1. Protection de la jeunesse Permanents <sup>3</sup>	50 805 3 411	50 775 3 327	22
2. Protection des adultes et des personnes âgées Permanents <sup>3</sup>	9 628 828	9 348 813	
3. Services sociaux en milieu scolaire	8 087	8 067	
4. Services sociaux en centres hospitaliers Permanents <sup>3</sup>	19 827 1 736	19 763 1 702	
5. Services sociaux complémentaires Permanents <sup>3</sup>	48 902 4 185	47 185 4 101	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>147 409</b>	<b>145 081</b>	<b>22</b>

<sup>3</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.

**Ce programme vise à assurer aux individus, aux groupes et aux communautés locales l'accessibilité à des services de base et à assumer les activités de prévention et de dépistage aux plans de la santé et des services sociaux.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	4	191	1		50 071
					54 726
					4 546
					45 635
					135
					2 331
					9 189
	4	191	1		166 633

**Ce programme vise à favoriser la participation des groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.**

					4 950
--	--	--	--	--	-------

**Ce programme offre des services de consultation visant à assurer la protection de l'enfance, des personnes âgées et handicapées et à restaurer leur autonomie.**

					50 753
					3 327
					9 348
					813
					8 067
					19 763
					1 702
					47 185
					4 101
					145 059

**AFFAIRES SOCIALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-18

**RÉADAPTATION**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Services aux enfants mésadaptés sociaux Permanents <sup>4</sup>	143 444 7 813	143 442 6 306				160
2. Services aux enfants handicapés mentaux Permanents <sup>4</sup>	107 975 5 750	107 970 4 604				
3. Services aux enfants handicapés physiques Permanents <sup>4</sup>	27 192 1 157	26 892 1 199				
4. Services aux adultes handicapés Permanents <sup>4</sup>	63 743 3 147	63 740 2 573				
5. Office des personnes handicapées du Québec	3 693	2 897	307	133	109	44
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>363 914</b>	<b>359 623</b>	<b>307</b>	<b>133</b>	<b>109</b>	<b>204</b>

<sup>4</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-18

**HÉBERGEMENT**

1. Familles d'accueil	52 223	47 383				22
2. Garde des enfants	21 229	15 076				48
3. Hébergement des adultes et personnes âgées Permanents <sup>5</sup>	274 486 18 604	271 334 19 808				43
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>366 542</b>	<b>353 601</b>				<b>113</b>

<sup>5</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**

Sommaire: page 1-18

**ÉQUIPEMENT DES SERVICES SOCIAUX**

1. Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	33 969	33 110				
2. Service de la dette	24 892	23 098				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>58 861</b>	<b>56 208</b>				

**Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu interne des services adaptés à leur besoin; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités de nature à faciliter leur retour à une vie normale.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					143 282
					6 306
					107 970
					4 604
					26 892
					1 199
					63 740
					2 573
	10	16		12	2 266
	10	16		12	358 832

**Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux personnes qui en seraient privées.**

					47 361
					15 028
					271 291
					19 808
					353 488

**Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services sociaux.**

					33 110
					23 098
					56 208

**AFFAIRES SOCIALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 11**  
Sommaire: page 1-18**SOINS SPÉCIALISÉS ET ULTRA-SPÉCIALISÉS**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Soins des maladies physiques Permanents <sup>6</sup>	1 646 649	1 645 046				507
	118 527	111 403				
2. Soins des maladies mentales Permanents <sup>6</sup>	119 972	119 630				
	9 951	9 537				
<b>TOTAL DU PROGRAMME</b>	<b>1 895 099</b>	<b>1 885 616</b>				<b>507</b>

<sup>6</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 12**  
Sommaire: page 1-18**SOINS PROLONGÉS**

1. Soins des maladies physiques Permanents <sup>7</sup>	308 635	308 635				
	21 344	21 123				
2. Soins des maladies mentales Permanents <sup>7</sup>	90 198	90 076				
	1 626	1 509				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>421 803</b>	<b>421 343</b>				

<sup>7</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 13**  
Sommaire: page 1-18**ÉQUIPEMENT DES SERVICES DE SANTÉ**

1. Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	31 373	29 012				
2. Service de la dette	72 727	69 493				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>104 100</b>	<b>98 505</b>				

**DÉTAIL DU PROGRAMME 14**  
Sommaire: page 1-20**RECHERCHE**

1. Recherche dans le domaine de la santé	12 704	12 693				136
2. Recherche socio-économique	1 056	1 045				63
3. Recherche expérimentale	772	768				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>14 532</b>	<b>14 506</b>				<b>199</b>

**Ce programme vise à rendre accessibles aux personnes malades les soins spécialisés et ultra-spécialisés que requiert leur état.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					1 644 539
					111 403
					119 630
					9 537
					1 885 109

**Ce programme vise à assurer aux malades à long terme les soins prolongés que requiert leur état.**

					308 635
					21 123
					90 076
					1 509
					421 343

**Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services de santé.**

					29 012
					69 493
					98 505

**Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre des programmes d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux.**

					12 557
					982
					768
					14 307

**AFFAIRES SOCIALES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 15**  
Sommaire: page 1-20**COORDINATION RÉGIONALE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Concertation et coordination régionale Permanents <sup>8</sup>	9 676 664	9 676 755				
2. Nouveau-Québec	9 758	7 620				
<b>TOTAL DU PROGRAMME</b>	<b>20 098</b>	<b>18 051</b>				

<sup>8</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 16**  
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION**

1. Direction et administration	28 097	26 079	14 963	430	2 412	3 569
2. Conseil des affaires sociales et de la famille	450	426	324	6	17	70
3. Commission des affaires sociales	2 121	1 957	1 518	33	180	153
4. Planification et évaluation	4 990	4 537	4 166	94	128	138
5. Programmes de santé	9 706	8 915	7 388	194	302	133
6. Programmes de services sociaux	7 529	7 069	6 539	146	383	1
7. Relations de travail	3 265	2 826	2 388	37	207	194
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>56 158</b>	<b>51 809</b>	<b>37 286</b>	<b>940</b>	<b>3 629</b>	<b>4 258</b>

**TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	4 450 132	4 403 882	69 755	2 314	5 030	15 062
Permanents	366 883	355 310				
	<b>4 817 015</b>	<b>4 759 192</b>	<b>69 755</b>	<b>2 314</b>	<b>5 030</b>	<b>15 062</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT****97 575**

**Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et l'expérimentation de moyens d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					9 676
					755
					7 620
					18 051

**Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services requis pour établir et mettre en oeuvre ses politiques en matière de sécurité du revenu, de santé et de services sociaux.**

195	2 019	1 907	161	423	
	7	2			
	63	7		3	
			11		
149	5	624	4	116	
344	2 094	2 540	176	542	

344	2 108	2 760	178 24	554	4 305 777 355 286
344	2 108	2 760	202	554	4 661 063
				CAPITAL	TRANSFERT
				554	4 661 063



**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-8

**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Planification et études économiques	1 989	1 667	1 321	77	77	90
2. Recherche agricole	8 846	8 565	4 548	506	169	72
3. Enseignement agricole	7 983	7 672	4 724	543	82	178
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>18 818</b>	<b>17 904</b>	<b>10 593</b>	<b>1 126</b>	<b>328</b>	<b>340</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-8

**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien Permanents <sup>1</sup>	7 018 3 333	6 416 3 333	5 655	122	367	31
2. Crédit agricole Permanents <sup>2</sup>	415 14 195	393 15 120				
3. Crédit agricole par les institutions privées	6 293	5 934				
4. Amélioration des fermes Permanents <sup>3</sup>	4 600 200	4 474 165				
5. Crédit à la production Permanents <sup>4</sup>	100	72				
6. Crédit spécial Permanents <sup>5</sup>	38 14	29 3				
7. Prêt agricole	4 807	4 803				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	7 150	7 031				
9. Réaménagement foncier	3 817	3 607	220	370	36	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>51 980</b>	<b>51 380</b>	<b>5 875</b>	<b>492</b>	<b>403</b>	<b>31</b>

<sup>1</sup> Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.Q., 1978, c. 49.<sup>2</sup> Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75 et modifications.<sup>3</sup> Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18 et modifications.<sup>4</sup> Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77 et modifications.<sup>5</sup> Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, L.R.Q., c. C-79 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-8

**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

1. Mise en valeur des productions	36 510	35 417	4 771	690	451	458
2. Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	55 508	52 467	1 390	65	104	589
3. Soutien de l'emploi agricole	12 822	12 549	199	28	19	
4. Administration et services régionaux	28 534	28 257	20 603	4 010	2 186	212
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>133 374</b>	<b>128 690</b>	<b>26 963</b>	<b>4 793</b>	<b>2 760</b>	<b>1 259</b>

**Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que former des hommes compétents en agriculture.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
3	2	8						89	
108	120	802	3	3	239	206		1 789	
401	45	599	4		132			964	
512	167	1 409	7	3	371	206		2 842	

**Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.**

2	88	105	4		42			3 333	
								393	
								15 120	
								5 934	
								4 474	
								165	
								72	
								29	
								3	
								4 803	
								7 031	
	5	5		14		2 014		943	
2	93	110	4	14	42	2 014		42 300	

**Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage, assurer une main-d'œuvre agricole suffisante et diversifier la production selon les possibilités du milieu.**

97	72	1 470	21	5	314	9		27 059	
15	582	69	13		132			49 508	
	1		1					12 301	
37	308	335	35	7	196			328	
149	963	1 874	70	12	642	9		89 196	

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-8

**RÉGIE DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	6 574	5 839	1 627	94	210	1 310

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-8

**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation Permanents <sup>6</sup>	14 126	13 212 5	646	23	51	91 5
2. Développement des marchés <sup>7</sup> Permanents <sup>8</sup>	15 510 55	12 384 52	971	77	181	112
3. Contrôle de la qualité des produits	10 656	10 363	8 323	180	1 132	95
TOTAL DU PROGRAMME:	40 347	36 016	9 940	280	1 364	303

<sup>6</sup> Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, L.R.Q., c. M-14 et modifications.<sup>7</sup> Y compris pour les prêts, 2 957 000 \$ aux crédits autorisés.<sup>8</sup> Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-8

**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

TOTAL DU PROGRAMME:	1 349	1 111	904	31	99	57
---------------------	-------	-------	-----	----	----	----

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-8

**ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES**

TOTAL DU PROGRAMME:	8 768	7 237	334	116	128	60
---------------------	-------	-------	-----	-----	-----	----

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-8

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 167	1 113	1 020	32	49	12
2. Soutien administratif et technique	15 577	15 283	8 401	2 177	1 403	678
TOTAL DU PROGRAMME:	16 744	16 396	9 421	2 209	1 452	690

**Ce programme vise à compenser en partie les pertes de rendement dans les récoltes, causées par la mauvaise température.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
10	28	47	1		16			2 496	

**Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et extérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs**

5				94		315		11 987	
	104	5						10 934 52	2 957
8	40	326	12		247				
13	144	331	12	94	247	315		22 973	2 957

**Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.**

6	10			4					
---	----	--	--	---	--	--	--	--	--

**Ce programme vise à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles qui opèrent selon les structures de production et de mise en marché prévues par un régime.**

1	6			2				6 590	
---	---	--	--	---	--	--	--	-------	--

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

127	357	1 605	29	506					
127	357	1 605	29	506					

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-8

**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Commission de la protection du territoire	4 215	3 789	1 525	1 086	229	627
2. Protection du territoire	1 404	1 301	741	421	26	60
3. Contribution aux taxes foncières, municipales et scolaires sur les fermes	9 200	6 471				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>14 819</b>	<b>11 561</b>	<b>2 266</b>	<b>1 507</b>	<b>255</b>	<b>687</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**

Sommaire: page 1-10

**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

1. Inventaires, recherches et gestion interne	500	199	60	16	15	8
2. Contribution à l'exploitation de la ressource	2 023	1 106	161	12	31	26
3. Contribution à la transformation de la ressource	1 420	1 119	111	36	19	16
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>3 943</b>	<b>2 424</b>	<b>332</b>	<b>64</b>	<b>65</b>	<b>50</b>

**TOTAL DES PROGRAMMES****POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	278 819	259 808	68 255	10 712	7 064	4 782
Permanents	17 897	18 750				5
	<b>296 716</b>	<b>278 558</b>	<b>68 255</b>	<b>10 712</b>	<b>7 064</b>	<b>4 787</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES****POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

99 502

**Ce programme vise à conserver à l'agriculture les sols arables.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
1	85	138	1		97				
	1	45				7			
								6 471	
1	86	183	1		97	7		6 471	

**Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.**

5	72	13	1		9				
72		4	3		61			736	
11	2	143		16	19	671	1	74	
88	74	160	4	16	89	671	1	810	

902	1 919	5 735	128	139	2 016	3 222	1	154 933 18 745	2 957
902	1 919	5 735	128	139	2 016	3 222	1	173 678	2 957
				CAPITAL				TRANSFERT	
				5 378				173 678	

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-22

**SERVICES STATUTAIRES ET DE SOUTIEN POLITIQUE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Traitements et allocations des députés Permanents <sup>1</sup>	1 957 8 127	1 954 7 831	1 954 4 383	1 925	665	
2. Services de recherche des partis	341	332		250	26	43
3. Traitements de l'exécutif Permanents <sup>2</sup>	837	817	817			
4. Relations interparlementaires	292	258	135		18	67
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>11 554</b>	<b>11 192</b>	<b>7 289</b>	<b>2 175</b>	<b>709</b>	<b>110</b>

<sup>1</sup> Loi sur la législature, L.R.Q., c. L-1 et modifications.<sup>2</sup> Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-22

**SERVICES PARLEMENTAIRES**

1. Sergent d'armes	2 187	2 177	1 991	131	7	
2. Secrétariat des commissions	283	274	238	22	8	
3. Bibliothèque de la législature	1 919	1 919	1 327	250	7	117
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>4 389</b>	<b>4 370</b>	<b>3 556</b>	<b>403</b>	<b>22</b>	<b>117</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-22

**COMMUNICATIONS**

1. Édition	2 429	2 422	1 388	301	463	4
2. Radiotélévision des débats	2 346	2 309	350	266	12	738
3. Accueil et information	692	692	267	110	192	10
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 467</b>	<b>5 423</b>	<b>2 005</b>	<b>677</b>	<b>667</b>	<b>752</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-22

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et administration	6 098	5 600	4 047	172	763	376
2. Services auxiliaires	1 455	1 444	1 095	142	8	19
3. Services alimentaires	1 142	1 138	407	216		19
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>8 695</b>	<b>8 182</b>	<b>5 549</b>	<b>530</b>	<b>771</b>	<b>414</b>

**Ce programme vise à assurer à l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif.**

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
	811	47		
	8	5		
	2	4	2	30
	821	56	2	30

**Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs.**

		47		1
4	2			
1	34	161	8	14
5	36	208	8	15

**Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale auprès des députés et des citoyens.**

15	32	123		96
6	655	74		208
	1	96	8	8
21	688	293	8	312

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.**

12	84	120	2	24
3	21	153	1	2
3	2	485	3	3
18	107	758	6	29



**ASSEMBLÉE NATIONALE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-22

**PROTECTEUR DU CITOYEN**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	948	789	718	10	35	3

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-22

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

TOTAL DU PROGRAMME:	4 164	3 980	3 513	9	93	316
---------------------	-------	-------	-------	---	----	-----

**TOTAL DES PROGRAMMES****POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	26 253	25 288	17 430	1 879	1 632	1 712
Permanents	8 964	8 648	5 200	1 925	665	
	35 217	33 936	22 630	3 804	2 297	1 712

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES****POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

33 544

**Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.**

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
3	6	11		3

**Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.**

1	14	26	5	3
---	----	----	---	---

48	861	1 305	29	392
	811	47		
48	1 672	1 352	29	392

CAPITAL

392

**COMMUNICATIONS**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**  
Sommaire: page 1-24**RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Services de communication	38 532	38 490			37 501	
2. Gestion interne	4 307	3 962	3 226	119	155	65
TOTAL DU PROGRAMME:	42 839	42 452	3 226	119	37 656	65

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**  
Sommaire: page 1-24**COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES ET RENSEIGNEMENTS**

1. Services centraux	3 221	2 850	1 097		1 310	192
2. Services régionaux	3 707	3 443	2 745	72	204	67
TOTAL DU PROGRAMME:	6 928	6 293	3 842	72	1 514	259

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**  
Sommaire: page 1-24**ÉDITION GOUVERNEMENTALE**

1. Publications officielles	3 270	3 098	882	40	1 666	319
2. Commercialisation	1 255	1 240	807	1	184	16
3. Impressions en régie	5 414	5 380	2 734		13	1
4. Édition, documentation et traduction	3 655	3 405	2 633	4	69	320
TOTAL DU PROGRAMME:	13 594	13 123	7 056	45	1 932	656

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**  
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 287	1 906	1 118	9	147	290
2. Soutien administratif et technique	1 920	1 888	1 271	525	14	7
TOTAL DU PROGRAMME:	4 207	3 794	2 389	534	161	297

**Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
680				309	
26	41	170	6	154	
706	41	170	6	463	

**Ce programme vise à informer le public sur les objectifs, les activités et les services du gouvernement et à assister les ministères et organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs programmes d'information.**

3	6	231	1	10	
8	67	167	10	19	84
11	73	398	11	29	84

**Ce programme vise à mettre à la disposition du public des publications et des documents audio-visuels et à assister les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition.**

8	34	125	9	10	5
1	8	195	1	27	
174	463	1 859	1	135	
4	29	282	5	59	
187	534	2 461	16	231	5

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

1		45	1	6	289
4	14	43	1	9	
5	14	88	2	15	289

**COMMUNICATIONS**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-24

**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Coordination interministérielle	794	661	578	2	20	35
2. Développement et exploitation des systèmes	8 630	8 223	3 864	82	42	147
TOTAL DU PROGRAMME:	9 424	8 884	4 442	84	62	182

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-12

**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

TOTAL DU PROGRAMME:	2 098	1 572	1 406	10	44	36
---------------------	-------	-------	-------	----	----	----

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-12

**DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES**

1. Planification du développement des réseaux	1 173	906	476	42	32	33
2. Planification du développement des média	2 535	2 371	595	9	34	139
TOTAL DU PROGRAMME:	3 708	3 277	1 071	51	66	172

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-14

**CINÉMA ET AUDIO-VISUEL**

1. Production	1 092	979	577	30	60	168
2. Distribution	5 472	5 343	746	6	134	4 064
3. Bureau de surveillance du cinéma	583	566	509		37	6
TOTAL DU PROGRAMME:	7 147	6 888	1 832	36	231	4 238

**Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	3	6	2	15	
156	3 272	561	25	74	
156	3 275	567	27	89	

**Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.**

1	21	22	1	29	2
---	----	----	---	----	---

**Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.**

2	11	13	1		296
1	7	5		50	1 531
3	18	18	1	50	1 827

**Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.**

2	15	48		79	
1	5	94	2	21	270
	3	6	1	4	
3	23	148	3	104	270

**COMMUNICATIONS**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 9  
Sommaire: page 1-14

**SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	27 311	27 311				

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:  
Votés

117 256      113 594

25 264      951      41 666      5 905

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:

## FONCTIONNEMENT

82 796

**Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					27 311
1 072	3 999	3 872	67	1 010	29 788
				CAPITAL	TRANSFERT
				1 010	29 788



**CONSEIL EXÉCUTIF**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-22

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	427	354	279	5	2	56

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-22

**ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS ET FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES**

1. Loi électorale Permanents <sup>1</sup>	15 410	21 145	1 286	791	293	3 003
2. Réforme des districts électoraux Permanents <sup>2</sup>	666	559	337	56	21	19
3. Financement des partis politiques Permanents <sup>3</sup>	2 213	2 366	489	39	324	64
4. Commission de la représentation Permanents <sup>2</sup>		1 414	129	53	1 111	76
TOTAL DU PROGRAMME:	18 289	25 484	2 241	939	1 749	3 162

<sup>1</sup> Loi électorale, L.R.Q., c. E-3 et modifications.<sup>2</sup> Loi sur la représentation électorale, L.Q., 1979, c. 57.<sup>3</sup> Loi régissant le financement des partis politiques, L.R.Q., c. F-2 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-22

**ORGANISMES — CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier Ministre et bureaux des ministres d'État	6 049	5 707	2 951	93	950	230
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	6 891	6 329	3 443	200	820	1 725
3. Affaires amérindiennes et inuit Permanents <sup>4</sup>	3 761 15 000	3 721 16 800	482	115	92	242
4. Gestion interne et soutien administratif	2 712	2 648	1 863	150	12	3
TOTAL DU PROGRAMME:	34 413	35 205	8 739	558	1 874	2 200

<sup>4</sup> Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, L.R.Q., c. C-67.

**Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	1	11			

**Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.**

236	613	1 882	12 990	51	
2	3	76		45	
2	95	108	97	39	1 109
12	4	25		4	
252	715	2 091	13 087	139	1 109

**Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.**

			2		1 481
	7	2	2	80	50
	18	16		7	2 749
					16 800
11	248	271		90	
11	273	289	4	177	21 080

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-24

**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL  
ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Programme expérimental de création d'emplois communautaires	16 500	8 157		363	47	112
2. Fonds de développement régional	6 234	2 279		6		79
3. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional*	100					
4. Entente « Zones spéciales »	759	759				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>23 593</b>	<b>11 195</b>		<b>369</b>	<b>47</b>	<b>191</b>

\* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-24

**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE  
CONSULTATION ET ADMINISTRATION DE L'O.P.D.Q.**

1. Travaux de planification	1 425	811		122	27	642
2. Aide à la consultation	1 843	1 630				
3. Direction et soutien administratif	6 336	5 766	4 510	598	333	143
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>9 604</b>	<b>8 207</b>	<b>4 510</b>	<b>720</b>	<b>360</b>	<b>785</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-24

**CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>405</b>	<b>222</b>	<b>148</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>43</b>
----------------------------	------------	------------	------------	----------	-----------	-----------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-26

**PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 617</b>	<b>1 377</b>	<b>840</b>	<b>112</b>	<b>141</b>	<b>215</b>
----------------------------	--------------	--------------	------------	------------	------------	------------

**Ce programme vise à favoriser la concertation Interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	5				7 630
					2 194
					759
	5				10 583

**Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale. Il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.**

		20			1 630
8	76	80	4	14	
8	76	100	4	14	1 630

**Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional.**

7	2		
---	---	--	--

**Ce programme vise à permettre au Conseil du Statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme.**

30	33	6
----	----	---

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-14

**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Office de la langue française	12 247	11 479	7 954	562	735	1 138
2. Commission de surveillance de la langue française	1 130	724	563	112	23	3
3. Conseil de la langue française	1 915	1 605	687	100	66	665
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	125	86	80		2	3
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>15 417</b>	<b>13 894</b>	<b>9 284</b>	<b>774</b>	<b>826</b>	<b>1 809</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-14

**AIDE FINANCIÈRE À L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE****TOTAL DU PROGRAMME:****600****TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE:**

Votés

70 476

53 654

23 800

2 547

3 263

5 299

Permanents

33 289

42 884

2 241

939

1 749

3 162

**103 765****96 538****26 041****3 486****5 012****8 461****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT****60 535**

**Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
7	222	243	13	323	282
	9	8		6	
	14	19		6	48
		1			
7	245	271	13	335	330

**Ce programme vise à effectuer, encourager et soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes.**

					600
26	637	706	21	532	16 823
252	715	2 091	13 087	139	18 509
278	1 352	2 797	13 108	671	35 332
				CAPITAL	TRANSFERT
				671	35 332

**CONSEIL DU TRÉSOR**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

Sommaire: page 1-24

**GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Programmation et contrôle budgétaire	1 548	1 481	1 405	7	17	12
2. Politique administrative	1 328	1 255	1 094	6	13	113
3. Politique de personnel et relations de travail	2 246	2 138	1 379	35	289	351
4. Soutien administratif et technique	869	812	634	42	12	11
TOTAL DU PROGRAMME:	5 991	5 686	4 512	90	331	487
TOTAL DU PROGRAMME: POUR LE MINISTÈRE: Votés						
	5 991	5 686	4 512	90	331	487
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:						
			5 615			

**Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.**

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
	11	21		8
		13		16
2	64	10		8
	38	35	1	39
2	113	79	1	71
2	113	79	1	71
				CAPITAL
				71



**CONSOMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-26

**PROTECTION DU PUBLIC**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Protection du consommateur Permanents <sup>1</sup>	7 170 2 088	5 792 1 110	2 500 384	149 67	718 64	1 850 494
2. Contrôle et surveillance du courtage immobilier	461	430	383	22	8	2
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>9 719</b>	<b>7 332</b>	<b>3 267</b>	<b>238</b>	<b>790</b>	<b>2 346</b>

<sup>1</sup> Loi sur la protection du consommateur, L.Q., 1978, c. 9.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-26

**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

1. Fichier central des entreprises	810	806	718	49	3	2
2. Création et modification de personnes morales Permanents <sup>2</sup>	1 622	1 586 107	1 328	56	6	83 49
3. Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives Permanents <sup>4</sup>	1 445 <sup>3</sup> 400	846 1 000	448	10	60	1
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>4 277</b>	<b>4 345</b>	<b>2 494</b>	<b>115</b>	<b>69</b>	<b>135</b>

<sup>2</sup> Loi des compagnies, L.R.Q., c. C-38 et modifications.<sup>3</sup> Y compris pour les prêts, 547,843 \$ aux crédits autorisés.<sup>4</sup> Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-12

**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

1. Contrôle et surveillance des caisses d'épargne et de crédit	474	415	394	10	9	
2. Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	211	161	147		13	1
3. Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	2 060	2 001	1 678	148	84	61
4. Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	1 970	1 801	1 506	47	74	121
5. Gestion du régime de l'assurance-dépôts	231	195	181		5	4
<b>TOTAL DU PROGRAMME</b>	<b>4 946</b>	<b>4 573</b>	<b>3 906</b>	<b>205</b>	<b>185</b>	<b>187</b>

**Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales et immobilières.**

				CAPITAL	TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement		
1		59	1	7	507	
	6	10		35	50	
	5	9		1		
1	11	78	1	43	557	

**Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives.**

	14	19		1		
2	20	88		3		
		43		15		
		8		2	317	548
					1 000	
2	34	158		21	1 317	548

**Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières.**

		1		1		
		19		10	1	
	25	24	1	3		
		3		2		
	25	47	1	16	1	

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-12

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif Permanents <sup>5</sup>	2 944 105	2 630 110	1 921 110	34	71	207
2. Soutien technique	793	727	560	28	22	89
3. Inspections et enquêtes	2 118	1 920	1 792	11	104	2
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 960</b>	<b>5 387</b>	<b>4 383</b>	<b>73</b>	<b>197</b>	<b>298</b>

<sup>5</sup> Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1 et modifications.**TOTAL DES PROGRAMMES****POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	22 309	19 310	13 556	564	1 177	2 423
Permanents	2 593	2 327	494	67	64	543
	<b>24 902</b>	<b>21 637</b>	<b>14 050</b>	<b>631</b>	<b>1 241</b>	<b>2 966</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES****POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT****19 588**

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières, et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaires au bon fonctionnement des autres programmes du ministère.**

				CAPITAL	TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement		
5	165	131	16	45	35	
		19		9		
		6		5		
5	165	156	16	59	35	
				CAPITAL	TRANSFERT	
8	229	386	18	89	860	548
	6	53		50	1 050	
8	235	439	18	139	1 910	548
				CAPITAL	TRANSFERT	
				139	1 910	

**ÉDUCATION**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**  
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Administration interne	16 452	15 220	9 472	836	445	1 912
2. Soutien	33 187	31 710	12 537	1 599	2 651	7 849
3. Consultation Permanents <sup>1</sup>	3 035	2 353 60	1 231 30	17	153 5	900 19
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>52 674</b>	<b>49 343</b>	<b>23 270</b>	<b>2 452</b>	<b>3 254</b>	<b>10 680</b>

<sup>1</sup> Loi sur le Conseil des collèges, L.Q., 1979, c. 23.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**  
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION DES RÉSEAUX**

1. Administration de l'enseignement primaire et secondaire	24 705	22 304	15 329	798	1 101	2 570
2. Administration de l'enseignement post-secondaire	13 024	12 020	9 281	431	716	930
3. Administration de l'enregistrement privé	596	531	487	6	16	20
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>38 325</b>	<b>34 855</b>	<b>25 097</b>	<b>1 235</b>	<b>1 833</b>	<b>3 520</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**  
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

1. Bourses aux étudiants de l'enseignement primaire et secondaire	280	159				
2. Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement collégial	45 650 <sup>2</sup>	44 032				
3. Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement universitaire	42 215 <sup>3</sup>	41 274				
4. Bourses d'excellence	10 005	8 237				
5. Gestion des prêts et bourses	3 194	2 952	2 010	635	44	100
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>101 344</b>	<b>96 654</b>	<b>2 010</b>	<b>635</b>	<b>44</b>	<b>100</b>

<sup>2</sup> Y compris pour les prêts, 565 000 \$ aux crédits autorisés.<sup>3</sup> Y compris pour les prêts, 846 500 \$ aux crédits autorisés.

**Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à fournir un certain nombre de services d'appoint au ministère et aux organismes d'enseignement de même qu'à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.**

				CAPITAL	TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement		
109	153	657	10	115	1 511	
237	3 430	1 060	28	736	1 583	
1	24	19		8 6		
347	3 607	1 736	38	865	3 094	

**Ce programme vise à assurer la coordination des différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.**

6	21	135	13	43	2 288	
	47	439	4	20	152	
		1		1		
6	68	575	17	64	2 440	

**Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien financier aux étudiants.**

					159	
			177		43 855	549
					41 274	788
					8 237	
	7	154	1	1		
	7	154	178	1	93 525	1 337

**ÉDUCATION**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-14

**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Enseignement Permanents <sup>1</sup>	1 339 730 78 792	1 339 730 77 311				
2. Soutien à l'enseignement Permanents <sup>2</sup>	541 737 32 858	541 737 32 241				
3. Investissements	9 455	5 457				
4. Service de la dette Permanents <sup>3</sup>	240 876 24	238 610 23				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>2 243 472</b>	<b>2 235 109</b>				

<sup>1</sup> et <sup>2</sup> Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.<sup>3</sup> Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, L.Q., 1955-56, c. 39 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-14

**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC**

1. Enseignement Permanents <sup>1</sup>	308 255 13 231	308 226 15 030				
2. Soutien à l'enseignement Permanents <sup>2</sup>	132 824 5 670	132 812 6 442				
3. Service de la dette	60 812	53 825				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>520 792</b>	<b>516 335</b>				

<sup>1</sup> et <sup>2</sup> Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-14

**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**

1. Enseignement et recherche	432 208	432 208				
2. Programmes particuliers d'enseignement et de recherche	20 391	20 391				
3. Soutien à l'enseignement et à la recherche	232 225	231 475				
4. Investissements	614	455				
5. Service de la dette	46 577	44 400				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>732 015</b>	<b>728 929</b>				

**Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.**

				CAPITAL	TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement		
					1 339 730	
					77 311	
					541 737	
					32 241	
					5 457	
					238 610	
					23	
					2 235 109	

**Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux CEGEP les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.**

					308 226	
					15 030	
					132 812	
					6 442	
					53 825	
					516 335	

**Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.**

					432 208	
					20 391	
					231 475	
					455	
					44 400	
					728 929	



**ÉDUCATION**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-14

**FORMATION DES ADULTES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Formation générale et socio-culturelle	33 331	33 328				
2. Formation professionnelle	96 906	96 906				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>130 237</b>	<b>130 234</b>				

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-14

**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

1. Enseignement primaire et secondaire Permanents <sup>1</sup>	116 696 12 646	116 390 10 859
2. Enseignement collégial Permanents <sup>2</sup>	35 530 4 535	35 530 3 893
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>169 407</b>	<b>166 672</b>

<sup>1</sup> et <sup>2</sup> Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-14

**PROMOTION DU SPORT**

1. Assistance aux organismes sportifs	5 732	5 732
2. Organisation et préparation des compétitions sportives	1 796	1 796
3. Régie des installations olympiques	5 700	5 700
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>13 228</b>	<b>13 228</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**

Sommaire: page 1-16

**DÉVELOPPEMENT DES LOISIRS**

1. Développement des activités socio-culturelles	6 914	6 914		12	181	
2. Développement des activités de plein air	3 620	3 620				
3. Soutien au fonctionnement des organismes locaux et régionaux	4 678	4 678				
4. Développement des équipements récréatifs	6 749	6 749				
5. Administration du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports	4 508	4 508	1 479	79	131	145
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>26 469</b>	<b>26 469</b>	<b>1 479</b>	<b>91</b>	<b>312</b>	<b>145</b>

**Ce programme vise à contribuer par des activités éducatives au développement social et culturel des individus et des collectivités et à permettre aux travailleurs de se recycler et se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.**

				CAPITAL	TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement		
					33 328	
					96 906	
					130 234	

**Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.**

					116 390	
					10 859	
					35 530	
					3 893	
					166 672	

**Ce programme vise à favoriser l'accessibilité de la population aux activités physiques et sportives, par une assistance financière et technique.**

					5 732	
					1 796	
					5 700	
					13 228	

**Ce programme vise à favoriser à la population l'accessibilité aux activités socio-culturelles et de plein air par une assistance financière et technique.**

					6 721	
					3 620	
					4 678	
					6 749	
	11	43		6	2 614	
	11	43		6	24 382	

**ÉDUCATION**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 11  
Sommaire: page 1-26

**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	2 140	1 940	1 062	34	93	504

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:

Votés	3 882 347	3 853 909	52 888	4 447	5 531	14 930
Permanents	147 756	145 859	30		5	19
	4 030 103	3 999 768	52 918	4 447	5 536	14 949

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:

## FONCTIONNEMENT

84 703

**Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.**

				CAPITAL	TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement		
1	29	32	4	6	175	
354	3 722	2 540	237	936 6	3 768 324 145 799	1 337
354	3 722	2 540	237	942	3 914 123	1 337
				CAPITAL	TRANSFERT	
				942	3 914 123	

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-8

**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche	2 404	2 360	1 595	352	143	51
2. Inventaire de base	3 476	3 393	1 624	396	120	1 083
TOTAL DU PROGRAMME:	5 880	5 753	3 219	748	263	1 134

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-8

**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Reboisement	12 197	11 974	2 523	4 283	268	1 556
2. Travaux sylvicoles	4 801	4 567	1 092	1 522	156	905
TOTAL DU PROGRAMME:	16 998	16 541	3 615	5 805	424	2 461

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-8

**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	9 009	8 521	314	13	10	8 116
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	5 057	4 958	896	686	183	928
3. Éducation en conservation du milieu forestier	2 346	2 032	485	509	41	29
TOTAL DU PROGRAMME:	16 412	15 511	1 695	1 208	234	9 073

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-8

**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	9 560	8 686	4 397	323	222	571
2. Contrôle de l'utilisation	7 089	7 018	5 084	703	387	10
3. Voirie forestière	24 832	24 612	1 418	189	89	12
4. Aide à la production forestière privée	12 375	11 481	1 627	696	102	451
TOTAL DU PROGRAMME:	53 856	51 797	12 526	1 911	800	1 044

1 Y compris pour les prêts, 185,000 \$ aux crédits autorisés.

**Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.**

				CAPITAL					
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	
29	49	92	1						
15	14	111	1						
44	63	203	2						

**Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.**

117	873	1 385		15		5	24	34
46	462	185						5
163	1 335	1 570		15		5	24	39

**Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.**

1		11						
98	7	2 053	26					
10	5	81		136	3	8	79	46
109	12	2 145	26	136	3	8	79	46

**Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés.**

56	57	197	1			49	90	4
122	90	435						
86	69	116		1 980	247	970	9 577	1 261
29	19	126						3
293	235	874	1	1 980	247	1 019	9 667	1 268

(suite à la page suivante)

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1 (suite)**  
 Sommaire: page 1-8
**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	CAPITAL			TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses		
1. Recherche	48				
2. Inventaire de base	29				
TOTAL DU PROGRAMME:	77				

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2 (suite)**  
 Sommaire: page 1-8
**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Reboisement	388	502	1	
2. Travaux sylvicoles	22	2	170	
TOTAL DU PROGRAMME:	410	504	171	

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3 (suite)**  
 Sommaire: page 1-8
**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	56			
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	81			
3. Éducation en conservation du milieu forestier	57	208	335	
TOTAL DU PROGRAMME:	194	208	335	

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4 (suite)**  
 Sommaire: page 1-8
**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	366	2 279	74	
2. Contrôle de l'utilisation	185	2		
3. Voirie forestière	834	2 981	1	4 782
4. Aide à la production forestière privée	116		8 312	185
TOTAL DU PROGRAMME:	1 501	5 262	1	13 168

1 Y compris pour les prêts, 185,000 \$ aux crédits autorisés.

(continuation de la page précédente)



(suite à la page suivante)



**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-8

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	14 842	14 413	2 756	89	127	118
2. Soutien administratif et technique	13 018	12 481	8 182	528	579	1 036
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>27 860</b>	<b>26 894</b>	<b>10 938</b>	<b>617</b>	<b>706</b>	<b>1 154</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-8

**FINANCEMENT FORESTIER**

1. Gestion interne et soutien	753	646	532	15	60	2
2. Prêts forestiers Permanents <sup>1</sup>	536	1 260				
3. Prêts forestiers garantis Permanents <sup>1</sup>	218 30	218				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 537</b>	<b>2 124</b>	<b>532</b>	<b>15</b>	<b>60</b>	<b>2</b>

<sup>1</sup> Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-8

**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>11 653</b>	<b>1 289</b>	<b>307</b>	<b>52</b>	<b>21</b>	<b>97</b>
----------------------------	---------------	--------------	------------	-----------	-----------	-----------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-24

**CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

1. Levés et cartographie intégrés	11 847	11 494	4 185	844	383	5 007
2. Intégrité du territoire	330	308	162	136	7	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>12 177</b>	<b>11 802</b>	<b>4 347</b>	<b>980</b>	<b>390</b>	<b>5 007</b>

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Équipement	Immobilisations	
14	25	117			9		11 158
233	331	1 079	65	1	291	152	
247	356	1 196	65	1	300	152	11 158

**Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.**

3	3	12	4	15	
					1 260
					218
3	3	12	4	15	1 478

**Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.**

				9	803
--	--	--	--	---	-----

**Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.**

93	121	684	3	168	6
		3			
93	121	687	3	168	6

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-26

**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	6 895	6 731	3 716	1 029	241	74

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**

Sommaire: page 1-8

**RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levés et études géoscientifiques	7 385	6 314	1 325	323	237	2 863
2. Inventaire du potentiel minéral	1 409	1 249	1 067	19	87	19
TOTAL DU PROGRAMME:	8 794	7 563	2 392	342	324	2 882

1 Y compris pour les prêts, 102 500 \$ aux crédits autorisés.

**DÉTAIL DU PROGRAMME 11**

Sommaire: page 1-8

**SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINÈRE**

1. Voirie minière	5 408	4 936	195	7	4	15
2. Recherches minérales	3 106	2 411	1 685	21	20	388
3. Surveillance de la production minière	1 311	989	643	41	77	102
4. Planification et gestion	932	500	377	54	15	34
5. Développement de l'industrie minière	1 484	323	205	2	16	96
TOTAL DU PROGRAMME:	12 241	9 159	3 105	125	132	635

**DÉTAIL DU PROGRAMME 12**

Sommaire: page 1-10

**ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT  
LES HYDROCARBURES ET L'ÉLECTRICITÉ**

1. Recherches d'hydrocarbures	265	214	84	13	5	105
2. Études et gestion interne	7 940	7 434	1 238	416	163	920
3. Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers	548	503	446	9	39	
TOTAL DU PROGRAMME:	8 753	8 151	1 768	438	207	1 025

**Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.**

				CAPITAL					
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	
40	50	187		436	22	31	547	154	

**Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables.**

18	17	107	2						
1	2	23							
19	19	130	2						

**Ce programme vise à stimuler l'activité minière en participant avec l'industrie à certains investissements en infrastructures, en recherches appliquées et économique, à fournir un soutien technique et à surveiller l'application des règles de sécurité.**

81	21	18		325	25	321	3 430	184	
19	1	172	4						
27	11	58							
	3	16							
127	36	264	4	325	25	321	3 430	184	

**Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.**

2	3	2							
9	42	120	1						
	1	3							
11	46	125	1						

(suite à la page suivante)

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9 (suite)**  
Sommaire: page 1-26**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	CAPITAL			TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses		
TOTAL DU PROGRAMME:	153	51			

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10 (suite)**  
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levés et études géoscientifiques	60			1 362	70
2. Inventaire du potentiel minéral	31				
TOTAL DU PROGRAMME:	91			1 362	70

1 Y compris pour les prêts, 102 500 \$ aux crédits autorisés.

**DÉTAIL DU PROGRAMME 11 (suite)**  
Sommaire: page 1-8**SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINIÈRE**

1. Voirie minière	213	96	1		
2. Recherches minérales	101				
3. Surveillance de la production minière	30				
4. Planification et gestion	1				
5. Développement de l'industrie minière				4	
TOTAL DU PROGRAMME:	345	96	1	4	

**DÉTAIL DU PROGRAMME 12 (suite)**  
Sommaire: page 1-10**ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT  
LES HYDROCARBURES ET L'ÉLECTRICITÉ**

1. Recherches d'hydrocarbures					
2. Études et gestion interne	37			4 488	
3. Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers	5				
TOTAL DU PROGRAMME:	42			4 488	

(continuation de la page précédente)

DÉTAIL DU PROGRAMME 13  
Sommaire: page 1-10

# **RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Contrôle et surveillance des distributeurs	728	631	554	10	16	26
2. Sécurité publique	501	476	407		25	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 229</b>	<b>1 107</b>	<b>961</b>	<b>10</b>	<b>41</b>	<b>26</b>
<hr/>						
TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE:						
Votés	183 719	163 162	49 121	13 280	3 843	24 614
Permanents	566	1 260				
	<b>184 285</b>	<b>164 422</b>	<b>49 121</b>	<b>13 280</b>	<b>3 843</b>	<b>24 614</b>
<hr/>						
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:			FONCTIONNEMENT			
			101 849			

(suite aux deux pages suivantes)

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 13 (suite)  
Sommaire: page 1-10

**Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.**

ÉLÉMENTS					CAPITAL
	Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations
1. Contrôle et surveillance des distributeurs		9	14	1	
2. Sécurité publique	3	24	14		
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>3</b>	<b>33</b>	<b>28</b>	<b>1</b>	
<hr/>					
TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE: (suite)					
Votés	1 152	2 309	7 421	109	2 893
Permanents					
	1 152	2 309	7 421	109	2 893
<hr/>					
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE: (suite)					CAPITAL
					29 600

(continuation de la page précédente)





**FINANCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-24

**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	1 204	1 089	893	7	18	154

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-24

**GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Gestion de la caisse	4 346	4 050	1 346	34	2	2 300
Permanents <sup>1</sup>	18 700	28 238				
2. Gestion de la dette publique	829	675	655	6	6	3
Permanents <sup>1</sup>	891 050	852 795				
TOTAL DU PROGRAMME:	914 925	885 758	2 001	40	8	2 303

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-24

**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Comptabilité des ministères	13 781	12 378	12 020	222	41	3
2. Développement et exploitation des systèmes informatiques	2 168	1 959	1 555	36	24	17
3. Coordination centrale	2 662	2 489	2 422	39	20	1
TOTAL DU PROGRAMME:	18 611	16 826	15 997	297	85	21

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-24

**FONDS DE SUPPLÉANCE**

1. Provision pour augmenter tout crédit avec l'approbation du Conseil du trésor à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 50 000 \$ ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	19 048					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public	4 065					
TOTAL DU PROGRAMME:	23 113					



**FINANCES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-24

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	3 575	3 390	1 828	169	281	883

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-26

**CURATELLE PUBLIQUE**

1. Administration de biens sous curatelle publique	2 077	1 793	1 680	23	22	10
2. Surveillance de l'administration des curateurs privés et des tuteurs	438	404	400		4	
TOTAL DU PROGRAMME:	2 515	2 197	2 080	23	26	10

**TOTAL DES PROGRAMMES****POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	54 193	28 227	22 799	536	418	3 371
Permanents	909 750	881 033				
	963 943	909 260	22 799	536	418	3 371

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES****POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

909 121

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

					CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Service de la dette	Équipement
5	77	120	10		17

**Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maître et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs.**

2	13	38			5
2	13	38			5

32	375	532	25	881 033	139
32	375	532	25	881 033	139
					CAPITAL
					139

**FONCTION PUBLIQUE**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-24**GESTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Gestion du personnel d'encadrement	1 510	1 039	919	3	25	31
2. Personnel d'encadrement en formation	2 790	2 452	2 282		138	28
3. Gestion des autres personnels et des relations de travail	2 439	2 231	1 772	45	58	290
4. Personnel surnuméraire	50					
5. Information de gestion et soutien professionnel	2 757	2 682	2 362	17	26	13
6. Administration	1 981	1 949	1 485	96	46	49
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>11 527</b>	<b>10 353</b>	<b>8 820</b>	<b>161</b>	<b>293</b>	<b>411</b>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-24**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR**

1. Contributions du gouvernement à titre d'employeur Permanents <sup>1</sup>	51 755	51 753	44 932	6 821
	2 000	2 913	2 913	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>53 755</b>	<b>54 666</b>	<b>47 845</b>	<b>6 821</b>

<sup>1</sup> Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 et modifications.DÉTAIL DU PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-24**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 130</b>	<b>1 044</b>	<b>934</b>	<b>35</b>	<b>24</b>	<b>5</b>
----------------------------	--------------	--------------	------------	-----------	-----------	----------

DÉTAIL DU PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-24**OFFICE DU RECRUTEMENT ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 478</b>	<b>4 943</b>	<b>4 371</b>	<b>52</b>	<b>126</b>	<b>62</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	-----------	------------	-----------

Ce programme vise la normalisation de la gestion du personnel de la fonction publique ainsi que la négociation et la coordination de l'application des conventions collectives dans la fonction publique. Il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines de même qu'à assurer le développement et le maintien d'un système intégré d'information de gestion du personnel.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	32	23	2	4	
			4		
1	34	21	2	8	
3	125	130	2	4	
8	26	121	4	64	50
12	217	295	14	80	50

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à faire enquête sur le fonctionnement et l'observance de la Loi sur la fonction publique et de ses règlements et à donner des avis au Conseil du trésor sur les règlements soumis par le ministre de la Fonction publique et l'Office du recrutement et de la sélection du personnel quant à leurs conformités avec les règles de la sélection au mérite.

12	12	22
----	----	----

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique.

6	121	124	6	75
---	-----	-----	---	----

**FONCTION PUBLIQUE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**  
Sommaire: page 1-24**RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE  
DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Régime de retraite des fonctionnaires	95 399	89 532	89 532			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents <sup>2</sup>	2 000	469				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents <sup>3</sup>	49 612	52 498	52 498			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	12 958	11 817	3 976			
5. Administration Permanents <sup>3</sup>	8 399 117	7 805 697	6 867	133	216	188
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>168 485</b>	<b>162 818</b>	<b>152 873</b>	<b>133</b>	<b>216</b>	<b>188</b>

<sup>2</sup> Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16.<sup>3</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. 10 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**  
Sommaire: page 1-14**RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**

1. Services courants	112 043	106 360
2. Services passés	121 800	119 608
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>233 843</b>	<b>225 968</b>

**TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	420 489	403 215	159 432	7 202	659	666
Permanents	53 729	56 577	55 411			
	<b>474 218</b>	<b>459 792</b>	<b>214 843</b>	<b>7 202</b>	<b>659</b>	<b>666</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

225 274

**Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					469
					7 841
4	169	208	7 697	13	
4	169	208	704	13	8 310

**Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.**

					106 360
					119 608
					225 968
22	519	639	27 697	190	233 859 469
22	519	639	724	190	234 328
				CAPITAL	TRANSFERT
				190	234 328



**IMMIGRATION**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-12

**IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Établissement des immigrants	2 569	2 403	2 183		192	26
2. Adaptation des immigrants	13 499	12 362	5 098	2 026	76	2 035
3. Direction et gestion interne	3 936	3 733	2 310	400	369	303
TOTAL DU PROGRAMME:	20 004	18 498	9 591	2 426	637	2 364
<hr/>						
TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE:						
Votés	20 004	18 498	9 591	2 426	637	2 364
<hr/>						
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:			FONCTIONNEMENT			
			15 541			

**Ce programme vise à assurer la participation et l'intégration des immigrants à la vie québécoise.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
		2			
1	47	126	26	66	2 861
4	96	200	21	30	
5	143	328	47	96	2 861
5	143	328	47	96	2 861
				CAPITAL	TRANSFERT
				96	2 861

**INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-10

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif	2 321	2 215	1 818	87	155	62
2. Soutien technique	3 627	3 605	2 854	59	162	99
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 948</b>	<b>5 820</b>	<b>4 672</b>	<b>146</b>	<b>317</b>	<b>161</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-10

**RECHERCHE ÉCONOMIQUE**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 630</b>	<b>1 415</b>	<b>1 303</b>	<b>14</b>	<b>34</b>	<b>43</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	-----------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-10

**ORIENTATION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SECONDAIRE**

1. Politiques et stratégies sectorielles	17 149 <sup>1</sup>	6 707	2 726	196	422	552
2. Prospection de l'investissement et expansion des marchés Permanents <sup>2</sup>	24 962	14 169 10 000	1 975	31	1 038	888
3. Infrastructure d'accueil à l'industrie	11 339	11 200	493	10	81	127
4. Aide et conseils aux entreprises	6 407	6 142	3 154	108	341	399
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>59 857<sup>1</sup></b>	<b>48 218</b>	<b>8 348</b>	<b>345</b>	<b>1 882</b>	<b>1 966</b>

<sup>1</sup> Y compris pour les prêts 9 530 000 \$ aux crédits autorisés.<sup>2</sup> Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec, L.Q., 1978, c. 66.**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-10

**CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC****TOTAL DU PROGRAMME:**Permanents<sup>3</sup>

6 500 6 500

<sup>3</sup> Loi sur le centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8.

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
1	19	36			37				
29	48	288	4		62				
30	67	324	4		99				

**Ce programme vise à parfaire la connaissance de l'économie industrielle du Québec dans ses aspects sectoriels, régionaux et conjoncturels afin de mieux dégager les possibilités d'action du gouvernement dans ce domaine.**

1	13	2	2	3
---	----	---	---	---

**Ce programme vise à stimuler l'implantation de nouvelles industries et à faciliter le maintien ou la croissance des entreprises existantes.**

	24	212	10		10		2 555	9 453
2	48	34	61		14		10 078	
							10 000	
		2	3	32		46	10 406	
1	38	7	5		6		2 083	
3	110	255	79	32	30	46	35 122	9 453

**Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles.**

6 500

**INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**  
Sommaire: page 1-10**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	30 025	28 613	2 701	81	161	64

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**  
Sommaire: page 1-10**SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC**

TOTAL DU PROGRAMME:	4 298	4 297	343	83	19	252
---------------------	-------	-------	-----	----	----	-----

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**  
Sommaire: page 1-10**SERVICE AUX ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX**

TOTAL DU PROGRAMME:	933	792	685	12	65	21
---------------------	-----	-----	-----	----	----	----

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**  
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

1. Inventaires, recherches et gestion interne	2 043	2 043	1 132	417	123	48
2. Contribution à l'exploitation de la ressource	5 443	5 443	2 091	153	198	134
3. Contribution à la transformation de la ressource	8 279 <sup>4</sup>	7 829	1 714	846	183	53
TOTAL DU PROGRAMME:	15 765 <sup>4</sup>	15 315	4 937	1 416	504	235

<sup>4</sup> Y compris pour les prêts 450 000 \$ aux crédits autorisés.

**Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses		
10	69	40	5		9			25 473	

**Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé d'aménager et de développer un parc industriel d'envergure au Centre du Québec.**

137	19	201	3 231	12					
-----	----	-----	-------	----	--	--	--	--	--

**Ce programme vise à contribuer à la promotion de la vente de produits québécois, à diffuser des conseils techniques auprès des associations de commerçants et de leurs membres et à administrer la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.**

			2					7	
--	--	--	---	--	--	--	--	---	--

**Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.**

9	170	94	1	5	44				
72	34	218	14		33	62		2 434	
70	12	565	1	165	290	3 436	12	482	450
151	216	877	16	170	367	3 498	12	2 916	450

**INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**

Sommaire: page 1-24

**SERVICES STATISTIQUES CENTRAUX**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Statistiques socio-économiques et outils d'analyse	2 398	2 160	1 989	42	47	68
2. Enquêtes, diffusion et assistance technique	2 639	2 638	2 338	65	114	111
3. Gestion interne et soutien	337	279	164		2	1
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 374</b>	<b>5 077</b>	<b>4 491</b>	<b>107</b>	<b>163</b>	<b>180</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**

Sommaire: page 1-24

**NORMALISATION ET SPÉCIFICATIONS**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 069</b>	<b>750</b>	<b>592</b>	<b>10</b>	<b>40</b>	<b>33</b>
----------------------------	--------------	------------	------------	-----------	-----------	-----------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 11**

Sommaire: page 1-10

**PROMOTION DU TOURISME**

1. Expansion des marchés	1 594	898	438	13	128	140
2. Support publicitaire	1 488	1 165	82	33	166	687
3. Accueil et renseignements	908	593	410	74	53	44
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>3 990</b>	<b>2 656</b>	<b>930</b>	<b>120</b>	<b>347</b>	<b>871</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 12**

Sommaire: page 1-10

**DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**

1. Développement de l'offre	1 556	1 465	171	21	24	162
2. Agrément et surveillance des services touristiques	1 219	1 041	879	22	114	8
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>2 775</b>	<b>2 506</b>	<b>1 050</b>	<b>43</b>	<b>138</b>	<b>170</b>

**Ce programme vise à recueillir, compiler, exploiter et diffuser des informations statistiques sur les aspects économiques et sociaux du Québec.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
		14							
		10							
7	86	3	4		12				
7	86	27	4		12				

**Ce programme vise à préparer des normes et spécifications pour les organismes acheteurs du secteur public et pour les industries manufacturières.**

19	51	1	4		
----	----	---	---	--	--

**Ce programme vise à insérer l'offre touristique québécoise dans le marché le plus cohérent avec sa vocation en vue d'accroître les revenus de l'industrie touristique québécoise.**

12	2	3		162	
10	6	1		180	
3	9				
25	17	4		342	

**Ce programme vise à l'expansion et à la diversification de l'offre touristique pour l'adapter à la demande de prestations touristiques. Il concerne aussi l'agrément d'entreprises touristiques définies par la loi en vue de l'émission de permis et la surveillance de l'application de la législation en matière d'hôtellerie, de camping, de restauration, d'agents de voyages et de pourvoyeurs.**

4	25			1 058	
3	14		1		
7	39		1	1 058	



**INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 13  
Sommaire: page 1-10**FORMATION PROFESSIONNELLE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	6 549	6 249	2 326	862	60	378
TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE:						
Votés	138 213	111 708	32 378	3 239	3 730	4 374
Permanents	6 500	16 500				
	144 713	128 208	32 378	3 239	3 730	4 374
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:			FONCTIONNEMENT			
			52 401			

**Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'oeuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.**

				CAPITAL				TRANSFERT	PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
716	51	1 721	41		94				
1 055	682	3 556	3 387	202	631	3 544	12	54 918 16 500	9 903
1 055	682	3 556	3 387	202	631	3 544	12	71 418	9 903
				CAPITAL				TRANSFERT	
				4 389				71 418	

**JUSTICE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-22

**FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Formulation de jugements Permanents <sup>1</sup>	4 175 11 384	4 104 11 687	4 104 10 827	122	483	169
2. Soutien administratif aux cours de justice	48 158	47 433	37 610	2 761	698	4 259
3. Aide socio-économique aux justiciables	764	412	89	29	8	280
4. Tribunal de l'expropriation	1 713	1 534	1 389	14	67	32
TOTAL DU PROGRAMME:	66 194	65 170	54 019	2 926	1 256	4 740

<sup>1</sup> Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et modifications, et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-22

**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**

1. Commission des droits de la personne	1 785	1 774		1 566	90	69
2. Comité de la protection de la jeunesse	2 650	2 610	1 620	270	125	55
TOTAL DU PROGRAMME:	4 435	4 384	1 620	1 836	215	124

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-22

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 708	3 653	1 377	423	437	1 000
2. Administration du personnel	2 541	2 530	2 335	68	82	1
3. Administration de l'équipement	1 411	1 405	656	40	73	8
4. Administration financière	712	679	619	1	49	1
5. Systèmes de gestion	5 111	5 062	2 548	136	81	1 358
6. Affaires législatives	3 400	3 242	2 043	139	223	188
TOTAL DU PROGRAMME:	16 883	16 571	9 578	807	945	2 556

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-26

**GARDE DES DÉTENUS ET DES PRÉVENUS**

1. Hébergement	9 971	9 815	4 374	258	36	296
2. Surveillance et transport	47 295	45 604	43 281	201	357	366
TOTAL DU PROGRAMME:	57 266	55 419	47 655	459	393	662

**Ce programme vise à assurer le fonctionnement des cours de justice et à leur fournir le soutien administratif nécessaire, et à fournir une aide socio-économique aux justiciables.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
		46	39	1	
63	633	878	80	451	
		5		1	
	8	15	2	7	
63	641	944	121	460	

**Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et, notamment, ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.**

2	17	21	6	3	
	36	20	15	19	450
2	53	41	21	22	450

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

1	27	25	63	13	287
1	7	20	13	3	
1	1	620	2	4	
		2	7		
138	429	148	25	199	
3	18	31	12	21	564
144	482	846	122	240	851

**Ce programme vise à protéger la société en gardant dans les établissements prévus à cette fin les personnes condamnées à l'incarcération par les tribunaux et certaines personnes en attente de procès.**

10	11	4 716	3	111	
123	93	682	60	433	8
133	104	5 398	63	544	8

**JUSTICE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-18

**RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Réinsertion sociale des probationnaires Permanents <sup>2</sup>	4 834 276	4 525 334	4 149 212	98 100	170 22	13
2. Réinsertion sociale des détenus	5 791	5 519	1 390	187	36	2 338
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles Permanents <sup>2</sup>	14 439	589	406		65	100
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>11 354</b>	<b>10 967</b>	<b>6 157</b>	<b>385</b>	<b>293</b>	<b>2 451</b>

<sup>2</sup> Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et modifiant la Loi de la probation et les établissements de détention, L.Q., 1978, c. 22 et modifications.

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-18

**AIDE JURIDIQUE ET FINANCIÈRE**

1. Commission des services juridiques	31 838	31 838				
2. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents <sup>3</sup>	4 606	4 688				323
3. L'aide au recours collectifs Permanents <sup>4</sup>	225	115				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>36 669</b>	<b>36 641</b>				<b>323</b>

<sup>3</sup> Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6 et modifications.

<sup>4</sup> Loi sur les recours collectifs, L.Q., 1978, c.8

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-26

**ENREGISTREMENT OFFICIEL**

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	576	491	465	6	6	
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	9 662	9 199	8 369	327	93	4
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>10 238</b>	<b>9 690</b>	<b>8 834</b>	<b>333</b>	<b>99</b>	<b>4</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-26

**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 793</b>	<b>5 469</b>	<b>2 885</b>	<b>18</b>	<b>369</b>	<b>7</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	-----------	------------	----------

**Ce programme vise à amener les personnes délinquantes à réintégrer un cadre social normal.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
2	38	9	29	17	
17	30	110	2	150	1 259
	4	13	1		
19	72	132	32	167	1 259

**Ce programme vise à assurer l'accès à la justice aux personnes économiquement défavorisées ainsi que l'indemnisation de victimes d'actes criminels.**

					31 838
					4 365
					115
					36 318

**Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.**

		10		4	
14	175	170	11	36	
14	175	180	11	40	

**Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.**

	22	62	1	11	2 094
--	----	----	---	----	-------

**JUSTICE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 9**  
Sommaire: page 1-24**CONTENTIEUX GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Contentieux général du ministère de la Justice et des autres ministères	10 829	10 172	8 030	625	369	1 005
2. Réclamations	445	404	341	1	37	19
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>11 274</b>	<b>10 576</b>	<b>8 371</b>	<b>626</b>	<b>406</b>	<b>1 024</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 10**  
Sommaire: page 1-26**CONTENTIEUX PÉNAL**

1. Contentieux pénal Permanents <sup>5</sup>	1 472 295	1 455 478	940	126	5	172
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 767</b>	<b>1 933</b>	<b>940</b>	<b>126</b>	<b>5</b>	<b>172</b>

<sup>5</sup> Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 11**  
Sommaire: page 1-26**CONTENTIEUX CRIMINEL**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>9 022</b>	<b>8 695</b>	<b>7 349</b>	<b>525</b>	<b>300</b>	<b>361</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 12**  
Sommaire: page 1-26**COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

1. Recherche et programmation Permanents <sup>6</sup>	525	455 4	280 4	16	33	75
2. Formation et perfectionnement des policiers	2 661	2 577	968	135	125	619
3. Sécurité interne	2 097	2 089	1 465		270	9
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 283</b>	<b>5 125</b>	<b>2 717</b>	<b>151</b>	<b>428</b>	<b>703</b>

<sup>6</sup> Loi concernant certaines dispositions législatives, L.Q., 1978, c. 18.

**Ce programme vise à assurer les services juridiques aux différents ministères.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	65	40	21	16	
1		2		3	
2	65	42	21	19	

**Ce programme vise à assurer l'application des diverses lois pénales du Québec.**

3	7	185	2	15	478
3	7	185	2	15	478

**Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.**

3	50	72	14	21	
---	----	----	----	----	--

**Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.**

	2	4		3	42
34	24	560	5	107	
77	5	125		138	
111	31	689	5	248	42



**JUSTICE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 13**  
Sommaire: page 1-26**NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE  
DES FONCTIONS DE POLICE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	2 562	2 530	1 698	77	169	529

**DÉTAIL DU PROGRAMME 14**  
Sommaire: page 1-26**PROTECTION CIVILE**

1. Protection civile Permanents <sup>7</sup>	2 550	2 927	2 015	52	54
---	-------	-------	-------	----	----

<sup>7</sup> Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.Q., 1979, c. 64.**DÉTAIL DU PROGRAMME 15**  
Sommaire: page 1-26**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	120 125	120 062	116 350	675	2 446	17
2. Gestion interne et soutien	54 939	54 669	30 544	134	2 617	647
TOTAL DU PROGRAMME:	175 064	174 731	146 894	809	5 063	664

**DÉTAIL DU PROGRAMME 16**  
Sommaire: page 1-22**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES POUR FINS JUDICIAIRES**

1. Enquêtes sur les décès et les incendies	1 613	1 510	681	25	25	766
2. Expertises médico-légales	944	932	627	130	15	102
3. Expertises scientifiques	1 660	1 638	1 290	11	39	91
TOTAL DU PROGRAMME:	4 217	4 080	2 598	166	79	959

**TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	400 796	394 086	289 866	9 022	9 450	14 687
Permanents	19 775	20 822	11 449	2 237	622	646
	420 571	414 908	301 315	11 259	10 072	15 333

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

365 704

**Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	27	20	5	4	

**Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.**

22	29	111	45	305	294
----	----	-----	----	-----	-----

**Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.**

			574		
2 806	4 432	7 935	359	5 195	
2 806	4 432	7 935	933	5 195	

**Ce programme vise à renseigner la Justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.**

	6	7			
3	7	41		7	
13	4	77	1	112	
16	17	125	1	119	

3 317	6 174	16 612	1 312	7 104	36 542
22	33	170	85	306	5 252
3 339	6 207	16 782	1 397	7 410	41 794
				CAPITAL	TRANSFERT
				7 410	41 794

**LOISIR, CHASSE ET PÊCHE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-10

**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche	1 518	1 425	1 040	114	112	30
2. Amélioration et exploitation	11 338	10 832	4 660	948	496	878
3. Protection	17 059	16 728	11 452	1 407	343	375
TOTAL DU PROGRAMME:	29 915	28 985	17 152	2 469	951	1 283

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-10

**PROMOTION DU TOURISME**

1. Expansion des marchés	564	564	360	6	44	60
2. Support publicitaire	1 483	1 483	69	10	47	1 347
3. Accueil et renseignements	892	892	293	184	367	18
TOTAL DU PROGRAMME:	2 939	2 939	722	200	458	1 425

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-10

**DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**

1. Développement de l'offre	1 783	1 783	140	124	17	3
2. Agrément et surveillance des services touristiques	778	778	620	20	130	
TOTAL DU PROGRAMME:	2 561	2 561	760	144	147	3

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-10

**FORMATION PROFESSIONNELLE**

TOTAL DU PROGRAMME:	3 424	3 423	1 846	593	18	99
---------------------	-------	-------	-------	-----	----	----

**Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et la protection des ressources fauniques du territoire québécois en recherchant l'équilibre écologique du milieu et une utilisation rationnelle de ces ressources.**

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Autres dépenses	
18	19	54	2	36		
171	172	1 010	20	388	1	2 088
532	135	1 361	102	1 016		5
721	326	2 425	124	1 440	1	2 093

**Ce programme vise à insérer l'offre touristique québécoise dans le marché le plus cohérent avec sa vocation en vue d'accroître les revenus de l'industrie touristique québécoise.**

	13	1	5	3		72
	1	2	6	1		
1	1	26		2		
1	15	29	11	6		72

**Ce programme vise à l'expansion et à la diversification de l'offre touristique pour l'adapter à la demande de prestations touristiques. Il concerne aussi l'agrément d'entreprises touristiques définies par la loi en vue de l'émission de permis et la surveillance de l'application de la législation en matière d'hôtellerie, de camping, de restauration, d'agents de voyages et de pourvoyeurs.**

	3	11				1 485
	1	5		2		
	4	16		2		1 485

**Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'oeuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.**

308	18	516	11	14		
-----	----	-----	----	----	--	--

**LOISIR, CHASSE ET PÊCHE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**  
Sommaire: page 1-16**IMPLANTATION DES ÉQUIPEMENTS DE TOURISME,  
DE LOISIRS ET DE SERVICES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DU PROGRAMME:	26 075	22 097				

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**  
Sommaire: page 1-16**EXPLOITATION D'UN RÉSEAU DE PARCS, RÉSERVES  
ET D'ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS**

1. Parcs et réserves Permanents <sup>1</sup>	36 389	35 681 8	12 168	11 812	665	808
2. Établissements touristiques et récréatifs	6 900	6 879	2 838	1 516	35	250
TOTAL DU PROGRAMME:	43 289	42 568	15 006	13 328	700	1 058

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**  
Sommaire: page 1-16**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

Direction	2 268	1 244	977	83	78	53
1. Administration centrale	9 934	9 408	6 473	524	814	913
2. Administration régionale	3 994	3 823	3 145	190	180	31
TOTAL DU PROGRAMME:	16 196	14 475	10 595	797	1 072	997

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8**  
Sommaire: page 1-14**PROMOTION DU SPORT**

1. Assistance aux organismes sportifs	7 657	7 260				25
2. Organisation et préparation des compétitions sportives	376	370				
3. Régie des installations olympiques	1 000	1 000				
TOTAL DU PROGRAMME:	9 033	8 630				25

**Ce programme vise à assurer la mise en place d'équipements récréatifs, touristiques et de services en vue de doter le Québec d'un réseau adéquat d'équipements à l'intérieur des unités territoriales aménagées.**

				CAPITAL				
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures
				993	65	1 661	1 332	983

**Ce programme vise à préserver des parties importantes du territoire québécois et les ressources naturelles qui s'y trouvent ainsi qu'à favoriser le développement et la pratique des activités de plein air par l'exploitation d'équipements touristiques et récréatifs.**

1 124	683	6 396	398
			8
130	16	1 993	2
1 254	699	8 389	408

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

1	17	28	
29	204	312	5
27	81	98	5
57	302	438	10

**Ce programme vise à favoriser l'accessibilité de la population aux activités physiques et sportives, par une assistance financière et technique.**

(suite à la page suivante)

**LOISIR, CHASSE ET PÊCHE**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 5 (suite)  
Sommaire: page 1-16**IMPLANTATION DES ÉQUIPEMENTS DE TOURISME,  
DE LOISIRS ET DE SERVICES**

ÉLÉMENTS	CAPITAL			TRANSFERT
	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
TOTAL DU PROGRAMME:	675	12 599	312	3 477

DÉTAIL DU PROGRAMME 6 (suite)  
Sommaire: page 1-16**EXPLOITATION D'UN RÉSEAU DE PARCS, RÉSERVES  
ET D'ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS**

1. Parcs et réserves Permanents <sup>1</sup>	1 486		141
2. Établissements touristiques et récréatifs	99		
TOTAL DU PROGRAMME:	1 585		141

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.DÉTAIL DU PROGRAMME 7 (suite)  
Sommaire: page 1-16**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

Direction	7		
1. Administration centrale	134		
2. Administration régionale	41		25
TOTAL DU PROGRAMME:	182		25

DÉTAIL DU PROGRAMME 8 (suite)  
Sommaire: page 1-14**PROMOTION DU SPORT**

1. Assistance aux organismes sportifs			7 235
2. Organisation et préparation des compétitions sportives			370
3. Régie des installations olympiques			1 000
TOTAL DU PROGRAMME:			8 605

(continuation de la page précédente)

DÉTAIL DU PROGRAMME 9  
Sommaire: page 1-16

DÉVELOPPEMENT DES LOISIRS

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Développement des activités socio-culturelles	5 377	4 992		23	503	
2. Développement des activités de plein air	1 731	1 657				
3. Soutien au fonctionnement des organismes locaux et régionaux	5 327	4 730				
4. Développement des équipements récréatifs	10 701	8 917				
5. Administration du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports	4 045	2 493	1 589	172	238	293
TOTAL DU PROGRAMME:	27 181	22 789	1 589	195	741	293

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:

Votés	160 613	148 459	47 670	17 726	4 087	5 183
Permanents		8				
	160 613	148 467	47 670	17 726	4 087	5 183

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:

FONCTIONNEMENT

90 891

(suite aux deux pages suivantes)



**LOISIR, CHASSE ET PÊCHE**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 9 (suite)  
Sommaire: page 1-16

**Ce programme vise à favoriser à la population l'accessibilité aux activités socio-culturelles et de plein air par une assistance financière et technique.**

ÉLÉMENTS					CAPITAL
	Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Autres ré- munérations
1. Développement des activités socio-culturelles					
2. Développement des activités de plein air					
3. Soutien au fonctionnement des organismes locaux et régionaux					
4. Développement des équipements récréatifs					
5. Administration du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports	1	32	109	1	
TOTAL DU PROGRAMME:	1	32	109	1	
TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE: (suite)					
Votés	2 342	1 396	11 922	557 8	993
Permanents	2 342	1 396	11 922	565	993
					CAPITAL
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE: (suite)					21 864

(continuation de la page précédente)

CAPITAL							TRANSFERT
Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
							4 466
							1 657
							4 730
							8 917
				14			44
				14			19 814
65	1 661	1 332	983	3 918	12 599	313	35 712
65	1 661	1 332	983	3 918	12 599	313	35 712
							TRANSFERT
							35 712

**RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-18

**RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.**

ÉLÉMENTS	1979-1980		TRANSFERT
	Crédits autorisés	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents <sup>1</sup>	699 750	729 403	729 403
2. Services optométriques Permanents <sup>1</sup>	17 020	18 281	18 281
3. Services dentaires Permanents <sup>1</sup>	66 550	68 512	68 512
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents <sup>1</sup>	65 800	76 863	76 863
5. Autres services Permanents <sup>1</sup>	8 847	7 909	7 909
6. Administration Permanents <sup>1</sup>	35 901	31 594	31 594
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>893 868</b>	<b>932 562</b>	<b>932 562</b>

<sup>1</sup> Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modifications.**TOTAL DU PROGRAMME****POUR LE MINISTÈRE:**

Permanents

893 868

932 562

932 562

**TRANSFERT****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES****POUR LE MINISTÈRE:**

932 562

\* Une prévision de 893 868 000 \$ et une dépense au Fonds de l'assurance-maladie de 932 562 148 \$; y compris, une contribution du Fonds consolidé du revenu de 411 423 164 \$ pour les dépenses en excédent de la contribution des employeurs au Fonds de l'assurance-maladie de 521 138 984 \$ (voir page 1-42) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modifications.

---

**REVENU**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**  
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Perception	49 642	49 054	31 267	11 058	3 521	319
Permanents <sup>1</sup>	9 990	10 645				10 645
Permanents <sup>2</sup>	2 780	2 181				2 181
Permanents <sup>3</sup>	3 030	2 679				2 679
Permanents <sup>4</sup>	1 820	1 775				1 775
Permanents <sup>5</sup>	40	37				37
Permanents <sup>6</sup>	9 900	12 464				
2. Vérification	35 976	34 023	30 860	238	2 602	147
3. Soutien technique	12 796	11 893	6 021	84	91	202
4. Direction et soutien administratif	4 665	4 398	3 561	69	136	489
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>130 639</b>	<b>129 149</b>	<b>71 709</b>	<b>11 449</b>	<b>6 350</b>	<b>18 474</b>

<sup>1</sup> Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 et modifications.<sup>2</sup> Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1 et modifications.<sup>3</sup> Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2 et modifications.<sup>4</sup> Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 et modifications.<sup>5</sup> Loi concernant la taxe sur les télécommunications, L.R.Q., c. T-4 et modifications.<sup>6</sup> Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**  
Sommaire: page 1-22**AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS**

1. Redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe sur la vente en détail Permanents <sup>7</sup>	314 852	293 796
2. Subventions aux municipalités d'au moins 150 000 habitants Permanents <sup>8</sup>	27 250	27 749
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>342 102</b>	<b>321 545</b>

<sup>7</sup> Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 et modifications.<sup>8</sup> Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**  
Sommaire: page 1-18**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>31 000</b>	<b>17 623</b>	<b>56</b>	<b>106</b>	<b>154</b>
----------------------------	---------------	---------------	-----------	------------	------------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**  
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 649</b>	<b>1 221</b>	<b>863</b>	<b>31</b>	<b>34</b>	<b>209</b>
----------------------------	--------------	--------------	------------	-----------	-----------	------------

**Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
76	2 334	221	3	255	
			12 464		
15	6	82		73	
78	316	5 058	1	42	
1	4	41	76	21	
170	2 660	5 402	12 544	391	

**Ce programme vise à promouvoir le développement des municipalités en leur procurant une aide financière.**

		293 796
		27 749
		321 545

**Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage.**

204	15	17 088
-----	----	--------

**Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.**

1	12	57	14
---	----	----	----

**REVENU**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**  
Sommaire: page 1-18**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES D'UNE  
PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services
TOTAL DU PROGRAMME: Permanents <sup>9</sup>	2 400	1 967				

<sup>9</sup> Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**  
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**

TOTAL DU PROGRAMME: Permanents <sup>10</sup>	2 200	2 200
---	-------	-------

<sup>10</sup> Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3 et modifications.**TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	135 728	118 212	72 628	11 586	6 538	1 366
Permanents	374 262	355 493				17 317
	509 990	473 705	72 628	11 586	6 538	18 683

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:****FONCTIONNEMENT**

130 485

**Ce programme vise à alléger la contribution de certains travailleurs autonomes au régime de rentes du Québec.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					1 967

**Ce programme vise à promouvoir l'industrie des courses de chevaux.**

					2 200
--	--	--	--	--	-------

171	2 672	5 663	80	420	17 088
			12 464		325 712
171	2 672	5 663	12 544	420	342 800
				CAPITAL	TRANSFERT
				420	342 800



**RICHESSSES NATURELLES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-8

**RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Levés et études géoscientifiques	5 001	5 001	1 126	1 000	386	1 448
2. Inventaire du potentiel minéral	944	944	777	50	34	18
TOTAL DU PROGRAMME:	5 945	5 945	1 903	1 050	420	1 466

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-8

**SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINIÈRE**

1. Voirie minière	1 252	1 252	147	6	2	1
2. Recherches minérales	1 631	1 631	1 226	52	15	185
3. Surveillance de la production minière	706	706	468	74	81	27
4. Planification et gestion	414	414	302	42	22	37
5. Développement de l'industrie minière	239	239	177	5	19	29
TOTAL DU PROGRAMME:	4 242	4 242	2 320	179	139	279

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-8

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	334	328	286	29	12	1
2. Soutien administratif et technique	2 164	1 946	1 235	77	50	51
TOTAL DU PROGRAMME:	2 498	2 274	1 521	106	62	52

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-8

**INVENTAIRES ET RECHERCHES**

1. Inventaires et recherches météorologiques	1 379	1 336	698	33	112	291
2. Inventaires des eaux	4 437	4 327	2 292	606	564	141
TOTAL DU PROGRAMME:	5 816	5 663	2 990	639	676	432

**Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables.**

				CAPITAL				
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures
11	118	149						
2	2	28						
13	120	177						

**Ce programme vise à stimuler l'activité minière en participant avec l'industrie à certains investissements en infrastructures, en recherche appliquée et économique, à fournir un soutien technique et à surveiller l'application des règles de sécurité.**

13	36	9		168	5	275	475	69
6	1	114	1					
2	14	15						
1	2	4						
22	53	142	1	168	5	275	475	69

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

130	121	192	5					
130	121	192	5					

**Ce programme vise à recueillir, analyser, traiter et diffuser les données servant à la connaissance de la quantité et de la qualité de l'eau disponible au Québec.**

2	1	70	1					1
32	30	340	2					
34	31	410	3					1

(suite à la page suivante)

**RICHESSSES NATURELLES**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1 (suite)**  
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

	<u>CAPITAL</u>	<u>TRANSFERT</u>
<u>ÉLÉMENTS</u>	<u>Équipement</u>	
1. Levés et études géoscientifiques	82	681
2. Inventaire du potentiel minéral	33	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<u>115</u>	<u>681</u>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2 (suite)**  
Sommaire: page 1-8**SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINIÈRE**

1. Voirie minière	46	
2. Recherches minérales	31	
3. Surveillance de la production minière	25	
4. Planification et gestion	4	
5. Développement de l'industrie minière	1	8
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<u>107</u>	<u>8</u>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3 (suite)**  
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction		
2. Soutien administratif et technique	85	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<u>85</u>	

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4 (suite)**  
Sommaire: page 1-8**INVENTAIRES ET RECHERCHES**

1. Inventaires et recherches météorologiques	127	
2. Inventaires des eaux	320	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<u>447</u>	

(continuation de la page précédente)

DÉTAIL DU PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-8

AMÉLIORATION ET CONTRÔLE DE LA RESSOURCE EAU  
ET DE SES USAGES

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Protection contre les dérèglements hydrauliques	5 886	4 727	1 135	142	279	58
2. Amélioration du régime des eaux	3 969	3 676	1 385	378	124	32
3. Surveillance et réglementation de l'utilisation des lits et des berges	1 387	1 204	776	63	186	114
4. Gestion interne et soutien	730	656	518	19	17	21
TOTAL DU PROGRAMME:	11 972	10 263	3 814	602	606	225

DÉTAIL DU PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-10

ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT LES HYDROCARBURES  
ET L'ÉLECTRICITÉ

1. Recherches d'hydrocarbures	175	175	66	51	33	8
2. Études et gestion interne	3 899	3 899	1 095	266	79	305
3. Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers	378	378	313	11	44	
TOTAL DU PROGRAMME:	4 452	4 452	1 474	328	156	313

DÉTAIL DU PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-10

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

1. Contrôle et surveillance des distributeurs	488	488	441	3	14	19
2. Sécurité publique	351	351	295		20	
TOTAL DU PROGRAMME:	839	839	736	3	34	19

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:  
Votés

35 764	33 678	14 758	2 907	2 093	2 786
--------	--------	--------	-------	-------	-------

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:

FONCTIONNEMENT

25 072

(suite aux deux pages suivantes)

**RICHESSSES NATURELLES**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 5 (suite)  
Sommaire: page 1-8

**Ce programme vise à l'élaboration et à la mise en oeuvre de plans de gestion de la ressource eau qui en assureront l'équilibre et en favoriseront l'utilisation.**

ÉLÉMENTS					CAPITAL
	Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations
1. Protection contre les dérèglements hydrauliques	42	321	149	1	25
2. Amélioration du régime des eaux	141	48	146	1	16
3. Surveillance et réglementation de l'utilisation des lits et des berges		1	19	1	
4. Gestion interne et soutien			8		
TOTAL DU PROGRAMME:	183	370	322	3	41

DÉTAIL DU PROGRAMME 6 (suite)  
Sommaire: page 1-10

**Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.**

1. Recherches d'hydrocarbures		10	6	1	
2. Études et gestion interne	3	34	85	1	
3. Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers		1	9		
TOTAL DU PROGRAMME:	3	45	100	2	

DÉTAIL DU PROGRAMME 7 (suite)  
Sommaire: page 1-10

**Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.**

1. Contrôle et surveillance des distributeurs		4	6		
2. Sécurité publique	1	24	11		
TOTAL DU PROGRAMME:	1	28	17		

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE: (suite)  
Votés

386	768	1 360	14	209
-----	-----	-------	----	-----

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE: (suite)

CAPITAL

3 608

(continuation de la page précédente)

CAPITAL							TRANSFERT
Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
16	7	23	32	81	176	5	2 235
16	35	10	36	180	1 106	22	
				44			
				19			54
32	42	33	68	324	1 282	27	2 289
				11			2 020
				11			2 020
37	317	508	138	1 090	1 282	27	4 998
							TRANSFERT
							4 998

**SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-18

**SALUBRITÉ DU MILIEU**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Lutte contre la pollution de l'air	1 668	1 625	1 306	59	71	9
2. Gestion des déchets	1 594	1 386	738	60	59	301
3. Assainissement du milieu de travail	1 015	968	845	24	42	2
4. Assainissement du milieu	3 637	3 408	2 396	202	459	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>7 914</b>	<b>7 387</b>	<b>5 285</b>	<b>345</b>	<b>631</b>	<b>312</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-8

**AIDE À LA GESTION DE L'EAU**

1. Inventaire de la qualité des cours d'eau	5 294	5 001	2 551	478	219	1 054
2. Alimentation en eau	1 330	1 239	1 019	20	104	9
3. Disposition des eaux usées	28 770	22 487	2 020	89	138	693
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>35 394</b>	<b>28 727</b>	<b>5 590</b>	<b>587</b>	<b>461</b>	<b>1 756</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-8

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et soutien administratif	4 783	4 584	2 629	226	442	317
2. Organismes-conseils	692	668	454	26	70	82
<b>TOTAL DU PROGRAMME</b>	<b>5 475</b>	<b>5 252</b>	<b>3 083</b>	<b>252</b>	<b>512</b>	<b>399</b>

**TOTAL DES PROGRAMMES**

POUR LE MINISTÈRE:

Votés	48 783	41 366	13 958	1 184	1 604	2 467
	48 783	41 366	13 958	1 184	1 604	2 467

**FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:

21 420

**Ce programme vise à assurer des conditions acceptables de salubrité du milieu en particulier par le contrôle de la pollution de l'air et de la pollution causée par les déchets.**

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
24	5	104	3		44		
2	132	73			21		
7	1	22	2		23		
4	11	37	27	251	21		
37	149	236	32	251	109		

**Ce programme vise à surveiller la qualité de l'eau et à contribuer à son traitement en fonction de l'usage auquel on la destine.**

21	45	533			100		
4	2	16	2		28		35
228	18	369	2		92	17	18 821
253	65	918	4		220	17	18 856

**Ce programme vise à assurer l'orientation, la coordination et le soutien des programmes de l'environnement.**

7	170	296	5		87		405
	18	17			1		
7	188	313	5		88		405

297	402	1 467	41	251	417	17	19 261
297	402	1 467	41	251	417	17	19 261
				CAPITAL			TRANSFERT
				685			19 261



**TRANSPORTS**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-12

**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Inventaires et recherches	4 473	3 768	2 811	183	159	417
2. Transport des personnes Permanents <sup>1</sup>	152 561 400	152 255 442	452	38	53	1 355
3. Transports des marchandises	965	773	525	84	70	66
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>158 399</b>	<b>157 238</b>	<b>3 788</b>	<b>305</b>	<b>282</b>	<b>1 838</b>

<sup>1</sup> Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q. 1969, c. 83 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-12

**INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ**

1. Sécurité routière	3 309	2 879	817	206	426	677
2. Émission des permis de conduire et immatriculation des véhicules Permanents <sup>2</sup>	26 977 4 700	26 238 3 491	15 277	3 716	2 430	323 3 491
3. Contrôle du transport	5 725	5 592	4 515	47	157	47
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>40 711</b>	<b>38 200</b>	<b>20 609</b>	<b>3 969</b>	<b>3 013</b>	<b>4 538</b>

<sup>2</sup> Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-12

**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	169 796	169 488				
2. Construction de routes principales	110 891	110 349				
3. Construction de routes régionales	55 237	54 203				
4. Construction d'autres routes	118 175	117 821				
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>454 099</b>	<b>451 861</b>				

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-12

**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Conservation des chaussées et des éléments de confort	128 743	128 520	28 574	18 789	1 461	179
2. Conservation des structures	16 203	16 184	2 081	2 722	37	53
3. Conservation des équipements de contrôle et de sécurité	22 974	22 671	5 418	1 504	549	7
4. Exploitation d'hiver	98 319	98 256	18 822	5 958	305	17
5. Activités de soutien	26 456	26 370	14 323	3 931	64	1 196
6. Soutien en matériel	42 585	41 104	12 562	1 865	164	518
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>335 280</b>	<b>333 105</b>	<b>81 780</b>	<b>34 769</b>	<b>2 580</b>	<b>1 970</b>

**Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.**

				CAPITAL				
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers
5	15	68	5					
	21	18	5					
	7	4						
5	43	90	10					

**Ce programme vise à fournir des services d'information et de sécurité routières et à émettre et contrôler les permis de conduire ainsi que les plaques d'immatriculation.**

9	34	159	2					
57	187	4 119	13					
169	18	359	4					
235	239	4 637	19					

**Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.**

	15 940	3 099	1 487	13 537	297
	12 251	4 307	1 807	7 084	2 765
	8 645	4 572	773	2 711	1 528
	8 494	6 159	736	3 137	15 409
	45 330	18 137	4 803	26 469	19 999

**Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.**

30 707	15 281	32 919	97					
6 807	857	3 546						
1 446	146	13 562	4					
25 774	2 062	17 785	1					
1 856	427	3 669	5	3	194		54	130
2 584	117	14 429	3					
69 174	18 890	85 910	110	3	194		54	130

(suite à la page suivante)

**TRANSPORTS**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 1: (suite)  
Sommaire: page 1-12

**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	CAPITAL				TRANSFERT
	Fourni- tures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres dépenses	
1. Inventaires et recherches		105			
2. Transport des personnes Permanents <sup>1</sup>		1			150 312 442
3. Transports des marchandises					17
TOTAL DU PROGRAMME:		106			150 771

<sup>1</sup> Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q. 1969, c. 83 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2: (suite)  
Sommaire: page 1-12

**INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ**

1. Sécurité routière		49			500
2. Émission des permis de conduire et immatriculation des véhicules Permanents <sup>2</sup>		116			
3. Contrôle du transport		276			
TOTAL DU PROGRAMME:		441			500

<sup>2</sup> Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3: (suite)  
Sommaire: page 1-12

**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	9 071	293	119 909	5 855	
2. Construction de routes principales	4 996	663	74 606	1 870	
3. Construction de routes régionales	3 282	42	32 054	596	
4. Construction d'autres routes	16 280	102	65 699	1 805	
TOTAL DU PROGRAMME:	33 629	1 100	292 268	10 126	

DÉTAIL DU PROGRAMME 4: (suite)  
Sommaire: page 1-12

**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Conservation des chaussées et des éléments de confort		513			
2. Conservation des structures		56			25
3. Conservation des équipements de contrôle et de sécurité		35			
4. Exploitation d'hiver					27 532
5. Activités de soutien	290	193	35		
6. Soutien en matériel		8 861		1	
TOTAL DU PROGRAMME:	290	9 658	35	1	27 557

(continuation de la page précédente)

DÉTAIL DU PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-12

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	3 062	2 790	2 337	113	85	123
2. Soutien administratif	10 140	10 081	7 719	1 204	427	202
3. Soutien technique	8 538	7 689	4 998	587	27	196
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal Permanents <sup>3</sup>	18 515	17 136 136	38	368	4	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>40 255</b>	<b>37 832</b>	<b>15 092</b>	<b>2 272</b>	<b>543</b>	<b>521</b>

<sup>3</sup> Loi concernant le Boulevard métropolitain, L.Q., 1960-61, c. 61 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-12

**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>6 954</b>	<b>6 419</b>	<b>5 300</b>	<b>163</b>	<b>463</b>	<b>33</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	-----------

DÉTAIL DU PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-12

**TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN**

1. Aide au fonctionnement	14 295	13 507	596	39	72	476
2. Développement de l'infrastructure	6 833	4 907	2	56		49
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>21 128</b>	<b>18 414</b>	<b>598</b>	<b>95</b>	<b>72</b>	<b>525</b>

DÉTAIL DU PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-24

**TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

1. Transport des personnes et des marchandises	6 315	6 143	2 546	115	175	106
2. Protection de la forêt	5 717	5 675	1 744	171	162	101
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>12 032</b>	<b>11 818</b>	<b>4 290</b>	<b>286</b>	<b>337</b>	<b>207</b>

(suite aux deux pages suivantes)

**TRANSPORTS**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 5: (suite)**

Sommaire: page 1-12

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

ÉLÉMENTS					CAPITAL
	Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations
1. Direction	1	47	41	3	
2. Soutien administratif	5	123	367	5	
3. Soutien technique	292	1 173	335	5	
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal Permanents <sup>3</sup>	758	369	928		
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 056</b>	<b>1 712</b>	<b>1 671</b>	<b>13</b>	

<sup>3</sup> Loi concernant le Boulevard métropolitain, L.Q., 1960-61, c. 61 et modifications.

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6: (suite)**

Sommaire: page 1-12

**Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>17</b>	<b>171</b>	<b>210</b>	<b>9</b>	
----------------------------	-----------	------------	------------	----------	--

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7: (suite)**

Sommaire: page 1-12

**Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.**

1. Aide au fonctionnement			37	1	
2. Développement de l'infrastructure	108	26	159		7
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>108</b>	<b>26</b>	<b>196</b>	<b>1</b>	<b>7</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 8: (suite)**

Sommaire: page 1-24

**Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.**

1. Transport des personnes et marchandises	534	22	1 671	92	
2. Protection de la forêt	2 700	13	608	35	
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>3 234</b>	<b>35</b>	<b>2 279</b>	<b>127</b>	

(continuation de la page précédente)

CAPITAL					TRANSFERT
Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	
			25		15
			29		
			76		
					14 671
					136
			130		14 822
			53		
			4		12 282
397	57	38	1 008	2 083	917
397	57	38	1 012	2 083	13 199
			882		
			31	110	
			913	110	

**TRANSPORTS**

(MILLIERS \$)

## DÉTAIL DU PROGRAMME 9

Sommaire: page 1-14

**TRANSPORT SCOLAIRE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Aide au transport scolaire	205 895	205 862				4 326
2. Soutien administratif	695	582	417	20	28	108
TOTAL DU PROGRAMME:	206 590	206 444	417	20	28	4 434

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:

Votés	1 270 348	1 257 262	131 874	41 879	7 318	10 575
Permanents	5 100	4 069				3 491
	1 275 448	1 261 331	131 874	41 879	7 318	14 066

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:

## FONCTIONNEMENT

385 372

**Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.**

				CAPITAL				
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers
			1					
		7						
		7	1					
73 829	21 116	95 000	290	45 333	18 338	4 803	26 920	20 186
73 829	21 116	95 000	290	45 333	18 338	4 803	26 920	20 186
				CAPITAL				
				467 575				

*(suite à la page suivante)*



**TRANSPORTS**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 9 (suite)  
Sommaire: page 1-14

**TRANSPORT SCOLAIRE**

ÉLÉMENTS	CAPITAL				TRANSFERT
	Fourni- tures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres dépenses	
1. Aide au transport scolaire					201 535
2. Soutien administratif		2			
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>		2			201 535

TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE: (suite)

Votés

Permanents

33 957	13 416	294 495	10 127	407 806 578
33 957	13 415	294 496	10 127	408 384

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE: (suite)

CAPITAL

TRANSFERT

408 384

(continuation de la page précédente)

---

**TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-12

**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	2 314	2 184	1 943	22	154	7
2. Conciliation et arbitrage	2 141	2 127	1 546	33	210	288
3. Normes de travail	371	314	268	5	38	1
4. Soutien administratif et technique	1 928	1 845	245	371	29	830
Permanents <sup>1</sup>	518	265				72
Permanents <sup>2</sup>	75	98				98
TOTAL DU PROGRAMME:	7 347	6 833	4 002	431	431	1 296

<sup>1</sup> Code du travail, L.R.Q., c. C-27 et modifications.<sup>2</sup> Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-12

**CONNAISSANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

1. Recherche	1 902	1 736	1 351	47	77	168
2. Analyse des professions	1 362	1 005	515	52	28	398
3. Soutien administratif et technique	181	170	120		8	33
TOTAL DU PROGRAMME:	3 445	2 911	1 986	99	113	599

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-12

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 426	1 302	1 105	15	101	24
2. Soutien administratif et technique	5 764	5 527	4 408	189	331	179
TOTAL DU PROGRAMME:	7 190	6 829	5 513	204	432	203

**Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	13	38		7	
	32	11		7	
		1		1	
	10	27		13	320
					193
	55	77		28	513

**Ce programme vise à mieux connaître les différents aspects du marché du travail afin d'orienter les activités de main-d'oeuvre et de relations de travail et à rendre disponible cette information.**

		21		3	69
2	2	2		6	
		8	1		
2	2	31	1	9	69

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

	20	28		9	
17	149	187	12	55	
17	169	215	12	64	

**TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-12

**SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Comités de main-d'oeuvre	1 202	983	680		42	
2. Distribution de services de main-d'oeuvre Permanents <sup>3</sup>	35 692	33 796 15	9 445	1 116	542	78
3. Placement étudiant	4 093	3 953	526	720	148	6
4. Formation professionnelle des adultes	15 891	15 642	2 047		92	65
5. Soutien administratif et technique	1 593	1 446	1 146	75	85	46
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi de jeunes et de bénéficiaires d'aide sociale	6 426					
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi d'étudiants	64					
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>64 961</b>	<b>55 835</b>	<b>13 844</b>	<b>1 911</b>	<b>909</b>	<b>195</b>

<sup>3</sup> Loi sur les accidents du travail, L.R.Q., c. A-3 et modifications.**DÉTAIL DU PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-12

**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>
----------------------------	--------------	--------------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-26

**SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DANS LES LIEUX PUBLICS**

1. Application des règles de sécurité	22 114	21 574	15 158	113	1 871	15
2. Éducation	492	469	441		23	1
3. Soutien administratif et technique	2 052	1 965	1 714	106	138	1
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>24 658</b>	<b>24 008</b>	<b>17 313</b>	<b>219</b>	<b>2 032</b>	<b>17</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-26

**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>2 175</b>	<b>2 054</b>	<b>1 492</b>	<b>180</b>	<b>218</b>	<b>70</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	-----------

**Ce programme vise à favoriser l'intégration de la main-d'oeuvre au marché du travail et à s'assurer entre autres qu'elle possède la formation et la qualification nécessaires.**

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					261
7	149	253	135 15	24	22 047
1	70	74		1	2 407
	15		3		13 420
	1	4		3	86
8	235	331	153	28	38 221

**Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.**

					9 000
--	--	--	--	--	-------

**Ce programme vise la protection du public et des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail, dans les lieux publics et les installations techniques.**

5	13	204	1	55	4 139
		3	1		
		4	1	1	
5	13	211	3	56	4 139

**Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.**

1	22	54		17	
---	----	----	--	----	--

**TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE**

(MILLIERS \$)

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré- munérations	Communi- cations	Services
TOTAL DES PROGRAMMES POUR LE MINISTÈRE:						
Votés	118 183	107 092	44 150	3 044	4 135	2 210
Permanents	593	378				170
	<u>118 776</u>	<u>107 470</u>	<u>44 150</u>	<u>3 044</u>	<u>4 135</u>	<u>2 380</u>
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES POUR LE MINISTÈRE:			FONCTIONNEMENT			
			<u>55 326</u>			

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
33	496	919	154 15	202	51 749 193
33	496	919	169	202	51 942
				CAPITAL	TRANSFERT
				202	51 942



**TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT**

(MILLIERS \$)

**DÉTAIL DU PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-24

**ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT**

ÉLÉMENTS	1979-1980		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Acquisition d'espaces existants	84 645	84 220	1 302	16	101	165
Permanents <sup>1</sup>		261				
Permanents <sup>2</sup>		63				
2. Construction d'immeubles	34 675	33 911	1 635	108	115	65
3. Aménagement fixe de l'espace	16 322	16 300	1 620	185	76	948
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	10 385	10 169	517	4	1 201	
5. Gestion interne et soutien	1 843	1 807	1 558	73	58	67
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>147 870</b>	<b>146 731</b>	<b>6 632</b>	<b>386</b>	<b>1 551</b>	<b>1 245</b>

<sup>1</sup> Loi électorale, L.R.Q., c. T-3 et modifications.<sup>2</sup> Loi sur la protection civile, L.Q., 1979, c. 64.**DÉTAIL DU PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-24

**EXPLOITATION DES IMMEUBLES**

1. Conservation et réparation des immeubles	11 569	10 525	2 788	59	43	43
2. Gestion des immeubles	38 914	38 800	8 358	144	67	4 651
3. Sécurité et stationnement	13 011	12 999	10 009	24	55	2 658
4. Postes et messageries et services aux occupants	16 467	16 052	3 741	131	11 057	7
5. Soutien logistique du Nord	11 901	11 785	805	3 437	749	295
6. Gestion interne et soutien	5 792	5 755	5 332	118	119	6
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>97 654</b>	<b>95 916</b>	<b>31 033</b>	<b>3 913</b>	<b>12 090</b>	<b>7 660</b>

**DÉTAIL DU PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-24

**APPROVISIONNEMENT**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>4 061</b>	<b>3 793</b>	<b>3 445</b>	<b>164</b>	<b>58</b>	<b>21</b>
----------------------------	--------------	--------------	--------------	------------	-----------	-----------

**DÉTAIL DU PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-24

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 180	1 035	976	6	42	2
2. Soutien administratif	3 917	3 823	2 611	47	66	240
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>5 097</b>	<b>4 858</b>	<b>3 587</b>	<b>53</b>	<b>108</b>	<b>242</b>

**TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE:**

Votés	254 682	250 974	44 697	4 516	13 807	9 168
Permanents		324				
	<b>254 682</b>	<b>251 298</b>	<b>44 697</b>	<b>4 516</b>	<b>13 807</b>	<b>9 168</b>

**FONCTIONNEMENT****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE:**

193 809

**Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.**

				CAPITAL				
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures
41	75 011 261 63	3	76			14		
	1	16			4	6 266		80
8 756		298	7		1	487		3
	7	31	2					
	22	21						
8 797	75 365	369	85		5	6 767		83

**Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.**

4 173	48	949	1			167		23
11 370	13	14 092 176	11					
215	259		350					
62	132	4 324		779	208	16	28	442
15		142						
15 835	452	19 683	362	779	208	183	28	465

**Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec et à assurer le fonctionnement du répertoire des fournisseurs et des loueurs de machinerie lourde.**

1	8	85	1					
---	---	----	---	--	--	--	--	--

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

		5						
6	213	335	19					
6	213	340	19					
24 639	75 714 324	20 477	467	779	213	6 950	28	548
24 639	76 038	20 477	467	779	213	6 950	28	548

#### CAPITAL

57 234

(suite à la page suivante)

**TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT**

(MILLIERS \$)

DÉTAIL DU PROGRAMME 1 (suite)  
Sommaire: page 1-24

**ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT**

ÉLÉMENTS	CAPITAL			TRANSFERT
	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
1. Acquisition d'espaces existants Permanents <sup>1</sup> Permanents <sup>2</sup>	12	7 341	138	
2. Construction d'immeubles	268	25 349	4	
3. Aménagement fixe de l'espace	2 419	1 499	1	
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	8 407			
5. Gestion interne et soutien	8			
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>11 114</b>	<b>34 189</b>	<b>143</b>	

<sup>1</sup> Loi électorale, L.R.Q., c. T-3 et modifications.<sup>2</sup> Loi sur la protection civile, L.Q., 1979, c. 64.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2 (suite)  
Sommaire: page 1-24

**EXPLOITATION DES IMMEUBLES**

1. Conservation et réparation des immeubles	218	1 993		20
2. Gestion des immeubles	94			
3. Sécurité et stationnement	77			
4. Postes et messageries et services aux occupants	292			
5. Soutien logistique du Nord	506	2		
6. Gestion interne et soutien	23			
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>1 210</b>	<b>1 995</b>		<b>20</b>

DÉTAIL DU PROGRAMME 3 (suite)  
Sommaire: page 1-24

**APPROVISIONNEMENT**

<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>10</b>			
----------------------------	-----------	--	--	--

DÉTAIL DU PROGRAMME 4 (suite)  
Sommaire: page 1-24

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	4			
2. Soutien administratif	51			235
<b>TOTAL DU PROGRAMME:</b>	<b>55</b>			<b>235</b>

**TOTAL DES PROGRAMMES  
POUR LE MINISTÈRE: (suite)**  
Votés  
Permanents

12 389	36 184	143	255
12 389	36 184	143	255

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES  
POUR LE MINISTÈRE: (suite)**

CAPITAL			TRANSFERT
			255

(continuation de la page précédente)

# SECTION 2

---

## OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes\*), à l'exception de l'encaisse.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes*	2-6



**OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

---

**SOMMAIRE**

---

Placements	-217 252
Compte des régimes de retraite	+682 822
Autres comptes	- 21 339
	<hr/>
Surplus	+444 231
	<hr/>

N.B. : Le signe (-) signifie un besoin de financement et  
le signe (+) signifie une source de financement.

**OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**  
(MILLIERS \$)

## PLACEMENTS

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	259 134	16 821	(69 748)	206 207
Municipalités et organismes municipaux		(652)	(27)	(679)
Particuliers, sociétés et autres			11 724	11 724
	<u>259 134</u>	<u>16 169</u>	<u>(58 051)</u>	<u>217 252</u>

  

DÉTAIL	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments (2)	Total
<b>Entreprises du gouvernement du Québec</b>				
Actions et mise de fonds				
Sidbec	162 790 (3)			162 790
Société de cartographie du Québec	600			600
Société de développement autochtone de la Baie James	750			750
Société de développement industriel du Québec	32 944 (4)			32 944
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	1 250			1 250
Société nationale de l'amiante	5 700			5 700
Société québécoise de développement des industries culturelles	1 500			1 500
Société québécoise d'exploration minière	18 900			18 900
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	19 000			19 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	15 700			15 700
	<u>259 134</u>			<u>259 134</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec		200	17 021 (6)	16 821
Prêts et avances				
Office de l'électrification rurale		594		(594)
Office des autoroutes du Québec	53 912	34 736	128	19 304
Office du crédit agricole du Québec	19 450	79 650		(60 200)
Sidbec	32 000	84 100 (3)		(52 100)
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 724	1 000	4 488 (5)	5 212
Société de développement coopératif	5 000			5 000
Société de développement industriel du Québec	8 800	32 944 (4)		(24 144)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	15 100	21 220		(6 120)
Société d'habitation du Québec	60 589	20 593	(17 021) (6)	22 975
Société du parc industriel du centre du Québec	1 745			1 745
Société générale de financement du Québec	18 000		1 174 (7)	19 174
	<u>216 320</u>	<u>274 837</u>	<u>(11 231)</u>	<u>(69 748)</u>
	<u>475 454</u>	<u>275 037</u>	<u>5 790</u>	<u>206 207</u>

DÉTAIL (suite)	Déboursés (1)	Recettes	Redressements (2)	Total
<b>Municipalités et organismes municipaux</b>				
Obligations et billets		1 849	1 197 (7)	(652)
Prêts et avances		135	108 (7)	(27)
		<u>1 984</u>	<u>1 305</u>	<u>(679)</u>
<b>Particuliers, sociétés et autres</b>				
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	1 337	3 133	(342)	(2 138)
Pêcheurs	<u>2 377</u>	<u>1 366</u>	<u>(34)</u>	<u>977</u>
	<u>3 714</u>	<u>4 499</u>	<u>(376)</u>	<u>(1 161)</u>
Sociétés et autres				
Association montréalaise d'action récréative et culturelle	2 700			2 700
Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec	256			256
Compagnie de Films K.F. Inc.			(95)	(95)
Compagnie Minière Campbell-Chibougamau Ltée	70			70
Compagnie Surgel Québec Ltée			57	57
Coopératives	548	468		80
Corporations industrielles	9 654	337		9 317
Hôpitaux (Fonds de roulement)			(16)	(16)
Naskapis de Shefferville Band		220		(220)
Pêcheurs	1 809	926	193	1 076
Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois	185			185
Université de Sherbrooke		<u>525</u>		<u>(525)</u>
	<u>15 222</u>	<u>2 476</u>	<u>139</u>	<u>12 885</u>
	<u>18 936</u>	<u>6 975</u>	<u>(237)</u>	<u>11 724</u>

(1) Y compris les montants à payer.

(2) Pour les prêts et avances, les montants radiés au cours de l'année financière et les redressements à la provision pour créances irrécouvrables sont pris en considération.

(3) Y compris 52 100 000 \$ viré de « Prêts et avances » à « Capital-actions ».

(4) Y compris des avances de 32 944 114 \$ converties en dotation à la Société.

(5) Conformément à l'énoncé X des conventions comptables, les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût. Aucune provision n'a été établie au 31 mars 1980 concernant cette société.

(6) Montant porté à « Obligations et billets ».

(7) Intérêts à recevoir capitalisés.



**OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**  
**Année financière terminée le 31 mars 1980**  
(MILLIERS \$)

**COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE**

DÉTAIL	Cotisations des participants et contributions de certains organismes +	Contributions du Gouvernement à titre d'employeur -	Pensions et autres paiements =	Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	1 144	391 715	27 342	365 517
Autres régimes de retraite				
Enseignants (R.R.E.)	76 345	226 436	92 291	210 490
Fonctionnaires (R.R.F.)	62 568	89 533	70 537	81 564
Membres de la Sûreté du Québec	7 043	18 797	3 580	22 260
Membres de la Législature	417	1 953	2 370	
Juges et coroners	1 063	4 105	2 177	2 991
	147 436	340 824	170 955	317 305
	148 580	732 539	198 297	682 822

**AUTRES COMPTES**

DÉTAIL	31 mars 1980	31 mars 1979	Variation *
Comptes d'actif:			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	44 599	40 236	- 4 363
Comptes à recevoir			
Agents et mandataires	657 551	566 387	- 91 164
Autres débiteurs	585 421	474 807	- 110 614
Intérêts courus	32 106	31 286	- 820
Comptes de passif:			
Chèques en circulation	267 185	250 938	+ 16 247
Avances des fonds en fidéicomis	39 855	39 875	- 20
Comptes d'accord de perception fiscale	122 021	116 214	+ 5 807
Comptes à payer	1 096 946	984 079	+ 112 867
Intérêts courus	308 555	257 834	+ 50 721
Excédent des comptes du passif sur les comptes d'actif.	(514 885)	(536 224)	- 21 339

\* Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

Les notes à la page 4-5 font partie intégrante des états financiers.

# SECTION 3

---

## FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-7
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère.	3-10



**FINANCEMENT**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

## SOMMAIRE

Page	<b>Besoins financiers nets</b>	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	- 1 816 530
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 444 231
		<u>- 1 372 299</u>
	<b>Financement</b>	
3-4	Variation de l'encaisse	+ 229 339
3-4	Nouveaux emprunts	+ 1 648 922
3-7	Moins: remboursements d'emprunts <sup>1</sup>	<u>- 505 962</u>
		<u>+ 1 372 299</u>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

<sup>1</sup> Y compris les contributions aux fonds d'amortissement: 43 007 933 \$.

**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

## VARIATION DE L'ENCAISSE

## DÉTAIL

	31 mars 1980	31 mars 1979	Variation*
Espèces en banque	94 807	226 346	+ 131 539
Placements temporaires	3 869	1 669	- 2 200
Emprunts temporaires	(100 000)		+ 100 000
Encaisse	(1 324)	228 015	+ 229 339

\* Le signe (-) signifie un besoin de financement et le  
signe (+) signifie une source de financement.

## NOUVEAUX EMPRUNTS

## SOMMAIRE

Bons du trésor		135 000
Obligations négociables	1 154 337	
remboursables à demande	114 135	
non négociables	7 064	1 275 536
		1 410 536
Autres emprunts		238 386
		1 648 922

## NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
<b>Bons du trésor</b>					
1980-01-31	1980-05-01		96,740		15 000
1980-02-07	1980-05-08		96,731		15 000
1980-02-14	1980-05-15		96,712		15 000
1980-02-21	1980-05-22		96,672		15 000
1980-02-28	1980-05-29		96,684		15 000
1980-03-06	1980-06-05		96,649		15 000
1980-03-13	1980-06-12		96,590		15 000
1980-03-20	1980-06-19		96,478		15 000
1980-03-27	1980-06-26		96,385		15 000
					<u>135 000</u>
<b>Obligations</b>					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1979-04-15	1986-04-15	10,25	100,00		50 000
1979-04-17	2003-04-17	10,625	99,75		150 000
1979-05-01	1994-05-01	10,60	100,00		48 300
1979-05-01	1999-05-01	10,70	100,00		76 700
1979-05-01	1999-05-01	10,70	100,00		60 000
1979-06-15	2002-06-15	10,35	100,00		150 000
1979-09-24	2004-09-24	10,90	100,00		125 000
1978-02-01	1998-02-01	10,00	100,00		600
1979-02-01	1999-02-01	10,55	100,00		600
1979-10-17	1994-10-17	11,25	100,00		75 000
1979-11-01	1999-11-01	12,00	100,00		15 000
1979-12-27	2004-12-27	11,70	100,00		75 000
1980-02-27	1986-02-27	13,125	100,00		150 000
1980-02-01	2000-02-01	12,85	100,00		600
					<u>976 800</u>
En monnaie du Japon					
1980-01-30	1986—1990-01-30	8,30	99,95	<u>20 000 000 Yens</u>	97 070*
En unités de compte européennes					
1979-12-17	1980—1994-12-17	9,25	100,00	<u>40 000 U.C.E.</u>	80 467*
					<u>1 154 337</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1979-06-01	1989-06-01	10,00—9,00 (1)	100,00		114 135
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1979-1980	1999-2000	9,98—12,74	100,00		7 064
					<u>1 275 536</u>

(1) Le taux d'intérêt a été augmenté à 12% du 1979-11-01 au 1981-06-01, 11% du 1981-06-01 au 1982-06-01 et 10 1/2% jusqu'à l'échéance

**FINANCEMENT**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

## NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
<b>Autres emprunts</b>					
			<u>Recettes</u>	<u>Virements</u>	<u>Net</u>
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Avances progressives sur projets en cours			<u>0</u>	<u>14 505</u>	(14 505)
Projets terminés				<u>17 994</u>	<u>17 994**</u>
1979-04-01	1980—2009-04-01	10,25	100,00		3 489
Diverses banques et institutions financières internationales					
1980-03-31	1986-02-26	***			65 000
En monnaie des États-Unis					
(Euro-dollars)					
1979-06-15	1994-06-15	9,75	100,00	70 000	82 053*
1979-08-09	1994-08-09	9,85	100,00	<u>75 000</u>	<u>87 844*</u>
				<u>145 000 \$ É.-U.</u>	<u>169 897</u>
					<u>238 386</u>
Total					<u>1 648 922</u>

\* Équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts.

\*\* Incluant \$ 3 489 750 d'intérêts capitalisés.

\*\*\* Taux préférentiel moyen quotidien de la Banque Nationale du Canada, de la Banque Royale du Canada et de la Banque de Commerce.

---

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

## SOMMAIRE

---

Obligations — négociables	238 013
— remboursables à demande	207 977
	<hr/>
	445 990
Autres emprunts	16 964
	<hr/>
Emprunts remboursés	462 954
Contributions aux fonds d'amortissement	43 008
	<hr/>
	505 962
	<hr/>



**FINANCEMENT**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

## REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL

		Valeur nominale	
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
<b>Obligations</b>			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1979-04-01	1970-04-01		200
1979-04-15	1971-04-15		2 905
1979-06-01	1970-06-01		1 350
1979-08-01	1970-08-01		850
1999-09-04	1974-09-04*		27 705
1979-12-15	1965-12-15		51 147
1980-03-01	1974-03-01		10 000
1980-03-15	1966-03-15		42 564
1980-03-15	1972-03-15		25 000
1979-11-01	1973-01-01		830
1979-12-15	1971-12-15		2 500
1986-12-01	1966-12-01**		3 497
			<u>168 548</u>
Assumées			
Institut Armand-Frappier			
1979-04-01			143
Hôpital St-Luc			
1979-10-01			552
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1979-12-15			12
			<u>707</u>
			<u>169 255</u>
En monnaie des États-Unis			
1993-11-15	1975-07-30	23 000	22 660 (1)
1993-11-15	1975-07-30	2 000	1 968 (1)
1995-07-15	1975-07-15***	12 000	12 360 (1)
1979-10-01	1959-10-01	18 773	18 773 (1)
1995-01-03	1974-11-15	2 000	1 984 (1)
		<u>57 773</u>	<u>57 745</u>
Assumées			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1980 — 1988	1960-04-01	2 776	2 811 (1)
		<u>60 549 \$ É.-U.</u>	<u>60 556</u>

\* Obligations rétractables le 1979-09-04.

\*\* Obligations rétractables le 1979-12-01 et à tous les 6 mois par la suite.

\*\*\* Obligations rétractables si des taxes sont imposées.

## REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1979-07-01	1972-07-01	10 000 DM	3 123 (1)	
En monnaie de la France				
1979-06-15	1972-06-15	9 000 FF	1 811 (1)	
En monnaie du Japon				
1979-09-28	1972-09-28	1 000 000 Yens	3 268 (1)	238 013
Remboursables à demande				
Obligations d'épargne du Québec				
1979-05-01	1974-05-01		41 858	
1980-06-01	1975-06-01		48 668	
1981-06-01	1971-06-01		8 086	
1981-06-01	1976-06-01		46 269	
1982-06-01	1972-06-01		5 994	
1983-04-01	1973-04-01		5 768	
1988-06-01	1978-06-01		34 318	
1989-06-01	1979-06-01		17 016	207 977
				445 990
<b>Autres emprunts</b>				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
1979-04-01	1972—1978-04-01		1 260	
Autoroute 13				
1979-07-01	1974-10-17		15 305	
Institutions universitaires				
			399	16 964
<b>Emprunts remboursés</b>				462 954
<b>Contributions aux fonds d'amortissement</b>				
Pour détail, voir page 5-42				43 008
Total				505 962

(1) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.

**FINANCEMENT**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

**Variation du change sur les remboursements  
d'emprunts en monnaie étrangère**

		Équivalent canadien de la valeur nominale		
	Valeur nominale	À la date de réalisation	À la date du remboursement	Variation
<b>En monnaie des États-Unis</b>				
Obligations négociables				
1993-11-15 1975-07-30	23 000	22 660	26 843	4 183
1993-11-15 1975-07-30	2 000	1 968	2 349	381
1995-07-15 1975-07-15	12 000	12 360	14 027	1 667
1979-10-01 1959-10-01	18 773	18 773	21 925	3 152
1995-01-03 1974-11-15	2 000	1 984	2 349	365
Obligations assumées				
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal	2 776	2 811	3 118	307
	<u>60 549 \$ É.-U.</u>	<u>60 556</u>	<u>70 611</u>	<u>10 055</u>
<b>En monnaie de la République fédérale d'Allemagne</b>				
1979-07-01 1972-07-01	<u>10 000 DM</u>	<u>3 123</u>	<u>6 339</u>	<u>3 216</u>
<b>En monnaie de la France</b>				
1979-06-15 1972-06-15	<u>9 000 FF</u>	<u>1 811</u>	<u>2 386</u>	<u>575</u>
<b>En monnaie du Japon</b>				
1979-09-28 1972-09-28	<u>1 000 000 Yens</u>	<u>3 268</u>	<u>5 248</u>	<u>1 980</u>
Total		<u>68 758</u>	<u>84 584</u>	<u>15 826 (1)</u>

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

# SECTION 4

---

## ACTIF ET PASSIF

## DETTE NETTE

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

ACTIF ET PASSIF	PAGE
Actif et passif	4-2
Dettes nettes	4-4
Notes complémentaires	4-5

**ACTIF ET PASSIF****au 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

**ACTIF**

	1980	1979
Page		
5-3 Espèces en banque	94 807	226 346
Placements temporaires	3 869	1 669
5-4 Espèces et effets en main et dépôts en circulation	44 599	40 236
Comptes à recevoir	1 242 972	1 041 194
5-5 Intérêts courus	32 106	31 286
	<u>1 418 353*</u>	<u>1 340 731</u>
5-6 Placements — actions, obligations billets, prêts et avances		
5-6 Entreprises du gouvernement du Québec	2 031 493	1 825 286
5-14 Municipalités et organismes municipaux	77 190	77 869
5-22 Particuliers, sociétés et autres	60 068	48 344
	<u>2 168 751</u>	<u>1 951 499</u>
Autres actifs	<u>2 251</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	3 589 355	3 294 481
4-4 DETTE NETTE	<u>9 066 335</u>	<u>7 249 805</u>
	<u>12 655 690</u>	<u>10 544 286</u>

Le contrôleur des finances,  
GUY LANGLOIS, c.a.

Le sous-ministre des Finances,  
MICHEL CARON

**PASSIF**

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Page		
<b>5-26</b> Emprunts temporaires	100 000	
Chèques en circulation	267 185	250 938
Avances des fonds en fidéicomis	39 855	39 875
<b>5-26</b> Compte d'accord de perception fiscale	122 021	116 214
<b>5-27</b> Comptes à payer	1 096 946	984 079
<b>5-27</b> Intérêts courus	308 555	257 834
	<u>1 934 562*</u>	<u>1 648 940</u>
 <b>5-28</b> Compte des régimes de retraite	 <u>1 598 183</u>	 <u>915 361</u>
 <b>5-28</b> Bons du trésor	 135 000	
<b>5-29</b> Obligations moins fonds d'amortissement	8 014 266	7 227 728
<b>5-43</b> Autres emprunts	973 679	752 257
	<u>9 122 945</u>	<u>7 979 985</u>
 <b>TOTAL DU PASSIF</b>	 <u><u>12 655 690</u></u>	 <u><u>10 544 286</u></u>

Les notes à la page 4-5 font partie intégrante des états financiers.

\* Ces actifs de 1 418 353 000 \$ et ces passifs de 1 934 562 000 \$ reflètent une situation déficitaire de 516 209 000 \$ du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1980.

**DETTE NETTE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

---

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Solde au début	7 249 805	5 775 318
Déficit des opérations budgétaires	<u>1 816 530</u>	<u>1 474 487</u>
Solde à la fin	<u><u>9 066 335</u></u>	<u><u>7 249 805</u></u>

Les notes aux pages 4-6, et 4-7 font partie intégrante  
des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11. La modification la plus importante apportée aux conventions comptables en 1979-1980 et son effet sur les données financières concernent les régimes de retraite autres que le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Le Gouvernement a décidé de comptabiliser annuellement une contribution par des imputations aux dépenses budgétaires représentant, pour le service courant, 140% des cotisations des participants perçues par le Gouvernement au cours de l'année financière et, pour le service antérieur, une partie du coût afférent. Ce changement se traduit par une augmentation des dépenses budgétaires pour l'année financière 1979-1980 de 313 millions \$.

### 2. Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 1 269,7 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 328,5 millions \$ pour les autres régimes.

#### a. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 1 269,7 millions \$ ne couvre pas 174 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1980. Il ne couvre pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime; ce passif a été établi à 480 millions \$ au 31 décembre 1978 par une évaluation actuarielle et il s'est accru depuis.

#### b. Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont assumées par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes s'élevait à environ 6,9 milliards \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. Il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1980 et de l'insuffisance de la contribution du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant.

Le passif actuariel comprend un montant de l'ordre de 180 millions \$ représentant les contributions à être acquittées par certains organismes employeurs.

Au 31 mars 1980, le montant inscrit aux livres à l'égard de ce passif est de 328,5 millions \$.

### 3. Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1980 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 341,2 millions \$, dont 14,2 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1980-1981.

### 4. Aide financière aux municipalités

La réforme de la fiscalité municipale prévoit la cessation du versement aux municipalités de la ristourne de l'impôt sur la vente en détail et de la taxe sur les repas et sur l'hôtellerie, et elle permet d'abolir la plupart des subventions aux municipalités. Aussi, le champ de l'impôt foncier scolaire normalisé est transféré aux municipalités à compter du 1er janvier 1980.

Par suite de cette réforme, les dépenses de transfert pour l'année financière 1979-1980, au titre de la compensation financière aux municipalités, ont diminué de 107 millions \$.

### 5. Subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires

#### a. Augmentation des subventions

En conséquence de la réforme de la fiscalité municipale dont il est fait état à la note 4, les commissions scolaires ont perçu, pour l'année scolaire 1979-1980, un demi-compte de taxes. La diminution des revenus des commissions scolaires est compensée par des subventions d'équilibre budgétaire additionnelles, exception faite du financement des dépenses non admissibles aux subventions.

#### b. Modifications au mode de versement des subventions

Par ailleurs, à compter de l'année financière 1979-1980, les subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, découlant de l'estimation des coûts de système pour une année scolaire, sont réparties sur trois années financières du Gouvernement, dans la proportion de 70%, 15%, 15% plutôt que sur deux années à raison de 70%, 30% comme auparavant. Cette modification a pour effet de reporter de l'année financière 1979-1980 à celle de 1980-1981 du Gouvernement 15% des subventions d'équilibre budgétaire pour l'année scolaire 1978-1979. Pour l'année scolaire 1979-1980, le solde de 30% sera imputé à raison de 15% en 1980-1981 et 15% en 1981-1982. Les paiements des arrérages établis lors de révisions des coûts de système sont effectués selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement.

### 6. Passifs éventuels et engagements

Les emprunts garantis s'élevant à 13,5 milliards \$ au 31 mars 1980 sont énumérés à la page 5-46. Les cautionnements accordés par voie contractuelle et d'autres passifs éventuels sont divulgués à la page 5-57.

Des engagements totalisant 4,5 milliards \$ au 31 mars 1980 sont énumérés à la page 5-58.





# SECTION 5

## ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

AU 31 MARS 1980

### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
<b>ACTIF</b>	
Placements temporaires	5-3
Comptes à recevoir	5-4
Intérêts courus	5-5
Placements	5-6
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Autres actifs	5-25
<b>PASSIF</b>	
Emprunts temporaires	5-26
Compte d'accord de perception fiscale	5-26
Comptes à payer	5-27
Intérêts courus	5-27
Compte des régimes de retraite	5-28
Bons du trésor	5-28
Obligations moins fonds d'amortissement	5-29
Autres emprunts	5-43
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
Passifs éventuels	5-46
Engagements	5-58
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	5-88
Autres renseignements sur certains actifs et passifs	5-93
Consolidation de l'avoir du Gouvernement dans les entreprises d'État	5-94



**ACTIF****PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(MILLIERS \$)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1980	1979
<b>Titres émis par le gouvernement du Québec</b>					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8,50	1 669	1 669
	1979-02-21	1982-08-21	10,25	1 226	
	1979-02-21	1984-08-21	10,25	974	
				3 869	1 669

**COMPTES À RECEVOIR**

(MILLIERS \$)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1980	1979	1980	1979	1980	1979
<b>Revenus</b>						
Impôts sur les revenus et sur les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	404 504	336 951	303 218	257 529	707 722	594 480
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie	44 885	40 847			44 885	40 847
Impôt des sociétés			55 177	37 192	55 177	37 192
Droits de successions			10 037	7 508	10 037	7 508
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	124 732	110 355	86 334	73 783	211 066	184 138
Carburants	33 075	34 011	7 499	7 773	40 574	41 784
Tabacs	12 240	8 692	1 312	1 692	13 552	10 384
Repas et hôtellerie	13 762	12 081	31 975	27 795	45 737	39 876
Autres	4 743	4 032	202		4 945	4 032
Droits et permis						
Ressources forestières			10 058	12 302	10 058	12 302
Véhicules automobiles	15 875	12 399	2 592	1 101	18 467	13 500
Autres	3 726	7 019	9 502	7 749	13 228	14 768
Revenus divers						
Ventes de biens et services	9		33 591	26 991	33 600	26 991
Autres			61 996	51 645	61 996	51 645
Transferts des sociétés d'État						
Société des alcools du Québec			5 625	15 000	5 625	15 000
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	657 551	566 387	619 118	528 060	1 276 669	1 094 447
Transferts du gouvernement du Canada						
Accès aux ressources forestières			5 455	3 626	5 455	3 626
Aide juridique			-	5 152		5 152
Axes routiers prioritaires			1 522	4 256	1 522	4 256
Bilinguisme en éducation			3 019	2 258	3 019	2 258
Caisse des passages à niveau			1 527	1 263	1 527	1 263
Déficits d'exploitation de logements municipaux			3 576	4 094	3 576	4 094
Développement de l'agriculture			11 120	2 988	11 120	2 988
Développement minéral			1 826	1 135	1 826	1 135
Développement touristique			2 343	2 311	2 343	2 311
Enseignement aux enfants indiens			14 389	11 492	14 389	11 492
Équipements communautaires			5 411		5 411	
Équipements publics			2 977	1 153	2 977	1 153
Formation professionnelle des adultes			14 287	6 251	14 287	6 251
Infrastructures industrielles			2 130	2 407	2 130	2 407
Jeunes délinquants			42 308		42 308	
Production d'aliments pour bétail				1 675		1 675
Rénovation urbaine			1 778	1 977	1 778	1 977
Réseau routier de l'Outaouais			3 316	17 088	3 316	17 088
Autres			3 963	10 067	3 963	10 067
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			120 947	79 193	120 947	79 193
<b>Dépenses et autres</b>			43 904	35 834	43 904	35 834
<b>Avances comptables</b>			16 109	11 330	16 109	11 330
Total des comptes à recevoir			800 078	654 417	1 457 629	1 220 804
<b>Moins:</b>						
Provision pour créances irrécouvrables			214 657	179 610	214 657	179 610
Comptes à recevoir à leur valeur de réalisation	657 551	566 387	585 421	474 807	1 242 972	1 041 194

**INTÉRÊTS COURUS**  
(MILLIERS \$)

	1980	1979
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office des autoroutes du Québec	5 639	5 198
Office du crédit agricole du Québec	6 512	6 236
Raffinerie de sucre du Québec		211
Sidbec		5 485
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 102	1 053
Société d'habitation du Québec	14 020	8 124
Autres	999	23
	28 272	26 330
Municipalités et organismes municipaux	3 460	4 765
Coopératives et caisses populaires	210	41
Gouvernement du Canada		47
Placements temporaires et comptes de banques	164	103
	32 106	31 286

**PLACEMENTS**

(MILLIERS \$)

		Actions	
		1980	1979
<b>Sommaire</b>			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	949 739	690 605
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 5-14)		
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 5-22)	371	371
		<u>950 110</u>	<u>690 976</u>
		Actions	
		1980	1979
<b>Détail (selon la forme des placements)</b>			
<b>Entreprises du gouvernement du Québec</b>			
4	Office de l'électrification rurale		
5	Office des autoroutes du Québec		
6	Office du crédit agricole du Québec		
7	Raffinerie de sucre du Québec		
8	Sidbec	506 390	343 600
9	Société d'aménagement de l'Outaouais		
10	Société de cartographie du Québec	3 000	2 400
11	Société de développement autochtone de la Baie James	1 750	1 000
12	Société de développement coopératif		
13	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
14	Société de développement immobilier du Québec		
15	Société de développement industriel du Québec	32 944	
16	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	36 500	35 250
17	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
18	Société des loteries et courses du Québec	170	170
19	Société des traversiers du Québec	1 500	1 500
20	Société d'habitation du Québec		
21	Société du parc industriel du centre du Québec		
22	Société générale de financement du Québec	93 934	93 934
23	Société nationale de l'amiante	10 400	4 700
24	Société québécoise de développement des industries culturelles	1 500	
25	Société québécoise d'exploration minière	64 450	45 550
26	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	32 000	13 000
27	Société québécoise d'initiatives pétrolières	75 200	59 500
28	Société du parc industriel, commercial et aéro-portuaire de Mirabel et Société Inter-Port de Québec	1	1
		<u>949 739</u>	<u>690 605</u>
29	Moins provision pour créances irrécouvrables		
	* Déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables (voir page 5-24)	<u>949 739</u>	<u>690 605</u>

\*\* L'intérêt varie entre 6 7/8% et 11%, l'échéance est du 1er juillet 1980 au 1er juillet 2029.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1980	1979	1980	1979	1980	1979	
74 819	57 998	1 006 935	1 076 683	2 031 493 *	1 825 286	1
64 563	65 214	12 627	12 655	77 190	77 869	2
505	505	59 192	47 468	60 068 *	48 344	3
<u>139 887</u>	<u>123 717</u>	<u>1 078 754</u>	<u>1 136 806</u>	<u>2 168 751 *</u>	<u>1 951 499</u>	

  

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1980	1979	1980	1979	1980	1979	
		3 587	4 181	3 587	4 181	4
		320 891	301 587	320 891	301 587	5
		302 150	362 350	302 150	362 350	6
		2 000	2 000	2 000	2 000	7
			52 100	506 390	395 700	8
		33 224	32 500	33 224	32 500	9
				3 000	2 400	10
				1 750	1 000	11
		6 300	1 300	6 300	1 300	12
		74 666	74 666	60 000	60 000	13
		73 800	97 944	74 666	74 666	14
				106 744	97 944	15
		37 241	43 361	73 741	78 611	16
				30 000	30 000	17
				170	170	18
				1 500	1 500	19
74 819**	57 998	81 183	58 208	156 002	116 206	20
		37 489	35 744	37 489	35 744	21
		34 174	15 000	128 108	108 934	22
				10 400	4 700	23
				1 500		24
				64 450	45 550	25
		230	230	32 230	13 230	26
				75 200	59 500	27
				1	1	28
74 819	57 998	1 006 935	1 081 171	2 031 493	1 829 774	
			4 488		4 488	29
<u>74 819</u>	<u>57 998</u>	<u>1 006 935</u>	<u>1 076 683</u>	<u>2 031 493</u>	<u>1 825 286</u>	



## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

## Entreprises du gouvernement du Québec

	1980	1979
<b>Office de l'électrification rurale</b> L.Q. 9, Geo VI c. 48, a. 15 et modifications Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, à même les deniers votés par l'Assemblée nationale.	<b>Avances</b>	
	3 587 592 \$	4 181 327 \$
<b>Office des autoroutes du Québec</b> L.R.Q., c. A-34, a. 37 Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement. Les montants provenant des opérations de l'Office sont remis au Fonds consolidé du revenu. Les intérêts sur les avances consenties au cours de l'année financière sont calculés au taux des bons du trésor lorsque l'avance est effectuée. Pour le solde non remboursé au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées.	<b>Avances</b>	
	320 890 825	301 586 981
<b>Office du crédit agricole du Québec</b> L.R.Q., c. C-75, a. 18 et modifications Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement. Les remboursements en capital perçus par l'Office sur les prêts qu'il consent sont remis au Fonds consolidé du revenu. Les intérêts sur les avances consenties au cours de l'année financière sont calculés au taux des bons du trésor lorsque l'avance est effectuée. Pour le solde non remboursé au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées. Cependant, un montant de 550 000 \$ pour fonds de roulement ne porte pas intérêt.	<b>Avances</b>	
	302 150 000	362 350 000
<b>Raffinerie de sucre du Québec</b> L.R.Q., c. E-13, a. 12 Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de 4 000 000 \$ par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement. Les profits réalisés par la Corporation sont remis au Fonds consolidé du revenu sur l'ordre du Gouvernement. L'intérêt est calculé au taux préférentiel des banques canadiennes qui a prévalu au cours de l'année financière.	<b>Avances</b>	
	2 000 000	2 000 000
<b>Sidbec</b> L.R.Q., c. E-14, a. 1, 5, 6, 7, 8 et modifications Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisés en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 \$ sont attribués au Gouvernement et payables par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, y compris une prime de 17 666 000 \$. Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances a acquis 48 872 400 actions à dividende différé pour une somme de 506 390 000 \$ et il détient cinq certificats de 41 433 400 actions. Un solde de 75 610 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92. De plus, le Gouvernement a autorisé le Ministre des finances à avancer à Sidbec 52 100 000 \$ au 31 mars 1979 pour la poursuite de ses opérations et l'exécution de ses obligations. Au cours de 1979-1980, ces avances ont été converties en actions.	<b>Actions</b> <b>Avances</b>	
	506 390 000	343 600 000 52 100 000
	506 390 000	395 700 000

	1980	1979
<b>Société d'aménagement de l'Outaouais</b> L.Q. 1969, c. 85, a. 275 Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement. Les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des dépenses de la Société et au remboursement de ses emprunts; le solde est remis au Fonds consolidé du revenu, déduction faite des réserves approuvées par le Ministre. L'intérêt est calculé à des taux variant entre 9,25% et 10,50%.	<b>Avances</b> <u>33 223 800 \$</u>	<u>32 500 000 \$</u>
<b>Société de cartographie du Québec</b> L.R.Q., c. S-9, a. 4 et 5 Le fonds social autorisé est de 3 000 000 \$ divisés en 300 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. Au 31 mars 1980, le Ministre détient six certificats pour 300 000 actions.	<b>Actions</b> <u>3 000 000</u>	<u>2 400 000</u>
<b>Société de développement autochtone de la Baie James</b> L.Q. 1978, c. 96, a. 11, 15 et 16 Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisés en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 900 actions de catégorie A. Au 31 mars 1980, le Ministre détient deux certificats totalisant 1 750 actions de catégorie A. Un montant de 2 250 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92.	<b>Actions</b> <u>1 750 000</u>	<u>1 000 000</u>
<b>Société de développement coopératif</b> L.R.Q., c. S-10, a. 27 et modifications Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties pour un montant de 14 300 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances. La loi prévoit que le solde de 8 000 000 \$ sera versé par tranche de 2 000 000 \$ au cours des quatre prochaines années. De plus, le Ministre des Finances peut verser à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu et avec l'autorisation du Gouvernement, des avances additionnelles ne pouvant excéder 12 000 000 \$ pour les années financières 1981 à 1984 inclusivement. Les avances doivent être remboursées quinze ans après qu'elles ont été versées. L'intérêt est calculé à des taux variant de 3% et 4%. Un solde de 8 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92.	<b>Avances</b> <u>6 300 000</u>	<u>1 300 000</u>
<b>Société de développement de la Baie James</b> L.R.Q., c. D-8, a. 24 et 25 Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisés en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant dix ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment. Au 31 mars 1980, le Ministre détient cinquante-quatre certificats totalisant 6 000 000 d'actions. Un solde de 40 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92.	<b>Actions</b> <u>60 000 000</u>	<u>60 000 000</u>

## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

## Entreprises du gouvernement du Québec

	1980	1979
<b>Société de développement immobilier du Québec</b> L.R.Q., c. S-11, a. 19		
<b>Avances</b>	74 666 100 \$	74 666 100 \$
<p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, y compris un montant pouvant atteindre 10 000 000 \$ ne portant pas intérêt et non remboursable pour l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et dont 74 666 100 \$ sont versés au 31 mars 1980.</p> <p>Les intérêts et l'échéance de remboursement du solde des avances de 67 000 000 \$ sont les mêmes que ceux prévus aux débentures de Place Desjardins Inc. envers la Société.</p>		
<b>Société de développement industriel du Québec</b> L.R.Q., c. A-13, a. 45 et 46, et modifications		
<b>Dotation</b>	32 944 115	
<b>Avances</b>	73 800 000	97 944 115
	106 744 115	97 944 115
<p>Le Ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le Ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1980, le Ministre a versé une somme de 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliquée au remboursement des prêts et avances consentis par le Ministre.</p> <p>La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital-actions ordinaire d'une entreprise à fonds social.</p> <p>De plus, pour l'exécution de son mandat, des avances sont consenties par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sous autorisation du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1980, les avances consenties et non remboursées sont de 73 800 000 \$ dont l'échéance maximale est le 1<sup>er</sup> avril 1984. L'intérêt est calculé à des taux variant entre 9,25% et 10,50%.</p>		
<b>Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec</b> L.R.Q., c. S-12, a. 4, 6, 7 et 22		
<b>Actions</b>	36 500 100	35 250 100
<b>Avances</b>	37 240 755	43 361 104
	73 740 855	78 611 204
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 58 750 000 \$ divisés en 587 500 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 450 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1980, le Ministre a acquis 365 001 actions et il détient vingt-trois certificats pour ce nombre d'actions. Un solde de 6 250 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92.</p> <p>De plus, le Gouvernement peut autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.</p> <p>Au 31 mars 1980, une somme de 37 240 755 \$ a été avancée par le Ministre des Finances et la date maximale d'échéance est le 2 juillet 2004. De cette somme, un montant de 1 440 755 \$ porte intérêt au taux préférentiel des banques.</p>		
<b>Société des alcools du Québec</b> L.R.Q., c. S-13, a. 5 et 6		
<b>Actions</b>	30 000 000	30 000 000
<p>Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisés en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances détient un certificat pour 300 000 actions.</p>		

	1980	1979
<b>Société des loteries et courses du Québec</b> L.Q. 1978, c. 38, a. 5 et 6 <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisés en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1980, le Ministre détient un certificat totalisant 1 700 actions.</p>	<b>Actions</b> 170 000 \$	170 000 \$
<b>Société des traversiers du Québec</b> L.R.Q., c. S-14, a. 4 et 5 <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisés en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.</p> <p>Au 31 mars 1980, le Ministre détient deux certificats totalisant 15 000 actions.</p>	<b>Actions</b> 1 500 000	1 500 000
<b>Société d'habitation du Québec</b> L.R.Q., c. S-8, a. 88 et 89 <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, y compris celle pour fonds de roulement, jusqu'à concurrence de 1 500 000 \$, nécessités pour la protection des investissements de la Société. Ce montant est composé d'avances pour fonds de roulement, temporaires et progressives.</p> <p>Les avances temporaires, y compris celle pour fonds de roulement, sont retournées au Fonds consolidé du revenu lorsque la Société est remboursée. Les avances progressives, y compris leurs intérêts courus, sont converties en obligations qui sont émises par la Société lorsque les projets sont complétés et dont le taux d'intérêt et l'échéance apparaissent en page 5-6.</p> <p>L'intérêt sur les avances est calculé à des taux de 67/8% et 16,50%.</p>	<b>Obligations</b> 74 818 811 <b>Avances</b> 81 182 951 156 001 762	57 998 319 58 207 223 116 205 542
<b>Société du parc industriel du centre du Québec</b> L.R.Q., c. S-15, a. 30 et 31 <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.</p> <p>Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3% à 10,5%, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de dix ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie.</p>	<b>Avances</b> 37 488 867	35 743 867

## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

## Entreprises du gouvernement du Québec

	1980	1979
<b>Société générale de financement du Québec</b>		
L.R.Q., c. S-17, a. 6, 8, 10, 12 et modifications		
<b>Actions</b>	93 933 501 \$	93 933 501 \$
<b>Prêt</b>	34 174 401	15 000 000
	128 107 902	108 933 501

Le fonds social autorisé de la Société est de 200 000 000 \$ divisés en 16 300 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 3 700 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 12 566 497 actions ordinaires et 3 700 000 actions à dividende différé.

Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances a acquis toutes les actions à dividende différé au coût de 39 223 450 \$, y compris une prime de 2 223 450 \$. De plus, il a versé 54 710 051 \$ pour 6 066 497 actions ordinaires. À cette date, il détient trente-sept certificats pour 9 766 497 actions. Un solde de 65 000 000 \$ apparaît au 31 mars 1980 comme engagement non budgétaire à la page 5-92 pour 6 500 000 actions dont 50 000 000 \$ répartis également pour les années civiles 1980 à 1984 inclusivement.

De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de Saint-Félicien, le Ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10 1/4 % l'an payable semi-annuellement et remboursable en cinq versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992.

Enfin, le Ministre des Finances a consenti un autre prêt de 18 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu afin de compenser pour les pertes et de payer les dépenses afférentes à la construction, à l'utilisation, à l'entretien, au financement et à la vente de six navires construits par Marine Industrie Ltée. Ce prêt porte intérêt au taux préférentiel des banques et le remboursement est conditionnel au prix de vente des navires.

Au 31 mars 1980, un montant de 1 174 401 \$ d'intérêts à été capitalisé sur le prêt de 18 000 000 \$ déjà consenti.

**Société nationale de l'amiante**

L.Q. 1978, c. 42, a. 11 et 13

<b>Actions</b>	10 400 000	4 700 000
----------------	------------	-----------

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisés en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances a acquis 10 400 actions et détient six certificats totalisant 9 200 actions.

**Société québécoise de développement des industries culturelles**

L.Q. 1978, c. 24, a. 17 et 19

<b>Actions</b>	1 500 000	
----------------	-----------	--

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisés en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.

Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances détient un certificat pour 15 000 actions. Un solde de 8 500 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92.

	1980	1979
<b>Société québécoise d'exploration minière</b> L.R.Q., c. S-19, a. 4 et 6 Le fonds social autorisé de la Société est de 89 000 000 \$ divisés en 8 900 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 3 150 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1980, le Ministre a acquis 6 445 000 actions et détient seize certificats totalisant 4 555 000 actions. Un solde de 24 550 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92 dont 16 500 000 \$ approuvés par le Gouvernement.	<b>Actions</b> 64 450 000 \$	45 550 000 \$
<b>Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires</b> L.R.Q., c. S-21, a. 5, 7 et modifications Le fonds social autorisé de la Société est de 40 000 000 \$ divisés en 400 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le Ministre des Finances sur le fonds consolidé du revenu dont 210 000 actions avec l'approbation du Gouvernement. Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances détient onze certificats totalisant 320 000 actions. Un solde de 3 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92. En vertu de l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation, le Ministre a consenti des avances à la Société dans le but de favoriser les intérêts de l'agriculture. Au 31 mars 1980, le solde des avances consenties par le Ministre est de 230 000 \$ sans intérêt et sans condition de remboursement.	<b>Actions</b> 32 000 000 <b>Avances</b> 230 000 32 230 000	13 000 000 230 000 13 230 000
<b>Société québécoise d'initiatives pétrolières.</b> L.R.Q., c. S-22, a. 4, 6, 7, 8 et 9 Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisés en 2 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 500 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1980, le Ministre détient quinze certificats totalisant 1 504 000 actions. Un solde de 24 800 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-92, dont 2 300 000 \$ approuvés par le Gouvernement.	<b>Actions</b> 75 200 000	59 500 000
<b>Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel</b> L.R.Q., c. S-16, a. 22 et 23	<b>Actions</b> 600	600
<b>Société inter-port de Québec</b> L.R.Q., c. S-18, a. 11 et 12	<b>Actions</b> 600 1 200	600 1 200

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisés en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le Ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. Il est, de plus, autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.

Au 31 mars 1980, le Ministre des Finances, dans chacune de ces Sociétés, a versé 600 \$ et détient un certificat pour 600 actions.

#### NOTE :

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume « états financiers des entreprises du gouvernement du Québec » publié annuellement qui comprend la plupart de ces états financiers.

**PLACEMENTS** (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<b>Municipalités et organismes municipaux</b>			
Municipalités			
1	Alma	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
2	Alma	B	6,7057
3	Bagotville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
4	Beauceville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
5	Bécancour	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
8	Bernierville	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
9	Berthier-sur-Mer	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
10	Berthierville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
11	Boisbriand	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
12	Bonaventure	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
13	Boucherville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
14	Cap-aux-Meules	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
17	Chambly	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charny	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
20	Châteauguay	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
21	Chénier	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi-nord	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
24	Cloridorme	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
25	Deux-Montagnes	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
28	Dorion	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
29	East-Broughton	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
30	Escoumins	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
31	Gaspé	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
32	Gatineau	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
33	Giffard (Beauport)	B	6,948
34	Grand-Île	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
35	Grande-Rivière	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
38	Howick	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
39	Iberville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
40	Jacques-Cartier	C	
41	Kingsbury	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
42	Lachute	B	
43	Lac-Mégantic	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
44	La Pocatière	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
45	La Providence	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
46	La Tuque	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
47	Lauzon	B	7,9396
48	Lebel-sur-Quévillon	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
49	Lévis	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
50	Lévis	B	7,4869
51	Longue-Pointe	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
52	Lorraine	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1980	1979	1980	1979	1980	1979
1994-12-15	847 206 \$	875 376 \$			847 206 \$	875 376 \$
2002-03-31	353 183	360 185			353 183	360 185
1995-10-01	669 872	689 209			669 872	689 209
1995-11-01	15 830	16 287			15 830	16 287
1995-03-01	136 003	140 404			136 003	140 404
2006-04-01	216 838	219 136			216 838	219 136
1995-12-01	184 561	189 888			184 561	189 888
1994-12-01	49 599	51 248			49 599	51 248
1995-03-01	50 116	51 738			50 116	51 738
1996-02-01	130 298	134 059			130 298	134 059
1994-12-15	33 855	34 981			33 855	34 981
1996-03-01	40 602	41 774			40 602	41 774
1995-06-01	63 510	65 343			63 510	65 343
1995-05-01	188 109	193 539			188 109	193 539
2005-04-01	180 246	182 792			180 246	182 792
1995-11-01	34 080	35 064			34 080	35 064
1995-05-01	145 376	149 573			145 376	149 573
2005-04-01	1 216 300	1 246 789			1 216 300	1 246 789
1995-03-01	69 668	71 923			69 668	71 923
1995-04-01	48 438	49 836			48 438	49 836
1995-06-01	37 815	38 906			37 815	38 906
1991-11-01	157 500	166 500			157 500	166 500
1995-10-01	439 855	452 552			439 855	452 552
1994-12-01	17 130	17 700			17 130	17 700
1994-12-01	22 504	23 252			22 504	23 252
2007-04-01	192 545	194 420			192 545	194 420
1995-03-01	115 681	119 424			115 681	119 424
1995-11-01	293 005	301 463			293 005	301 463
1995-12-01	72 176	74 259			72 176	74 259
1994-12-01	20 545	21 229			20 545	21 229
1996-02-01	89 996	92 594			89 996	92 594
1994-12-15	102 894	106 315			102 894	106 315
2002-03-31	171 406	171 406			171 406	171 406
1995-06-01	133 229	137 075			133 229	137 075
1996-03-31	404 882	427 332			404 882	427 332
1994-04-01	54 965	57 152			54 965	57 152
1995-03-01	49 590	51 195			49 590	51 195
1979-09-01		2 543				2 543
1996-03-31	87 966	90 506			87 966	90 506
1979-06-01		600 000				600 000
1994-12-15	147 332	152 231			147 332	152 231
			1 252 022 \$	1 167 305 \$	1 252 022	1 167 305
1995-03-01	63 554	65 611			63 554	65 611
1994-09-01	217 516	224 748			217 516	224 748
1995-08-01	565 635	581 963			565 635	581 963
1979-09-01		35 165				35 165
2006-04-01	865 047	874 311			865 047	874 311
1994-12-01	235 042	242 857			235 042	242 857
1995-12-01	347 856	357 898			347 856	357 898
2004-04-01	2 430 545	2 430 545			2 430 545	2 430 545
1995-10-01	147 610	151 872			147 610	151 872
1995-05-01	65 106	66 985			65 106	66 985



**PLACEMENTS** (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<b>Municipalités et organismes municipaux</b>			
Municipalités (suite)			
53	Louiseville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
54	Macamic	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
55	Maniwaki	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
56	Maple Grove	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
57	Matagami	C	5,5
58	Matane	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
59	McMasterville	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
60	Métabetchouan	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
61	Mirabel	B	10,0095
62	Mistassini	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
63	Murdochville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
64	Normandin	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
65	Notre-Dame-de-Laterrière	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
66	Notre-Dame-du-Lac	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
67	Oka	B	8,2812
68	Orsainville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
69	Pont-Rouge	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
70	Port-Cartier	B	7,3603
71	Port-Cartier	B	8,2048
72	Port-Cartier	B	7,7314
73	Port-Cartier	B	8,1621
74	Port-Cartier	B	8,3477
75	Port-Cartier	B	9,3933
76	Princeville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
77	Québec	B	7,5744
78	Québec	B	7,5846
79	Québec	B	9,9091
80	Rivière-du-Loup	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
81	Rouyn	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
82	Sacré-Coeur	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
83	Sayabec	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
84	Sept-Îles	B	7,0181
85	Sept-Îles	B	7,2127
86	Sept-Îles	B	7,3766
87	Sept-Îles	B	7,5324
88	Sept-Îles	B	8,6548
89	Shawinigan-Sud	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
90	Shefferville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
91	Shipshaw	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
93	St-Basile-le-Grand	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
94	St-Bernard	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
95	St-Bruno	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
97	St-Bruno-de-Montarville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
98	St-Césaire	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
99	St-Coeur-de-Marie	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
100	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694
101	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
102	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
103	Ste-Anne-de-Yamachiche	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1980	1979	1980	1979	1980	1979	
1996-03-31	116 872 \$	120 246 \$			116 872 \$	120 246 \$	53
1995-12-01	68 920	70 910			68 920	70 910	54
1996-03-01	1 079 952	1 111 126			1 079 952	1 111 126	55
1995-05-01	43 871	45 138			43 871	45 138	56
1990-12-01	803 350	803 350			803 350	803 350	57
1995-04-01	471 988	485 613			471 988	485 613	58
1994-09-01	41 000	42 363			41 000	42 363	59
1995-11-01	275 001	282 939			275 001	282 939	60
1997-04-01	359 838	359 838			359 838	359 838	61
1995-10-01	15 881	16 340			15 881	16 340	62
1996-02-01	492 807	507 033			492 807	507 033	63
1994-09-01	52 005	53 734			52 005	53 734	64
1985-03-01	37 576	43 404			37 576	43 404	65
1995-07-01	53 636	55 184			53 636	55 184	66
2005-04-01	492 894	498 346			492 894	498 346	67
1995-08-01	916 507	942 963			916 507	942 963	68
1995-07-01	317 260	326 418			317 260	326 418	69
2003-04-01	435 241	435 241	3 221 294 \$	2 613 934 \$	3 656 535	3 049 175	70
2006-04-01	2 811 020	2 811 020			2 811 020	2 811 020	71
2005-04-01	239 665	239 665			239 665	239 665	72
2005-04-01	319 737	319 737			319 737	319 737	73
2007-04-01	265 992	265 992			265 992	265 992	74
2007-04-01	464 168	464 168			464 168	464 168	75
1995-06-01	43 089	44 333			43 089	44 333	76
2004-04-01	552 085	559 554			552 085	559 554	77
2004-04-01	3 741 217	3 787 561	1 695 512	1 673 465	5 436 729	5 461 026	78
2007-04-01	7 664 983	7 717 771			7 664 983	7 717 771	79
1995-05-01	160 962	165 608			160 962	165 608	80
1995-06-01	148 963	153 263			148 963	153 263	81
1995-05-01	246 580	253 698			246 580	253 698	82
1994-12-01	42 946	44 374			42 946	44 374	83
2002-03-31	467 027	484 215			467 027	484 215	84
2003-04-01	111 925	115 598			111 925	115 598	85
2004-04-01	1 416 531	1 458 123	3 169 795	2 626 500	4 586 326	4 084 623	86
2004-04-01	3 672 329	3 777 644			3 672 329	3 777 644	87
2006-04-01	226 073	230 590			226 073	230 590	88
1985-03-01	67 548	78 025			67 548	78 025	89
1995-11-01	133 643	137 501			133 643	137 501	90
1994-12-01	84 298	87 101			84 298	87 101	91
1996-03-31	116 872	120 246			116 872	120 246	92
1995-07-01	334 966	344 636			334 966	344 636	93
1996-03-31	48 528	49 929			48 528	49 929	94
1984-12-01	11 692	13 522			11 692	13 522	95
1995-07-01	191 593	197 124			191 593	197 124	96
1996-03-31	226 786	233 333			226 786	233 333	97
1996-02-01	226 313	232 846			226 313	232 846	98
1995-12-01	163 910	168 641			163 910	168 641	99
2003-04-01	472 558	488 017			472 558	488 017	100
1995-05-01	38 641	39 756			38 641	39 756	101
1994-12-01	29 719	30 707			29 719	30 707	102
1995-03-01	21 676	22 378			21 676	22 378	103

**PLACEMENTS** (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<b>Municipalités et organismes municipaux</b>			
Municipalités (suite)			
104	Ste-Catherine	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
105	Ste-Foy	B	8,2850
106	Ste-Foy	B	9,3614
107	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
108	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
109	Ste-Thècle	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
110	Ste-Thérèse	B	9,3594
111	Ste-Thérèse	B	9,4146
112	Ste-Thérèse	B	8,2758
113	St-Eugène	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
114	St-Eustache	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
115	St-Eustache	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
116	St-Eustache	B	8,5359
117	St-Eustache	B	9,2891
118	St-Eustache	B	9,1454
119	St-Fabien-de-Panet	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
120	St-Félicien	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
121	St-Férol-les-Neiges	B	7,8852
122	St-Georges	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
123	St-Henri-de-Lévis	B	7,1832
124	St-Hippolyte	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
125	St-Hyacinthe	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
126	St-Jérôme	B	8,5155
127	St-Jérôme	B	9, 6175
128	St-Jovite	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
129	St-Narcisse	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
130	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
131	St-Pascal	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
132	St-Philémon	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
133	St-Philippe	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
134	St-Raymond	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
135	St-Romuald	B	7,2694
136	St-Thimothée	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
137	St-Tite	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
138	St-Zénon	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
139	Terrebonne	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
140	Terrebonne	B	8,2094
141	Trois-Rivières	B	6,9939
142	Trois-Rivières	B	7,6297
143	Trois-Rivières	B	7,2551
144	Trois-Rivières	B	7,4796
145	Trois-Rivières	B	6,3008
146	Trois-Rivières	B	9,5147
147	Trois-Rivières Ouest	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
148	Vaudreuil	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
149	Vaudreuil	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
150	Warwick	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
151	Waterloo	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1980	1979	1980	1979	1980	1979
1995-12-01	161 288 \$	165 944 \$			161 288 \$	165 944 \$
2006-04-01	577 257	583 638			577 257	583 638
2006-04-01	2 570 426	2 594 229			2 570 426	2 594 229
2000-11-01	2 100	2 200			2 100	2 200
1996-02-01	24 027	24 721			24 027	24 721
1996-02-01	46 452	47 793			46 452	47 793
2006-04-01	59 865	60 369			59 865	60 369
2006-04-01	177 207	178 680			177 207	178 680
2005-04-01	121 106	122 446	395 820 \$	399 571 \$	516 926	522 017
1995-03-01	85 050	87 803			85 050	87 803
1995-05-01	93 409	96 105			93 409	96 105
1996-02-01	376 357	387 221			376 357	387 221
2006-04-01	285 762	288 526			285 762	288 526
2007-04-01	435 308	438 663	476 057	489 526	911 365	928 189
2007-04-01	49 477	49 869			49 477	49 869
1996-03-31	24 097	24 793			24 097	24 793
1996-03-01	235 783	242 590			235 783	242 590
2005-04-01	633 738	638 223			633 738	638 223
1995-06-01	533 981	549 395			533 981	549 395
2002-03-31	16 329	16 916			16 329	16 916
1995-11-01	82 695	85 082			82 695	85 082
1996-03-31	62 163	63 957			62 163	63 957
2006-04-01	736 568	736 568		68 840	736 568	805 408
2009-04-01	81 442				81 442	
1996-02-01	191 173	196 691			191 173	196 691
1995-03-01	41 084	42 414			41 084	42 414
1985-05-01	11 429	12 842			11 429	12 842
1995-12-01	138 821	142 828			138 821	142 828
1995-11-01	48 295	49 689			48 295	49 689
1979-12-01		121				121
1995-05-01	84 171	86 600			84 171	86 600
2003-04-01	117 050	117 050			117 050	117 050
1994-09-01	34 085	35 218			34 085	35 218
1995-03-01	83 530	86 233			83 530	86 233
1994-09-01	20 733	21 422			20 733	21 422
1995-03-01	214 344	221 281			214 344	221 281
2006-04-01	396 447	400 502			396 447	400 502
2002-03-01	984 432	1 003 221			984 432	1 003 221
2005-04-01	291 008	294 911			291 008	294 911
2003-04-01	487 877	496 112			487 877	496 112
2004-04-01	224 986	228 355			224 986	228 355
2005-04-01	76 546	77 804			76 546	77 804
2007-04-01	1 946 080	1 961 978			1 946 080	1 961 978
1995-03-01	302 879	312 681			302 879	312 681
1995-12-01	451 472	464 504			451 472	464 504
1996-02-01	97 961	100 789			97 961	100 789
1996-02-01	382 329	393 365			382 329	393 365
1996-03-31	433 217	445 723			433 217	445 723
	57 593 087	59 144 080	10 210 500	9 039 141	67 803 587	68 183 221

**PLACEMENTS** (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<hr/>			
<b>Municipalités et organismes municipaux</b> (suite)			
	Organismes municipaux		
152	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,445
153	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,4754
154	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589
 (MILLIERS \$)			
<b>Municipalités et organismes municipaux</b>			
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1980	1979	1980	1979	1980	1979
2002-03-31	5 080 941 \$	5 257 314 \$			5 080 941 \$	5 257 314 \$
2004-04-01	790 450	813 315			790 450	813 315
2004-04-01	1 098 608		2 417 039 \$	3 615 506 \$	3 515 647	3 615 506
	<u>6 969 999</u>	<u>6 070 629</u>	<u>2 417 039</u>	<u>3 615 506</u>	<u>9 387 038</u>	<u>9 686 135</u>
	<u>64 563 086 \$</u>	<u>65 214 709 \$</u>	<u>12 627 539 \$</u>	<u>12 654 647 \$</u>	<u>77 190 625 \$</u>	<u>77 869 356 \$</u>
	16 967	17 534			16 967	17 534
	46 633	46 108	12 627	12 655	59 260	58 763
	963	1 572			963	1 572
	<u>64 563</u>	<u>65 214</u>	<u>12 627</u>	<u>12 655</u>	<u>77 190</u>	<u>77 869</u>

**PLACEMENTS** (suite)**Détail** (suite)

		Actions	
		1980	1979
<b>Particuliers, sociétés et autres</b>			
Particuliers			
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Moins provision pour créances irrécouvrables		
Sociétés et autres			
4	Association montréalaise d'action récréative et culturelle		
5	Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec		
6	Compagnie de film K.F. Inc.		
7	Compagnie minière Campbell-Chibougamau Ltée		
8	Compagnie Surgel Québec Ltée		
9	Coopératives		
10	Corporations industrielles		
11	Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement		
12	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la Loi créant un fonds d'éducation, L.Q. 1946, c. 21 et modifications		
13	Hôpitaux (fonds de roulement)		
14	Les Abattoirs de Cailles du Québec Inc.		
15	Naskapis de Shefferville Band		
16	Navigation Sonamar Inc.	371 000 \$	371 000 \$
17	Pêcheurs		
18	Société de la Loterie Interprovinciale Inc.	1	1
19	Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois		
20	Université de Sherbrooke		
		-----	-----
		371 001	371 001
21	Moins provision pour créances irrécouvrables		
		371 001	371 001
		<u>371 001 \$</u>	<u>371 001 \$</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1980	1979	1980	1979	1980	1979	
		10 438 722 \$	11 997 692 \$	10 438 722 \$	11 997 692 \$	1
		6 747 498	5 754 403	6 747 498	5 754 403	2
		17 186 220	17 752 095	17 186 220	17 752 095	
		4 866 572	4 270 915	4 866 572	4 270 915	3
		12 319 648	13 481 180	12 319 648	13 481 180	
		3 200 000	500 000	3 200 000	500 000	4
		256 578		256 578		5
			95 175		95 175	6
		765 564	695 000	765 564	695 000	7
		659 935	659 935	659 935	659 935	8
		4 704 294	4 624 701	4 704 294	4 624 701	9
		19 142 929	9 826 200	19 142 929	9 826 200	10
		1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379	11
505 000 \$	505 000 \$			505 000	505 000	12
		2 775 000	2 790 693	2 775 000	2 790 693	13
		313 968	313 968	313 968	313 968	14
			220 000		220 000	15
				371 000	371 000	16
		8 454 102	7 553 099	8 454 102	7 553 099	17
				1	1	18
		185 000		185 000		19
		5 693 389	6 218 309	5 693 389	6 218 309	20
505 000	505 000	48 094 138	35 440 459	48 970 139	36 316 460	
		1 222 198	1 454 200	1 222 198	1 454 200	21
505 000	505 000	46 871 940	33 986 259	47 747 941	34 862 260	
505 000 \$	505 000 \$	59 191 588 \$	47 467 439 \$	60 067 589 \$	48 343 440 \$	



**CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**

Année financière terminée le 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

	Solde au 1er avril 1979	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1980	Montant porté à la dépense
<b>COMPTES À RECEVOIR</b>					
<b>Ministères</b>					
Affaires sociales	36 820	254	36 566	36 524	(42)
Énergie et Ressources *	150	18	132	199	67
Revenu	140 821		140 821	175 829	35 008
Transports	1 008	4	1 004	1 008	4
Travail et Main-d'œuvre	435	12	423	745	322
Travaux publics et Approvisionnement	114	1	113	125	12
Autres (1)	262	46	216	227	11
	<u>179 610</u>	<u>335</u>	<u>179 275</u>	<u>214 657</u>	<u>35 382</u>
<b>PRÊTS ET AVANCES</b>					
<b>Entreprises du gouvernement</b>					
Société d'aménagement de l'Outaouais (2)	4 488		4 488		(4 488)
<b>PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES</b>					
Étudiants	3 547	258	3 289	4 127	838
Pêcheurs	724		724	740	16
	<u>4 271</u>	<u>258</u>	<u>4 013</u>	<u>4 867</u>	<u>854</u>
<b>Sociétés et autres</b>					
Coopératives	309		309	309	
Pêcheurs	319		319	144	(175)
Corporations agricoles	826		826	769	(57)
	<u>1 454</u>		<u>1 454</u>	<u>1 222</u>	<u>(232)</u>
	<u>10 213</u>	<u>258</u>	<u>9 955</u>	<u>6 089</u>	<u>(3 866)</u>
<b>Total</b>	<u><b>189 823</b></u>	<u><b>593</b></u>	<u><b>189 230</b></u>	<u><b>220 746</b></u>	<u><b>31 516</b></u>

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et en fin de période.

(2) Conformément à l'énoncé X des conventions comptables, les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût. Aucune provision n'a été établie au 31 mars 1980 concernant cette Société.

**Ministères**

Affaires sociales  
Énergie et Ressources \*  
Revenu  
Transports  
Travail et Main-d'œuvre  
Travaux publics et Approvisionnement  
Autres

**Tableau comparatif des comptes à recevoir  
(Autres débiteurs)**

	31 mars 1979	31 mars 1980
Affaires sociales	76 659	129 362
Énergie et Ressources *	17 993	17 250
Revenu	415 950	498 341
Transports	27 016	15 955
Travail et Main-d'œuvre	12 683	24 946
Travaux publics et Approvisionnement	5 682	5 636
Autres	98 434	108 588
	<u>654 417</u>	<u>800 078</u>

\* Pour fins de comparaison, la provision et le compte à recevoir au 31 mars 1979 ont été redressés selon la structure en vigueur au 31 mars 1980.

**AUTRES ACTIFS**

(MILLIERS \$)

	1980	1979
<b>Gouvernement du Canada</b>		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 175	1 175
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicomis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1971.		
	2 251	2 251

**PASSIF****EMPRUNTS TEMPORAIRES****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	1980	1979
Entreprise du gouvernement du Québec					
Caisse de dépôt et placement du Québec	1980-03-26	1980-05-28	14,80	100 000	

Détail	Émissions	Remboursements	Solde
En monnaie du Canada			
Banque Canadienne Impériale du Commerce	260 500	260 500	
Banque de Montréal	314 000	314 000	
Banque de Nouvelle-Écosse	177 000	177 000	
Banque Mercantile du Canada	75 000	75 000	
Banque Nationale du Canada	679 500	679 500	
Banque Royale du Canada	324 000	324 000	
Banque Toronto-Dominion	98 000	98 000	
Barclays Canada Limitée	60 000	60 000	
B.N.P. Canada Inc.	65 000	65 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec	350 000	250 000	100 000
Chase Manhattan Canada Limited	60 000	60 000	
Chemical New-York Canada Limited	45 000	45 000	
Citicorp Limited	70 000	70 000	
Crédit Lyonnais Canada Limitée	240 000	240 000	
J.P. Morgan of Canada Limited	145 000	145 000	
Security Pacific International Finance Limited	70 000	70 000	
Services Financiers B.A. Ltée	70 000	70 000	
Société Générale S.A. (Canada) Limitée	215 000	215 000	
U.C.B. Financial Services Limited	15 000	15 000	
Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins	80 000	80 000	
Union régionale de Québec des Caisses populaires Desjardins	45 000	45 000	
Wells Fargo & Company Canada Limited	25 000	25 000	
	<u>3 483 000</u>	<u>3 383 000</u>	<u>100 000</u>

**COMPTE D'ACCORD DE PERCEPTION FISCALE****Année financière terminée le 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

	1980	1979
Diverses municipalités	856	18 501
Fonds spécial olympique	2 265	368
Régie de l'assurance automobile du Québec	112 673	85 300
Régie des rentes du Québec	6 227	12 045
	<u>122 021</u>	<u>116 214</u>

**COMPTES À PAYER**

(MILLIERS \$)

	1980	1979
Affaires culturelles	9 341	5 541
Affaires intergouvernementales	4 259	1 908
Affaires municipales	27 555	18 879
Affaires sociales	226 701	162 256
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	24 726	17 452*
Assemblée nationale	2 209	1 807
Communications	7 147	6 314
Conseil exécutif	7 053	5 760
Conseil du trésor	504	207
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	2 026	2 353
Éducation	275 958	319 765
Énergie et Ressources	26 284	14 221*
Finances	18 746	25 119
Fonction publique	84 704	31 351
Immigration	2 403	1 276
Industrie, Commerce et Tourisme	20 403	8 713*
Justice	27 292	25 317
Loisir, Chasse et Pêche	19 975	17 853*
Régie de l'assurance-maladie du Québec	96 630	62 068
Revenu	54 306	140 374
Richesses naturelles	2 068	2 281*
Services de protection de l'environnement	3 866	2 552
Transports	112 943	84 790
Travail et Main-d'oeuvre	14 824	5 742
Travaux publics et Approvisionnement	25 023	20 180
	<u>1 096 946</u>	<u>984 079</u>

\* Les chiffres au 31 mars 1979 ont été redressés pour fins de comparaison, voir note à la page 17.

**INTÉRÊTS COURUS**

(MILLIERS \$)

	1980	1979
Emprunts temporaires	203	
Bons du trésor	(2 981)	
Obligations	271 656	233 363
Autres emprunts	39 677	24 471
	<u>308 555</u>	<u>257 834</u>

**COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE**

(MILLIERS \$)

	1980	1979
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1 269 689	904 172
Régime de retraite des enseignants	217 804	7 314
Régime de retraite des fonctionnaires	81 787	223
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	25 912	3 652
Régime de retraite des juges et coroners	2 991	
	<u>1 598 183</u>	<u>915 361</u>

**BONS DU TRÉSOR**

(MILLIERS \$)

Continuité	
Solde du début	0
Plus	
Emprunts effectués	<u>135 000</u>
Solde à la fin	<u>135 000</u>

## Détail

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1980-05-01	1980-01-31	15 000
1980-05-08	1980-02-07	15 000
1980-05-15	1980-02-14	15 000
1980-05-22	1980-02-21	15 000
1980-05-29	1980-02-28	15 000
1980-06-05	1980-03-06	15 000
1980-06-12	1980-03-13	15 000
1980-06-19	1980-03-20	15 000
1980-06-26	1980-03-27	15 000
		<u>135 000</u>

**OBLIGATIONS**

(MILLIERS \$)

**Sommaire**

Obligations	8 089 802
Moins	
Fonds d'amortissement (voir page 5-37)	<u>75 536</u>
	<u>8 014 266</u>

**Continuité**

Solde au début	7 298 594 <sup>(1)</sup>
Plus	
Emprunts effectués (voir page 3-5)	<u>1 275 536</u>
	8 574 130
Moins	
Emprunts remboursés (voir page 3-9)	445 990
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>38 338<sup>(2)</sup></u>
	<u>484 328</u>
Solde à la fin	<u>8 089 802</u>

**Détail**

Négociables		
En monnaie du Canada	5 467 129	
En monnaie des États-Unis	1 126 512 <sup>(3)</sup>	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	236 651 <sup>(3)</sup>	
En monnaie de la France	21 532 <sup>(3)</sup>	
En monnaie du Japon	269 569 <sup>(3)</sup>	
En unités de compte Européennes	<u>80 467<sup>(3)</sup></u>	7 201 860
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		583 974
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	<u>81 052</u>	<u>303 968</u>
		<u>8 089 802</u>

(1) Y compris 31 284 378 \$ en dettes assumées.

(2) Voir liste détaillé à la page 5-30.

(3) Equipement canadien aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des obligations assumées.

**OBLIGATIONS** (suite)  
(MILLIERS \$)

**Obligations annulées**

			Valeur nominale	
	Date d'échéance	Année d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables				
En monnaie du Canada				
	1980-06-01	1961		295
	1980-06-01	1967		116
	1981-08-15	1960		328
	1981-09-01	1969		204
	1981-09-01	1978		692
	1981-09-01	1978		137
	1982-08-01	1962		322
	1983-06-01	1966		86
	1983-07-15	1962		281
	1984-04-02	1962		356
	1985-08-01	1961		326
	1986-02-01	1961		292
	1986-06-15	1964		417
	1987-12-15	1962		326
	1988-01-15	1968		401
	1988-10-15	1963		495
	1989-01-15	1965		416
	1989-12-01	1967		47
	1990-04-01	1965		415
	1990-10-15	1965		427
	1991-06-01	1966		530
	1991-08-01	1967		371
	1991-08-01	1970		1
	1991-10-01	1966		396
	1992-04-01	1967		428
	1992-06-01	1967		391
	1992-08-01	1970		220
	1993-08-01	1972		469
	1993-09-15	1968		300
	1994-02-08	1971		253
	1994-02-08	1973		464
	1994-10-01	1968		302
	1995-09-05	1973		495
	1995-10-01	1970		353
	1995-12-02	1970		261
	1996-12-15	1971		222
	1998-12-15	1973		484
	2001-05-04	1976		1 608
	2001-05-04	1976		1 267
				15 194
En monnaie des États-Unis				
	1985-03-01	1970	900	964
	1988-01-15	1973	1 000	999
	1989-04-15	1968	481	518
	1995-11-01	1977	2 400	2 669
	1997-03-01	1967	415	448
	1997-06-01	1971	736	749
	1997-06-01	1972	6 000	5 902
	1999-05-01	1969	357	384
	2000-05-15	1975	5 547	5 709
	2001-06-15	1976	1 150	1 115
	2003-04-01	1973	1 325	1 325
	2004-04-15	1974	2 431	2 362
			22 742	23 144
				38 338

**OBLIGATIONS (suite)**

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale						Fonds d'amortis- sement	Solde
			Notes							
			a	b	c	d	e	f		
NÉGOCIABLES										
En monnaie du Canada										
Sériees										
1980-04-01	1970	5 1/2				e1		200		200
1980-06-01	1970	9 1/4				e2		1 350		1 350
1980-08-01	1970	9 1/4				e3		850		850
1980 — 1983-04-15	1971	7 1/2				e4		11 620		11 620
1980 — 1983-12-15	1971	7 1/4				e5		10 000		10 000
1980 — 1984-11-01	1973	7 1/4				e6		4 190		4 190
								28 210		28 210
Conventionnelles										
En monnaie du Canada										
1980-06-01	1961	5 1/2	1					29 181	1	29 180
1980-06-01	1967	6 1/2	1					12 671	14	12 657
1980-12-07	1977	8 1/4						18 000		18 000
1980-12-07	1978	8 1/4						17 000		17 000
1981-02-08	1971	8						18 000		18 000
1981-04-15	1971	7 1/2						15 140		15 140
1981-08-15	1960	5 1/2	1	79				32 527	1	32 526
1981-09-01	1969	8 1/2	1					26 066	229	25 837
1981-09-01	1978	8 1/2	1					32 307	69	32 238
1981-09-01	1978	8 1/2	1					19 863		19 863
1981-11-15	1969	8 3/4	82		1			9 619		9 619
1981-11-19	1974	9 1/4						20 000		20 000
1982-03-22	1977	9 1/4	83		2			175 000		175 000
1982-08-01	1962	6	1	80				31 901	1	31 900
1982-08-21	1979	10 1/4						30 000		30 000*
1982-11-07	1974(A)	10 1/4		75		f1		50 000		50 000
1983-06-01	1966	6	1					8 551	1	8 550
1983-07-15	1962	5 1/4	1	81				27 369		27 369
1983-11-16	1978	9						40 000		40 000
1983-12-07	1977	8 1/2						32 000		32 000**
1983-12-15	1971	7 1/2						5 000		5 000
1984-03-15	1972	7 1/2						10 000		10 000
1984-04-02	1962	5 1/4	1	82				35 248	1	35 247
1984-08-21	1979	10 1/4						120 000		120 000***
1985-08-02	1961	5 1/4	1	81				32 267	1	32 266
1985-10-01	1970	9						453		453
1986-02-01	1961	5 1/4	1	83				28 568		28 568
1986-02-27	1980	13 1/8						150 000		150 000
1986-03-31	1976	10						50 000		50 000
1986-04-15	1979	10 1/4						50 000		50 000
1986-06-15	1964	5 1/2	1	84				41 235	1	41 234
1986-12-01	1966	6 3/4	1			1		2 826	713	2 113
1987-12-15	1962	5 1/4	1	84				31 566		31 566
1988-01-15	1968	7 1/2	1	85				39 199	1	39 198
1988-05-01	1973	6						363		363
1988-05-01	1973	7						4 940		4 940
1988-05-01	1973	8						7 023		7 023
1988-10-15	1963	6	1	86				47 242		47 242
1989-01-15	1965	5 1/2	1	86				40 581	1	40 580
1989-12-01	1967	7 1/2	1	86				4 519		4 519
1990-04-01	1965	5 1/2	1	87				41 027		41 027
1990-10-15	1965	5 3/4	1	87				40 846	1	40 845
1991-06-01	1966	6	1					32 999	204	32 795
1991-06-01	1970	9 1/4	1	90				1 277	30	1 247
1991-08-01	1970	9 1/4	1	90				489	5	484
1991-08-01	1967	6 3/4	1	88				36 754		36 754
1991-10-01	1966	6 1/2	1	88				37 884	1	37 883

\* Dont 1 250 000 détenus en placements temporaires (A.C. 216-79).

\*\* Dont 1 701 000 détenus en placements temporaires (A.C. 3936-77).

\*\*\* Dont 1 000 000 détenus en placements temporaires (A.C. 216-79).



**OBLIGATIONS (suite)**

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale						Fonds d'amortis- sement	Solde	
			Notes								
			a	b	c	d	e	f			
conventionnelles (suite)											
1992-04-01	1967	6 1/4	1	89					42 350	1	42 349
1992-06-01	1967	6 1/2	1	89					25 664	196	25 468
1992-08-01	1970	9 3/4	1	89					23 482	2 323	21 159
1992-08-01	1974	9 3/4	1	89					25 000	1 833	23 167
1992-08-01	1976	9 3/4	1	89					75 000	2 754	72 246
1992-10-01	1971	8 3/8	1	89					49 750	6 795	42 955
1993-08-01	1972	8 3/8	1	90					46 467	1	46 466
1993-09-15	1968	7 1/2	1	90					29 700		29 700
1994-02-08	1971	8	1	90					39 331	219	39 112
1994-02-08	1973	8	1	90					45 558	1	45 557
1994-05-01	1979	10,60		89			2		48 300		48 300
1994-05-27	1976	10 1/4		91					50 000		50 000
1994-05-27	1976	10 1/4		91					50 000		50 000
1994-10-01	1968	7 1/2	1	91					29 200	5 099	24 101
1994-10-01	1968	7	1	94					26 211	1	26 210
1994-10-17	1979	11 1/4							75 000		75 000
1995-01-01	1973	8	85	95					45 000		45 000
1995-09-05	1973	8 3/4	1	91					49 005		49 005
1995-10-01	1970	9 1/2	1	92					34 947		34 947
1995-11-01	1975	10,55				2			15 000		15 000
1995-11-19	1976	10 1/4	82	91					100 000		100 000
1995-11-19	1974	10 1/4	82	91					60 000		60 000
1995-11-19	1975	10 1/4	82	91					75 000		75 000
1995-12-02	1970	9 1/2	1	92					25 260		25 260
1995-12-02	1975	9 1/2	1	92					42 000	2 947	39 053
1996-03-15	1972	8	81	93					45 000		45 000
1996-11-01	1976	10,15				3			15 000		15 000
1996-11-06	1976	10 1/4		93					50 000		50 000
1996-12-15	1971	7 3/4	84	93					37 700	39 162	(1 462)
1996-12-16	1977	9 3/4		93					125 000		125 000
1996-12-16	1978	9 3/4		93					110 000		110 000
1997-07-15	1977	9 3/4		94					100 000		100 000
1997-07-15	1977	9 3/4		94					100 000		100 000
1997-11-01	1977	9,80				4			15 000		15 000
1998-02-01	1978	10				5			600		600
1998-04-01	1978	10 1/4		93			3		85 000		85 000
1998-06-12	1978	10		95					100 000		100 000
1998-06-12	1978	10		95					100 000		100 000
1998-11-01	1978	10,35				6			15 000		15 000
1998-12-15	1973	8 1/2	1	95					47 010	1	47 009
1999-02-01	1979	10,55				7			600		600
1999-03-01	1974	8 5/8	81	96					45 000		45 000
1999-05-01	1979	10,7		94			4		60 000		60 000
1999-05-01	1979	10,7		94			4		76 700		76 700
1999-09-04	1974	10 3/8	80	95					2 295		2 295
1999-09-04	1974	10 3/4	80	95					35 000		35 000
1999-09-04	1974	10 3/4	80	95					35 000		35 000
1999-09-04	1975	10 3/4	80	95					72 000		72 000
1999-09-04	1976	10 3/4	80	95					84 000		84 000
1999-11-01	1979	12				8			15 000		15 000
2000-02-01	1980	12,85				9			600		600
2000-09-09	1975	9 1/2	84	96		10			30 000		30 000
2000-09-09	1975	10 1/2	1	96					58 985	1 597	57 388
2000-11-10	1975	9 7/8	84	96		11			8 000		8 000
2000-11-10	1976	9 7/8	84	96		11			16 000		16 000
2000-10-16	1978	10		96					125 000		125 000
2001-03-01	1976	9 3/8	85	97		12			10 000		10 000
2001-03-15	1977	9 1/4	92	97		13			125 000		125 000
2001-05-04	1976	10 1/4	1	97					97 767	1 044	96 723
2001-05-04	1976	10 1/4	1	97					123 733	3 285	120 448
2002-06-15	1979	10,35		97					150 000		150 000
2002-12-15	1978	10		98					150 000		150 000
2002-12-15	1979	10		98					150 000		150 000
2003-04-17	1979	10 5/8							150 000		150 000
2004-09-24	1979	10,9							125 000		125 000
2004-12-27	1979	11,7		98					75 000		75 000
									5 430 716	68 534	5 362 182

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale						Fonds d'amortis- sement	Solde
			En monnaie étrangère							
			En équivalent canadien (1)							
a b c d e f										
<b>Assumées</b>										
En monnaie du Canada										
Institut Armand-Frappier										
1980 — 1987-04-01	1965	5 1/2- 6 1/4						3 140	50	3 090
Hôpital St-Luc										
1980 — 1983-10-01	1962	6						1 863		1 863
Association athlétique nationale de la jeunesse										
1981-09-15	1961	5 1/2						800		800
1980-05-01	1960	6						2 400	1 669	731
								8 203	1 719	6 484
Total des obligations en monnaie du Canada								5 467 129	70 253	5 396 876
<b>Conventionnelles</b>										
En monnaie des États-Unis										
Aux États-Unis			É.-U. \$							
1989-04-15	1968	7	1	83				44 531	47 904	47 904
1993-11-15	1973	note 1	1		15			18 000	17 713	15 891
1993-11-15	1975	note 2	1		15			1 000	984	781
1993-11-15	1973	note 3	1		16			15 000	14 778	12 797
1994-11-15	1974	note 5			15			30 000	30 738	30 738
1995-01-03	1974	note 6			17			3 000	2 975	2 975
1995-07-15	1975	note 7	81		18			1 000	1 030	1 030
1995-07-15	1975	note 8	81		19			16 000	16 336	16 336
1997-03-01	1967	5 7/8	1	87				38 387	41 461	41 461
1997-06-01	1971	9	1	86				63 877	65 040	65 040
1997-06-01	1972	8 1/8	2	87				138 000	135 744	135 744
1999-05-01	1969	7 7/8	1	84				33 270	35 756	35 755
2000-05-15	1975	9 7/8	1	90				91 433	94 096	94 096
2001-06-15	1976	9 1/2	1	91				93 983	91 145	89 870
2003-04-01	1973	7 9/10	1	91				112 369	112 354	112 353
2004-04-15	1974	9,2	1	89				136 182	132 333	132 333
								836 032	840 387	835 104
En Europe										
1981-04-01	1976 (A)	8 1/2						50 000	49 305	49 305
1983-01-15	1976 (A)	9		78				75 000	75 161	75 161
1984-04-01	1976 (A)	9		81				50 000	49 305	49 305
1985-03-01	1970 (A)	9	5	80				6 000	6 423	6 423
1988-01-15	1973 (A)	7 1/2	3	81				25 000	24 973	24 973
1995-11-01	1977 (A)	9	4	87				55 200	61 394	61 394
								261 200	266 561	266 561
<b>Assumées</b>										
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal										
1980-85	1961	5 1/2						6 006	6 082	6 082
1980-88	1962	5						13 313	13 482	13 482
								19 319	19 564	19 564
Total des obligations en monnaie des États-Unis								1 116 551	1 126 512	1 121 229

## Notes

- 1 — 8% le 1973-11-15 et 8 1/4% le 1980-11-15.  
2 — 7 3/4% le 1975-07-30 et 8% le 1980-11-15.  
3 — 8 1/8% le 1973-11-15 et 8 1/4% le 1985-11-15.  
4 — 7 3/4% le 1975-07-30 et 8% le 1985-11-15.

- 5 — 9 3/4% le 1974-11-15, 9 7/8% le 1979-11-15 et 10% le 1984-11-15.  
6 — 9 3/4% le 1974-11-15, 9 7/8% le 1980-01-03 et 10% le 1985-01-03.  
7 — 8 1/4% le 1975-07-15 et 9 3/8% le 1980-07-15.  
8 — 8 3/4% le 1975-07-15 et 9 3/8% le 1985-07-15.

**OBLIGATIONS** (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale						Fonds d'amortis- sement	Solde	
			Notes								
			a	b	c	d	e	f			
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne											
DM											
1980-1987-07-01	1972	6 1/2	(A)				7	80 000	24 981		24 981
1987-02-01	1977	7 1/2	(A)					150 000	63 211		63 211
1987-06-01	1977	7 1/4	(A)					150 000	66 804		66 804
1985-1990-05-01	1978	6	(A)					150 000	81 655		81 655
								530 000	236 651		236 651
En monnaie de la France											
FF											
1980-1987-06-15	1972	7 1/2	(A)				8	107 000	21 532		21 532
En monnaie du Japon											
YEN											
1980-1984-09-28	1972	6,9					9	8 000 000	26 146		26 146
1984-1990-05-23	1978	6,4						30 000 000	146 353		146 353
1986-1990-01-30	1980	8,3						20 000 000	97 070		97 070
								58 000 000	269 569		269 569
En unités de compte Européennes											
U.C.E.											
1980-1994-12-17	1979	9,25	(A)				10	40 000	80 467		80 467
									7 201 860	75 536	7 126 324

(1) Aux dates de réalisation des emprunts

Notes

(A) Intérêt annuel

## a) Avec fonds d'amortissement

- 1 — 1% du solde en cours.
- 2 — 6 000 000 \$ annuellement à compter du 1er juin 1978.
- 3 — 1 000 000 \$ annuellement de 1977 à 1983.  
2 000 000 \$ annuellement de 1984 à 1985.  
6 000 000 \$ annuellement de 1986 à 1988.
- 4 — 2 400 000 \$ annuellement de 1978 à 1983.  
1 800 000 \$ annuellement de 1984 à 1989.
- 5 — 900 000 \$ annuellement et annulation du même montant d'obligations annuellement.
- 80 — 92 — 1% du solde en cours commençant l'année indiquée.

## b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 @ 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois

## c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %	Rachetables
1 —	1981-05-15	1989-11-15*	8 1/2	1988-11-15
2 —	1981-12-22	1987-03-02	9 1/4 ou plus	
* Avec fonds d'amortissement		1997-03-22*	9 3/4 ou plus	1993-03-22

## Notes (suite)

## d) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er juin 1979 ou à toutes dates de paiement.
- 2 — Le 1er novembre 1985 ou 1er novembre 1990, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 3 — Le 1er novembre 1986 ou 1er novembre 1991, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 4 — Le 1er novembre 1987 ou 1er décembre 1992, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 5 — Le 1er février 1988 au 1er février 1993, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 6 — Le 1er novembre 1988 au 1er novembre 1993, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 7 — Le 1er février 1989 au 1er février 1994, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 8 — Le 1er novembre 1989 au 1er novembre 1994, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 9 — Le 1er février 1990 au 1er février 1995, sur préavis de 6 à 12 mois.
- 10 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 11 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 12 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 13 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990.
- 14 — Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 15 — Le 15 novembre 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 16 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 17 — Le 3 janvier 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 18 — Le 15 juillet 1980 si coupon boni attaché.
- 19 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché.

## e) Échéant en série à raison de

- 1 — 200 000 \$ par année
- 2 — 1 350 000 par année
- 3 — 850 000 par année
- 4 — 2 905 000 par année
- 5 — 2 500 000 par année
- 6 — 830 000 par année et  
870 000 en 1984
- 7 — DM 10 000 000 par année de 1978 à 1987
- 8 — FF 9 000 000 par année de 1978 à 1980  
FF 12 000 000 par année de 1981 à 1983  
FF 17 000 000 en 1987
- 9 — YEN 1 000 000 000 par année de 1978 à 1983  
YEN 4 000 000 000 le 28 septembre 1984
- 10 — U.C.E. 1 000 000 1980-1988  
2 000 000 1989  
5 000 000 1990  
6 000 000 1991-1994

f 1) L'intérêt est net des taxes ou droits imposés présentement ou qui pourront l'être par le Canada ou aucune de ses provinces, et auxquels pourrait donner lieu la détention des obligations et des coupons par des personnes ne résidant pas au Canada. Au cas d'imposition de taxes ou droits, le Québec pourra rembourser par anticipation la somme empruntée en totalité ou en partie à des pourcentages variant de 100 à 104 1/2. D'autre part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du prêt si le Québec est en défaut de payer le principal ou l'intérêt pour plus de 14 jours.

- 2) Remboursable à raison de 2 3/4% par année.
- 3) Remboursable à raison de 4% par année commençant le 1981-04-01.
- 4) Remboursable à raison de 2,3% par année.

**OBLIGATIONS** (suite)  
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Notes	Montant
<b>NON NÉGOCIABLES</b>				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi				
Diverses dates				
1991 — 1996	1971 — 1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada				
Diverses dates				
1987 — 2000	1967 — 1980	5,36 — 12,74	b	81 052
				<u>303 968</u>

**REMBOURSABLES À DEMANDE**

En monnaie du Canada

Obligations d'épargne du Québec

1980-06-01	1975	8 1/2	c1	127 327
1981-06-01	1971	7, 7 1/4, 7 1/2	c1	47 663
1981-06-01	1976	10,9	c1	123 760
1982-06-01	1972	7, 7 1/2, 7 3/4	c1	33 066
1983-04-01	1973	7	c1	42 078
1988-06-01	1978	9	c1	112 961
1989-06-01	1979	10,9	c1	97 119
				<u>583 974</u>

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1102-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission de chaque obligation. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Rachetables par le détenteur au pair et sur demande, à toute banque.
- 1 — Le taux d'intérêt a été augmenté à 12% du 1979-11-01 au 1981-06-01, 11% du 1981-06-01 au 1982-06-01, et 10 1/2% jusqu'à l'échéance.

**FONDS D'AMORTISSEMENT**

(MILLIERS \$)

**Continuité**

Solde au début	70 866
Plus	
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements	<u>43 008</u>
	113 874
Moins	
Obligations annulées au cours de l'année financière	<u>38 338</u>
Solde à la fin	<u><u>75 536</u></u>

**Détail**

Obligations	
Gouvernement du Québec	61 748
Hydro-Québec	3 545
Gouvernement du Canada	2 603
Garanties par le gouvernement du Québec	2 781
Autres valeurs	
Cité de St-Lambert	224
Encaisse	887
Intérêts courus	1 926
Comptes à recevoir	22
Bons du trésor	1 800
	<u>75 536</u>

## FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 1/4	1983-07-15		204
	5 1/4	1984-04-02		703
	5 1/4	1985-08-01		642
	5 1/4	1987-12-15		805
	5 1/2	1980-06-01		417
	5 1/2	1981-08-15		422
	5 1/2	1986-06-15		285
	5 1/2	1989-01-15		685
	5 1/2	1990-04-01		893
	5 3/4	1986-02-01		652
	5 3/4	1990-10-15		848
	5 7/8	1997-03-01	1 822 <sup>(1)</sup>	1 968
	6	1982-08-01		757
	6	1983-06-01		727
	6	1988-10-15		220
	6	1991-06-01		90
	6 1/4	1992-04-01		841
	6 1/2	1980-06-01		58
	6 1/2	1991-10-01		833
	6 1/2	1992-06-01		27
	6 3/4	1991-08-01		957
	6 3/4	1986-12-01		2
	6,9	1984-09-28	561 500 <sup>(3)</sup>	1 835
	7	1989-04-15	1 375 <sup>(2)</sup>	1 479
	7	1994-10-01		36
	7 1/2	1981-04-15		83
	7 1/2	1983-12-15		186
	7 1/2	1988-01-15		397
	7 1/2	1989-12-01		2 918
	7 1/2	1993-09-15		221
	7 1/2	1984-03-15		184
	7 1/2	1980-1987-06-15	8 000 <sup>(2)</sup>	1 610
	7 1/2	1988-01-15	38 <sup>(1)</sup>	38
	7 3/4	1996-12-15		10
	7 7/8	1999-05-01	2 617 <sup>(1)</sup>	2 813
	7,9	2003-04-01	2 089 <sup>(1)</sup>	2 089
	8	1996-03-15		703
	8	1995-01-01		848
	8	1994-02-08		1
	8	1994-02-08		792
	8	1981-02-08		65
	8 1/4	1980-12-07		105
	8 3/8	1993-08-01		602
	8 1/2	1998-12-15		482
	8 1/2	1981-09-01		56
	8 1/2	1981-04-01	500 <sup>(1)</sup>	493
	8 1/2	1983-12-07		17
	8 1/2	1981-09-01		6
	8 1/2	1981-09-01		1 298
	8 5/8	1999-03-01		1 130
	8 3/4	1981-11-15		10
	8 3/4	1995-09-05		918
	9	1997-06-01	1 833 <sup>(1)</sup>	1 866
	9	1995-11-01	50 <sup>(1)</sup>	55
	9	1985-10-01		2
	9,2	2004-04-15	3 239 <sup>(1)</sup>	3 147
	9 1/4	1991-08-01		5
	9 1/4	1991-06-01		121
	9 1/4	1982-03-22		7
	9 1/4	1981-11-19		54
	9 3/8	2001-03-01		16

OBLIGATIONS (suite)			Valeur nominale	
	Taux %	Échéance	En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	9 1/2	1995-12-02		879
	9 1/2	1995-10-01		917
	9 1/2	2001-06-15	5 938 <sup>(1)</sup>	5 759
	9 1/2	2000-09-09		1
	9 3/4	1992-08-01		8
	9 3/4	1992-08-01		75
	9 7/8	2000-05-15	6 135 <sup>(1)</sup>	6 314
	10 1/4	1995-11-19		52
	10 1/4	1995-11-19		149
	10 1/4	2001-05-04		3 078
	10 1/4	2001-05-04		1 076
	10 1/2	2000-09-09		268
	10 3/4	1999-09-04		1 405
	10 3/4	1999-09-04		1 958
	10 3/4	1999-09-04		75
				61 748
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50 <sup>(1)</sup>	50
	9	1985-02-06		25
	9 3/4	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
	10	2009-02-01	1 350 <sup>(1)</sup>	1 562
	10 1/4	2003-05-15		1 250
				3 545
Gouvernement du Canada	4 1/2	1983-09-01		2 603
Obligations assumées par le gouvernement du Québec:				
Association athlétique nationale de la jeunesse	divers	1980-05-01		2 004
Obligations garanties par le gouvernement du Québec				
Office des autoroutes du Québec	5 3/4	1989-07-15		777
				2 781
AUTRES VALEURS				
Cité de St-Laurent	3 1/2	1995-03-01		224
Encaisse				887
Intérêts courus				1 926
Comptes à recevoir				22
Bons du trésor				1 800
				4 859
				75 536 <sup>(4)</sup>

(1) En monnaie des États-Unis

(2) En francs français (FF)

(3) En yens japonais (YEN)

(4) Dont 73 817 444 \$ afférents aux obligations et  
1 719 065 \$ aux dettes assumées.



**PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT**

(MILLIERS \$)

**Provenance des fonds**Du Fonds consolidé du revenu et revenu  
de placements

43 008 (1)

Plus:

Diminution des comptes à recevoir

4

43 012

Moins:

Escompte sur ventes d'obligations

1 047

Augmentation des intérêts courus

1421 189

41 823

35 598

Valeurs échues ou vendues

77 421**Utilisation des fonds**

Achats d'obligations et de billets

75 631

Plus:

Escompte sur achats d'obligations

1 118

Augmentation du solde en banque

76 749 (2)

67277 421

**(1) Détail par fonds**

(MILLIERS \$)

1979-1980

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>Taux %</u>	<u>Revenu de placements</u>	<u>Versements</u>	<u>Total</u>
En monnaie du Canada					
1979-12-15	1965	6,00	1		1
1980-06-01	1961	5,50		295	295
1980-06-01	1967	6,50	2	128	130
1980-05-01	1960	6,00	101	40	141
1981-08-15	1960	5,50		329	329
1981-09-01	1969	8,50	28	263	291
1981-09-01	1978	8,50	20	330	350
1981-09-01	1978	8,50	6	200	206
1982-08-01	1962	6,00		322	322
1983-06-01	1966	6,00	1	86	87
1983-07-15	1962	5,25		277	277
1984-04-02	1962	5,25		356	356
1985-08-01	1961	5,25		326	326
1986-02-01	1961	5,75		289	289
1986-06-15	1964	5,50		417	417
1986-12-01	1966	6,75	95	28	123
1987-04-01	1965	6,25	6	21	27
1987-12-15	1962	5,25	1	319	320
1988-01-15	1968	7,50	1	396	397
1988-10-15	1963	6,00	2	477	479
1989-01-15	1965	5,50	1	410	411
1989-12-01	1967	7,50		45	45
1990-04-01	1965	5,50		414	414
1990-10-15	1965	5,75	1	413	414
1991-06-01	1966	6,00	28	335	363
1991-06-01	1970	9,25	4	13	17
1991-08-01	1970	9,25		5	5
1991-08-01	1967	6,75		371	371
1991-10-01	1966	6,50	1	383	384
1992-04-01	1967	6,25		428	428
1992-06-01	1967	6,50	27	261	288
1992-08-01	1970	9,75	319	237	556
1992-08-01	1974	9,75	240	250	490
1992-08-01	1976	9,75	343	750	1 093
1992-10-01	1971	8,375	891	497	1 388
1993-08-01	1972	8,375	1	469	470
1993-09-15	1968	7,50		300	300
1994-02-08	1971	8,00	12	396	408
1994-02-08	1973	8,00	1	460	461
1994-10-01	1968	7,00	4	265	269
1994-10-01	1968	7,50	675	292	967
1995-01-01	1973	8,00			
1995-09-05	1973	8,75		495	495
1995-10-01	1970	9,50		353	353
1995-11-19	1974	10,25			
1995-11-19	1976	10,25			
1995-12-02	1970	9,50	1	255	256
1995-12-02	1975	9,50	360	420	780
1996-03-15	1972	8,00			
1996-12-15	1971	7,75	5 408		5 408
1998-12-15	1973	8,50	1	475	476
2000-09-09	1975	10,50	187	590	777
2001-05-04	1976	10,25	147	994	1 141
2001-05-04	1976	10,25	451	1 250	1 701
			<u>9 367</u>	<u>16 725</u>	<u>26 092</u>

## (1) Détail par fonds (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1979-10-01	1959	5,375	1		1
1985-03-01	1970	9,00	(231)	1 037	806
1988-01-15	1973	7,50	(837)	1 169	332
1989-04-15	1968	7,00		517	517
1993-11-15	1973	8, 8,25	231	213	444
1993-11-15	1973	8,125, 8,25	26	12	38
1993-11-15	1975	7,75, 8,00	255	178	433
1993-11-15	1975	7,75, 8,00	178	119	297
1995-11-01	1977	9,00	(297)	2 839	2 542
1997-03-01	1967	5,875		447	447
1997-06-01	1971	9,00		749	749
1997-06-01	1972	8,125	(1 868)	6 960	5 092
1999-05-01	1969	7,875		384	384
2000-05-15	1975	9,875	24	1 126	1 150
2001-06-15	1976	9,50	111	2 278	2 389
2003-04-01	1973	7,90		1 325	1 325
2004-04-15	1974	9,20		1 592	1 592
			(2 407)	20 945	18 538
			6 960	37 670	44 630
Moins					
Contribution au Fonds consolidé du revenu pour le remboursement d'emprunts					1 622
					43 008

Note: Le revenu négatif est dû à l'écart entre le montant versé au fonds d'amortissement selon les taux de change courants et l'annulation faite selon les taux de change lors de l'émission. Cet écart est ensuite réparti sur l'ensemble des autres fonds.

## (2) Achats d'obligations et de billets

A.E. Ames & Cie Ltée, 441 — A.E. Ames & Co. Inc., 239 — Bache, Halsey, Stuart, Shields Inc., 38 — Banque Bruxelles Lambert S.A., 986 — Banque Nationale de Paris, 908 — Banque Nationale du Canada, 20 491 — Bank of Montreal Trust Co., New York, 7 997 — Bear, Stearns & Co., 1 305 — Bell, Gouinlock & Co. Ltée, 27 — Blyth, Eastman Dillon & Co. Inc., 3 901 — Brault, Guy, O'Brien Inc., 1 955 — Burns, Fry Ltée, 526 — Burns Fry & Timmins Inc., 569 — Continental Illinois Ltd., 197 — Crédit Lyonnais, Paris, 217 — Daiwa Securities America Inc., 598 — Desjardins, Couture Inc., 887 — Dominion Securities Ltd., 879 — Dominion Securities Inc., 648 —

Drexel Burnham Lambert Inc., 26 — First Boston Corp., 32 — Goldman Sachs & Co., 826 — Grenier, Ruel & Cie Inc., 16 — Greenshields Inc., 289 — Greenshields & Co. Inc., 285 — Kidder Peabody & Co., 1 037 — René T. Leclerc Inc., 2 029 — Lévesque Beaubien Inc., 606 — Manufacturers Hanover Ltd., 1 327 — McLeod, Young, Weir & Cie Ltée, 329 — McLeod, Young Weir & Co. Inc., 115 — McNeil, Mantha Inc., 60 — Merrill Lynch Royal Securities Ltd., 9 287 — Midland Doherty Ltd., 1 000 — Midland Doherty Inc., 12 — Molson Rousseau Inc., 601 — Morgan Guaranty of New York, Paris, 476 — Nesbit Thomson Securities Ltd., 1 747 — Nomura Securities International Inc., 3 149 — Paine Webber Jackson & Curtis Inc., 31 — Pemberton Securities Ltd., 145 — Pitfields Mackay Ross & Cie Ltée, 32 — Salomon Brothers, 1 476 — Shearson Hayden Stone Inc., 46 — S.G. Warburg & Co. Ltd., 159 — Tassé & Associés Ltée, 4 336 — Wood Gundy Ltée, 2 687 — Yamaichi International (Canada) Ltd., 1 379.

**Répartition des fonds d'amortissement par fiduciaire  
au 31 mars 1980**

(MILLIERS \$)

Trust Général du Canada, Québec	37 814
Trust Général du Canada, Montréal	1 004
Bank of Montréal Trust, New-York	26 398
Montréal Trust, Québec	291
Fiducie Prêt et Revenu, Québec	540
Crédit Lyonnais, Luxembourg	1 610
Bank of Tokyo, Japon	1 835
Bank of Montréal, Londres	588
Banque Nationale du Canada	1 800
Ministère des Finances	224
	<u>72 104*</u>

\* Excluant 2 835 521 \$ représentant l'encaisse, les intérêts courus, les comptes à recevoir et 597 033 \$ de prime sur obligations en monnaie étrangère.

**AUTRES EMPRUNTS**

(MILLIERS \$)

**Continuité**

Solde au début	752 257*
Plus	
Emprunts effectués	<u>238 386</u>
	990 643
Moins	
Emprunts remboursés	<u>16 964</u>
Solde à la fin	<u>973 679</u>

**Détail**

En monnaie du Canada

Gouvernement du Canada

Zones spéciales

Autoroutes 13

Institutions universitaires

Diverses banques et institutions

financières internationales

130 150

16 508

43 531

65 000

255 189

En monnaie des États-Unis

(Euro-dollars)

Équivalent canadien aux dates  
de réalisation

718 490

973 679

\* Y compris 43 929 984 \$ en dettes assumées.

**AUTRES EMPRUNTS** (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Projets terminés					
1980 — 2008-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)	130 150	
Autoroute 13					
1980-07-01	1976	7,8571		16 508	146 658
Institution universitaire					
Société centrale d'hypothèques et de logement					
1980 — 2017-03-01	1960	5 1/8 — 5 3/4		40 731	
Université Concordia					
1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	43 531
Diverses banques et institutions financières internationales					
1985-02-26	1980	16,5	(b)		65 000
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)					
			É.-U.		
1984 — 1988-08-29	1979	17 5/8	(c) 400	432 067	
1984 — 1993-11-02	1978	9 3/4	100	116 526	
1989 — 1994-06-15	1979	9 3/4	70	82 053	
1989 — 1994-08-09	1979	9,85	75	87 844	718 490
					973 679

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de diverses banques et institutions financières internationales pour un montant de 400 000 000 \$ au taux préférentiel des banques canadiennes dont 65 000 000 \$ ont été encaissés au 31 mars 1980.

(c) Emprunt contracté de banques européennes en 1977 pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 au taux du LIBOR + 1 1/8% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus 5/8 de 1% pour les 2 premières années et de 3/4 de 1% pour les années subséquentes.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS  
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT**

au 31 mars 1980

(MILLIERS \$)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis(1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne(1)	En monnaie du Japon(1)	En monnaie de la France(1)	En unités de compte Européennes(1)	Total
1980-1981	344 205	68 156	3 123	3 268	1 811	2 012	422 575
1981-1982	547 291	68 837	3 123	3 268	2 415	2 012	626 946
1982-1983	199 560	94 761	3 123	3 268	2 415	2 012	305 139
1983-1984	261 085	42 278	3 123	3 269	2 415	2 012	320 182
1984-1985	267 085	123 018	3 123	24 781	3 018	2 012	422 360
1980 — 1985	1 624 549	397 050	15 615	37 854	12 074	10 060	2 097 202
1985 — 1990	833 487	601 809	207 426	155 611	9 458	12 069	1 819 860
1990 — 1995	1 342 783	264 103	13 610	76 104		58 338	1 754 938
1995 — 2000	1 628 038	226 389					1 854 427
2001 — 2005	1 070 276	350 368					1 420 644
2005 — 2010	40 874						40 874
	<u>6 540 007</u>	<u>1 839 719</u>	<u>236 651</u>	<u>269 569</u>	<u>21 532</u>	<u>80 467</u>	<u>8 987 945</u>

## Note

— Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées, diminuant ainsi le solde à verser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

## PASSIFS ÉVENTUELS

### EMPRUNTS GARANTIS

(MILLIERS \$)

#### Sommaire

	Montant
Hydro-Québec et filiales (1)*	12 294 950
Office des autoroutes du Québec (1)*	34 502
Régie des installations olympiques*	645 268
Sidbec	118 500
Prêts aux éditeurs et libraires	560
Prêts aux étudiants**	269 922
Prêts aux municipalités	63 680
Prêts pour l'amélioration des fermes	58 478
Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	7 004
Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	8 606
Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	2 280
Crédit aux pêcheries maritimes	100
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	2 107
Régie de l'assurance-maladie du Québec	18 490
	<u>13 524 447</u>

\* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

\*\* Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(1) Y compris les obligations détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement

Hydro-Québec 3 544 927 \$  
Office des autoroutes du Québec 777 000

4 321 927 \$

**Hydro-Québec et filiales**

L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

**Obligations négociables**

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
Hydro-Québec					
1982-11-15	1957-11-15	1012-57	5	S	13 027
1980-11-01	1959-05-01	345-59	5	W	18 106
1982-06-15	1960-06-15	816-60	5 1/2	Z	21 850
1983-12-15	1960-12-15	2071-60	5 1/2	AA	16 672
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5 1/2	AB	26 276
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5 1/2	AC	24 455
1982-03-01	1962-03-01	128-62	5 1/2	AD	28 148
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5 3/4	AF	36 147
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5 1/4	AM	32 947
1984-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN	26 713
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN	1 408
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 1/2	AQ	42 349
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 1/2	AR	8 025
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	41 570
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	37 770
1980-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	5 639
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	31 410
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 1/2	AZ	29 258
1980-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	7 762
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	24 558
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	11 866
1980-05-15	1968-05-15	1323-68	7 1/2	BE	12 524
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	25 000
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 3/4	BH	206
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	23 915
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 1/2	BM	5 576
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 1/2	BO	26 500
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	44 000
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	46 072
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	46 430
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	55 600
1980-09-15	1972-09-15	2439-72	8	CA	10 000
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	50 938
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
1980-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CN	50 000
1982-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CO	100 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CR	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1981-10-15	1975-10-15	4484-75	9 1/2	CV	50 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	33 057
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DG	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DG	150 000
2003-07-05	{ 1978-07-05	{ 1879-78	10	DH	250 000
	{ 1978-08-30	{ 2557-78			
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DM	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DR	200 000
Filiales (L.Q., 1964, c. 32 A.C. 1304-64)					
Compagnie Québec Power					
1982-09-01	1962-09-01		6 1/4	G	10 111
Compagnie Électrique du Saguenay					
1982-05-01	1962-05-01		5 1/2	A	3 258
Compagnie d'Électricité Shawinigan					
1981-03-01	1961-03-01		5 3/4	S	11 914
Southern Canada Power Company Limited					
1981-01-02	1951-01-02		3 3/8	D	2 400
					<u>3 403 457</u>



**Hydro-Québec et filiales** (suite)

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28 et modifications

**Obligations négociables** (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie des États-Unis

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec						
1981-01-01	1956-01-01	1247-55	3 1/2	N	16 826	20 046
1981-12-01	1956-12-01	1095-56	4 1/4	P	13 658	16 272
1983-02-01	1958-02-01	88-58	3 3/4	T	24 206	28 839
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	30 325	36 129
1988-02-15	1963-02-15	{ 205-63 334-63	5	AG	192 102	228 870
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	59 570
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 3/4	AP	35 375	42 146
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4 5/8	AS	40 735	48 532
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 1/4	AT	39 616	47 199
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 3/8	AV	47 668	56 792
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 1/4	AX	29 346	34 963
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 1/4	AY	45 674	54 416
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	40 538	48 297
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 1/2	BB	39 629	47 214
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 3/8	BD	50 708	60 414
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 3/4	BF	22 329	26 603
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 1/4	BG	41 382	49 303
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	43 352	51 650
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 3/4	BL	44 646	53 191
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 1/4	BN	54 252	64 636
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 1/2	BP	67 760	80 729
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9 1/4	BQ	8 100	9 650
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	67 333	80 221
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8 1/4	BS	12 100	14 416
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	70 347	83 811
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 1/2	BW	20 000	23 828
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 1/8	BX	95 229	113 456
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	118 275	140 913
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	99 608	118 673
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	122 560	146 018
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 1/2	CJ	26 000	30 976
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10 7	CM	150 000	178 710
1982-11-20	1974-11-20	4030-74	10	CP	100 000	119 140
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 1/4	CQ	200 000	238 280
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 3/4	CT	198 750	236 791
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	250 000	297 850
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	944 500	1 125 277
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	250 000	297 850
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 1/2	DB	125 000	148 925
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	47 225	56 264
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	111 700	133 079
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	225 000	268 065
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9 1/2	DI	45 600	54 328
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	100 000	119 140
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9 3/4	DK	50 000	59 570
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	200 000	238 280
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	73 500	87 568
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	119 140
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	200 000	238 280
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	200 000	238 280
1985-02-01	1980-02-01	199-80	12 1/2	DT	185 600	221 124
1990-01-31	1980	128-80	14 13/16 15 5/16 18 3/4		750 000	893 550

Filiale (L.Q., 1964, c. 32, A.C. 1304-64)

Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent  
1984-12-01 1959-12-01

5 7/8

F

775

922

6 117 329

7 288 186\*

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne

Hydro-Québec

					DM	
1984-02-01	1969-02-01	86-69	6 3/4		60 000	36 684
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7 1/4		50 000	30 570
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8		70 000	42 798
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 1/2		80 000	48 912
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 1/2		80 000	48 912
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 1/2		180 610	110 425
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 1/4		137 831	84 270
					658 441	402 571*

En monnaie de la République fédérale de Suisse

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec				FS	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6 1/4	80 000	51 544
1980-09-05	1975-09-05	3929-75 2700-78	3 1/4	100 000	64 430
1980-12-22	1975-12-22	5335-75 3885-78	3	100 000	64 430
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	80 000	51 544
1981-12-23	1976-12-23	4223-76 4224-76 4225-76	5 3/8	300 000	193 290
1982-08-24	1977-08-24	2554-77 2555-77 2556-77	5 1/4	300 000	193 290
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	100 000	64 430
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 3/4	130 000	83 759
				<u>1 190 000</u>	<u>766 717*</u>

En monnaie du Japon

Hydro-Québec

1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8 1/2	YEN <u>20 000 000</u>	<u>95 340*</u>
------------	------------	---------	-------	--------------------------	----------------

\* Équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1980.

**Autres emprunts**

L'Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:

a) En vertu de l'arrêté en conseil 2884-79 autorisant l'émission de billets à un taux d'intérêt ne dépassant pas le taux préférentiel de la majorité des banques à charte au Canada pour des termes ne dépassant pas trois ans, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 500 000 000 \$.	215 918 (1)
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 3/16% à 7 15/16%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975.	18 382
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 15/16% à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.	151 000
Total autres emprunts	<u>385 300</u>
Moins fonds d'amortissement	<u>12 341 571</u> <u>46 621 (2)</u>
	<u>12 294 950</u>

(1) Y compris 93 405 760 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 78 400 000 \$ en monnaie des États-Unis.

(2) Y compris 29 107 093 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 24 431 000 \$ en monnaie des États-Unis et 3 606 649 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 5 899 000 DM en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 322 150 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 500 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

(3) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le Gouvernement dont 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique selon l'arrêté en conseil 128-80 et 500 000 000 \$ en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1980.

L'Hydro-Québec annule les obligations d'une émission achetée pour le fonds d'amortissement de la même émission.

**Office des autoroutes du Québec**

L.R.Q., c. A-34 et modifications

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
1984-12-01	1959-12-01	1325-59	5 1/2	G	16 346*
1989-07-15	1964-07-15	1295-64	5 3/4	H	36 250
					52 596
Moins fonds d'amortissement					18 094
					34 502

\* Équivalent canadien d'une valeur nominale de  
13 720 000 \$ payable en monnaie des États-Unis.

**Régie des Installations olympiques**

L.R.Q., c. R-7

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois  
refondues du Québec le Gouvernement peut, aux  
conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et  
intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de  
toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1980, les emprunts de la Régie sont formés  
comme suit:

	A.C.	Montant
<b>Emprunts sur billets</b>		
Emprunts de banques — \$ (É.-U.) 360 millions, taux annuel de 1/4% au dessus du taux préférentiel de l'agent ou de 3/4% au dessus du taux des papiers commerciaux de 90 à 119 jours, pour la période du 24 octobre 1978 au 24 octobre 1980 et de 3/8% au dessus des taux de base précités jusqu'à échéance, remboursables en 10 versements semestriels égaux et consécutifs, le premier versement étant dû le 24 avril 1984. (360 000 000 \$ x 1,1914).	3044-78	428 904
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Limitée — \$100 millions, taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er avril 1982 et échéant le 31 mars 2000.	3299-79	100 000
Emprunts de banques — \$ 250 millions, taux annuel de 1/2% au dessus du taux préférentiel de chaque banque, remboursables en 11 versements semestriels d'un onzième chacun du total des emprunts effectués, déduction faite des remboursements par anticipation, le premier versement étant dû le 1er août 1978.	2646-76	59 091
Emprunts de banques — \$ 90 millions, taux annuel de 1/2% au dessus de la moyenne du taux préférentiel des banques de référence ou 1/2% au dessus de la moyenne du coût des dépôts à 90 jours, des institutions financières de référence, remboursables en 11 versements semestriels d'un onzième chacun du total des emprunts effectués, déduction faite des remboursements par anticipation, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978.	2485-76	57 273
		645 268

**Sidbec**

L.R.Q., c. E-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14 et modifications), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débetures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Au 31 mars 1980, le solde du principal de ces débetures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 1/4	A	9 400
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	9 550
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	9 550
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 3/4	D	30 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	30 000
					<u>118 500</u>

**Prêts aux éditeurs et libraires**

L.R.Q., c. G-1 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre G-1 et modifications des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.

Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.

Au 31 mars 1980, ces garanties de prêts formaient un montant total de

560**Prêts aux étudiants**

L.R.Q., c. P-21

(MILLIERS \$)

Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1980, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à

269 922

**Prêts aux municipalités**

1963, Session 2, c. 1

(MILLIERS \$)

Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.

Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Solde au 31 mars 1980

63 680\*

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office de développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt là d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. (A.C. 2206-64)

## \* Détail

Montréal métropolitain: 32 251

Anjou, 118; Beaconsfield, 57; Blainville, 615; Boisbriand, 702; Boucherville, 628; Brossard, 21; Chambly, 78; Châteauguay, 241; Côte-St-Luc, 660; Dollard-des-Ormeaux, 50; Dorion, 68; Dorval, 531; Greenfield Park, 95; Île-Perrot, 69; Lachenaie, 27; Lachine, 138; L'Assomption, 252; Laval, 985; L'Épiphanie, 26; Longueuil, 1 675; Mascouche, 165; McMasterville, 55; Mercier, 76; Montréal, 18 918; Montréal-Est, 284; Montréal-Ouest, 17; Mont-Royal, 75; Mont-St-Hilaire, 56; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 82; Ottenburn Park, 55; Outremont, 116; Pierrefonds, 351; Pincoirt, 179; Pointe-Claire, 438; Repentigny, 85; Rosemère, 347; St-Basile-Le-Grand, 216; St-Bruno-de-Montarville, 205; Ste-Catherine, 67; St-Constant, 4; St-Eustache, 102; St-Hubert, 346; St-Lambert, 82; St-Laurent, 532; St-Léonard, 59; Ste-Thérèse, 705; Terrasse-Vaudreuil, 166; Terrebonne, 379; Varennes, 4; Verdun, 767; Westmount, 282.

Québec métropolitain: 7 889

Ancienne-Lorette, 173; Beauport, 1 257; Charlesbourg, 1 360; Charny, 826; Lévis, 316; Loretteville, 101; Québec, 2 081; Ste-Brigitte-de-Laval, 121; St-Félix-du-Cap-Rouge, 244; Ste-Foy, 230; St-Jean-de-Boischatel, 72; St-Romuald-d'Échemin, 20; Sillery, 397; Val-Bélair, 691.

Autres: 23 485 (1)

Abitibi-Est, 266; Abitibi-Ouest, 135; Argenteuil, 305; Arthabaska, 222; Beauce-Nord, 659; Beauce-Sud, 77; Beauharnois, 126; Bellechasse, 1 242; Berthier, 37; Bonaventure, 1 014; Brôme-Missisquoi, 410; Champlain, 488; Charlevoix, 1 378; Chauveau, 222; Chicoutimi, 219; Deux-Montagnes, 12; Drummond, 241; Dubuc, 451; Duplessis, 356; Frontenac, 30; Gaspé, 775; Gatineau, 170; Hull, 392; Huntingdon, 120; Iberville, 80; Îles-de-la-Madeleine, 323; Johnson, 288; Joliette-Montcalm, 140; Jonquière, 251; Kamouraska-Témiscouata, 208; Laurentides-Labelle, 554; Lac-St-Jean, 110; Laprairie, 9; Laviolette, 358; Lotbinière, 684; Maskinongé, 136; Matane, 141; Matapédia, 38; Mégantic-Compton, 72; Montmagny-L'Islet, 201; Nicolet-Yamaska, 81; Orford, 412; Papineau, 660; Pontiac-Témiscamingue, 52; Portneuf, 151; Prévost, 600; Richelieu, 647; Richmond, 235; Rimouski, 453; Rivière-du-Loup, 232; Roberval, 401; Rouyn-Noranda, 671; Saguenay, 986; St-Hyacinthe, 168; St-Jean, 559; St-Maurice, 749; Shefford, 418; Sherbrooke, 2 142; Trois-Rivières, 356; Vaudreuil-Soulanges, 180; Verchères, 392.

(1) Ce montant n'inclut pas St-Benoit-du-Lac 55. Cette municipalité a remboursé en totalité en 1978/79 par anticipation le prêt qui lui avait été consenti. Cette somme a été déposée au Ministère des Finances qui pourvoit annuellement au remboursement à l'Office de développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa.

**Prêts pour l'amélioration des fermes**

L.R.Q., c. A-18 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre A-18 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1980, les prêts consentis s'élevaient à 584 782 074 \$ et les remboursements à 490 449 356 \$ laissant un solde de 94 332 718 \$.

10% x \$ 584 782 074

58 478**Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales**

L.R.Q., c. A-19

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder la somme 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	{ 2609-69 }	8 1/2	995
	1976-06-01	1991-06-01	{ 3643-69 }		
			2896-76	9 3/4, 10, 10 1/2	2 400
Coopérative agricole de la Côte Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 240
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8 1/2	420
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	455
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 494
					<u>7 004</u>

**Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers**  
L.R.Q., c. C-77 et modifications, L.R.Q., c. C-79 et modifications, L.R.Q., c. C-78 et modifications.  
(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1980, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

5 744

En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1980, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

174

En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1980, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

2 688

8 606

**Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires**  
L.R.Q., c. M-14 et modifications  
(MILLIERS \$)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 000 \$, créé depuis le 1er avril 1973 à garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

**Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires (suite)**

(MILLIERS \$)

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	Montant
<b>Sociétés coopératives agricoles</b>					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10 1/2	250
	1991	1976-01-05	3951-75	11	110
Chaîne coopérative du Saguenay-Lac-St-Jean, St-Bruno, Lac St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6	12
	1984	1969-09-05	1264-69	9	55
Coopérative agricole du Lac St-Pierre, Nicolet	1982	1962-11-05	873-62	5 3/4	36
	1981	1966-08-08	688-65	6	12
	1983	1972-09-27	798-72	8 3/4	35
Coopérative de Dorchester, St-Anselme	1983	1963-05-17	304-63	6 1/2	40
Coopérative des Pomiculteurs du Québec, Farnham, Missisquoi	1985	1970-03-19	3189-69	16 3/4	75
Couvoir coopératif St-Augustin, Portneuf	1981	1969-11-06	2523-69	9 1/4	9
	1984	1974-03-15	188-74	9 1/4	20
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8 1/2	33
Société coopérative agricole de Char- levoix, La Malbaie	1981	1972-03-30	464-72	9 1/2	6
Société coopérative agricole de l'Île d'Or- léans, St-Pierre, I.O	1985	1970-04-08	836-70	10	75
Société coopérative agricole de St-Félix- de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11 1/4	95
Société coopérative agricole de St-Jérôme, Lac St-Jean	1984	1964-07-02	792-64	6	20
Société coopérative agricole des Bois- Francs, Victoriaville	1985	1965-04-14	392-65	6 1/2	36
Société coopérative agricole Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1982	1967-10-31	2565-67	7 1/4	26
	1986	1971-10-21	3200-71	8 1/2	86
Société coopérative agricole Légubec, St-Jean-Baptiste, Rouville	1984	1972-10-03	2651-72	13 1/2	59
	1987	1974-07-05	1881-74	13 1/2	117
Société coopérative agricole régionale de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles	1985	1965-06-07	1716-64	6 1/2	8
					<u>1 215</u>
<b>Corporations exerçant des activités similaires</b>					
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville	1985	1975-06-20	{ 1833-75 2217-75	*	1 065
					<u>1 065</u>
					<u>2 280</u>

\* Taux n'excédant pas 1% de plus que le taux de base bancaire.



**Crédit aux pêcheries maritimes**

L.R.Q., c. C-76 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre C-76 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 500 000 \$, le remboursement d'avances ou de prêts consentis, ou d'emprunts effectués pour des fins de pêche maritime, par des associations coopératives, des fédérations d'associations coopératives, des caisses d'épargne et de crédit et des unions ou fédérations de caisses d'épargne et de crédit.

Au 31 mars 1980, le solde des prêts garantis en vertu de cette loi était le suivant:

	Date d'échéance	A.C.		Taux %	Montant
		No	Date		
Pêcheurs Unis du Québec					
Caisse centrale Desjardins de Lévis	1981-06-01	682	1969-03-12	9 1/2	100
					100

**Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)**

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	2 107

**Régie de l'assurance-maladie du Québec**

L.R.Q., c. R-5 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre R-5 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital intérêt de tout emprunt de la Régie.

En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social au prix de 18 536 894 \$. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté un emprunt hypothécaire de 18 536 894 \$, composé d'une part d'un montant de 15 169 684 \$ au taux de 10 3/8 % et d'autre part d'un montant de 3 367 210 \$ au taux de 11,4 % remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 23 ans et 7 mois, se terminant le 11 juillet 2003.

Le solde dû, en capital seulement, au 31 mars 1980 est de 18 490 015 \$.

18 490

## AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

### SIDBEC

Conformément à l'arrêté en conseil 4226-76 et selon les dispositions de l'article 14 du chapitre E-14 et modifications des lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, le paiement des montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Ce montant prévoit principalement le versement de certaines sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêt et du remboursement du capital des obligations émises par Sidbec-Normines Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1980 à 461 577 994 \$ dont 393 522 994 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 330 303 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1980. Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Conformément aux arrêtés en conseil 84-77 et 1067-77 et selon les dispositions de l'article 12 du chapitre S-17 et modifications des lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec a garanti le paiement des montants à être versés par la Société générale de financement du Québec aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré à St-Félicien. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes d'argent en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêt et du remboursement du capital des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1980 à 154 140 000 \$ dont 119 140 000 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 100 000 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1980.

Conformément à la Loi sur l'aide au développement industriel du Québec (L.R.Q., A-13 et modifications), aux arrêtés en conseil 3425-77, 3426-77, 3427-77 et 3285-79 et en vertu de six contrats de cautionnement relatifs à la construction de six navires de Marine Industrie Limitée, une filiale de la Société générale de financement du Québec, le gouvernement du Québec, advenant le défaut par la Société de développement industriel du Québec d'exécuter sa propre garantie, a cautionné les prêts consentis par la Société pour l'expansion des exportations aux six filiales hollandaises à propriété exclusive de Marine Industrie Limitée jusqu'à concurrence de 105 000 000 \$ en capital et intérêt, exprimés en monnaie des États-Unis. La Société générale de financement du Québec s'est engagée à rembourser à la Société de développement industriel du Québec toute somme que celle-ci pourrait être appelée à déboursier en vertu de sa garantie.

Au 31 mars 1980, un prêt de 15 839 764 \$ en monnaie des États-Unis a été consenti par la Société pour l'expansion des exportations à chacune des six filiales étrangères de Marine Industrie Limitée pour un total de 95 038 584 \$ en

monnaie des États-Unis, soit l'équivalent de 113 288 968 \$ en monnaie du Canada au taux de change en vigueur le 31 mars 1980.

Par ailleurs, en décembre 1978, en prévision du financement à long terme ou de la vente de ces navires, l'Assemblée nationale a modifié la Loi constituant la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., S-17 et modifications) afin de garantir à la Société générale de financement du Québec, à une de ses filiales ou à une des filiales de Marine Industrie Limitée qui, au moment de la vente, est propriétaire d'un des navires, un produit de vente de 17 350 000 \$ par navire payable, le cas échéant, sur le Fonds consolidé du revenu.

Des contrats de vente pour trois de ces navires signés en mars 1980 avec la Compagnie Nedlloyd de Hollande et en avril 1980 pour les trois autres avec la Compagnie Trikorra Lloyd d'Indonésie libéreront complètement, au cours de l'été 1980, la garantie accordée par la Société de développement industriel du Québec et la caution accordée par le Gouvernement relativement aux prêts pour chacun des six navires.

### RÉGIE DE LA PLACE DES ARTS, MONTRÉAL

Par une convention de fiducie en date du 15 avril 1965 et une convention de fiducie supplémentaire en date du 1er juin 1966, signées respectivement en vertu des arrêtés en conseil 679 du 31 mars 1965 et 904 du 18 mai 1966 adoptés conformément à la Loi sur la Place des arts, L.R.Q., c. P-11 et modifications, le gouvernement du Québec et la ville de Montréal se sont engagés à payer la Régie, à part égale, le montant des déficits de cette dernière, y compris toute dépense d'opération et de nature « capital », l'intérêt et l'amortissement de deux emprunts effectués par voie d'émissions d'obligations dont la valeur nominale totale en cours au 31 mars 1980 s'élevait à 27 931 000 \$.

Depuis l'entrée en vigueur d'article 72 des lois du Québec de 1979, le Gouvernement peut, en vertu de l'article 388 et aux conditions qu'il juge à propos, s'engager à défrayer en entier les déficits de la Régie.

### FONDS D'ASSURANCE-PRÊTS AGRICOLES ET FORESTIERS

Conformément à l'article 22 de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, chapitre 49 des lois du Québec de 1978, le paiement des obligations du fonds doit s'effectuer à même ses revenus et toute partie du capital du fonds qui excède 10 000 000 \$. Lorsque les revenus sont insuffisants pour exécuter le paiement et que ledit excédent ne peut y suffire, en tout ou en partie, le Ministre des Finances est autorisé à verser au fonds à la demande de ce dernier et à même le Fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire tel paiement.

Au 31 mars 1980, la valeur des prêts assurés s'établissait à 566 352 100 \$ et l'actif du fonds à 7 680 793 \$ avant la déduction du montant de 628 500 \$ relative à la provision pour pertes sur les prêts assurés. L'actif du fonds provient principalement de versements par le Gouvernement totalisant 6 666 667 \$ à valoir sur la dotation prévue de 10 000 000 \$.

**ENGAGEMENTS**

(MILLIERS \$)

	<u>Budgétaires</u>	<u>Non budgétaires</u>
<b>SOMMAIRE</b>		
Autorisés par certaines lois	53 436	257 960
Pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital		
Subventions autorisées par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1 802	
Institutions de santé et de bien-être	471 492	
Commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel et universités	1 257 318	
Communauté régionale de l'Outaouais	9 841	
Communauté urbaine de Montréal		
Métro de Montréal	478 497 <sup>(1)</sup>	
Traitement des eaux usées	142 263 <sup>(1)</sup>	
Ville de Laval	10 100	
Ville de Granby	366	
Ville de Waterloo	143	
	<u>2 371 822<sup>(2)</sup></u>	
Promesses de subventions		
Ministre de l'Éducation — commissions scolaires	1 217 533 <sup>(1), (3)</sup>	
Ministre des Affaires sociales — institutions de santé et de bien-être	105 047 <sup>(3)</sup>	
	<u>1 322 580<sup>(2)</sup></u>	
Pour des dépenses en capital		
Subventions autorisées par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor		
Diverses municipalités	261 085 <sup>(2), (3)</sup>	
Congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	234 502 <sup>(3)</sup>	
	<u>4 243 425</u>	<u>257 960</u>
		<u>4 501 385</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur le 31 mars 1980 comme suit:

1 É.-U. (Dollar) = 1.1914 \$ Can.  
 1 FS (Franc suisse) = 0.6443 \$ Can.  
 1 DM (Deutsche mark) = 0.6114 \$ Can.  
 1 FF (Franc français) = 0.2653 \$ Can.

(2) Pour établir le montant de ces engagements au 31 mars 1980, les intérêts jusqu'à échéance ont été ignorés.

(3) Auparavant, ces engagements n'étaient pas publiés dans les Comptes publics; c'est ce qui explique principalement l'augmentation de plus de 1 800 000 000 \$ au 31 mars 1980 par rapport au 31 mars 1979.

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES**  
(MILLIERS \$)

---

**Autorisés par certaines lois**

Loi de l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1	
Engagements au 31 mars 1980	278 568
Moins:	
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	<u>73 709</u>
Engagements réels au 31 mars 1980	204 859(1)
Moins:	
Montant payé	<u>170 313(2)</u>
	34 546
Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8	7 000
Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers L.Q., 1978, c. 49	3 333
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q. 1969, c. 83 et modifications: subvention à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 325	3 330
Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois, L.Q., 1978, c. 98	1 200(3)
Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, L.Q., 1955-56, c. 39 et modifications	27
Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c S-10 et modifications	<u>4 000</u>
	<u>53 436</u>

(1) Les engagements autorisés par la loi ne doivent pas excéder 225 000 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements de dépenses des années antérieures.

(3) Ne comprend pas les subventions futures dont les crédits doivent être votés par des lois de subsides.

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**

(MILLIERS \$)

**Autorisés par le Conseil des ministres (Décret ou A.C.) et le Conseil du Trésor (C.T.)**

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

	* Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
<b>Soutien aux arts d'interprétation</b>				
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc	1693 230	1976-05-12 1979-01-31	1987-03-04	1 802
<b>Institutions de santé et de bien-être</b>				
Alma: Hôtel-Dieu	1634	1976-05-05	1996-05-05	1 270
Amos: Hôtel-Dieu	3141	1972-10-25	1982-11-01	2 028
Arthabaska: Hôtel-Dieu	1974 1241	1965-10-06 1977-04-20	1980-11-01 1987-05-02	1 500 2 475 3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	3772	1973-10-22	{ 1983-11-01 1993-11-01	1 018 1 000 2 018
Bagotville: Hôpital de la Baie- des-Ha! Ha! Inc.	147	1971-01-13	{ 1981-01-15 1982-01-15	28 1 900 1 928
Baie-Comeau: Hôpital Général Beauport:	3330	1977-10-12	1980-10-17	350
Centre d'accueil Orléans	2217	1979-08-08	1984-04-01	910
Centre hospitalier Robert Giffard	170 345 170 2423	1967-02-22 1977-01-19 1979-08-29	1987-02-01 { 1982-02-01 1987-02-01 1989-09-06	2 767 200 3 700 1 000 7 667
Centre hospitalier St-Augustin	3352 3813	1970-09-02 1978-12-13	1980-09-01 1988-12-20	25 1 670 1 695
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	348	1979-02-07	1989-02-15	2 000
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	4147 1437	1974-11-13 1979-05-23	1994-11-15 { 1985-06-01 1989-06-01	3 500 850 1 500 5 850
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	3202 3446	1977-09-28 1978-11-08	{ 1982-10-03 1987-10-03 1983-11-09 1988-11-09	300 2 500 500 2 000 5 300
Chicoutimi-Nord: Institut Roland Saucier	4046 716	1971-12-01 1973-03-07	{ 1980-12-01 1981-12-01 1983-03-15	20 1 820 1 649 3 489
Cowansville: Hôpital Brôme- Missisquoi-Perkins	3967 908	1969-12-10 1977-03-23	{ 1981-11-15 1989-11-15 1980-04-01	815 (a) 700 430 1 945

(a) si racheté avant échéance: 807 000 \$

\* A compter du 1er janvier 1980.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Dolbeau:				
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus	1127	1972-04-26	1982-05-01	1 724
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	883	1968-03-29	1981-09-01	2 841
Farnham: Les Foyers Farnham Inc.	1271	1970-03-25	1980-04-15	35
Gaspé: Hôtel-Dieu	1177	1966-07-20	1981-08-01	1 332
	1399	1973-04-17	1983-05-01	2 444
	1489	1975-04-11	1985-04-15	2 300
	283	1980-02-06	1995-02-15	2 550
				8 626
Granby: Centre hospitalier de Granby	4289	1974-11-20	1994-11-01	2 500
	5112	1975-11-19	1980-12-01	600
	2524	1976-07-21	1986-08-02	3 000
				6 100
Greenfield Park: Hôpital Charles LeMoynes	13	1978-01-05	1988-01-16	2 000
	2441	1978-08-02	{ 1980-08-15	300
			{ 1981-08-15	300
			{ 1988-08-15	2 100
				4 700
Hull:				
Centre hospitalier du Sacré-Coeur	4921	1975-11-05	1985-11-17	2 300
	2506	1977-08-03	1987-08-08	3 000
	114	1978-01-18	{ 1983-01-16	600
			{ 1988-01-16	3 000
				8 900
Centre hospitalier Pierre-Janet	4287	1974-11-20	1994-11-15	2 400
Joliette: Centre hospitalier régional DeLanaudière	2545	1975-06-18	1980-07-03	240
	955	1976-03-17	1982-04-01	1 800
	1582	1977-05-18	1983-06-01	3 000
	107	1979-01-17	1989-01-15	2 500
				7 540
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	2740	1972-09-20	{ 1982-10-01	1 206
			{ 1992-10-01	400
				1 606
La Malbaie:				
Accueil Bellerive Inc.	4536	1970-12-09	1981-12-01	113
	550	1971-02-10		
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie	1636	1976-05-05	1981-05-15	470
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	803	1971-03-03	1981-03-15	1 470
LaSarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise	1426	1965-07-27	1980-09-01	55
Laval:				
CAPEQ, Inc.	1392	1972-05-24	1987-01-15	238
Cité de la Santé de Laval	925	1975-03-05	{ 1981-03-15	200
			{ 1985-03-15	3 800
	5207	1975-11-26	1985-12-15	6 000
	1742	1977-06-01	1983-06-16	2 100
	12	1978-01-05	1988-01-16	2 065
				14 165

**ENGAGEMENTS** (suite)  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES** (suite)  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital général juif	388	1967-02-22	1992-03-01		5 811
Lebel-sur-Quévillon: Hôpital Lebel	4149	1974-11-13	1994-11-15		1 000
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	2023	1966-11-02	1986-11-01	1 073	
	3817	1971-11-10	{ 1980-11-01	26	
	3885	1976-11-03	{ 1981-11-01	2 366	
	174	1978-01-25	{ 1986-11-15	2 200	
			{ 1983-02-01	300	
			{ 1988-02-01	1 635	7 600
Lourdes-du-Blanc-Sablon: Corporation de l'Hôpital Notre-Dame	4246	1969-12-31	1990-01-15		450
Magog: Hôpital de la Providence	2053	1973-06-06	1983-08-01		560
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1698	1979-06-13	{ 1985-06-21	500	
			{ 1989-06-21	500	1 000
Montmagny: Hôtel-Dieu	148	1971-01-13	{ 1981-01-15	25	
	2220	1978-07-12	{ 1983-01-15	1 100	
			{ 1983-07-20	400	
			{ 1988-07-20	1 875	3 400
Montréal:					
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	3024	1977-09-15	1987-10-03		2 000
Centre hospitalier St. Mary	1478	1976-04-21	1986-05-01	2 600	
	2440	1978-08-02	{ 1983-08-22	1 000	
			{ 1988-08-22	2 200	5 800
Centres Maronniers	1301	1978-04-26	{ 1980-04-20	825	
			{ 1988-04-20	5 500	6 325
Centre de santé St-Henri Inc.	923	1975-03-05	{ 1982-03-15	300	
	440	1976-02-11	{ 1985-03-15	450	
	174	1977-01-19	1982-02-23	1 000	
	3812	1978-12-13	1987-02-02	2 500	
			1988-12-20	1 400	5 650
Communauté des soeurs de charité de la Providence	3911	1978-12-20	1997-11-04		5 113
	880	1979-03-28			
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain	3760	1977-11-10	1982-11-22	600	
	2333	1978-07-19	1988-08-01	3 000	
	381	1980-02-13	{ 1990-02-27	750	
			{ 1995-02-27	1 250	5 600
Corporation Domrémy	162	1968-01-24	1988-02-01		547
Hôpital général de Montréal	2370	1979-08-22	{ 1985-09-06	400	
			{ 1989-09-06	1 000	1 400
Hôpital Jean-Talon	3229	1972-10-31	1982-11-15	2 325	
	2306	1974-06-19	1984-07-03	2 500	
	1012	1978-03-29	{ 1983-04-17	700	
			{ 1988-04-17	3 400	8 925

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	2082	1974-06-04	1984-06-15	1 500	
	3708	1974-10-16	1984-11-01	1 900	
	14	1978-01-05	{ 1983-01-16	900	
			{ 1988-01-16	2 535	
	1746	1978-05-31	1988-06-08	1 000	7 835
Hôpital Marie-Clarac	4404	1973-11-28	1983-12-01		1 805
Hôpital Marie-Enfant	3007	1976-09-01	1981-09-15		1 130
Hôpital de Montréal pour enfants	552	1975-02-05	1985-02-15	575	
	3287	1978-10-25	{ 1983-11-01	500	
			{ 1988-11-01	1 500	2 575
Hôpital Notre-Dame	3090	1968-09-24	1993-10-15	1 000	
	149	1971-01-13	1981-02-01	10 200	
	407	1977-02-09	{ 1982-03-01	250	
			{ 1987-03-01	4 700	16 150
Hôpital Notre-Dame-de-la- Merci Inc.	1456	1965-07-27	1980-08-01		1 100
Hôpital Rivière-des-Prairies	3019	1969-10-08	1987-08-15		390
Hôpital du Sacré-Coeur	3487	1970-09-17	1980-09-01	20	
	34	1971-01-06	{ 1981-01-02	25	
			{ 1983-01-02	2 250	
	185	1973-01-23	1983-02-01	1 978	
	2644	1978-08-23	1982-09-06	810	
	1019	1979-04-11	1989-04-27	1 435	6 518
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc	182	1979-01-24	{ 1984-02-01	920	
			{ 1989-02-01	3 000	3 920
Hôpital Ste-Justine	976	1965-05-11	1985-07-02	4 216	
	2336	1966-11-30	1987-01-02	1 342	
	2362	1969-08-13	1989-09-01	500	
	3191	1973-09-05	1983-09-15	940	
	4030	1975-09-03	1980-09-15	230	
	179	1977-01-19	{ 1982-01-17	1 695	
			{ 1987-01-17	5 100	
	3596	1978-11-22	1988-12-01	6 300	20 323
Hôpital St-Luc	971	1972-03-29	{ 1982-04-15	2 860	
			{ 1992-04-15	1 000	
	3496	1976-10-12	1981-10-15	620	
	3572	1977-10-26	1983-11-01	1 780	6 260
Hôpital Santa-Cabrini	3353	1970-09-02	1987-12-31	2 284	
	1302	1978-04-26	1988-03-01	1 800	4 084
Hôtel-Dieu	4329	1971-12-22	1982-01-15	3 680	
	924	1975-03-05	{ 1981-03-15	125	
			{ 1985-03-15	1 200	5 005
Institut de cardiologie	4150	1974-11-13	1984-11-15	750	
	2544	1975-06-18	1981-07-07	1 700	2 450



**ENGAGEMENTS** (suite)  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES** (suite)  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Institut de diagnostic et de recherches cliniques de Montréal	2360	1977-07-20	1980-08-01		388
Institut Philippe-Pinel	1898	1978-06-14	{ 1983-07-04 1984-07-04 1988-07-04	1 600 2 000 4 050	7 650
Reddy Memorial Hospital	1685 2010	1967-06-22 1977-06-22	1992-07-01 1982-07-04	2 264 972	3 236
Villa Notre-Dame-de-Grâce	3715	1970-10-07	1990-12-01		360
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	4121	1971-12-08	{ 1980-12-15 1981-12-15 1991-12-15	25 775 1 500	
	4024	1973-11-08	1983-12-01	1 880	
	2355	1977-07-20	{ 1981-08-01 1983-08-01	300 3 425	
	1938	1977-06-15	{ 1980-06-20 1982-06-20 1984-06-20 1987-06-20	300 700 500 400	
	2087	1979-07-31	{ 1985-08-09 1989-08-09	900 2 000	12 705
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac	3397	1972-11-15	1982-12-01		930
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	3359	1978-11-02	1997-12-01		1 013
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	108	1979-01-17	{ 1982-01-19 1989-01-19	500 1 500	
	2363	1979-08-22	1989-09-06	1 150	3 150
Pointe-Claire: Lakeshore General Hospital	2201	1964-11-18	1979-12-15		2 000
Québec:					
Centre d'accueil St-Antoine	655	1980-03-13	{ 1985-03-19 1990-03-19	775 500	1 275
Corporation d'hébergement du Québec	2304	1979-08-15	1984-08-23	3 000	
	3181	1979-11-28	1989-12-06	4 000	
	95	1980-01-17	{ 1990-01-25 1995-01-25	3 500 1 500	
	873	1980-03-26	{ 1990-04-08 1995-04-08	1 500 500	
	874	1980-03-26	1995-04-09	5 000	19 000
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	2969	1977-09-07	1987-09-15		1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	1188	1966-07-27	{ 1980-08-01 1981-08-01	65 4 373	
	1547	1967-06-09	1987-06-01	342	
	440	1972-02-16	1982-03-01	1 104	
	488	1974-02-06	1984-02-15	1 700	
	1856	1977-06-08	1987-06-15	2 750	10 334
Hôpital St-François-d'Assise	2671	1967-09-27	1987-10-01	146	
	4738	1970-12-22	{ 1981-01-02 1983-01-02	50 3 500	
	3964	1972-12-20	1983-01-03	3 670	
	1541	1976-04-28	1986-05-01	4 500	
	3203	1977-09-28	1982-10-04	690	
	1224	1979-05-02	{ 1984-05-10 1985-05-10 1989-05-10	750 750 2 400	16 456

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital du St-Sacrement	4020	1974-11-06	{ 1980-11-15	130	
	926	1975-03-05	{ 1984-11-15	520	
	1011	1975-03-12	{ 1981-03-15	200	
			{ 1984-03-15	600	
			{ 1985-03-15	2 100	3 550
Hôtel-Dieu	4326	1976-12-22	1987-01-04	7 000	
	1747	1978-05-31	{ 1983-06-05	340	
			{ 1988-06-05	1 000	8 340
Repentigny: Hôpital Le Gardeur Inc.	3585	1970-09-23	1980-10-01		65
Rimouski: Hôpital St-Joseph	710	1977-03-09	1987-03-15		3 200
Rivière-Quelle: Foyer Thérèse-Martin	3115	1979-11-21	1988-06-30		1 646
Roberval: Hôtel-Dieu	1814	1966-10-19	1986-11-01	897	
	178	1977-01-19	1987-02-01	2 720	3 617
St-André-Avellin: Centre d'accueil la Petite Nation	347	1979-02-07	1994-02-15		1 800
Ste-Anne-des-Monts: Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	3373	1976-09-29	1984-09-01		250
Hôpital des Monts	1963	1971-06-01	1989-06-15	2 000	
	3129	1973-08-29	{ 1982-09-15	54	
			{ 1983-09-15	1 088	
			{ 1993-09-15	500	
	1490	1975-04-11	1980-04-15	400	4 042
St-Damien: Pavillon des Jeunes	815	1980-03-20	1988-06-30		1 861
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	4756	1975-10-29	1985-11-05		1 950
Ste-Foy: Centre Cardinal Villeneuve Inc.	3637	1969-11-26	1989-12-01	500	
	173	1977-01-19	1987-02-01	910	1 410
Centre hospitalier de l'Université Laval	3036	1973-08-02	{ 1983-09-01	3 200	
			{ 1993-09-01	800	
	3941	1973-10-31	{ 1983-11-15	900	
			{ 1993-11-15	500	
	4959	1975-11-12	1985-12-01	5 000	
	4111	1976-11-24	1986-12-01	1 400	11 800
Hôpital Laval	1060	1965-05-26	1980-07-02		295
	1249	1965-06-22			
St-Georges Ouest: Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce	810	1965-04-23	1980-05-01	74	
	2311	1972-08-09	1982-08-15	2 586	2 660
St-Hyacinthe: Hôpital Honoré-Mercier	2404	1970-06-17	1980-07-02	4 550	
	692	1972-03-08	1982-03-15	1 380	
	736	1975-02-19	1985-03-01	4 100	
	1673	1978-05-24	{ 1983-06-08	800	
			{ 1988-06-08	2 350	13 180
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	957	1971-03-16	1981-04-01	4 600	
	451	1973-02-14	1983-03-01	1 355	
	1635	1976-05-05	1986-05-15	4 875	10 830

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires de Trois-Saumons	116	1978-01-18	1988-01-19	1 600	
	67	1979-01-11	1984-01-10	1 160	2 760
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu	2825	1971-08-11	1981-08-15	2 300	
	3965	1972-12-20	1983-01-03	2 697	
	1242	1977-04-20	1987-05-02	1 500	
	671	1978-03-08	1988-03-15	1 300	7 797
St-Michel: Hôpital St-Michel	1029	1965-05-18	1980-06-15		1 700
	1030				
St-Tite-des-Caps: Foyer Notre- Dame du Perpétuel Secours	3114	1979-11-21	1988-06-30		631
Schefferville: Centre hospitalier de Schefferville	1597	1978-05-17	1981-05-24		800
Shawinigan:					
Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	737	1975-02-19	1985-03-01		1 050
Hôpital régional de la Mauricie	377	1972-02-09	1982-02-15	2 300	
	859	1976-03-10	1982-04-01	3 500	
	2005	1979-07-11	{ 1985-08-01	825	
			{ 1989-08-01	1 200	7 825
Sherbrooke:					
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	106	1974-01-09	1984-01-15	1 800	
	1999	1978-06-21	{ 1983-07-04	2 000	
			{ 1984-07-04	1 000	
			{ 1988-07-04	6 025	10 825
Corporation de l'Hôpital d'Youville	3162	1969-10-22	1980-06-01	39	
	3990	1976-11-10	1986-11-17	1 565	1 604
Hôpital St-Vincent-de-Paul	559	1979-02-28	{ 1985-03-08	700	
			{ 1989-03-08	725	1 425
Hôtel-Dieu	1701	1966-09-28	1986-11-01	894	
	1815	1966-10-19			
	2820	1972-09-27	{ 1982-10-01	1 304	
	3991	1976-11-10	{ 1992-10-01	400	
			1986-11-15	1 910	4 508
Sorel:					
Hôpital général	1636	1966-09-20	{ 1981-10-15	147	
			{ 1986-10-15	458	605
Hôtel-Dieu	2268	1971-06-29	{ 1980-07-01	25	
	1542	1976-04-28	{ 1981-07-01	2 275	
			1986-05-01	4 425	6 725

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Thetford-Mines:					
Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.	3428	1969-11-12	{ 1981-11-01	923 (b)	
			{ 1989-11-01	700	
	4208	1971-12-15	1991-12-15	3 400	
	4196	1976-12-08	1986-12-15	1 125	
	2221	1978-07-12	1988-07-10	1 750	7 898
(b) si racheté avant échéance: 914 000 \$					
Trois-Rivières:					
Centre hospitalier Ste-Marie	1548	1972-06-06	1982-06-01		1 048
Val-d'Or:					
Centre d'orientation l'Étape Inc.	5304	1975-12-03	1981-12-15		336
Centre hospitalier St-Sauveur	3860	1969-12-03	1989-12-15	978	
	2052	1973-06-06	1983-06-15	2 350	
	3293	1974-09-11	1994-09-15	3 150	6 478
Valleyfield:					
Centre hospitalier de Valleyfield	3251	1979-12-05	1989-12-14		3 000
Verdun:					
Centre hospitalier de Verdun	3525	1974-10-02	1984-10-15	2 000	
	1583	1977-05-18	1983-06-01	2 500	4 500
Hôpital Champlain	3026	1970-08-12	1990-08-15	755	
	2437	1974-07-03	1984-07-15	1 500	
	1134	1977-04-13	{ 1980-04-15	185	
			{ 1985-04-15	300	
			{ 1987-04-15	345	3 085
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis					
	405	1977-02-09	1987-02-15	2 225	
	2007	1977-06-22	1987-07-04	2 150	4 375
Total (voir l'échéancier sommaire présenté à la page 5-58)					471 492*

\* Excluant la compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée; cette compensation est payable sur une période d'année déterminée et porte intérêts à raison de 5% par année (voir page 5-68)

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**

(MILLIERS \$)

\* Compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Amos: Hôtel-Dieu	74350	1973-09-19	1983-08-01	40
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	74351	1973-09-19	1983-08-01	160
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	74348	1973-09-19	1983-08-01	40
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafleche	3510	1973-09-25	1983-02-01	270
La Tuque: Hôpital St-Joseph	74349	1973-09-19	1983-08-01	120
Montréal: Hôpital Louis-H. Lafontaine	96	1975-01-08	1985-01-01	988
Nicolet: Hôpital Christ-Roi	74744	1973-10-01	1983-08-01	232
Rimouski: Hôpital St-Joseph	1551	1975-04-16	1980-04-01	280
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	83461	1974-08-28	1983-01-01	150
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	103335	1976-08-01	1981-08-01	120
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	1883	1973-05-24	1983-01-01	105
Ville-Marie (Témiscamingue) Centre hospitalier Ste-Famille	81048	1974-06-05	1983-10-01	80
				<u>2 585</u>

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
<b>Commissions scolaires régionales</b>					
Amiante	1419	1969-05-07	1988-11-01	592	
	55955	1971-04-14	1982-07-01	120	
			{ 1982-02-15	183	
	1960	1972-07-04	{ 1992-02-15	1 489	2 384
Baie-des-Chaleurs	2806	1969-09-17	1989-03-01	214	
	883	1970-03-04	1989-09-01	273	
	3598	1970-09-23	1980-07-01	25	
			{ 1981-10-01	44	
	1516	1972-05-31	{ 1991-10-01	368	
			{ 1982-07-15	225	
	844	1973-03-13	{ 1989-07-15	776	
			{ 1992-07-15	484	
	88898	1975-03-12	1986-10-15	462	
			{ 1984-03-01	203	
	2645	1975-07-02	{ 1985-03-01	65	
			{ 1995-03-01	1 168	4 307
Bas St-Laurent	2248	1969-07-30	1989-04-01	264	
	882	1970-03-04	1989-10-01	511	
			{ 1982-08-15	122	
	845	1973-03-13	{ 1992-08-15	682	
			{ 1983-12-01	526	
	1435	1975-04-11	{ 1984-12-01	159	
			{ 1994-12-01	822	3 086
Blainville-Deux-Montagnes	886	1970-03-04	1989-11-01	187	
	3697	1970-10-07	1990-03-01	547	
	66	1971-01-06	1990-10-01	150	
			{ 1981-06-01	101	
	3171	1971-09-15	{ 1991-06-01	555	
			{ 1982-05-01	211	
	3288	1972-10-31	{ 1992-05-01	1 051	
			{ 1983-04-01	626	
	3085	1973-08-22	{ 1993-04-01	2 734	
			{ 1984-02-01	410	
	3316	1974-09-19	{ 1989-02-01	725	
			{ 1992-02-01	590	
			{ 1994-02-01	475	8 362
Bois-Francis	48445	1969-11-26	1988-12-01	345	
			{ 1981-06-01	64	
	3169	1971-09-15	{ 1991-06-01	522	
			{ 1981-11-15	22	
	64564	1972-06-29	{ 1989-11-15	133	
			{ 1991-11-15	48	
	2673	1973-07-18	{ 1983-01-01	600	
			{ 1993-01-01	3 370	
	76068	1973-11-21	{ 1983-09-01	58	
			{ 1993-09-01	255	5 417
Carignan	3521	1970-09-17	1989-12-01	119	
			{ 1981-12-01	219	
	1962	1972-07-04	{ 1991-12-01	1 778	
			{ 1983-04-01	49	
	73083	1973-07-25	{ 1993-04-01	211	2 376

**ENGAGEMENTS** (suite)  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES** (suite)  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Chambly	52033	1970-08-06	1990-03-01	111
	55200	1971-03-03	{ 1983-04-01	90
			{ 1984-07-01	90
	820	1971-03-03	{ 1980-12-01	332
			{ 1988-12-01	3 735
	2748	1971-08-04	{ 1981-04-01	204
			{ 1991-04-01	1 817
	3287	1972-10-31	{ 1982-06-15	639
			{ 1992-06-15	395
	1835	1973-05-16	{ 1982-11-15	761
			{ 1992-11-15	714
	3649	1973-10-03	{ 1983-06-15	254
			{ 1991-06-15	816
			{ 1993-06-15	295
	3643	1974-10-16	{ 1984-05-01	866
			{ 1991-05-01	2 043
			{ 1994-05-01	1 331
	1436	1975-04-11	{ 1983-12-15	758
			{ 1984-12-15	239
			{ 1994-12-15	4 180
				19 670
Charlevoix	821	1971-03-03	{ 1980-11-01	55
			{ 1988-11-01	678
			{ 1990-11-01	262
	1869	1974-05-22	{ 1984-03-01	411
			{ 1991-03-01	1 167
			{ 1994-03-01	759
	87518	1975-01-22	{ 1984-09-01	290
				3 622
Châteauguay-Valley	1661	1969-05-28	1988-10-01	673
	3170	1971-09-15	{ 1990-06-01	496
			{ 1991-06-01	151
				1 320
Chaudière	2809	1969-09-17	1989-01-01	546
	4240	1971-12-15	{ 1990-07-01	324
			{ 1991-07-01	98
	62652	1972-03-22	1980-07-01	10
	1210	1972-05-03	{ 1981-10-01	267
			{ 1991-10-01	2 169
	64572	1972-06-29	{ 1982-03-15	55
			{ 1992-03-15	195
	3650	1973-10-03	{ 1983-06-15	269
			{ 1993-06-15	1 183
	1131	1974-03-27	{ 1983-10-01	305
			{ 1993-10-01	1 388
	3035	1974-08-21	{ 1984-04-01	753
			{ 1991-04-01	997
			{ 1994-04-01	637
				9 196
Chauveau	2694	1969-09-10	1989-06-01	112
	3333	1969-10-29	1989-06-01	255
	48442	1969-11-26	1988-11-01	39
	52032	1970-08-06	1990-03-01	139
	3519	1970-09-17	1989-11-01	347
	3520	1970-09-17	1989-11-01	271
	1209	1972-05-03	{ 1981-09-15	120
			{ 1991-09-15	975
	1836	1973-05-16	{ 1982-12-15	168
			{ 1992-12-15	768
			{ 1983-09-15	414
	4709	1973-12-19	{ 1991-09-15	1 329
			{ 1993-09-15	481
			{ 1984-06-01	332
	3317	1974-09-19	{ 1992-06-01	889
			{ 1994-06-01	321
				6 960

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
District of Bedford	1541	1970-04-01	1989-10-01	233	
	3315	1974-09-19	{ 1984-06-15	105	
			{ 1994-06-15	419	
	84753	1974-10-09	{ 1984-06-15	22	
			{ 1994-06-15	90	
			{ 1981-03-15	65	
	2646	1975-07-02	{ 1982-03-15	71	
			{ 1985-03-15	249	
			{ 1995-03-15	376	1 630
Eastern Townships	3329	1969-10-29	1988-11-01	290	
	1943	1970-04-23	1989-12-01	416	
	2837	1971-08-11	{ 1981-03-15	23	
			{ 1991-03-15	392	
	74189	1973-09-12	1983-07-15	232	
	93580	1975-08-20	{ 1980-05-01	44	
			{ 1981-05-01	290	1 687
Estrie	1415	1970-03-25	1990-04-01	85	
	50628	1970-03-31	1989-11-01	145	
	102	1972-01-12	{ 1990-09-01	534	
			{ 1991-09-01	252	
	64574	1972-06-29	1981-12-01	12	
	1961	1972-07-04	{ 1981-12-01	202	
			{ 1991-12-01	1 637	
			{ 1982-04-15	557	
	2383	1972-08-09	{ 1992-04-15	1 232	
	3645	1974-10-16	1980-03-15	3 486	
			{ 1984-05-15	870	
	3646	1974-10-16	{ 1991-05-15	2 059	
			{ 1994-05-15	1 341	
	3872	1974-10-30	1980-05-23	4 787	
Golfe	1241	1975-03-26	1984-12-15	582	17 781
	51753	1970-07-15	1980-04-01	79	
	3968	1970-10-28	{ 1980-08-01	25	
			{ 1990-08-01	428	
	2377	1972-08-09	{ 1982-03-15	65	
			{ 1992-03-15	547	
	2674	1973-07-18	{ 1983-01-01	551	
			{ 1993-01-01	3 096	
	1557	1974-05-01	{ 1983-11-01	981	
			{ 1993-11-01	2 813	
			{ 1984-08-01	917	
	4409	1974-12-04	{ 1992-08-01	2 603	
			{ 1994-08-01	983	
			{ 1981-04-01	65	
Grand-Portage	2649	1975-07-02	{ 1983-04-01	78	
			{ 1985-04-01	93	
			{ 1995-04-01	829	14 153
	1664	1969-05-28	1988-11-01	402	
	876	1970-03-04	1989-08-01	207	
	3698	1970-10-07	1994-09-01	872	
	55201	1971-03-03	1985-07-01	223	
	58603	1971-09-01	{ 1981-03-15	10	
			{ 1991-03-15	171	
			{ 1982-03-15	210	
	2378	1972-08-09	{ 1992-03-15	1 708	
			{ 1983-07-01	448	
	3652	1973-10-03	{ 1989-07-01	404	
			{ 1993-07-01	393	5 048



**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Harricana	878	1970-03-04	1989-09-01	162	
	1620	1971-05-05	{ 1989-12-01	305	
			{ 1990-12-01	73	
	957	1972-03-28	1991-09-01	652	
	2379	1972-08-09	{ 1982-02-15	206	
			{ 1992-02-15	1 675	
	76067	1973-11-21	1983-08-01	264	
	3318	1974-09-19	{ 1984-05-15	306	
			{ 1994-05-15	1 196	
			{ 1984-08-01	1 030	
	229	1975-01-22	{ 1992-08-01	3 108	
			{ 1994-08-01	1 223	
			{ 1984-11-15	532	
	1952	1975-05-14	{ 1994-11-15	862	
					11 594
Henri-Bourassa	3103	1969-10-15	{ 1987-05-01	220	
			{ 1989-05-01	255	
	2380	1972-08-09	{ 1982-01-05	77	
			{ 1992-01-05	632	
			{ 1982-06-15	337	
	3429	1973-09-19	{ 1983-06-15	131	
			{ 1993-06-15	2 051	
	84752	1974-10-09	{ 1984-07-01	72	
			{ 1994-07-01	281	
					4 056
Honoré-Mercier	1415	1969-05-07	1988-12-01	162	
	1641	1970-04-08	1989-11-01	244	
	67	1971-01-06	1980-10-15	62	
	103	1972-01-12	{ 1990-09-01	527	
			{ 1991-09-01	159	
	64571	1972-06-29	1986-07-02	220	
	69356	1973-02-21	{ 1982-09-01	57	
			{ 1992-09-01	319	
	3086	1973-08-22	{ 1983-02-01	435	
			{ 1993-02-01	2 448	
	1434	1975-04-11	1986-11-01	929	
					5 562
Jean-Talon	2807	1969-09-17	1989-03-01	615	
	3600	1970-09-23	1980-07-01	44	
	1517	1972-05-31	{ 1981-11-01	179	
			{ 1991-11-01	1 458	
	2675	1973-07-18	{ 1983-02-01	295	
			{ 1993-02-01	1 196	
			{ 1983-12-15	105	
	1558	1974-05-01	{ 1991-12-15	357	
			{ 1993-12-15	135	
	506	1975-02-05	1985-09-01	661	
					5 045
Jérôme-Le-Royer	3805	1969-11-26	{ 1980-08-01	99	
			{ 1989-08-01	681	
	50626	1970-03-31	1989-11-01	207	
	1213	1972-05-03	{ 1990-09-01	807	
			{ 1991-09-01	244	
	2384	1972-08-09	1988-07-02	462	
	2385	1972-08-09	{ 1982-03-15	317	
			{ 1992-03-15	2 573	
	72547	1973-07-04	1982-12-01	169	
					5 559
Lac-St-Jean	3270	1970-09-02	{ 1980-05-01	50	
			{ 1990-05-01	226	
	1788	1972-06-21	{ 1981-12-01	187	
			{ 1991-12-01	1 514	
	1448	1973-04-17	{ 1982-12-15	83	
			{ 1992-12-15	464	
	72545	1973-07-04	1982-07-01	102	
	1242	1975-03-26	1985-01-15	615	
					3 241

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lakeshore	879	1970-03-04	1989-09-01 { 1981-09-15 1991-09-15	1 340	2 165
	1941	1970-04-23		90	
	1205	1972-05-03		735	
Lanaudière	1663	1969-05-28	1988-08-01	573	4 184
	3332	1969-10-29	1989-06-01	130	
	4374	1970-11-25	1980-07-01	29	
	1211	1972-05-03	{ 1981-10-01 1991-10-01	108 902	
	2382	1972-08-09	{ 1982-03-01 1992-03-01	162 1 320	
	2914	1974-08-14	1984-04-01	691	
	87519	1975-01-22	1984-09-01	269	
Lapointe	2328	1970-06-10	1990-02-01	277	8 563
	60569	1971-12-08	1981-07-01	129	
	1212	1972-05-03	{ 1981-10-15 1991-10-15	160 1 299	
	1144	1973-03-28	{ 1982-07-01 1992-07-01	454 2 355	
	1258	1974-04-02	{ 1983-10-01 1990-10-01 1993-10-01	624 922 576	
	4410	1974-12-04	{ 1984-06-01 1992-06-01 1994-06-01	252 684 251	
	3941	1975-08-27	{ 1980-05-01 1985-05-01 1995-05-01	42 273 265	
La Vérendrye	887	1970-03-04	1989-03-01	198	3 553
	1622	1971-05-05	{ 1981-01-01 1988-01-01 1991-01-01	61 621 412	
	70749	1973-04-11	{ 1983-01-01 1983-12-01 1993-12-01	66 238 1 078	
	1469	1974-04-24	{ 1984-08-01 1992-08-01 1994-08-01	184 508 187	
	400	1975-01-29			
Lignery	268	1970-01-21	1988-08-01	317	4 538
	50227	1970-03-11	1989-03-01	101	
	1944	1970-04-23	1990-01-01	145	
	53925	1970-11-25	{ 1980-08-01 1990-08-01	15 72	
	1557	1973-04-27	{ 1982-10-15 1992-10-15	525 2 905	
	1259	1974-04-03	{ 1983-10-15 1993-10-15	85 373	
Louis-Fréchette	3806	1969-11-26	1989-08-01	259	7 888
	3273	1970-09-02	1980-06-01	116	
	1518	1972-05-31	{ 1981-11-01 1991-11-01	278 1 368	
	64573	1972-06-29	1981-09-01	70	
	2915	1974-08-14	{ 1984-04-15 1986-04-15 1994-04-15	992 247 1 546	
	885	1975-03-05	{ 1984-11-15 1992-11-15 1994-11-15	546 1 750 716	

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Louis-Hémon	50224	1970-03-11	1989-05-01	87	
	2326	1970-06-10	1990-02-01	458	
			{ 1981-04-15	120	
	2674	1971-07-28	{ 1988-04-15	615	
			{ 1991-04-15	391	
	959	1972-03-28	1991-07-01	554	
	1837	1973-05-16	{ 1982-11-15	209	
			{ 1992-11-15	1 173	
	4213	1973-11-21	{ 1983-09-01	257	
			{ 1993-09-01	1 165	
			{ 1984-04-15	396	
	2916	1974-08-04	{ 1988-04-15	466	
			{ 1994-04-15	1 080	
	393	1975-01-29	{ 1989-09-01	1 686	
			{ 1994-09-01	5	8 662
Mauricie	1417	1969-05-07	1988-12-01	386	
	1656	1969-05-28			
	880	1970-03-04	1989-09-01	142	
	104	1972-01-12	{ 1990-07-01	492	
			{ 1991-07-01	149	
	1789	1972-06-21	{ 1981-11-15	162	
			{ 1991-11-15	1 320	
	1614	1973-05-02	{ 1982-06-01	60	
			{ 1992-06-01	347	
			{ 1983-06-15	613	
	3430	1973-09-19	{ 1990-06-15	1 651	
			{ 1993-06-15	1 029	
			{ 1984-04-15	219	
	2917	1974-08-14	{ 1990-04-15	404	
			{ 1994-04-15	400	
			{ 1980-04-01	70	
			{ 1981-04-01	90	
	2652	1975-07-02	{ 1982-04-01	99	
			{ 1985-04-01	357	
			{ 1995-04-01	1 663	9 653
Meilleur	2805	1969-09-17	{ 1986-03-01	280	
			{ 1989-03-01	171	
	1790	1972-06-21	{ 1981-12-15	183	
			{ 1991-12-15	1 488	
	1427	1975-01-02	{ 1985-01-02	180	
			{ 1993-01-02	560	
			{ 1995-01-02	225	3 087
Monts	2950	1969-10-01	1989-03-01	344	
	2325	1970-06-10	1980-02-01	301	
			{ 1980-12-01	55	
	1619	1971-05-05	{ 1986-12-01	464	
			{ 1990-12-01	484	
	62650	1972-03-22	1981-07-02	50	
	4312	1973-11-28	{ 1983-07-15	80	
			{ 1993-07-15	352	
	2350	1974-06-26	1986-03-01	944	3 074
Orléans	48443	1969-11-26	1984-01-01	147	
			{ 1980-12-15	58	
	1623	1971-05-05	{ 1989-12-15	840	
			{ 1990-12-15	143	
	60168	1971-11-17	{ 1981-07-01	44	
			{ 1986-07-01	155	
	2387	1972-08-09	{ 1982-04-01	520	
			{ 1992-04-01	2 925	
	1731	1973-05-10	{ 1982-10-15	91	
			{ 1992-10-15	526	
	74190	1973-09-12	{ 1983-07-01	16	
			{ 1993-07-01	69	5 534

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Outaouais	884	1970-03-04	1989-05-01	3 101	
	4375	1970-11-25	1980-09-01	42	
	958	1972-03-28	{ 1981-08-15	199	
			{ 1990-08-15	1 515	
			{ 1991-08-15	259	
	1732	1973-05-10	{ 1982-10-15	302	
	2378	1979-08-22	{ 1987-10-15	381	
			{ 1992-10-15	559	
	2851	1973-08-01	{ 1983-04-15	626	
			{ 1993-04-15	2 734	
	2351	1974-06-26	{ 1984-03-01	1 363	
			{ 1994-03-01	4 280	
			{ 1984-09-15	938	
	504	1975-02-05	{ 1990-09-15	1 810	
			{ 1994-09-15	1 845	19 954
Papineau	2693	1969-09-10	1989-05-01	369	
	3319	1974-09-19	1944-05-01	817	
	4412	1974-12-04	1987-07-15	1 051	
	1243	1975-03-26	{ 1985-01-02	510	
			{ 1995-01-02	2 099	4 846
Pascal-Taché	1642	1970-04-08	1989-12-01	248	
	2388	1972-08-09	{ 1981-11-15	174	
			{ 1991-11-15	1 414	
	1145	1973-03-28	{ 1982-08-01	70	
			{ 1992-08-01	402	
	72546	1973-07-04	1985-07-02	180	
	3433	1973-09-19	{ 1983-06-01	262	
			{ 1993-06-01	1 140	
	1432	1975-04-11	{ 1985-02-01	249	
			{ 1995-02-01	246	4 385
Péninsule	270	1970-01-21	1988-11-01	233	
	52711	1970-09-17	1980-07-01	38	
			{ 1981-01-01	58	
			{ 1988-01-01	592	
	1624	1971-05-05	{ 1991-01-01	386	
	106	1972-01-12	{ 1990-08-15	999	
			{ 1991-08-15	303	
	3979	1973-10-31	{ 1983-04-01	152	
			{ 1993-04-01	335	
	4314	1973-11-28	{ 1983-08-15	409	
			{ 1991-08-15	1 354	
			{ 1993-08-15	501	
	4413	1974-12-04	{ 1984-06-15	336	
			{ 1992-06-15	965	
			{ 1994-06-15	368	7 029
Provencher	1659	1969-05-28	1988-09-01	799	
	269	1970-01-21			
	52712	1970-09-17	{ 1980-08-01	15	
			{ 1990-08-01	69	
	1611	1972-06-06	{ 1990-11-01	237	
			{ 1991-11-01	780	
	1470	1974-04-24	{ 1983-12-15	459	
			{ 1990-12-15	1 271	
St-François	3881	1974-10-30	{ 1993-12-15	810	
			{ 1984-05-01	253	
			{ 1994-05-01	950	5 643
	1421	1969-05-07	1988-11-01	494	
	5751	1971-08-04	1989-12-01	650	
	2752	1971-08-04	{ 1981-04-15	149	
			{ 1991-04-15	1 247	2 540

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
South Shore	888	1970-03-04	1994-06-01	69	
			{ 1981-06-15	17	
	60568	1971-12-08	{ 1989-06-15	101	
			{ 1991-06-15	37	
			{ 1996-06-15	121	
	1206	1972-05-03	{ 1981-10-01	104	
			{ 1996-10-01	1 580	
	70748	1973-04-11	{ 1982-10-01	55	
			{ 1992-10-01	307	
			{ 1984-11-01	228	
	1430	1975-04-11	{ 1992-11-01	644	
			{ 1994-11-01	171	3 434
Tardivel	1658	1969-05-28	1988-10-01	375	
	50226	1970-03-11	1989-08-01	200	
	2391	1972-08-09	{ 1982-01-01	112	
			{ 1992-01-01	901	
	2853	1973-08-01	{ 1983-02-15	305	
			{ 1993-02-15	1 771	3 664
Tilly	3330	1969-10-29	1989-06-01	715	
	3331	1969-10-29			
	1626	1971-05-05	{ 1981-01-15	91	
			{ 1991-01-15	1 530	
	2392	1972-08-09	{ 1982-02-15	349	
			{ 1992-02-15	2 836	5 521
Vaudreuil-Soulanges	877	1970-03-04	{ 1981-06-01	56	
			{ 1989-06-01	314	
	2393	1972-08-09	{ 1982-04-15	72	
			{ 1992-04-15	403	
	73538	1973-08-15	1983-02-15	192	
	82877	1974-08-07	1994-04-15	359	
	87517	1975-01-22	1984-09-01	244	1 640
Vieilles-Forges	2810	1969-09-17	1989-02-01	382	
	885	1969-08-01	1989-08-01	663	
	51611	1970-06-30	1990-02-01	116	
	3699	1970-10-07	{ 1980-08-01	46	
			{ 1990-08-01	783	
	3292	1972-10-31	{ 1982-06-15	322	
			{ 1992-06-15	1 810	
	2854	1973-08-01	{ 1983-02-15	185	
			{ 1993-02-15	1 033	
	3659	1974-10-16	{ 1984-07-01	352	
			{ 1994-07-01	1 425	
	1431	1975-04-11	{ 1984-12-15	712	
			{ 1994-12-15	998	8 827
Western Québec	52034	1970-09-17	1990-04-01		137
Yamaska	2808	1969-09-17	1989-02-01	325	
	881	1970-03-04	1989-10-01	262	
	3601	1970-09-23	1980-07-01	25	
	1519	1972-05-31	{ 1981-11-01	283	
			{ 1991-11-01	2 302	
	3321	1974-09-19	{ 1984-05-01	220	
			{ 1990-05-01	425	
			{ 1994-05-01	432	4 274
					274 851

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
<b>Commissions scolaires locales</b>					
Amos	91087	1975-05-28	1985-02-15		204 \$
Argile Bleue	91088	1975-05-28	1985-02-15		201
Des Cascades l'Achigan	1437	1975-04-11	1985-02-01		393
Des Cèdres	88900	1975-03-12	1984-12-01		100
Charlesbourg	92436	1975-07-16	{ 1980-04-15 1995-04-15	241 30	271
Chaudière-Etchemin	91874	1975-06-25	{ 1984-03-15 1985-03-15	156 49	205
Chûtes Montmorency	88902	1975-03-12	1984-10-01		84
Côte de Beaupré	91086	1975-05-28	1985-02-15		126
Les Deux-Rives	91877	1975-06-25	{ 1985-04-01 1990-04-01	224 53	277
Granby	92435	1975-07-16	{ 1980-04-15 1985-04-15	49 326	375
Grande-Hermine	88899	1975-03-12	1984-12-01		73
Grand'Mère	88713	1975-03-05	1984-10-15	61	
	1247	1975-03-26	1985-01-02	32	93
Haute-Gatineau	88712	1975-03-05	1984-11-01		91
Industrie	91878	1975-06-25	{ 1985-04-15 1990-04-15	296 44	340
Jacques-Cartier	1248	1975-03-26	{ 1983-11-15 1984-11-15 1990-11-15 1994-11-15	249 80 705 785	1 819
Lac-St-Pierre	93950	1975-09-03	{ 1980-05-01 1985-05-01	23 123	146
La Jeune Lorette	2650	1975-07-02	{ 1984-03-15 1985-03-15 1995-03-15	379 99 938	1 416
Langevin	88903	1975-03-12	{ 1984-11-15 1994-11-15 1980-04-15 1985-04-15 1995-04-15	27 123 50 332 213	745
La Tourelle	93581	1975-08-20	{ 1980-05-01 1985-05-01	27 159	186
Laure-Conan	91876	1975-06-25	{ 1984-03-01 1985-03-01 1989-03-01	82 25 34	141
Malartic	91872	1975-06-25	{ 1982-03-01 1985-03-01	25 46	71

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Normandie	88716	1975-03-05	1984-11-01		79
Normandin	91868	1975-06-25	1985-01-02		63
Pontiac	88901	1975-03-12	1984-12-01		107
Rocher Percé	88715	1975-03-05	1984-10-15		32
St-Eustache	89227	1975-03-19	1985-01-02		72
Seigneurie	93579	1975-08-20	1985-04-15		170
Sept-Îles	92437	1975-07-06	{ 1980-04-15 1985-04-15	46 299	345
Taillon	91873	1975-06-25	1984-10-15		211
Tracadie	91867	1975-06-25	1985-02-15		72
Varennes	1249	1975-03-26	{ 1984-12-15 1994-12-15	171 772	943
Warwick	91871	1975-06-25	1985-02-01		57
					<u>9 508</u>
<b>Commissions scolaires intégrées</b>					
Abitibi	3522	1970-09-17	1989-11-01	263	
	4212	1973-11-21	{ 1981-07-15 1983-07-15	165 193	
	1870	1974-05-22	{ 1984-02-01 1992-02-01	150 510	
			{ 1994-02-01 1985-02-01	193 149	
	2213	1975-05-28	{ 1985-02-01 1995-02-01	149 500	2 123
Châteauguay	2249	1969-07-30	1989-05-01	349	
	4245	1971-12-15	{ 1990-06-15 1991-06-15	491 149	
	1792	1972-06-21	{ 1981-11-15 1991-11-51	201 1 232	
	81675	1974-06-26	{ 1984-03-15 1994-03-15	48 225	2 695
Chicoutimi	1428	1970-03-25	1989-03-01	196	
	1643	1970-04-08	1989-12-15	416	
	2469	1971-07-14	{ 1981-03-15 1991-03-15	44 751	
	1791	1972-06-21	{ 1981-11-01 1991-11-01	170 588	
	2852	1973-08-01	{ 1983-03-01 1993-03-01	145 816	
			{ 1984-05-15 1991-05-15	720 1 704	
	3320	1974-09-19	{ 1994-05-15 1984-12-15	1 109 454	
	1433	1975-04-11	{ 1984-12-15 1994-12-15	1 776 48	
	91875	1975-06-25	{ 1981-03-01 1985-03-01	48 243	9 180
Chomedey-de-Laval	3108	1969-10-15	1988-03-01	865	
	895	1970-03-04	1989-08-01	108	
	3121	1970-08-19	1990-04-01	253	
			{ 1981-01-01 1987-01-01	42 349	
	2040	1971-06-09	{ 1991-01-01 1984-10-15	364 606	
	1244	1975-03-26	{ 1991-10-15 1994-10-15	1 087 502	
	3942	1975-08-22	1985-04-15	1 002	5 178
Davignon	1651	1969-05-28	1988-10-01		299
Des Îles (Îles-de-la-Madeleine)	50225	1970-03-11	1989-05-01		166

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lac-Témiscamingue	88714	1975-03-05	1984-10-01		226
Les Écores	2695	1969-09-10	1989-04-01	411	
	4348	1971-12-22	{ 1990-06-15	134	
			{ 1991-06-15	442	
			{ 1981-11-01	50	
	1787	1972-06-21	{ 1990-11-01	354	
			{ 1991-11-01	57	
	1447	1973-04-17	{ 1982-11-15	439	
			{ 1992-11-15	2 549	
	89232	1975-03-19	1984-12-15	188	
	1246	1975-03-26	1985-10-01	715	5 339
Laurentian	1654	1969-05-28	1988-09-01	381	
	53290	1970-10-14	1980-07-01	51	
	62651	1972-03-22	{ 1981-12-15	15	
			{ 1991-12-15	126	573
Laurentides	1416	1969-05-07	1988-10-01	459	
	1422				
	2237	1972-07-26	{ 1981-12-15	128	
			{ 1991-12-15	1 033	
			{ 1981-03-15	125	
	2651	1975-07-02	{ 1982-03-15	137	
			{ 1985-03-15	500	2 382
Laurenval	47608	1969-10-03	1989-06-01	259	
	889	1970-03-04			
	50228	1970-03-11	1988-09-01	96	
	2386	1972-08-09	{ 1982-04-01	220	
			{ 1992-04-01	1 236	
	505	1975-02-05	1987-07-15	755	2 566
Le Gardeur	873	1970-03-04	1989-03-01	323	
	874				
	56216	1971-05-05	{ 1981-01-01	18	
			{ 1986-01-01	121	
			{ 1991-01-01	192	654
Manicouagan	2327	1970-06-10	1990-02-01	176	
	2376	1972-08-09	{ 1982-03-15	195	
			{ 1992-03-15	1 581	
	3651	1973-10-03	{ 1983-05-15	1 185	
			{ 1993-05-15	3 349	
	93767	1975-08-27	{ 1980-05-01	19	
			{ 1985-05-01	121	6 626
Mille-Îles	52714	1970-09-17	1989-11-01	107	
	53926	1970-11-25	1980-09-15	3	
			{ 1981-07-01	111	
	105	1972-01-12	{ 1988-07-01	553	
			{ 1991-07-01	345	
	66498	1972-09-20	1982-05-01	88	
			{ 1983-11-01	206	
	1245	1975-03-26	{ 1984-11-01	55	
			{ 1994-11-01	814	2 282
Rouyn-Noranda	2692	1969-09-10	1989-03-01	280	
	4373	1970-11-25	{ 1980-09-01	61	
			{ 1990-09-01	713	
	52707	1970-09-17	1984-09-01	128	
	1446	1973-04-17	{ 1982-11-01	120	
			{ 1992-11-01	670	
	84480	1974-10-02	1986-06-01	474	
	89223	1975-03-19	1985-01-02	199	2 645



**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Jérôme	1420 } 1423 } 48444 } 3311 }	1969-05-07 1969-11-26 1973-09-12	1988-11-01 1989-07-01 { 1983-06-01 { 1993-06-01	283 105 375 1 641	2 404
Vallée-de-la-Matapédia	2949 50527 1953	1969-10-01 1970-03-31 1975-05-14	1989-04-01 1989-12-01 { 1984-02-15 { 1989-02-15	200 44 717 374	1 335
Valleyfield	2811 4377  2750 38	1969-09-17 1970-11-25  1971-08-04 1974-01-09	1989-02-01 { 1980-09-01 { 1990-09-01 { 1981-04-15 { 1988-04-15 { 1991-04-15 1983-07-15	268 29 139 127 646 412 338	1 959
Verdun	1227	1975-03-26	{ 1981-09-01 { 1991-09-01	129 1 054	1 183
					49 815
					334 174
<b>Collèges d'enseignement général et professionnel</b>					
Ahuntsic, Montréal	4416 4152 2371 484 5244 2599 3957 1746 5180	1970-12-02 1971-12-08 1973-06-27 1975-02-05 1975-12-03 1976-07-28 1976-11-10 1977-06-01 1980-01-10	1982-12-15 1991-12-15 1983-07-01 1985-02-15 1985-12-15 1986-08-10 1986-11-15 1987-06-15 1990-01-17	1 600 3 000 1 500 2 500 4 000 4 000 4 000 2 500 1 000	24 100
André-Laurendeau, Lasalle	156 2002 169 3638 585 4960 2600 1865	1971-01-13 1973-05-30 1974-01-16 1974-10-16 1975-02-12 1975-11-12 1976-07-28 1977-06-08	{ 1981-02-01 { 1983-02-01 1083-06-01 1084-02-01 1984-11-01 1981-02-15 1985-11-17 1986-08-02 1987-06-16	1 500 1 000 1 500 1 500 3 000 3 000 4 000 8 000 2 500	26 000
Bois-de-Boulogne, Montréal	3765 500 2860 744	1970-10-14 1976-02-25 1978-09-13 1980-03-20	1982-10-15 1986-03-01 { 1984-09-26 { 1988-09-26 1985-02-27	1 600 2 500 750 1 250 1 000	7 100
Bourgchemin (Régional), St-Hyacinthe	3096 1907 847 3859 227 878 5245 3450 1747 745	1971-09-08 1972-06-28 1073-03-13 1974-10-30 1975-01-22 1975-03-05 1975-12-03 1976-10-06 1977-06-01 1980-03-20	{ 1981-09-15 { 1991-09-15 1982-07-01 1984-03-15 1984-11-15 1985-02-01 1985-03-01 1985-12-15 1981-10-15 1987-06-20 1985-03-27	800 200 1 500 3 000 3 000 3 000 2 500 3 000 600 1 000 1 000	19 600

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Champlain (Régional), Sherbrooke	562	1973-02-21	1983-03-15	2 000	16 000
	2848	1973-08-01	{ 1983-08-15	2 400	
	879	1975-03-05	{ 1993-08-15	600	
	2653	1976-08-04	1985-03-01	3 000	
	566	1977-02-23	1986-08-23	6 000	
			1987-03-01	2 000	
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	2768	1973-07-25	1993-08-01	1 500	5 500
	152	1975-01-15	1985-01-15	2 000	
	3343	1977-10-12	1983-10-17	1 000	
	3267	1979-12-05	1994-12-14	1 000	
Dawson, Montréal	2120	1969-07-16	1989-07-02	1 500	10 515
	241	1970-01-21	1989-07-02	415	
	3405	1970-09-10	1995-10-01	1 600	
	3565	1971-10-20	1981-11-01	2 000	
	485	1975-02-05	1981-02-15	2 500	
	1668	1977-05-26	1983-06-06	1 500	
	2861	1978-09-13	{ 1984-09-26	400	
			{ 1988-09-26	600	
Édouard-Montpetit, Longueuil	791	1969-03-19	1994-04-01	1 100	17 600
	3827	1971-11-10	{ 1981-12-01	1 300	
			{ 1991-12-01	700	
	1963	1972-07-04	1982-07-15	3 000	
	141	1973-01-17	1983-02-01	3 000	
	848	1973-03-13	1985-03-15	4 500	
	841	1974-03-06	1984-03-15	2 000	
	2654	1976-08-04	{ 1981-08-16	1 000	
			{ 1986-08-16	1 000	
François-Xavier-Garneau, Québec	3766	1970-10-14	1995-10-15	1 500	5 000
	15	1974-01-03	1984-01-15	1 000	
	3696	1977-11-02	1983-11-22	500	
	666	1980-03-13	1995-03-19	2 000	
Gaspésie, Gaspé	4016	1969-12-10	1989-12-01	465	5 965
	142	1973-01-17	1983-01-15	1 500	
	880	1975-03-05	1985-03-15	2 000	
	3453	1977-10-19	{ 1983-11-01	500	
			{ 1987-11-01	500	
	746	1980-03-20	1990-03-27	1 000	
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2233	1972-07-26	{ 1982-08-01	400	14 700
			{ 1992-08-01	2 000	
	3844	1973-10-22	1983-10-15	1 500	
	982	1974-03-13	1984-04-01	2 000	
	3958	1976-11-10	1986-11-15	2 000	
	424	1979-02-14	{ 1984-02-21	800	
			{ 1989-02-21	2 000	
	667	1980-03-13	{ 1985-03-20	2 500	
			{ 1990-03-20	1 500	
Joliette	1407	1974-04-17	2009-05-01	3 375	5 875
	3959	1976-11-10	1986-11-16	1 500	
	3446	1979-12-19	1990-01-11	1 000	

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
La Pocatière	1163	1975-03-19	1985-03-01		2 000
Lévis-Lauzon, Lauzon	2378	1971-07-07	1981-08-01	1 000	
	1905	1972-06-28	1982-07-01	2 000	
	1450	1973-04-17	1983-04-15	2 000	
	608	1974-02-20	1984-03-01	3 000	
	3104	1974-08-28	1984-09-01	2 000	
	482	1975-02-05	1985-02-15	2 000	
	3960	1976-11-10	1986-11-16	1 500	13 500
Limouilou, Québec	2157	1968-07-10	1988-08-01	180	
	2298	1971-06-29	1981-07-01	2 000	
	968	1973-03-21	1983-04-01	1 500	
	170	1974-01-16	1984-02-01	1 500	
	2256	1974-06-19	1984-07-03	3 000	
	3549	1974-10-09	1984-10-15	3 000	
	480	1975-02-05	1985-02-15	3 000	
	386	1976-02-11	1986-02-16	3 000	
	1748	1977-06-01	1987-06-15	2 000	19 180
Lionel-Groulx, Ste- Thérèse-de-Blainville	2116	1969-07-16	{ 1989-07-02 1994-07-02	1 500 1 060	
	3293	1972-10-31	1982-11-01	1 000	
	972	1975-03-12	1985-03-15	1 500	
	3580	1977-10-26	1983-11-15	1 000	6 060
Maisonnette, Montréal	269	1969-01-29	1999-02-01	1 007	
	3751	1971-11-03	1981-11-15	2 000	
	1612	1972-06-06	1982-06-15	3 000	
	3370	1972-11-08	1984-11-15	3 000	
	4706	1973-12-19	1984-01-15	1 500	
	481	1975-02-05	1995-02-15	2 500	
	634	1979-03-07	{ 1983-03-14 1984-03-14 1989-03-14	500 500 2 500	
				2 500	16 507
Matane	2829	1971-08-11	1981-09-01	1 000	
	2572	1973-07-11	1981-07-15	1 000	
	3846	1976-11-03	1981-11-01	400	
	2862	1978-09-13	1988-09-21	1 000	3 400
Montmorency, Laval	2830	1971-08-11	1981-09-01	2 000	
	3421	1973-09-19	{ 1983-10-01 1993-10-01	1 500 500	
	3860	1974-10-30	1984-11-15	3 000	
	153	1975-01-15	1995-01-15	3 000	
	671	1975-02-19	1985-03-01	4 500	
	575	1977-02-23	1987-03-01	4 000	
	3910	1977-11-16	1980-12-01	334	18 834
Nord-Ouest	2901	1969-09-24	1989-10-01	1 140	
	3360	1971-10-01	1981-10-15	2 000	
	2808	1972-09-20	1992-10-01	2 000	
	849	1973-03-13	1984-03-15	3 500	8 640
Outaouais	2926	1968-09-11	1993-09-15	448	
	2769	1973-07-25	{ 1980-08-01 1993-08-01	1 000 500	
	572	1974-02-13	1984-03-01	2 000	
	2126	1974-06-12	1984-07-03	3 000	
	4212	1974-11-20	1984-12-01	3 000	
	5229	1975-12-03	1985-12-03	3 000	
	1669	1977-05-26	1987-06-01	2 000	
	635	1979-03-07	1989-03-08	1 000	15 948

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Région de l'Amiante, Thetford Mines	3113	1972-10-18	1982-11-01	1 000	14 000
	420	1974-02-06	1984-02-15	1 000	
	3451	1976-10-06	1981-10-15	3 000	
	1333	1977-04-27	1987-05-02	2 000	
	2159	1977-06-29	1987-06-28	3 500	
	3917	1977-11-16	1983-11-22	2 000	
	2672	1979-09-25	1989-10-04	1 500	
Rimouski	2825	1968-08-27	1991-09-01	2 644	16 154
	1252	1973-04-04	1983-04-15	1 500	
	771	1975-02-26	1981-03-01	2 000	
	3699	1977-11-02	1983-11-15	2 000	
	636	1979-03-07	1989-03-08	1 000	
	2656	1978-08-23	{ 1983-09-01 1988-09-01	800 4 210	
	3188	1979-11-28	1989-12-06	2 000	
Rivière-du-Loup	3413	1969-11-05	1989-11-01	335	6 335
	706	1971-02-24	1981-03-15	1 000	
	3713	1972-12-06	1982-12-15	1 000	
	483	1975-02-05	1985-02-15	3 000	
	3345	1977-10-12	{ 1982-10-17 1987-10-17	400 600	
Rosemont, Montréal	3229	1969-10-22	{ 1989-11-01 1999-11-01	850 1 410	19 260
	2578	1971-07-21	1981-08-01	2 000	
	3371	1972-11-08	1982-11-15	2 000	
	195	1976-01-28	1996-02-02	4 000	
	3131	1976-09-15	1996-09-30	4 000	
	1331	1977-04-27	1987-05-16	4 000	
	2863	1978-09-13	{ 1984-09-21 1988-09-21	500 500	
Saguenay-Lac St-Jean (Régional), Arvida	2761	1968-08-21	1998-09-01	542	31 042
	2504	1970-06-24	2000-07-15	2 100	
	3523	1970-09-17	1980-10-01	2 000	
	3769	1970-10-14	1984-11-01	2 000	
	822	1971-03-03	1981-03-15	2 000	
	2038	1971-06-09	1983-06-15	2 000	
	3845	1973-10-22	1983-11-01	2 000	
	4213	1974-11-20	1984-12-01	2 000	
	973	1975-03-12	1985-03-15	2 500	
	1870	1977-06-08	1987-06-20	1 500	
	3915	1977-11-16	1987-11-22	2 000	
	637	1979-03-07	1989-03-08	4 000	
	2864	1978-09-13	{ 1983-09-29 1984-09-29 1988-09-29 1998-09-29	400 500 2 100 3 400	
Ste-Foy	562	1971-02-10	{ 2013-09-01 1983-02-15	358 3 000	9 858
	1558	1973-04-27	1983-05-01	3 500	
	1670	1977-05-26	1987-06-01	1 000	
	3703	1977-11-02	1987-11-15	1 000	
	747	1980-03-20	1990-03-27	1 000	
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1634	1970-04-08	1995-05-01	1 056	4 556
	663	1972-03-01	1992-03-15	1 500	
	3349	1976-09-29	1986-10-15	1 000	
	3916	1977-11-16	1983-11-22	1 000	

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Jérôme	673	1970-02-18	2000-03-15	1 360	12 560
	871	1972-03-22		3 000	
	850	1973-03-13		2 000	
	573	1974-02-13		3 000	
	3745	1974-10-23		3 000	
	772	1975-02-26		200	
	1058	1977-03-30			
St-Laurent, Montréal	672	1970-02-18	{ 1987-08-01 1987-08-01 1990-02-01	1 106 1 114 647	7 767
	826	1971-03-03	1981-03-15	2 000	
	2200	1973-06-13	1983-07-01	2 000	
	3303	1978-10-25	{ 1985-11-01 1988-11-01	600 300	
Shawinigan	2832	1971-08-11	1981-09-01	1 500	12 900
	3714	1972-12-06	1982-12-15	2 500	
	2089	1973-06-06	1983-06-15	3 000	
	2908	1974-08-14	1984-08-15	3 000	
	4050	1976-11-17	1986-11-15	1 000	
	1871	1977-06-08	1987-06-06	1 000	
	2865	1978-09-13	{ 1983-09-26 1988-09-26	400 500	
Sherbrooke	3602	1970-09-23	{ 1982-10-15 1995-10-15	1 100 1 072	22 172
	3889	1971-11-17	{ 1981-12-01 1991-12-01	700 800	
	3220	1973-09-05	1980-09-15	1 500	
	4225	1973-11-21	1983-12-01	1 000	
	2083	1974-06-04	1984-06-15	2 000	
	154	1975-01-15	1985-01-15	3 000	
	4755	1975-10-29	1985-11-03	4 000	
	196	1976-01-28	1996-02-02	3 000	
	3852	1976-11-03	1986-11-01	2 000	
	2158	1977-06-29	1987-07-04	1 000	
	638	1979-03-07	{ 1983-03-16 1989-03-16	500 500	
Trois-Rivières	480	1972-02-16	1992-03-01	1 500	9 125
	1559	1973-04-27	1983-05-01	2 000	
	4052	1976-11-17	1986-12-01	2 000	
	1060	1977-03-30	1990-03-01	225	
	494	1979-02-21	{ 1984-02-21 1989-02-21	400 1 500	
	2866	1978-09-13	{ 1984-09-21 1988-09-21	750 750	
Valleyfield	3228	1969-10-22	{ 1989-10-15 1994-10-15 2016-09-01	400 912 879	10 691
	1839	1973-05-16	1983-06-15	2 000	
	387	1976-02-11	1986-02-16	1 500	
	341	1977-02-02	1987-02-02	2 000	
	3704	1977-11-02	1983-11-15	1 000	
	2867	1978-09-13	{ 1984-09-21 1988-09-21	500 500	
	1705	1979-06-13	1989-06-21	1 000	

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Vanier, Montréal	1635	1970-04-08	{ 1990-04-01 2000-04-01	256 2 310	
	633	1971-02-17	1981-03-15	2 000	
	3294	1972-10-31	1992-11-01	2 000	
	3422	1973-09-19	1993-09-30	1 500	
	983	1974-03-13	1984-04-01	2 000	
	3961	1976-11-10	1986-11-17	1 000	
	3581	1977-10-26	1987-11-15	2 000	
	567	1979-02-28	1989-03-14	1 000	
	2868	1978-09-13	1988-09-21	2 500	16 566
Victoriaville	3973	1970-10-28	{ 1981-04-01 1984-11-01 1990-11-01 2013-09-01	287 1 000 649 204	
	32	1975-01-08	1985-01-15	1 500	
	3745	1976-10-25	1986-11-01	2 000	
	1449	1979-05-23	1989-06-01	1 500	
	748	1980-03-20	1990-03-27	1 000	8 140
Vieux-Montréal	1636	1970-04-08	{ 1990-04-15 2000-04-15	450 2 583	
	3621	1972-11-29	1984-12-01	3 000	
	851	1973-03-13	1985-03-15	3 000	
	2911	1974-08-14	1984-08-15	3 000	
	4510	1974-12-11	1985-01-03	3 000	
	881	1975-03-05	1985-03-01	4 500	
	4876	1975-11-05	1985-11-10	3 000	
	197	1976-01-28	1996-02-02	3 000	
	2655	1976-08-04	{ 1981-08-16 1986-08-16	4 440 1 560	
	1671	1977-05-26	1987-06-15	4 000	35 533
					498 683
<b>Universités</b>					
Bishop's, Lennoxville	1342	1969-04-30	1989-05-15		1 400
Concordia, Montréal	3005	1974-08-14	1982-12-15	1 500	
	4273	1970-11-18			
	1504	1976-04-28			
	1500	1978-05-10	{ 1986-05-03 1983-05-15 1988-05-15	5 000 400 2 500	9 400
École des hautes études commerciales, Montréal	4415	1970-12-02	1982-12-15	4 000	
	2497	1973-07-04	1993-07-15	4 500	8 500
École polytechnique, Montréal	2566	1970-06-30	1990-07-02	1 001	
	501	1976-02-25	1986-03-15	5 000	
	1942	1976-06-02	1986-06-15	5 000	
	2581	1977-08-10	1997-08-15	4 000	
	1907	1978-06-14	1988-06-30	3 000	
	1933	1979-07-04	{ 1989-07-11 1999-07-11	2 600 1 400	22 001

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**  
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Laval, Ste-Foy	3767	1970-10-14	1984-11-01	4 700
	1627	1971-05-05	2021-01-01	1 067
	1430	1972-05-24	1992-06-01	5 200
	2849	1973-08-01	1983-08-15	3 000
	844	1974-03-06	1984-03-15	5 000
	4479	1974-12-05	1984-12-15	5 000
	2499	1975-06-18	1981-07-03	5 000
	2740	1976-08-10	1981-08-16	2 000
	2582	1977-08-10	1997-08-15	5 000
	1908	1978-06-14	1990-01-01	7 200
	3140	1978-10-11	{ 1988-10-16	5 400
			{ 1998-10-16	9 600
			{ 1985-09-06	2 200
	2438	1979-08-29	{ 1989-09-06	1 550
			{ 1999-09-06	1 250
				63 167
McGill, Montréal	2090	1970-05-27	1990-06-01	668
	3603	1970-09-23	1982-10-15	9 200
	3225	1972-10-31	1992-11-01	2 700
	4215	1974-11-20	1984-12-01	5 000
	4754	1975-10-29	1985-11-01	5 000
	1943	1976-06-02	1986-06-15	5 000
	3130	1976-09-15	1986-10-01	5 000
	4097	1977-11-30	1997-12-05	5 000
	3302	1978-10-25	{ 1988-11-01	4 900
			{ 1998-11-01	2 100
				44 568
Montréal	3764	1970-10-14	1984-11-01	4 100
	3825	1971-11-10	2021-02-01	4 122
	1204	1972-05-03	1992-05-01	5 000
	3457	1972-11-15	1992-11-15	3 000
	3622	1972-11-29	1982-12-01	3 300
	2571	1973-07-11	{ 1980-08-01	4 000
			{ 1993-08-01	1 000
	3846	1973-10-22	1983-11-01	4 000
	3658	1974-10-16	1984-11-01	5 000
	2104	1975-05-22	1981-06-01	5 000
	4220	1975-09-24	1985-10-01	5 000
	870	1976-03-17	1996-02-16	10 000
	2419	1976-07-07	1986-07-15	6 500
	3449	1977-10-19	1997-11-01	5 000
	120	1979-01-17	1989-01-25	5 000
	425	1979-02-14	{ 1984-02-23	5 350
			{ 1989-02-23	4 650
	2842	1979-10-17	{ 1989-10-23	2 500
			{ 1999-10-23	2 500
				85 022
Sherbrooke	643	1969-03-05	2020-03-01	2 898
	3770	1970-10-14	1984-11-01	3 700
	397	1971-01-27	2020-09-01	969
	1628	1971-05-05	2021-02-01	788
	479	1972-02-16	1992-03-15	6 100
	4501	1975-10-08	1995-10-15	4 000
	1944	1976-06-02	1986-06-15	6 000
	3376	1978-11-02	{ 1983-11-09	800
			{ 1988-11-09	3 000
	2671	1979-09-25	{ 1989-10-04	2 450
			{ 1999-10-04	1 550
				32 255

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Université du Québec					
Montréal					
Collège Ste-Marie	3604	1970-09-23	1980-08-01		268
	3696	1970-10-07			
Rimouski	2913	1974-08-14	1984-03-01		400
Trois-Rivières	1414	1970-03-25	2000-04-15		1 957
Siège social, universités constituantes, écoles supérieures et institutions de recherche					
	3524	1970-09-17	1980-10-01	5 100	
	4443	1970-12-02	1982-12-15	7 600	
	99	1972-01-12	1982-01-01	5 000	
	100	1972-01-12	1992-01-15	5 000	
	224	1972-01-26	1982-02-01	5 000	
	416	1973-02-08	1983-02-15	5 000	
	756	1973-03-07	1985-03-01	5 000	
	4315	1973-11-28	1983-12-15	5 000	
	2357	1974-06-26	1994-07-15	5 000	
	478	1975-02-05	1985-02-15	5 000	
	971	1975-03-12	1985-04-01	7 000	
	3753	1975-08-13	1995-08-15	6 000	
	4049	1975-09-10	1985-10-01	10 000	
	502	1976-02-25	1986-03-01	10 000	
	1272	1976-04-07	1986-04-15	5 000	
	261	1977-01-26	1987-02-02	4 000	
	3216	1977-09-28	1997-10-03	6 374	
	3217	1977-09-28	1997-10-04	10 000	
	676	1978-03-08	1988-03-15	5 000	
	1311	1978-04-26	{ 1980-05-01	1 000	
			{ 1988-05-01	8 000	
	2771	1978-08-30	2000-09-06	14 000	
	1076	1979-04-25	{ 1989-05-01	3 800	
			{ 1994-05-01	3 000	
			{ 1999-05-01	3 200	
	2841	1979-10-17	{ 1989-10-24	3 000	
			{ 1999-10-24	2 000	
					154 074
Association coopérative d'habitation Durocher, Résidence d'étudiants, Montréal					
	1436	1970-03-25	2019-07-01	289	
	1629	1971-05-05	2020-04-01	1 160	1 449
					424 461
<b>Total</b> (voir l'échéancier qui suit)					1 257 318



**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS POUR LE REMBOURSEMENT  
D'EMPRUNTS RELATIFS À DES DÉPENSES EN CAPITAL  
AU 31 MARS 1980**

(MILLIERS \$)

Échéances	Nouvelle compagnie théâtrale Inc.	Institutions de santé et de bien-être	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et pro- fessionnel	Universités	Total
1980-1981	168	41 145	39 388	23 817	19 333	123 851
1981-1982	191	48 416	73 648	33 360	40 799	196 414
1982-1983	216	51 739	52 901	40 580	42 985	188 421
1983-1984	244	38 423	50 409	67 394	20 278	176 748
1984-1985	277	34 074	53 335	118 709	42 022	248 417
1980 — 1985	1 096	213 797	269 681	283 860	165 417	933 851
1985 — 1990	706	215 142	37 519	163 689	136 518	553 574
1990 — 1995		39 761	26 970	27 408	26 322	120 461
1995 — 2000		2 792	4	21 309	72 992	97 097
2000 — 2005				1 125	15 371	16 496
2005 — 2010				865	1 702	2 567
2010 — 2015				344	2 387	2 731
2015 — 2020				83	3 333	3 416
2020 — 2021					419	419
			334 174	498 683	424 461	
	<u>1 802</u>	<u>471 392</u>		<u>1 257 318</u>		<u>1 730 612</u>

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**

(MILLIERS \$)

**Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor**  
 Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

**Communauté urbaine de Montréal**

Au 31 mars 1980, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 60% du capital des emprunts effectués pour la construction du métro est formé comme suit:

**Construction du métro**

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1980-11-01	5 <sup>3</sup> / <sub>4</sub> , 6		480
	1989-03-01	5 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>		2 275
	1992-01-01	7		5 389
	2004-03-01	5 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>		15 426
	2004-11-01	5	23 400	27 879
	2005-11-01	6		9 645
	2006-03-01	5 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>		11 302
	2006-11-01	6	12 600	15 012
	2007-01-01	7		6 219
	1981	8 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	26 400	31 453
	1982	10		1 680
	1982	9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>		1 800
	1982	9		1 800
	1983	7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>		600
	1985	10		5 850
	1987	10 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>		2 400
	1987	10		7 500
	1987	10		3 600
	1981 — 1988	variable	109 980	131 030
	1984 — 1993	8		10 500
	1980 — 1994	10, 11 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	9 000	10 772
	1983 — 1997	10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>		9 600
	1983 — 1997	10 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>		7 500
	1983 — 1997	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>		11 400
	2000	10 <sup>7</sup> / <sub>8</sub>	34 440	41 032
	2000	10	33 120	39 459
	2003	8 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	26 190	31 203
	1992	variable	18 000	21 445
	1992	variable	6 000	7 148
	1992	variable	6 000	7 148
				<u>478 497</u>

**ENGAGEMENTS (suite)**  
**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)**

(MILLIERS \$)

**Communauté urbaine de Montréal (suite)****Traitement des eaux usées**

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1980 — 1983	9 1/2		3 840
	1981 — 1988	variable	36 300(1)	43 248(1)
	1988	10		2 280
	1986 — 1996	10 3/4		14 100(2)
	1984 — 1998	10 1/2		13 920
	1980 — 2018	10 3/4		3 206
	1980 — 2018	10 1/2		2 379
	1980 — 2018	10 3/8		7 751
	1980 — 2018	10		6 559
	1980 — 2018	9 3/4		4 876
	1980 — 2018	9 1/2		57
	1981 — 2018	10 3/4		2 538
	1981 — 2018	10 1/2		4 416
	1981 — 2018	10 3/8		832
	1981 — 2018	10		7 378
	1981 — 2018	9 3/4		4 565
	1980 — 2019	10 3/4		3 152
	1980 — 2019	10		9 825
	1980 — 2019	9 1/2		1 890
	1980 — 2019	9 5/8		125
	1981 — 2020	11		36
	1981 — 2020	10 3/4		763
	1981 — 2020	10 1/2		637
	1981 — 2020	10		1 074
	1981 — 2020	9 1/2		2 816
				<u>142 263</u>

(1) Déduction faite du fonds de remboursement de  
1 200 000 \$ É.-U., dont l'équivalent canadien est  
1 429 680 \$.

(2) Déduction faite du fonds de remboursement de  
900 000 \$.

**Communauté régionale de l'Outaouais**

Au 31 mars 1980, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 66 2/3 % du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

**Traitement des eaux usées**

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie du Canada
	1980 — 2018	7 1/2	773
	1980 — 2028	9 1/2	421
	1980 — 2028	8	1 421
	1980 — 2028	7 7/8	1 997
	1980 — 2029	11	88
	1980 — 2029	10 3/8	1 468
	1980 — 2029	9 5/8	1 140
	1980 — 2029	9 1/2	694
	1980 — 2029	8	1 839
			<u>9 841</u>

**Ville de Granby**

Au 31 mars 1980, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 34,128% du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

**Traitement des eaux usées**

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1980	9	31
	1980 — 1984	10 $\frac{1}{4}$	10
	1980 — 1988	10 $\frac{1}{2}$	13
	1988	7 $\frac{1}{2}$	149
	1989	8 $\frac{1}{2}$	15
	1980 — 1991	9	29
	1980 — 1999	10 $\frac{1}{4}$	34
	1980 — 2010	5 $\frac{7}{8}$	85
			<u>366</u>

**Ville de Laval**

Au 31 mars 1980, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

**Traitement des eaux usées**

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1981 — 1996	10	50
	1980 — 1997	10	102
	1980 — 1997	9 $\frac{5}{8}$	141
	1980 — 1997	8	202
	1980 — 1998	10	64
	1980 — 1998	9 $\frac{1}{2}$	51
	1980 — 1998	9 $\frac{3}{8}$	264
	1980 — 1999	9 $\frac{5}{8}$	781
	1980 — 2016	10 $\frac{3}{8}$	2 851
	1980 — 2018	10 $\frac{1}{2}$	5 594
			<u>10 100</u>

**Ville de Waterloo**

Au 31 mars 1980, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

**Traitement des eaux usées**

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1980 — 1987	Variable	143

**ENGAGEMENTS** (suite)  
**OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**  
(MILLIERS \$)

<b>Autorisés par certaines lois</b>	<b>Montant</b>
Sidbec, L.R.Q., c. E-14 et modifications	75 610
Société de développement autochtone de la Baie James, L.Q., 1978, c. 96	2 250
Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	8 000
Société de développement de la Baie James, L.R.Q., c. D-8	40 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12	6 250
Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17 et modifications	65 000
Société québécoise de développement des industries culturelles, L.Q., 1978, c. 24	8 500
Société québécoise d'exploration minière, L.R.Q., c. S-19	24 550
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, L.R.Q., c. S-21 et modifications	3 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22 et modifications	24 800
	<u>257 960*</u>

\* Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte « Placements », de 249 960 000 \$ concernant le capital-actions et de 8 000 000 \$ concernant les prêts et avances.

## AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR CERTAINS ACTIFS ET PASSIFS

(MILLIERS \$)

En raison de l'application de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des revenus gagnés et des dépenses encourues n'aient pas été comptabilisés. Par ailleurs, en retenant le concept de la dette nette, diverses dépenses, telles les dépenses en immobilisations, ont été portées directement aux opérations budgétaires de l'année dès qu'elles ont été encourues. En conséquence, l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1980 qui se rapporte aux opérations du Fonds consolidé du revenu et du fonds de l'assurance-maladie ne tient pas compte, entre autres, des actifs et passifs énumérés ci-après. Ces renseignements supplémentaires sont fournis dans le cadre de l'article 71-e de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6 des lois refondues du Québec de 1977).

Ces renseignements, ainsi regroupés pour une première fois dans les Comptes publics, constituent un complément important dans la reddition annuelle des comptes.

### Entreprises du Gouvernement

Avoir net consolidé des entreprises du Gouvernement selon le détail publié à la page 5-94, diminué de l'apport du Gouvernement..... 3 690 422

Ce montant provient presque entièrement des surplus et réserves accumulés par certaines entreprises, diminués des déficits encourus par d'autres. Le surplus (déficits ou réserves accumulés) a été déterminé selon leurs états financiers, en tenant compte des notes apparaissant au bas du tableau publié à la page 5-94 et selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement dans la majorité des cas. Pour interpréter la situation financière de l'une ou l'autre de ces entreprises, il faut consulter leurs états financiers.

### Immobilisations et équipement

Coût cumulé des biens en capital porté aux dépenses budgétaires du Gouvernement et à la dette nette ..... 8 108 601

La liste de ces biens est fournie à la section 2 du volume 2 des Comptes publics. Elle comprend :

- Les immeubles qui sont la propriété du Gouvernement;
- Les routes et ponts construits, obtenus ou acquis au cours des trente dernières années;
- Le matériel et l'équipement acquis au cours des quatre dernières années, et au cours des dix dernières années pour ceux dont le coût est de 200 000 \$ et plus.

Les biens obtenus gratuitement et acquis pour une considération symbolique sont montrés à la valeur de l'évaluation municipale au moment de l'acquisition; lorsque cette évaluation n'est pas disponible, la valeur de remplacement de l'actif déprécié est utilisée.

Ce sont là des critères qui ne correspondent pas nécessairement à la vie utile de ces biens; cependant, une étude est en cours afin d'établir des critères qui correspondraient davantage à la réalité.

### Comptes à payer

Estimation des marchandises livrées et des services rendus avant la fin de l'année financière et non portés aux dépenses ..... 29 525<sup>(1)</sup>

Estimation des indemnités d'expropriations non portées aux dépenses et afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril..... 53 399

Subventions à verser à la Communauté urbaine de Montréal pour le service de sa dette..... 20 966<sup>(2)</sup>

Solde dû sur les biens achetés à terme et non porté aux dépenses ..... 1 951

Estimation des dépenses de transfert à payer pour des frais encourus avant le 1er avril par des institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire :

	Année <sup>(3)</sup> 1979-1980	Années <sup>(3)</sup> antérieures		
Commissions scolaires		486 700		
Collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP)	24 700 <sup>(4)</sup>			
Universités	55 700 <sup>(4)</sup>			
Institutions privées d'enseignement	21 600 <sup>(4)</sup>			
Transport scolaire	31 857 <sup>(4)</sup>	4 523		
Centres hospitaliers	25 814 <sup>(4)</sup>	75 300 <sup>(4)</sup>		
	<u>159 671</u>	<u>566 523</u>	<u>726 194</u>	<u>832 035</u>

<sup>(1)</sup> Y compris une somme de 11 402 606 \$ redevable à la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour des services rendus pour le compte du ministère des Affaires sociales.

<sup>(2)</sup> Dont un montant de 5 340 000 \$ compris dans les engagements apparaissant à la page 5-89.

<sup>(3)</sup> Des institutions subventionnées.

<sup>(4)</sup> Ces dépenses à payer pour des frais encourus avant le 1er avril 1980 proviennent des modalités de versements qui ne correspondent pas toujours à la portion de l'année scolaire écoulée au 31 mars, tel que mentionné ci-après :

	% Dépenses encourues par les institutions d'enseignement		% Dépenses imputées selon la politique budgétaire	
	Année financière		Année financière	
	en cours	subséquente	en cours	subséquente
CEGEPS	75	25	68	32
UNIVERSITÉS	83.5	16.5	75	25
INSTITUTIONS PRIVÉES				
D'ENSEIGNEMENT	70	30	60	40
TRANSPORT SCOLAIRE	70	30	—	—

Ainsi, si la base utilisée pour le versement des subventions avait tenu compte, au 31 mars 1980, de la période écoulée de l'année scolaire 1979-1980, il aurait été nécessaire de pourvoir ce montant additionnel pour les dépenses de fonctionnement.

<sup>(5)</sup> Déficit accumulé du 1er avril 1974 au 31 mars 1980 par certains centres hospitaliers que le gouvernement s'est engagé à rembourser lorsque ces derniers auront respecté leur plan de redressement financier.

**CONSOLIDATION DE L'AVOIR DU GOUVERNEMENT  
DANS LES ENTREPRISES D'ÉTAT<sup>(1)</sup>**

(MILLIERS \$)

Nom de l'entreprise	Apport du Gouvernement 1980-03-31	Surplus, (déficits) ou réserves accumulés <sup>(2)</sup>	Avoir consolidé
Centre de recherche industrielle du Québec		13 558	13 558
Commission du salaire minimum (1979-12-31)		2 659	2 659
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		6 667	6 667
Hydro-Québec (1979-12-31)		3 628 026	3 628 026
Office de l'électrification rurale	3 587		3 587
Office des autoroutes du Québec (1979-12-31)	320 891	81 603	402 494
Office du crédit agricole du Québec	302 150	1 228	303 378
Raffinerie de sucre du Québec	2 000	9 564	11 564
Régie du Grand Théâtre de Québec		(17)	(17)
Sidbec (1979-12-31)	506 390 <sup>(7)</sup>	(145 909) <sup>(7)</sup>	360 481
Société d'aménagement de l'Outaouais	33 224	(7 686)	25 538
Société de cartographie du Québec	3 000	(391)	2 609
Société de développement autochtone de la Baie James	1 750		1 750
Société de développement coopératif	6 300	586	6 886
Société de développement de la Baie James (1979-12-31)	60 000	3 759	63 759
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(12 446)	62 220
Société de développement industriel du Québec	106 744	18 226 <sup>(3)</sup>	124 970
Société de radio-télévision du Québec (1979-08-31)		19 061 <sup>(4)</sup>	19 061
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR et ses filiales	73 741	22 442 <sup>(4, 5)</sup>	96 183
Société des alcools du Québec (1980-03-29)	30 000	1 687	31 687
Société des loteries et courses du Québec	170	2 417	2 587
Société des traversiers du Québec	1 500	13 038 <sup>(4)</sup>	14 538
Société d'habitation du Québec (1979-12-31)	156 002	523	156 525
Société du parc industriel du centre du Québec	37 489	21 745 <sup>(4)</sup>	59 234
Société générale de financement du Québec (1979-12-31)	128 108 <sup>(7)</sup>	4 735 <sup>(7)</sup>	132 843
Société nationale de l'amiante	10 400	(1 214)	9 186
Société québécoise de développement des industries culturelles	1 500		1 500
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM et ses filiales	64 450	(3 171)	61 279
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA	32 230	5 637 <sup>(3, 4)</sup>	37 867
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	75 200		75 200
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1 <sup>(6)</sup>	4 095 <sup>(6)</sup>	4 096 <sup>(6)</sup>
	<u>2 031 493</u>	<u>3 690 422<sup>(6)</sup></u>	<u>5 721 915</u>

(1) Cette consolidation couvre les entreprises dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement, à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James dont deux administrateurs sont nommés par la Société de développement de la Baie James, deux autres par l'Administration régionale Crie et le cinquième par le Gouvernement. Elle ne comprend pas, par ailleurs, l'avoir des organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire, à l'exception de la dotation du fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers.

(2) Au 31 mars 1980, sauf lorsque indiqué autrement à la suite du nom de l'entreprise.

(4) Y compris la participation du Gouvernement aux immobilisations.

(3) Y compris la participation du Gouvernement à l'acquisition de placements en actions.

(5) Y compris les revenus reportés.

	Apport du Gouvernement	Surplus	Avoir consolidé
(6) Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel	600 \$ +	4 008 296 \$ <sup>(3)</sup> =	4 008 896 \$
Société inter-port de Québec	600 +	86 988 =	87 588
	<u>1 200 \$ +</u>	<u>4 095 284 \$ =</u>	<u>4 096 484 \$</u>

(7) L'apport du Gouvernement dans Sidbec et dans la Société générale de financement est comptabilisé au coût. Par ailleurs, ces entreprises ont traité les primes à l'achat de capital-actions par le Gouvernement en diminution des frais d'intérêt. Nous avons donc redressé le déficit de Sidbec et le surplus de la Société générale de financement pour être conséquent au traitement comptable dans les livres du Gouvernement.

(8) Y compris ceux des entreprises dans lesquelles il n'y a pas eu d'apport par le Fonds consolidé du revenu du Gouvernement.







# INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		
<b>A</b>			
Actif et passif	18, 4-2	Consultation des agents socio-économiques	1-96
Administration des élections	1-94	Comptabilité gouvernementale	1-126
Administration fiscale	1-162	Contentieux général du Gouvernement	1-148
Administration générale (Éduc.)	1-106	Contentieux pénal et criminel	1-148
Administration des réseaux (Éduc.)	1-106	Continuité:	
Adultes		de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Formation générale et socio-culturelle	1-110	Contributions à titre d'employeur	1-130
Formation professionnelle	1-110	Contribution à l'impôt foncier scolaire	1-68
Affaires canadiennes	1-60	Contrôle des permis d'alcool	1-146
Affaires amérindiennes et inuit	1-94	Contrôle et surveillance du développement:	
Affaires culturelles, Ministère	1-56	des entreprises	1-102
Affaires internationales	1-60	des institutions financières	1-102
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-60	Conventions comptables	11
Affaires municipales, Ministère	1-62	Coordination de développement économique	
Affaires sociales, Ministère	1-68	et régional	1-96
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Ministère	1-78	Crédits dépenses et variations, Sommaire	1-4
Aide à la production agricole	1-78	Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-5
Aide financière aux étudiants	1-106	Critères de publication	9
Aide financière aux municipalités	1-162	Curatelle publique	1-128
Aide juridique et financière	1-146		
Aide sociale	1-68	<b>D</b>	
Allocations familiales du Québec, Régime	1-68	Dépenses afférentes aux projets de	
Allocations de maternité	1-186	développement régional (O.P.D.Q.)	1-7
Annexes de l'actif et du passif	5-1	Dépenses, Sommaire	17, 1-5, 1-30
Approvisionnement	1-190	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-64	Dépenses de transfert, état sommaire des	
Arts d'interprétation	1-58	dépenses effectuées	1-6
Arts de l'environnement visuel	1-56	Dette nette	20; 4-4
Assemblée nationale, Ministère	1-84	Dettes assumées (obligations)	5-33
Assistance-maladie	1-68	Développement de l'industrie forestière	1-118
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	1-80	Développement des entreprises et institutions financières	
Autres actifs	5-25	Contrôle et surveillance	1-102
Autres emprunts	5-43	Développement des loisirs	1-110, 1-157
Autres passifs éventuels	5-46	Développement des pêcheries maritimes	1-82, 1-138
Autres renseignements sur certains actifs et passifs	5-93	Droits et libertés de la personne, Commission	1-144
<b>B</b>			
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-56	<b>E</b>	
Bons du trésor, continuité	5-28	Eau, Aide à la gestion	1-172
Bureau central de l'informatique	1-90	Eau, Contrôle de la ressource et de ses usages	1-169
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-94	Eau, Inventaire et recherche	1-166, 1-172
		Échéancier sommaire	
		de certains engagements pour subventions	5-88
		des obligations et autres emprunts moins	
		les fonds d'amortissement	5-45
		des engagements pour le remboursement d'emprunts	
		relatifs à des dépenses en capital	5-88
		Édition gouvernementale	1-88
		Éducation, Ministère	1-106
		Élections, Administration	1-94
		Emprunts	
		effectués	3-4
		garantis	5-46
		remboursés	3-7
		temporaires	19; 4-3
		autres	5-43
		Énergie, et Ressource, Ministère	1-114
		Engagements	5-58
		Opérations budgétaires	5-59
		Opérations non budgétaires	5-92
		Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-150
		Enregistrement officiel	1-146
		Enseignement:	
		primaire et secondaire public	1-108
		collégial public	1-108
		universitaire	1-108
		privé	1-110
		Entrepreneurs en construction, qualification	
		professionnelle des	1-186
		Environnement	1-172
		Équipement:	
		des services de santé	1-74
		des services sociaux	1-72
		Espace et équipement, Allocation	1-190
		Établissement commerciaux, Services aux	1-138
		Études politiques économiques et fiscales	1-126
		Évaluation foncière	1-62
		Exploitation des immeubles	1-190
<b>C</b>			
Catégories et super-catégories de dépenses			
Listes et définitions	1-28		
Sommaire	1-30		
Centre de recherche industrielle du Québec	1-136		
Charte de la langue française	1-98		
Chèques en circulation	19; 4-3		
Cinéma et audio-visuel	1-90		
Commercialisation des produits agro-alimentaire	1-80		
Commission d'appel de francisation des entreprises	1-98		
Commission de la fonction publique	1-130		
Commission de surveillance de la langue française	1-98		
Commission des transports	1-177		
Communications (Ass. nat.)	1-84		
Communications, développement des politiques	1-90		
Communications gouvernementales	1-88		
Communications, Ministère	1-88		
Comptabilité gouvernementale	1-126		
Compte des régimes de retraite	5-28		
Comptes à payer	5-27		
Comptes à recevoir	5-4		
Compte d'accord de perception fiscale	5-26		
Conseil de la langue française	1-98		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-64		
Connaissance géographique du territoire	1-118		
Connaissance du marché du travail	1-184		
Conseil exécutif, Ministère	1-94		
Conseil du trésor, Ministère	1-100		
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, Ministère	1-102		

## INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		
F			
Faune		Logements, Aide à la réalisation et à l'acquisition	1-66
Amélioration et exploitation	1-152	Logements, Aide et surveillance administrative	
Protection	1-152	à l'exploitation	1-66
Financement agricole	1-78	Loisir, Chasse et Pêche, Ministère	1-152
Financement des partis politiques	1-94	Loisirs, Développement	1-110, 5-157
Financement forestier	1-118		
Financement, Sommaire	3-3	M	
Finances, Ministère	1-126	Mandat spécial	1-6
Fonctions de police, normalisation et surveillance	1-150	Municipalités	
Fonction publique, Ministère	1-130	Aide et surveillance administratives et financières	1-62
Fonds d'amortissement:		Redistribution d'une partie du produit de certaines taxes à la consommation	1-162
continuité,	5-37	Subventions (à certaines)	1-162
détail	5-38		
Provenance et utilisation des,	5-40	N	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec	40	Normalisation et spécification (Ind. et Com.)	1-140
Fonds de l'assurance-maladie	43	Normes de travail	1-184
Fonds de relance industrielle	28	Notes complémentaires	22; 4-5
Fonds de suppléance	1-126	Nouveaux emprunts:	
Fonds des agents de voyages	37	détail	3-5
Fonds en fidéicommis	26	sommaire	3-4
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	30		
Fonds spécial olympique	33	O	
Forêts		Obligations	5-29
Amélioration	1-114, 1-116	Office de la langue française	1-98
Connaissance	1-114, 1-116	Office franco-qubécois pour la jeunesse	1-60
Protection	1-114, 1-116	Office des professions	1-112
Utilisation	1-114, 1-116	Office de recrutement et de sélection du personnel	1-130
Formation des adultes	1-110	O.P.D.Q.	1-96
		O.P.D.Q., Dépenses afférentes aux projets de développement régional	1-7
G		Opérations budgétaires	1-2
Garde des détenus et des prévenus	1-144	Opérations non-budgétaires:	
Gestion budgétaire et politique administrative	1-100	sommaire	2-3
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-126	placement; sommaire et détail	2-4
Gestion des terres publiques	1-120, 1-122	Régimes de retraite, compte des autres comptes	2-6
Gestion du personnel de la fonction publique	1-130	Opinion du Vérificateur général	23; 27; 29; 32; 36; 39; 42; 45
Gestion du territoire agricole	1-82	Organisation et aménagement du territoire municipal	1-62
		Organisation et réglementation des professions	1-112
H		Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-94
Habitation	1-64		
Hébergement	1-72	P	
Hydrocarbures et électricité, Études et recherches	1-120, 1-169	Parcs et réserves et établissements touristiques et récréatifs, exploitation d'un réseau	1-154
I		Passifs éventuels	5-46
Immigration, Ministère	1-134	Pêches maritimes, Développement	1-82, 1-138
Impôt foncier scolaire, Contribution	1-68	Permis d'alcool, Contrôle	1-146
Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-164	Placement étudiants	1-186
Industrie, Commerce et Tourisme, Ministère	1-136	Placements	5-6
Industrie minière, Soutien et surveillance	1-120, 1-166	Placements temporaires	5-3
Industrie secondaire, Orientation et développement	1-136	Plan comptable (voir Conventions comptables)	11
Institut québécois de recherche sur la culture, aide financière	1-98	Planification économique et régionale (O.P.D.Q.)	1-96
Intérêts courus (actif)	5-5	Policiers	
Intérêts courus (passif)	5-27	Formation et perfectionnement	1-148
Introduction	9	Normalisation et surveillance	1-150
Inventaires et recherches (Rich. nat.)	1-166	Prêts et avances	5-7
J		Production agricole, Aide	1-78
Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-162	Professions, Organisation et réglementation	1-112
Justice, Ministère	1-144	Promotion du droit et du statut de la femme	1-96
		Protecteur du citoyen	1-86
L		Protection civile	1-150
Liste et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28	Protection des droits et libertés de la personne	1-144
Livres et autres imprimés	1-56	Protection du public (Consommateur)	1-102
		Provenance et utilisation des fonds	21
		Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	5-40

# INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
<b>R</b>		<b>T</b>	
Réadaptation de l'enfance et des adultes	1-72	Terres publiques, Gestion	1-120
Recherche (Aff. soc.)	1-74	Tourisme	
Recherche économique	1-136	Développement	1-140, 1-152
Recherche et enseignement (Agriculture)	1-78	Formation professionnelle	1-142, 1-152
Recherche géologique et minérale	1-120, 1-166	Promotion	1-140, 1-152
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-160	Tourisme, loisirs et services, implantation	
Régie de l'assurance-récolte du Québec	1-80	des équipements	1-154
Régie de l'électricité et du gaz	1-169	Transport aérien gouvernemental	1-177
Régie des marchés agricoles du Québec	1-80	Transports, Commission des	1-177
Régie des services publics	1-90	Transports, information contrôle et sécurité	1-174
Régime d'assurance-maladie	1-160	Transports maritime et aérien	1-177
Régime de retraite et assurance-vie (Fonct. pub.)	1-132	Transports, Ministère	1-174
Régime de retraite des enseignants	1-132	Transport scolaire	1-180
Reinsertion sociale des délinquants	1-146	Transports terrestres	1-174
Relations de travail	1-184	Travail et Main-d'oeuvre, Ministère	1-184
Remboursement à certains travailleurs	1-164	Travailleurs autonomes, Remboursements	
Remboursement d'emprunts	3-7	de leurs contributions	1-164
Renseignements, Communications gouvernementales	1-88	Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-190
Réseaux et équipements de communication	1-88		
Réseaux routiers			
Conservation	1-174		
Construction	1-174		
Information contrôle et sécurité	1-174		
Ressources fauniques, Gestion	1-152		
Revenus, Détail par ministère, source et sous-source	1-32	<b>V</b>	
Revenu, Ministère	1-162	Variation de l'encaisse	3-4
Revenus, Sommaire par ministère et par source	16; 1-2	Vérificateur général	1-86
Richesses naturelles, Ministère	1-166		
<b>S</b>			
Salubrité du milieu	1-172		
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-56		
Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-186		
Sécurité — incendie	1-64		
Sécurité publique, coordination des activités	1-148		
Services aux établissements commerciaux			
(Ind. Com. et Tour.)	1-138		
Services communautaires	1-70		
Services de main-d'oeuvre	1-186		
Services de consultation et de protection. (Aff. soc.)	1-70		
Services de protection de l'environnement	1-172		
Services parlementaires	1-84		
Services statutaires et de soutien politique	1-84		
Société d'aménagement de l'Outaouais	1-64		
Société de développement industriel du Québec,	1-138		
Société de radio-télévision du Québec	1-92		
Société d'habitation du Québec	1-66		
Société du parc industriel du centre du Québec,	1-138		
Soins spécialisés, ultra-spécialisés et prolongés	1-74		
Sommaire:			
des revenus par ministère et par source	16; 1-2		
des crédits, dépenses et variations par ministères	1-4		
des dépenses par ministères et par super-catégories			
et catégories	1-30		
des engagements	5-58		
des opérations budgétaires	1-2		
des opérations non-budgétaires	2-3		
Emprunts garantis	5-46		
Financement	3-3		
Nouveaux emprunts	3-4		
Soutien aux organismes bénévoles	1-70		
Soutien du revenu familial	1-68		
Sport, Promotion du sport	1-110, 1-154		
Statistiques, Services centraux	1-140		
Statut de la femme, Promotion du droit	1-96		
Supplément au revenu de travail	1-162		
Sûreté du Québec	1-150		
Suspension du droit d'engager	1-5		
Système judiciaire, Fonctionnement	1-144		



